



Organe d'examen des politiques commerciales

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RAPPORT DU SECRÉTARIAT

MALAISIE

Le présent rapport, préparé pour le sixième examen de la politique commerciale de la Malaisie a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé à la Malaisie des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à M. Sergios Stamnas (tél.: 022/739 5382) et Mme Katie Waters (tél.: 022/739 5067).

La déclaration de politique générale présentée par la Malaisie est reproduite dans le document WT/TPR/G/292.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Malaisie. Ce rapport a été rédigé en anglais.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	8
Environnement économique	8
Cadre de la politique commerciale	9
Évolution de la politique commerciale	10
Évolution des politiques sectorielles	11
Perspectives.....	13
1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	14
1.1 Aperçu général.....	14
1.2 Résultats économiques récents.....	14
1.3 Balance des paiements	18
1.4 Évolution des principales politiques	19
1.4.1 Politiques macroéconomiques	19
1.4.2 Politiques structurelles.....	20
1.4.2.1 Réforme fiscale/assainissement des finances publiques.....	20
1.4.2.2 Privatisation	21
1.4.2.3 Politique de la concurrence	22
1.4.2.4 Gouvernement d'entreprise et lutte contre la corruption	22
1.4.2.5 Politiques relatives au marché du travail.....	23
1.5 Composition et structure des échanges.....	24
1.6 Tendances et structure de l'investissement étranger direct	26
2 RÉGIME DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT.....	29
2.1 Introduction.....	29
2.2 Cadre général	29
2.3 Élaboration et objectifs de la politique commerciale	30
2.4 Accords et arrangements commerciaux.....	32
2.4.1 OMC	32
2.4.2 Accords régionaux et accords préférentiels (ACR et ACPr)	33
2.4.2.1 ACR	33
2.4.2.2 ACPr	37
2.4.3 Autres accords et arrangements.....	37
2.5 Régime d'investissement	38
2.5.1 Généralités	38
2.5.2 Régime d'investissement étranger	40
3 POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE.....	42
3.1 Introduction.....	42
3.2 Mesures agissant directement sur les importations	44
3.2.1 Procédures douanières, évaluation en douane et règles d'origine	44

3.2.1.1 Prescriptions en matière d'enregistrement, de documentation et de dédouanement	44
3.2.1.2 Évaluation en douane	45
3.2.1.3 Règles d'origine	46
3.2.2 Droits de douane	46
3.2.2.1 Droits NPF appliqués.....	47
3.2.2.2 Dispersion et progressivité des droits NPF.....	49
3.2.2.3 Contingents tarifaires	51
3.2.2.4 Consolidations tarifaires	51
3.2.2.5 Avantages tarifaires/exonérations de droits.....	52
3.2.2.6 Préférences tarifaires.....	52
3.2.3 Licences, restrictions et prohibitions à l'importation	53
3.2.3.1 Régime de licences.....	53
3.2.3.2 Contingents.....	54
3.2.3.3 Prohibitions	55
3.2.4 Mesures contingentes.....	55
3.2.5 Normes et autres prescriptions techniques.....	55
3.2.5.1 Normes, essais et certification	55
3.2.5.1.1 Normes malaisiennes	56
3.2.5.1.2 Certification halal	57
3.2.5.1.3 Accréditation et normes de gestion de la qualité	58
3.2.5.1.4 Coopération internationale.....	58
3.2.5.1.5 Transparence.....	59
3.2.5.2 Réglementation sanitaire et phytosanitaire	59
3.2.5.2.1 Normes alimentaires.....	60
3.2.5.2.2 Biosécurité	60
3.2.5.2.3 Analyse des risques	60
3.2.5.2.4 Transparence.....	61
3.2.5.3 Prescriptions en matière d'étiquetage et d'emballage.....	61
3.2.6 Marchés publics.....	62
3.2.7 Commerce d'État	65
3.3 Mesures agissant directement sur les exportations	65
3.3.1 Procédures	65
3.3.2 Prohibitions, restrictions et licences à l'exportation	66
3.3.3 Droits et taxes à l'exportation.....	66
3.3.4 Avantages tarifaires et fiscaux	67
3.3.5 Subventions à l'exportation	67
3.3.6 Zones franches et autres mesures.....	68
3.3.7 Financement, assurance et garanties à l'exportation	68
3.3.8 Promotion des exportations	69
3.4 Mesures agissant sur la production et le commerce	69

3.4.1	Taxation et incitations fiscales	69
3.4.1.1	Impôts indirects.....	70
3.4.1.2	Impôts directs	71
3.4.1.3	Incitations fiscales.....	72
3.4.2	Assistance financière	73
3.4.2.1	Mesures de financement et autres mesures financières.....	73
3.4.2.1.1	Technologie et R-D	73
3.4.2.1.2	PME.....	74
3.4.2.2	Autres subventions.....	75
3.4.3	Sociétés liées à l'État.....	77
3.4.4	Politique de la concurrence et protection des consommateurs.....	79
3.4.4.1	Politique de la concurrence	79
3.4.4.2	Contrôle des prix et de l'approvisionnement	81
3.4.4.3	Protection des consommateurs.....	82
3.4.5	Gouvernement d'entreprise	83
3.4.6	Droits de propriété intellectuelle.....	84
3.4.6.1	Propriété industrielle	85
3.4.6.1.1	Brevets et modèles d'utilité.....	85
3.4.6.1.2	Marques de fabrique ou de commerce	86
3.4.6.1.3	Indications géographiques	87
3.4.6.1.4	Protection des variétés végétales.....	87
3.4.6.1.5	Dessins et modèles industriels et schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés	88
3.4.6.1.6	Secrets commerciaux.....	88
3.4.6.2	Droit d'auteur et droits connexes.....	89
3.4.6.3	Moyens de faire respecter les droits.....	90
4	POLITIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR SECTEUR	93
4.1	Introduction.....	93
4.2	Agriculture et élevage	95
4.2.1	Caractéristiques.....	95
4.2.2	Politique gouvernementale	95
4.2.3	Mesures à la frontière.....	97
4.2.4	Soutien interne.....	98
4.2.5	Riz.....	99
4.3	Pêche	100
4.4	Industries extractives.....	102
4.5	Énergie	103
4.5.1	Hydrocarbures.....	107
4.5.2	Électricité	110
4.6	Secteur manufacturier.....	112

4.6.1 Industrie automobile	114
4.7 Services	117
4.7.1 Introduction	117
4.7.2 Services financiers	120
4.7.2.1 Introduction	120
4.7.2.2 Activités bancaires effectuées à partir du territoire national	124
4.7.2.3 Assurance relevant de la réglementation nationale	125
4.7.2.4 Services bancaires et services d'assurance de Labuan (offshore)	127
4.7.2.5 Institutions financières de développement	128
4.7.3 Télécommunications	129
4.7.4 Transport aérien	131
4.7.4.1 Structure institutionnelle et réglementaire	131
4.7.4.2 Aéroports et services d'escale	131
4.7.4.3 Compagnies aériennes et accords de services aériens	132
4.7.4.4 Services de ventes, de réservation, de commercialisation, de réparation et de maintenance	133
4.7.5 Transport maritime	134
4.7.5.1 Cadre juridique et réglementaire	134
4.7.5.2 Transports maritimes	134
4.7.5.3 Ports	135
4.7.5.4 Engagements liés au transport maritime contractés au titre de l'AGCS et des ACR	136
4.7.6 Tourisme	137
4.7.7 Services professionnels	140
4.7.7.1 Services comptables (y compris services d'audit) et services de conseil fiscal	140
4.7.7.2 Services juridiques	141
4.7.7.3 Services d'architecture	141
4.7.7.4 Services d'ingénierie	141
4.7.7.5 Services de métrage-vérification	142
BIBLIOGRAPHIE	143
5 APPENDICE – TABLEAUX	149

GRAPHIQUES

Graphique 1.1 Composition du commerce des marchandises, par produit, en 2009 et 2012	25
Graphique 1.2 Répartition géographique des échanges de marchandises, en 2009 et 2012	26
Graphique 1.3 Stock d'investissement étranger direct, en 2008 et 2012	27
Graphique 1.4 Stock d'investissement direct à l'étranger, en 2008 et 2012	28
Graphique 2.1 Procédure de négociation d'un ALE	31
Graphique 2.2 Vision 2020 et stratégies économiques et sociales connexes	32

Graphique 3.1 Moyenne des taux NPF appliqués par section du SH, 2009 et 2013	48
Graphique 3.2 Distribution des taux de droits NPF, 2009 et 2013	49
Graphique 3.3 Progressivité des droits NPF par catégorie à deux chiffres de la CITI, 2009 et 2013	50
Graphique 4.1 Structure du secteur financier selon la part des actifs, 2012	121
Graphique 4.2 Assurance: volume total des primes, 2008-2012.....	126
Graphique 4.3 Arrivées de touristes, 2012	137

TABLEAUX

Tableau 1.1 Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2012	15
Tableau 1.2 Principaux indicateurs économiques et sociaux, 2009-2012.....	16
Tableau 1.3 Balance des paiements, 2009-2012	18
Tableau 2.1 ACR en vigueur, juillet 2013	33
Tableau 2.2 Principales caractéristiques des nouveaux ACR, 2010-2013.....	35
Tableau 3.1 Structure tarifaire de la Malaisie, 2009 et 2013	47
Tableau 3.2 Analyse succincte des droits de douane préférentiels de la Malaisie, 2013	52
Tableau 3.3 Normes malaisiennes alignées sur les normes internationales, 2008 et 2012	57
Tableau 3.4 Structure des recettes fiscales directes et indirectes, 2009-2012	70
Tableau 3.5 Descentes et inspections concernant les atteintes au droit d'auteur, 2009-2012.....	91
Tableau 4.1 Coefficients d'autosuffisance, 2009-2012.....	96
Tableau 4.2 Aperçu des mesures de soutien interne à l'agriculture, 2009-2011	99
Tableau 4.3 Subventions à l'énergie, 2009-2011	107
Tableau 4.4 Subventions aux prix des combustibles et comparaison, 2012	109
Tableau 4.5 Engagements en matière de services dans les accords commerciaux signés par la Malaisie, 2013.....	120
Tableau 4.6 Établissements bancaires, 2009, 2011 et 2013.....	124
Tableau 4.7 Compagnies d'assurance, 2012.....	127
Tableau 4.8 Banques et services offshore, 2012	128
Tableau 4.9 Principaux indicateurs des télécommunications, 2009-2012	130
Tableau 4.10 Régime de licences de télécommunications, 2013	130
Tableau 4.11 Parts du marché intérieur des transporteurs malaisiens (transport de passagers), 2010-2012.....	132
Tableau 4.12 Accords sur les services aériens de l'ASEAN, 2013	133
Tableau 4.13 Incitations fiscales en faveur des hôtels et des projets touristiques, 2013.....	138

ENCADRÉS

Encadré 4.1 Libéralisation des services, 2010-2013	118
--	-----

APPENDICE - TABLEAUX

Tableau A2. 1 Notifications à l'OMC, du 1 ^{er} janvier 2010 au 31 octobre 2013	149
Tableau A3. 1 Récapitulatif des droits de douane appliqués par la Malaisie, 2009 et 2013	151
Tableau A4. 1 Utilisation des contingents tarifaires par produit, 2011	153
Tableau A4. 2 Libéralisation des services, 2009-2013	155
Tableau A4. 3 Législation régissant les secteurs des services, 2013	158
Tableau A4. 4 Ports fédéraux et ports des États: volume du trafic, propriété et exploitation, 2013	159
Tableau A4. 5 Engagements en matière de transport maritime dans le cadre de l'AGCS et des ALE: accès aux marchés, modes 1 à 3	160

RÉSUMÉ

Environnement économique

1. Les bons résultats économiques globaux de la Malaisie pendant la période considérée traduisent une gestion économique pragmatique et des politiques macroéconomiques correctement adaptées. L'économie a poursuivi son important rééquilibrage sur le plan extérieur compte tenu de la diminution des excédents extérieurs, tandis que les politiques générales visaient toujours à assurer une croissance durable et inclusive afin de faire de la Malaisie un pays à revenu élevé d'ici à 2020. Malgré un ralentissement de la productivité totale des facteurs (PTF) pendant la période 2008-2012, la Malaisie reste compétitive sur le plan extérieur, même si son avantage comparatif ne réside plus dans la fabrication de produits électriques et électroniques, mais dans les produits de base transformés et le gaz naturel.

2. L'économie malaisienne s'est vite redressée après la contraction enregistrée en 2009 et a affiché des taux de croissance plus durables et plus modestes, alors que, entre autres choses, ce n'était plus la fabrication de produits manufacturés destinés à l'exportation qui tirait la croissance économique, mais les services nationaux. La demande intérieure robuste a compensé la faiblesse de la demande extérieure et a alimenté la croissance, qui a atteint un taux annuel moyen de 4,1% (2009-2012). Le faible taux d'inflation de la Malaisie a grimpé entre 2009 et 2011 à cause de facteurs temporaires du côté de l'offre et du côté des coûts, avant de retomber en 2012 à un niveau inférieur à celui de 2010, à savoir 1,7%, soit l'un des taux les plus faibles de la région Asie-Pacifique. En outre, le taux de chômage officiel déjà faible a encore baissé, tombant à 3% en 2012.

3. Pendant la période considérée, une politique d'accompagnement monétaire modérée a continué de permettre un bon équilibre entre soutien de la croissance et maîtrise de l'inflation. Le taux d'intérêt de référence, à savoir 3%, est resté inchangé depuis mai 2011, malgré la tendance des homologues régionaux à vouloir de nouveau baisser les taux. En 2011 et 2012, le taux de change effectif réel du ringgit a fluctué légèrement après une forte appréciation entre septembre 2009 et avril 2010. Conformément à ses différents plans de développement des marchés de capitaux et du secteur financier, la Malaisie a assoupli ou éliminé plusieurs mesures de change. Le déficit budgétaire de la Malaisie a progressivement décliné, tombant de 6,7% du PIB en 2009 à 4,5% en 2012, tandis que, selon les estimations, la dette publique s'établissait juste en deçà du plafond que la Malaisie s'est elle-même fixé, à savoir 55% du PIB. Il existe des plans d'assainissement des finances publiques, de réforme fiscale et de rationalisation des dépenses. Plusieurs initiatives clés ont été lancées afin d'améliorer les finances publiques, y compris la reprise de la rationalisation des subventions. La taxe sur les biens et services (GST), attendue de longue date, doit être appliquée à compter d'avril 2015.

4. Malgré une importante contraction, les soldes de la balance commerciale et de la balance des opérations courantes restent excédentaires. Les réserves de change appropriées de la Malaisie ont augmenté régulièrement entre 2009 et 2011, après quoi elles ont affiché une relative stabilité; au 15 novembre 2013, elles s'élevaient à 136,7 milliards de dollars EU (soit 9,7 mois d'importations, 3,7 fois la dette extérieure à court terme). La dette extérieure (à court terme) a augmenté régulièrement pendant la période considérée (sauf en 2012).

5. L'économie malaisienne demeure fortement tournée vers l'extérieur, le commerce des marchandises et des services représentant 162,4% du PIB. Même si le commerce extérieur de la Malaisie est relativement bien diversifié, une part croissante de celui-ci est intrarégionale (Asie-Pacifique); la part des produits de base dans le total des échanges a augmenté, mais les produits manufacturés restent les principaux produits échangés.

6. Entre 2008 et 2012, le stock d'IED entrant en Malaisie a augmenté de 58,8% – chiffre qui correspond au rythme de progression de son stock tout aussi important d'investissements directs à l'étranger – et a continué à être dirigé vers les activités manufacturières et les activités de services. L'UE et Singapour sont demeurées les principaux fournisseurs d'IED. Les flux entrants d'IED ont légèrement ralenti en 2012, sous l'effet de perspectives économiques mondiales incertaines et de la baisse de l'attractivité de la Malaisie en tant que base pour les industries à forte intensité de main-d'œuvre.

7. La Malaisie a engagé d'importants efforts de libéralisation de son secteur des services depuis 2009, en supprimant ou en assouplissant certaines restrictions relatives à la participation étrangère dans une série de sous-secteurs. Même si la liste complète des plafonds en matière d'IED subsistant dans tous les secteurs de l'économie n'était pas disponible, des limites à l'IED ont été identifiées dans le contexte du présent examen, dans les secteurs suivants: pêche, énergie, télécommunications, et transport aérien et maritime. La participation étrangère dans le cadre de projets de partenariats public-privé ne peut être envisagée que dans certains cas. Dans une certaine mesure, le climat de l'investissement demeure affecté par des politiques favorables à la communauté *bumiputera* et aux Malaisiens en général.

Cadre de la politique commerciale

8. La politique commerciale de la Malaisie vise toujours à faire du pays une nation autonome et industrialisée d'ici à 2020. Elle met l'accent, entre autres choses, sur la nécessité d'intégrer les entreprises malaisiennes dans les chaînes de valeur mondiales et de tisser des liens commerciaux avec de nouveaux marchés. Depuis 2010, aucun changement n'est intervenu en ce qui concerne les institutions chargées de la formulation de la politique commerciale. Plusieurs nouvelles lois liées au commerce sont entrées en vigueur: la Loi sur les services de quarantaine et d'inspection, la Loi sur le commerce stratégique, la Loi sur la concurrence et la Loi sur le contrôle des prix et la lutte contre l'affairisme.

9. La Malaisie continue de négocier de nouveaux accords commerciaux régionaux (ACR) à la fois sur le plan bilatéral et avec ses partenaires de l'ASEAN. Sept nouveaux ACR concernant la Malaisie sont entrés en vigueur pendant la période considérée: trois sont des ACR conclus par l'ASEAN avec des pays tiers (Australie et Nouvelle-Zélande, Inde et Corée), et quatre sont des accords bilatéraux (avec le Chili, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'Australie). La Malaisie a signé et ratifié le système commercial préférentiel de l'Organisation de la Conférence islamique et l'Arrangement tarifaire préférentiel du Groupe des huit pays en développement; ces derniers sont sur le point d'entrer en vigueur. La Malaisie négocie actuellement des ACR avec la Turquie, l'Union européenne et l'Association européenne de libre-échange. Elle participe aux négociations sur le Partenariat transpacifique ainsi qu'aux négociations sur le Partenariat économique régional global (RCEP).

10. Au niveau de l'ASEAN, les efforts visent à établir une Communauté économique de l'ASEAN d'ici à 2015; trois nouveaux accords dans le cadre de l'ASEAN sont entrés en vigueur pendant la période considérée: l'Accord sur le commerce de marchandises de l'ASEAN (ATIGA), l'Accord global sur l'investissement de l'ASEAN (ACIA) et l'Accord de l'ASEAN sur les douanes, en 2012. En outre, une libéralisation supplémentaire a été réalisée au sein de l'ASEAN en ce qui concerne le commerce des services, les services financiers et le transport aérien. Des négociations sur le Partenariat économique régional global dans le cadre de l'ASEAN sont en cours.

11. Pendant la période considérée, la Malaisie n'a été impliquée dans aucune nouvelle affaire de règlement de différends portée devant l'OMC, que ce soit en tant que plaignant ou défendeur. Elle a continué à présenter régulièrement des notifications à l'OMC, même si certaines sont toujours en suspens dans certains domaines tandis que, dans d'autres (par exemple, contingents tarifaires, soutien interne dans l'agriculture), aucune notification n'a été présentée pendant des périodes relativement longues. Les réformes entreprises depuis 2010 pour améliorer les conditions de l'activité des entreprises en Malaisie ont inclus la réduction des délais de traitement des autorisations douanières, l'élimination ou la simplification des prescriptions en matière de licences, et la réduction des délais d'approbation des permis de construire. En outre, une Politique nationale sur le développement et la mise en œuvre de la réglementation, publiée en 2013, prescrit aux organismes du gouvernement fédéral de suivre certaines étapes dans l'élaboration de la réglementation touchant à l'activité des entreprises, au commerce et à l'investissement. Un Comité national sur les investissements a été établi en 2010 afin de pouvoir évaluer et approuver plus rapidement et plus simplement les projets d'investissement et, la même année, le système du Malaysia Corporate Identity (MyCoID) a été introduit afin de simplifier les relations des entreprises avec les différents organismes publics.

Évolution de la politique commerciale

12. Les droits de douane demeurent l'un des principaux instruments de la politique commerciale ainsi qu'une source mineure de recettes fiscales (1,3% des recettes fiscales totales en 2012). À la suite de l'adoption de la nomenclature du SH2012, le tarif douanier de la Malaisie a été simplifié grâce à la réduction du nombre de lignes tarifaires (de 9,3%). Le tarif comporte une multiplicité de types de droits (19 droits *ad valorem*, 19 droits spécifiques, 11 droits composites, 2 droits alternatifs), dont le nombre reste à peu près inchangé depuis 2009. À l'issue des réductions tarifaires unilatérales opérées durant la période considérée, la moyenne des taux NPF appliqués a été ramenée de 7,4% en 2009 à 5,6% (2013). La dispersion des droits a été réduite, mais la progressivité reste marquée. Les taux de droits vont toujours de 0% à 90%, mais les droits non *ad valorem* tendent à dissimuler des crêtes plus élevées; 80% des taux étaient égaux ou inférieurs à 10% en 2013. Bien que plus de 80% des taux soient consolidés, il semble que l'écart moyen entre les taux appliqués et les taux NPF consolidés se soit creusé pour atteindre au moins 10 points de pourcentage, ce qui laisse une grande latitude pour relever les droits appliqués, même si cela ne semble pas avoir eu lieu durant la période considérée. L'écart s'est également réduit entre la moyenne simple des droits NPF appliqués et la moyenne des taux préférentiels sur les importations en provenance des partenaires commerciaux préférentiels ou parties aux ALE.

13. La facilitation des échanges a continué d'être améliorée, entre autres en continuant de remplacer les contrôles lors du dédouanement par des contrôles après dédouanement; la Malaisie occupe un rang élevé dans le classement international pour la facilité du commerce transfrontalier.

14. Des prohibitions à l'importation sont appliquées principalement pour des raisons de sécurité nationale ou des motifs religieux ou environnementaux. Une proportion considérable de lignes tarifaires reste soumise à des licences d'importation, dont la plupart ne sont pas automatiques et servent d'instruments de politique commerciale et industrielle afin, entre autres choses, de réglementer le flux des importations et de promouvoir certains secteurs stratégiques. Bien que la Malaisie ait eu beaucoup moins recours à des mesures antidumping puisqu'elle n'a engagé aucune action entre 2007 et 2011, trois enquêtes ont été ouvertes en 2012 au sujet d'importations de fil machine en aciers, de pellicules de polypropylène bi-orientées et de produits plats laminés à chaud, presque tous en provenance de pays asiatiques.

15. Les taxes à l'exportation (1,5% des recettes fiscales totales en 2012) et/ou les restrictions à l'exportation appliquées à certaines marchandises (par exemple, le bois d'œuvre, l'huile de palme brute) continuent, entre autres, de décourager les exportations de certains produits de base et biens essentiels, dont elles réduisent le prix, assurant ainsi un approvisionnement intérieur suffisant et favorisant la transformation en aval. L'exportation de biens essentiels soumis au contrôle des prix (c'est-à-dire la farine de blé, le diesel, l'essence SPS 95, le gaz de pétrole liquéfié, le sucre et l'huile de friture), dont quatre sont subventionnés, exige une autorisation. Des exonérations ou des ristournes de droits d'importation s'appliquent aux produits intermédiaires qui entrent dans la fabrication des produits destinés à l'exportation, de manière que les droits ne deviennent pas des taxes implicites sur les exportations. Une aide est accordée pour l'exportation de certains fruits frais et secs, de certaines fleurs fraîches et sèches, de certaines plantes ornementales, de certains poissons d'ornement et de certains produits manufacturés sous la forme d'exonérations de l'impôt sur les bénéfices allant de 10% à 50% de la valeur de l'augmentation des exportations selon, entre autres, l'activité, la valeur ajoutée et/ou la structure du capital. Des exonérations similaires de l'impôt sur les bénéfices équivalant à 50% de la valeur de l'augmentation des exportations sont accordées aux entreprises dans certains secteurs de services. D'autres mesures de soutien restent en place, telles que les zones industrielles d'exportation qui impliquent des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux (depuis 2011), des crédits à des conditions libérales, des programmes d'assurance et de garantie et des activités de promotion et d'aide à la commercialisation parrainées par le gouvernement.

16. Diverses mesures parmi lesquelles des dons, des allègements fiscaux et des prêts à faible taux d'intérêt sont toujours utilisées pour soutenir la production et la commercialisation de certains produits agricoles et manufacturés, ainsi que pour encourager les PME, la R-D et les activités de protection de l'environnement. L'économie malaisienne demeure l'une des économies les plus subventionnées de la région et du monde. Une réforme visant à rationaliser le régime de subventions en faveur de l'essence, du gaz de cuisine, de l'électricité et des péages routiers a été engagée mais n'a guère donné de résultats jusqu'à présent; elle a été relancée en octobre 2013.

17. Les activités d'élaboration et d'amélioration des normes figurent toujours parmi les priorités de la Malaisie pour accéder au statut de nation développée d'ici à 2020. Durant la période considérée, la proportion des normes malaisiennes obligatoires et des normes alignées sur les normes internationales a continué d'augmenter. Des améliorations réglementaires et institutionnelles ont eu lieu dans le domaine SPS. L'accent a été mis davantage, entre autres, sur la certification halal et les questions de biosécurité.

18. L'État continue d'intervenir dans de nombreux secteurs économiques (tels que le pétrole, le gaz, les services publics stratégiques et les services), même si la concurrence s'est intensifiée pour les sociétés liées à l'État (GLC) en raison de plusieurs faits nouveaux. Les efforts d'amélioration de la productivité semblent avoir porté leurs fruits dans certains cas. Les procédures préférentielles en matière de marchés publics et l'extension des obligations relatives aux opérations de compensation continuent d'être utilisées comme instrument de la politique industrielle destiné à favoriser les entreprises nationales; des appels d'offres internationaux ne sont lancés que si les produits et services ne peuvent être obtenus au niveau national. Les GLC, qui ne sont pas régies par les règles et règlements applicables au secteur public en matière de passation des marchés sont incitées à s'approvisionner auprès d'entreprises appartenant à des intérêts nationaux. La Malaisie est devenue observateur pour l'Accord de l'OMC sur les marchés publics en 2012, et elle a entrepris des efforts pour améliorer la transparence et les "pactes d'intégrité" dans ses procédures de passation des marchés.

19. Durant la période considérée, des changements importants ont été apportés au cadre juridique et institutionnel qui régit la politique de la concurrence et qui vise aussi les GLC, mais pas certaines pratiques ou activités et certains accords anticoncurrentiels relevant de la législation propre aux GLC (par exemple dans les secteurs de l'énergie et des communications). Le contrôle des prix et de l'approvisionnement a été renforcé pour certains biens et services; et les subventions au prix du sucre ont été supprimées et celles pour le pétrole ont été réduites. La protection des consommateurs a été renforcée dans plusieurs domaines (publicité, protection des données personnelles, vente à crédit et moyens de recours des consommateurs). Des progrès notables ont été accomplis dans l'amélioration du cadre qui régit le gouvernement d'entreprise grâce, entre autres, au relèvement des normes dans ce domaine.

20. La Malaisie a renforcé son régime de propriété intellectuelle en apportant des modifications importantes à ses lois ou réglementations sur les brevets, les dessins et modèles industriels, le droit d'auteur et les marques et en élargissant ses engagements internationaux. Son approche proactive en matière de respect de la propriété intellectuelle a été étendue grâce à de nouvelles initiatives (programme du Basket of Brands (BOB), par exemple).

Évolution des politiques sectorielles

21. La part de l'agriculture (sylviculture et pêche comprises) dans le PIB avoisine toujours 10%. Cependant, l'adoption permanente de nouvelles techniques a entraîné une augmentation de la PTF du secteur tandis que le taux d'autosuffisance pour les principaux produits agricoles restait généralement stable pendant la période considérée. La nouvelle politique agricole soutient le développement de l'industrie agroalimentaire et met l'accent, entre autres choses, sur la biotechnologie et l'agriculture à forte valeur ajoutée. La Malaisie continue de maintenir un régime commercial relativement libéral pour l'agriculture, avec des tarifs NPF moyens appliqués de 2,9% (définition de l'OMC) en 2013, soit un niveau en général peu élevé. Toutefois, des taux de droits non *ad valorem* plafonds maintenus presque exclusivement sur certains produits agricoles permettent encore une protection tarifaire plus élevée (les équivalents *ad valorem* atteignent 1 439,2% pour les boissons alcooliques et les déchets de tabac. Des contingents tarifaires liés aux engagements multilatéraux contractés par la Malaisie en matière d'accès au marché pour les produits agricoles subsistent; les taux contingentaires vont de 0% (choux pommés) à 25%, et les taux hors contingent vont de 20% à 90% (choux pommés). Le gouvernement applique également des mesures visant à favoriser la transformation de certains produits agricoles dans le pays (par exemple par le biais de la délivrance non automatique de permis d'exportation et de l'application de droits d'exportation) et à promouvoir les exportations (par des allègements de l'impôt sur les sociétés); les droits d'exportation applicables à l'huile de palme brute ont été considérablement réduits afin d'améliorer la compétitivité à l'exportation et de réduire les stocks nationaux. La Malaisie continue d'augmenter le soutien par produit (par exemple le soutien du prix du riz paddy) et le soutien autre que par produit (par des subventions aux engrais et des prêts à des conditions libérales, par exemple), ces mesures visant principalement les activités liées à la production

rizicole. Le riz est une culture d'importance stratégique à l'égard de laquelle les autorités ont modifié leur approche, l'objectif, qui était précédemment l'autosuffisance, consistant à présent à garantir que le produit reste disponible et accessible à un prix abordable. Ce produit est le seul sur lequel la société Padiberas Nasional Berhad (BERNAS) exerce encore un monopole à l'importation; il est également soumis à un régime de licences d'importation/d'exportation non automatiques et à des contrôles de prix et d'approvisionnement. Les objectifs de production de poisson ont été dans une large mesure dépassés malgré les précautions adoptées, telles que des limitations sur les permis accordés. Un régime de contrôle des moyens de production des activités de pêche ainsi que certaines mesures visant à améliorer la ressource et à assurer la viabilité environnementale ont été mis en place. Le soutien interne à la pêche comprend des subventions supplémentaires au diesel (jusqu'à la fin mai 2011 pour les chalutiers supérieurs à 70 tonneaux de jauge brute).

22. La part des industries extractives (y compris les combustibles) dans le PIB a légèrement baissé; elle était de 10,4% en 2012. Les produits miniers continuent de faire l'objet d'une protection tarifaire relativement élevée allant de 0% à 50% (sur le ciment Portland) et sont soumis à un régime de licences d'exportation et à des taxes à l'exportation, ce qui favorise la transformation en aval.

23. Pendant la période considérée, des efforts ont été réalisés pour réduire la dépendance de la Malaisie à l'égard du pétrole et du gaz et pour absorber la croissance de la demande énergétique en augmentant la part d'autres sources d'énergie dans l'approvisionnement total en énergie primaire. Toutefois, malgré ces efforts, l'apport des énergies renouvelables reste négligeable. Certaines mesures ont également été prises pour accroître l'efficacité énergétique. Le subventionnement de l'énergie destinée à l'ensemble des consommateurs est, de longue date, un problème majeur dans les domaines fiscal et budgétaire ainsi que pour le développement et l'environnement, et constitue de ce fait un important enjeu politique. L'implication de l'État dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité persiste, dès lors que la société PETRONAS, liée à l'État, reste l'entité qui contribue le plus au budget national. Cette mainmise permet notamment aux pouvoirs publics de subventionner les centrales électriques en imposant un prix réduit du gaz naturel, mesure de transfert censée profiter aux utilisateurs finals. En outre, les tarifs de l'électricité varient selon la catégorie de l'utilisateur et sa consommation, ce qui permet un subventionnement croisé entre les divers groupes de consommateurs; ainsi, les tarifs moyens appliqués aux activités commerciales et agricoles sont plus élevés que ceux perçus des consommateurs industriels et résidentiels.

24. Alors que la part du secteur manufacturier dans le PIB a légèrement cédé pendant la période considérée, sa part dans l'emploi reste plutôt stable. Le secteur se place au 3^{ème} rang après la construction et les services en termes de croissance de la PTF. À l'exception notable des produits automobiles, le secteur manufacturier reste assez ouvert au commerce et à l'investissement étranger. Depuis 2009, la moyenne des droits NPF appliqués par la Malaisie sur les importations de produits industriels a été ramenée de 8% à 6,2% (2013), suite à des changements de nomenclature. Ce niveau est plus de deux fois supérieur au niveau tarifaire moyen visant les produits agricoles (définition de l'OMC). Le traitement préférentiel réservé aux produits de fabrication malaisienne dans les passations de marchés publics, le régime de licences d'exportation et les taxes à l'exportation sur les principaux produits de base, les exonérations fiscales sur le revenu des sociétés générées par les exportations et plusieurs incitations fiscales et extrafiscales en faveur de la production et du commerce continuent de soutenir les activités manufacturières. Le secteur automobile reste protégé par une moyenne des droits NPF appliqués de 17,3%, la plus élevée de toutes les sections du SH, bien que les droits applicables aux importations provenant de pays membres de l'ASEAN aient été ramenés à zéro en 2010. Les mesures non tarifaires telles que le système de publication des prix dans le Journal officiel et celui des licences d'importation dit des "permis approuvés" sont toujours en vigueur; ce dernier devrait être éliminé dans un proche avenir (2015, 2020). De plus, une panoplie de mesures fiscales (droits d'accise élevés frappant les véhicules de très grande taille, exonération ciblée des droits d'accise sur les ventes de "voitures de fabrication nationale" et réduction sur les véhicules à quatre roues motrices montés au niveau national, ainsi qu'exonérations fiscales renforcées sur les revenus officiels découlant des exportations) et extrafiscales (prêts à des conditions libérales et subventions), reste en vigueur dans le cadre de la Politique automobile nationale.

25. Le secteur des services demeure un segment de l'économie très dynamique, affichant une croissance annuelle moyenne de 5,9% pendant la période 2009-2012. En 2012, il représentait un peu plus de 50% du PIB et de l'emploi, et attirait la plus grande part des investissements

approuvés dans le pays. Poursuivant sa politique de libéralisation autonome des restrictions relatives à la participation étrangère dans une série de sous-secteurs de services, les pouvoirs publics ont commencé à mettre en œuvre en 2012 une levée partielle ou complète de ces restrictions dans 17 sous-secteurs relevant de 6 secteurs de services: les services professionnels, les services de communication, les services de distribution, les services d'éducation, les services environnementaux et enfin les services de santé et sociaux. Pendant la période considérée, la Malaisie a mis en place un vaste programme de modernisation et de rationalisation de l'ensemble des textes législatifs régissant les services financiers. De nouvelles lois ont supprimé les plafonds de l'investissement étranger direct dans le secteur bancaire et dans celui des assurances. L'octroi d'agrément dans les domaines de la banque et de l'assurance se fonde à présent sur des critères prudeniels et sur l'"intérêt supérieur de la Malaisie". La Malaisie cherche à se présenter comme un centre pour les services financiers islamiques, les services de santé et les services d'éducation, ainsi que comme une plaque tournante pour le transport aérien et le transport maritime.

Perspectives

26. Dans l'ensemble, les fondamentaux de l'économie malaisienne demeurent solides. Bien que l'économie malaisienne se soit remarquablement bien redressée après la crise financière mondiale, elle demeure vulnérable aux chocs exogènes affectant la croissance mondiale ou à l'aversion pour le risque qui pourraient avoir des répercussions par l'intermédiaire du commerce international, des prix des produits de base et des circuits financiers. Une croissance équitable et durable repose sur la diversification ainsi que sur l'amélioration de la productivité totale des facteurs – sur le renforcement des réformes structurelles, en particulier celles qui visent à répondre aux préoccupations liées à l'assainissement des finances publiques, à la réforme fiscale et à la rationalisation des dépenses. Ces réformes et celles qui pourraient les accompagner renforceraient la flexibilité de l'économie malaisienne et sa capacité à faire face à une concurrence extérieure accrue.

1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1.1 Aperçu général

1.1. Pendant la période considérée, les politiques de la Malaisie en matière de commerce et d'investissement ont donné de bons résultats économiques globaux qui sont le reflet d'une gestion économique pragmatique face à de grands chocs extérieurs, assortie de politiques macroéconomiques correctement adaptées aux perspectives et aux risques.¹ L'économie a connu un important rééquilibrage, qui traduit la hausse de la demande intérieure et la faiblesse de la demande extérieure. La productivité totale des facteurs s'est accrue plus lentement (section 1.2), mais la Malaisie reste bien positionnée en termes de facilité de faire des affaires (section 2.5.1) et compétitive sur le plan extérieur même si sa compétitivité semble désormais axée sur les produits de base transformés et le gaz naturel, et non plus sur la fabrication de produits électriques et électroniques.² La Malaisie est le 11^{ème} pays exportateur et importateur de marchandises et de services commerciaux de la région Asie-Pacifique. La part des produits de base dans le total de ses échanges a augmenté, même si les produits manufacturés restent prédominants.³ Une part croissante de son commerce extérieur est intrarégional (Asie-Pacifique), même si la destination de ses exportations demeure relativement bien diversifiée.

1.2. Malgré des fondamentaux économiques solides et des résultats impressionnants pendant la période considérée, certains points faibles risquent d'entraîner une dégradation des perspectives économiques de la Malaisie. Des dispositions sont prises pour y remédier.⁴ Selon le FMI, les risques endogènes sont liés, entre autres choses, aux facteurs suivants: prix élevés de l'immobilier et dette des ménages en hausse, ce qui est susceptible d'affecter le secteur financier (section 4.7)⁵; mise en œuvre plus lente que prévu de la diversification et des réformes structurelles destinées à accroître la productivité (section 1.4.2); pénurie d'ouvriers qualifiés; coûts de licenciement élevés; et nécessité de favoriser la préparation technologique et l'accroissement de la concurrence sur les marchés des produits (finals). Parmi les risques exogènes pourraient figurer des chocs affectant la croissance mondiale ou une aversion pour le risque qui pourraient avoir des répercussions sur la Malaisie par l'intermédiaire du commerce, des prix des produits de base et des circuits financiers, et qui pourraient déclencher une instabilité des flux de capitaux; néanmoins, le fait que le commerce intra-ASEAN demeure solide garantit une certaine résilience face à ces risques.

1.2 Résultats économiques récents

1.3. L'économie malaisienne a rapidement récupéré de la contraction enregistrée en 2009, les moteurs de la croissance économique n'étant plus la fabrication de produits manufacturés destinés à l'exportation mais les services nationaux (tableau 1.1).⁶ Entre 2009 et 2012, l'économie a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 4,1%.⁷ En 2012 et début 2013, une demande intérieure robuste a compensé la faiblesse de la demande extérieure et alimenté la croissance.⁸ L'investissement privé et public a été un moteur essentiel de l'expansion, soutenue par des conditions financières favorables et les effets catalyseurs des grands projets prévus par le Programme de transformation économique (section 2.3), en particulier en ce qui concerne le

¹ FMI (2013b).

² D'après le *Global Competitiveness Report 2013-2014* du Forum économique mondial, en 2013 la Malaisie s'est classée au 24^{ème} rang (sur 148 économies) alors qu'elle occupait la 25^{ème} position (sur 144 pays) l'année précédente. Le *World Competitiveness Yearbook 2013* de l'Institute for Management Development (IMD) a classé la Malaisie au 15^{ème} rang (sur 60 économies) en 2013, alors qu'elle occupait la 14^{ème} position (sur 59 pays) l'année précédente, devant l'Australie, le Royaume-Uni, la Chine, la Corée (Rép. de) et le Japon; la Malaisie s'est classée parmi les 10 premiers pour 2 des 4 facteurs évalués: efficacité des entreprises (4^{ème}) et résultats économiques (7^{ème}) (renseignements en ligne de la Malaysia Productivity Corporation. Adresse consultée: http://www.mpc.gov.my/home/?sstr_lang=en&cont=ds&id=7&item=d7&s_item=7i3&t=3). Malaysia Productivity Corporation (2013b); Banque mondiale (2013b); et Gil Sander *et al.* (2013).

³ CESAP (2012).

⁴ FMI (2013b); et Gil Sander *et al.* (2013).

⁵ Le gouvernement met en place des mesures pour améliorer l'offre de logements plus abordables, et le taux de la taxe sur les gains immobiliers a encore été relevé le 1^{er} janvier 2013 (FMI, 2013b).

⁶ Banque mondiale (2010).

⁷ La réalisation de l'objectif visant à obtenir le statut de pays à revenu élevé fixé par le projet Vision 2020 de la Malaisie nécessite une croissance moyenne de 6% pendant la 10^{ème} période du Plan de la Malaisie (section 2.3) (Banque mondiale, 2010).

⁸ FMI (2013b); et Gil Sander *et al.* (2013).

pétrole, le gaz et les infrastructures. La croissance de la consommation a également été vigoureuse (tableau 1.1), soutenue par un marché du travail dynamique, le crédit aux ménages et les transferts de l'État. L'activité économique devrait rester dynamique en 2013, à la faveur d'une forte croissance de l'investissement, de politiques budgétaires et monétaires favorables, d'une hausse du revenu des ménages du fait de conditions strictes/rigoureuses sur le marché du travail et d'une amélioration modeste dans le secteur des exportations. Du côté de l'offre, l'ensemble des principaux secteurs économiques devrait enregistrer une croissance soutenue, alimentée par le secteur des services et l'industrie manufacturière. L'économie devrait afficher une croissance comprise entre 4,5% et 5% en 2013; en 2014, parallèlement à l'amélioration des perspectives économiques mondiales, l'économie nationale devrait, selon les projections, croître à un rythme plus élevé, avec un taux situé entre 5% et 5,5%.⁹ Les perspectives de croissance à moyen terme sont bonnes en l'absence de nouveaux chocs extérieurs, en particulier d'évolution plus prononcée des prix des produits de base.

Tableau 1.1 Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2012

	2009	2010	2011	2012
Comptes nationaux	(Variation en %, sauf indication contraire)			
PIB réel (en prix de 2005)	-1,5	7,4	5,1	5,6
Consommation	1,4	6,2	8,6	7,1
Consommation privée	0,6	6,9	6,8	7,7
Consommation de l'État	4,9	3,4	15,8	5,1
Formation brute de capital fixe	-2,7	11,9	6,2	19,9
Exportations de biens et de services non facteurs (XGS)	-10,9	11,1	4,6	-0,1
Importations de biens et de services non facteurs (MGS)	-12,7	15,6	6,1	4,7
XGS/PIB (%) (aux prix courants du marché)	91,4	93,3	91,6	87,1
MGS/PIB (%) (aux prix courants du marché)	71,1	76,3	75,2	75,3
Taux de chômage (%)	3,7	3,3	3,1	3,0
Productivité	(variation en %)			
Productivité du travail	-2,1	4,8	1,8	2,0
Prix et taux d'intérêt	(%)			
Inflation (IPC, variation en %)	0,6	1,7	3,2	1,6
Taux fixe des dépôts à 3 mois	2,08	2,50	2,91	2,98
Taux des dépôts d'épargne	0,93	0,94	1,08	1,04
Taux de change				
RM/\$EU (moyenne annuelle)	3,52	3,22	3,06	3,09
Taux de change effectif réel (variation en %)	-1,6	5,7	-2,1	1,8
Taux de change effectif nominal (variation en %)	-1,2	6,7	-1,8	3,0
Solde global des administrations publiques	(en % du PIB, sauf indication contraire)			
Solde des dépenses publiques courantes	-6,7	-5,4	-4,8	-4,5
Recettes courantes	0,2	1,0	0,3	0,3
Recettes fiscales	22,3	20,0	21,0	22,1
Recettes fiscales	14,9	13,7	15,3	16,1
Dépenses courantes	22,0	19,0	20,6	21,8
Dépenses de développement, nettes	6,9	6,4	5,1	4,7
Dette publique totale (fin de période)	50,8	51,1	51,6	53,3
Épargne et investissement				
Épargne nationale brute	33,4	34,2	34,9	31,9
Investissement national brut (formation brute de capital fixe)	17,8	23,3	23,3	25,8
Écart entre l'épargne et l'investissement	15,5	10,9	11,6	6,1
Secteur extérieur				
Solde du compte des opérations courantes	15,5	10,9	11,6	6,1
Solde du commerce des marchandises	19,7	17,2	17,1	13,3
Exportations de marchandises	77,6	80,4	79,1	74,7
Importations de marchandises	57,9	63,3	62,0	61,4
Balance des services	0,6	-0,2	-0,7	-1,5
Compte de capital	-0,0	-0,0	-0,0	0,0
Compte financier	-11,2	-2,5	2,6	-2,4
Investissement direct	-3,1	-1,8	-1,1	-2,3
Balance des paiements	1,9	-0,3	10,7	0,4

⁹ *Discours de présentation du budget 2014* introduisant le projet de loi de finances (2014), "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013. Adresse consultée: <http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>.

	2009	2010	2011	2012
Exportations de marchandises (variation en % de la valeur en RM)	-16,5	16,0	9,1	0,5
Importations de marchandises (variation en % de la valeur en RM)	-16,2	22,3	8,7	5,4
Exportations de services (variation en % de la valeur en RM)	-4,7	4,2	7,5	5,8
Importations de services (variation en % de la valeur en RM)	-7,4	10,3	12,0	12,1
Réserves officielles brutes (milliards de \$EU, fin de période)	94,0	102,0	138,4	138,3
en mois d'importations de l'année suivante	6,5	5,9	7,2	7,2 ^a
Dette extérieure totale (milliards de \$EU; fin de période)	68,0	73,6	81,0	82,6
dont à court terme	22,6	25,8	32,7	30,4
Ratio du service de la dette ^b	6,5	7,6	10,4	10,1

a Sur la base des données d'importation 2012.

b En pourcentage des exportations de marchandises et de services.

Source: Renseignements en ligne de la Bank Negara Malaysia; données fournies par les autorités malaisiennes; et FMI, International Financial Statistics.

1.4. Depuis 2009, la structure générale du PIB et de l'emploi en Malaisie a peu évolué en termes sectoriels, les services représentant environ la moitié de l'activité économique, et l'industrie manufacturière environ un quart (tableau 1.2, section 4.7). De 2008 à 2012, la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) a ralenti, tombant à 0,76% (2,12% en 2000-2007), et sa contribution à la croissance du PIB est tombée à 18% (38% en 2000-2007) en raison du fléchissement de la croissance de la production, en particulier de la faiblesse des résultats à l'exportation, qui étaient affectés par le ralentissement économique mondial.¹⁰ La détérioration de la croissance de la PTF a été particulièrement prononcée dans le secteur des industries extractives (section 4.4). Une analyse récente des avantages comparatifs révèle que la compétitivité de la Malaisie est de plus en plus fondée sur les produits de base transformés et le gaz naturel au détriment des produits électriques et électroniques.¹¹ La participation de la Malaisie aux chaînes de valeur mondiales est relativement élevée si on la compare à d'autres grandes économies exportatrices, et la valeur ajoutée nationale dans les produits d'exportation a considérablement augmenté (sections 2.3 et 4.6).¹²

Tableau 1.2 Principaux indicateurs économiques et sociaux, 2009-2012

	2009	2010	2011	2012
PIB réel aux prix du marché (milliards de \$EU, aux prix de 2005)	178 710,6	210 069,8	232 467,4	243 288,9
PIB courant aux prix du marché (milliards de \$EU)	202 251,4	247 533,5	289 037,6	304 725,7
PIB par habitant aux prix courants du marché (\$EU)	7 202,2	8 658,3	9 979,2	10 387,1
	(variation annuelle en %)			
PIB par activité économique aux prix constants de 2005				
Agriculture	0,1	2,4	5,8	1,0
Industries extractives	-6,5	-0,3	-5,5	1,4
Industrie manufacturière	-9,0	11,9	4,7	4,8
Construction	6,2	11,4	4,7	18,1
Services	2,9	7,4	7,0	6,4
Électricité, gaz et eau	2,0	7,7	3,4	4,3
Commerce de gros et commerce de détail	1,7	8,3	7,1	4,8
Restauration et hôtellerie	4,5	7,0	6,0	5,4
Transport, entreposage et communication	1,3	8,4	6,5	7,0

¹⁰ Les autorités ont indiqué que, avec l'interruption de la croissance économique nationale en 2009, les résultats globaux de la PTF avaient chuté; en 2009, la croissance de la PTF a diminué de 4,8%; c'était la première contraction depuis 2001. Selon la Malaysia Productivity Corporation, pendant la période allant de 2008 à 2012 la croissance de la PTF du pays a excédé celle de l'Indonésie, de la Thaïlande, du Japon, des États-Unis et de l'Australie (Malaysia Productivity Corporation, 2013b).

¹¹ L'avantage comparatif révélé est un indice utilisé pour calculer l'avantage ou le désavantage relatif d'un pays donné en ce qui concerne une certaine classe de marchandises ou de services tels qu'ils sont démontrés par les flux commerciaux (Gil Sander *et al.*, 2013).

¹² Pour de plus amples renseignements sur cette question, voir CNUCED (2013b); et EIU (2012a).

	2009	2010	2011	2012
33Finance et assurance	4,4	8,2	6,8	7,8
Immobilier et services fournis aux entreprises	3,6	7,6	5,3	7,2
Services des administrations publiques	3,4	5,9	12,3	9,5
Autres services	3,8	4,4	4,9	3,9
	(%)			
PIB par activité économique aux prix courants				
Agriculture	9,2	10,4	11,8	10,1
Industries extractives	11,4	10,9	10,4	10,4
Industrie manufacturière	23,8	24,5	24,3	24,2
Construction	3,3	3,4	3,4	3,9
Services	51,3	49,9	49,1	50,4
Électricité, gaz et eau	2,5	2,4	2,3	2,3
Commerce de gros et commerce de détail	13,5	13,4	13,6	13,6
Restauration et hôtellerie	2,7	2,7	2,7	2,7
Transport, entreposage et communication	6,6	6,4	6,3	6,3
Finance et assurance	8,1	7,7	7,3	7,5
Immobilier et services fournis aux entreprises	5,2	5,0	4,9	5,0
Services des administrations publiques	7,9	7,5	7,7	8,5
Autres services	4,9	4,7	4,5	4,4
Autres (droits d'importation)	1,0	1,0	1,0	1,1
Part du secteur dans l'emploi total				
Agriculture	11,9	11,6	11,3	11,1
Industries extractives	0,4	0,4	0,3	0,3
Industrie manufacturière	27,6	28,3	28,6	28,9
Construction	6,6	6,4	6,3	6,2
Services	53,5	53,3	53,4	53,5
Électricité, gaz et eau	0,8	0,8	0,8	0,8
Commerce de gros et commerce de détail; hôtellerie et restauration	18,4	18,7	19,1	19,5
Transport, entreposage et communication	5,8	5,7	5,8	5,8
Finance, assurance, immobilier et services fournis aux entreprises	7,1	7,0	7,0	6,9
Services des administrations publiques	10,7	10,4	10,2	10,0
Autres services	10,6	10,5	10,5	10,5

Source: Renseignements en ligne de la Bank Negara Malaysia; données fournies par les autorités malaisiennes; et FMI, International Financial Statistics.

1.5. Le taux de chômage déjà faible en Malaisie a encore décliné, tombant à 3% en 2012 et à 3,1% en 2013 (tableau 1.1). Au premier trimestre de 2013, les travailleurs étrangers enregistrés se chiffraient à 2,1 millions (environ 16% de l'emploi total, section 1.4.2.5); il s'agissait principalement de travailleurs illégaux. Le secteur informel, qui comptait 1 million de travailleurs (8,2% de l'emploi total) en 2012, contribue à maintenir les taux de chômage officiels bas en absorbant les personnes sans emploi. Il représente, selon les estimations, jusqu'à 13% du PIB, contribution qui, semble-t-il, est prise en considération dans la compilation du PIB; en 2012, c'est le secteur des services qui a enregistré le plus grand nombre de travailleurs informels (59,4%).¹³

1.6. L'inflation, qui a fortement augmenté entre 2009 et 2011 à cause de facteurs temporaires du côté de l'offre et du côté des coûts, notamment la hausse des prix de l'énergie et des produits de base, les ajustements à la hausse des prix administrés et les ruptures de l'approvisionnement alimentaire national, a reculé en 2012, revenant à un niveau légèrement inférieur à celui de 2010, à savoir 1,7%, soit l'un des taux les plus faibles de la région Asie-Pacifique (tableau 1.1). Les facteurs qui expliquent cette baisse sont des conditions favorables du côté de l'offre, y compris une baisse des prix nationaux pour les combustibles et le maintien de prix modérés pour les produits alimentaires, en dépit des pressions exercées par la demande intérieure telles qu'une forte croissance du crédit, un écart de production positif et une hausse des salaires dans les branches de production axées sur le marché intérieur.¹⁴ Le système de contrôle des prix du gouvernement (y compris les subventions) qui vise les principaux biens de consommation des ménages (produits alimentaires et boissons non alcooliques), les combustibles et les services publics, joue un rôle majeur dans la maîtrise des taux d'inflation (sections 3.4.2.2 et 3.4.4.2). Plus de 30% des marchandises entrant dans la composition du panier définissant l'indice des prix à la consommation de la Malaisie sont des produits alimentaires et des boissons non alcooliques; le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles représentent environ 22,6% de la

¹³ Département des statistiques (2013); Baharudin *et al.* (2011).

¹⁴ FMI (2012 et 2013b); et Gil Sander *et al.* (2013).

pondération totale, et le transport 14,9%. Ce système a fait que ni les ménages ni les entreprises n'ont ressenti pleinement l'effet des prix de ces marchandises et il a donc protégé leur pouvoir d'achat.¹⁵ Depuis 2010, en moyenne, l'inflation globale n'a pas dépassé le plafond de la fourchette de prévisions. La hausse escomptée du ringgit par rapport au dollar EU, conjointement avec des prix mondiaux modérés des combustibles et des produits alimentaires, devrait contribuer à contenir les pressions inflationnistes en 2013.¹⁶ D'après les autorités, l'inflation globale devrait rester modeste en 2013 pour se situer en moyenne autour du niveau plancher de la fourchette prévisionnelle de 2%-3% annoncée plus tôt cette année. Toutefois, la possibilité d'une élimination progressive des subventions pour les combustibles et les produits alimentaires et l'adoption planifiée d'une taxe sur les biens et services (GST) (section 1.4.2.1) pourraient temporairement exercer une pression à la hausse sur les prix à la consommation.

1.3 Balance des paiements

1.7. Malgré une contraction importante de l'excédent de la balance des opérations courantes de la Malaisie ces dernières années, qui reflète la hausse de la demande intérieure, la faiblesse de la demande extérieure et l'importance des importations de biens d'équipement (tableau 1.3), selon le FMI, la position extérieure de la Malaisie est plus forte que ne le laissent supposer les fondamentaux à moyen terme et les politiques souhaitables. Elle reflète des facteurs structurels, dont l'insuffisance des filets de sécurité sociale, l'existence de goulets d'étranglement en matière d'investissement et l'importance des exportations de ressources non renouvelables (par exemple d'hydrocarbures).¹⁷ Entre 2009 et 2012, la part de l'excédent commercial dans le PIB est tombée de 19,7% à 13,3% (tableaux 1.1 et 1.3).

Tableau 1.3 Balance des paiements, 2009-2012

(Millions de RM)

	2009	2010	2011	2012
Balance des opérations courantes	110 727	87 183	102 426	57 348
Balance des marchandises et des services	144 529	135 306	145 293	111 611
Balance des marchandises	140 355	136 751	151 565	125 614
Exportations	552 920	641 135	699 591	703 152
Importations	412 565	504 384	548 026	577 538
Balance des services	4 173	-1 444	-6 272	-14 003
Exportations	98 751	102 900	110 630	117 007
Transport	16 472	15 696	15 482	13 665
Voyage	54 995	58 350	60 146	62 548
Importations	94 578	104 344	116 902	131 010
Transport	32 290	38 087	40 546	41 677
Voyage	22 827	26 733	31 187	35 654
Solde des revenus	-14 215	-26 333	-21 806	-36 024
Rémunération des travailleurs	-1 463	-2 082	-2 331	-3 040
Revenu de l'investissement	-12 752	-24 251	-19 475	-32 985
Transferts courants (nets)	-19 587	-21 790	-21 061	-18 239
Compte de capital et d'opérations financières	-80 224	-20 057	23 132	-22 878
Compte de capital (net)	-51	-111	-133	159
Compte d'opérations financières (nettes)	-80 173	-19 946	23 265	-23 037
Investissement direct	-22 315	-13 977	-9 337	-21 748
Investissement direct à l'étranger de la Malaisie	-27 436	-43 160	-46 662	-52 864
Investissement direct en Malaisie	5 121	29 183	37 325	31 116
Investissement de portefeuille	-1 781	48 467	26 139	58 388
Éléments d'actif	-22 177	-23 176	-18 522	-21 455
Éléments de passif	20 396	71 643	44 661	79 843
Produits financiers dérivés	2 369	-698	-76	954
Autres investissements	-58 447	-53 738	6 539	-60 632
Secteur public	-182	119	-1 337	-1 702
Éléments d'actif	3 366	2 878	1 430	1 882

¹⁵ Gil Sander *et al.* (2013).

¹⁶ EIU (2013a).

¹⁷ FMI (2013b).

	2009	2010	2011	2012
Éléments de passif	3 547	2 759	2 767	3 584
Secteur privé	-58 265	-53 856	7 876	-58 930
Erreurs et omissions nettes	-16 671	-69 754	-30 876	-30 597
Total balance des paiements	13 831	-2 628	94 682	3 873

Source: Renseignements en ligne du Département des statistiques. Adresse consultée: <http://www.statistics.gov.my/portal/index.php?lang=en> [24 juillet 2013].

1.8. Selon le FMI, les réserves internationales de la Malaisie restent appropriées (tableau 1.1).¹⁸ Au 15 novembre 2013, elles s'élevaient à 136,7 milliards de dollars EU (9,7 mois d'importations, soit 3,7 fois la dette extérieure à court terme).¹⁹

1.9. La dette extérieure de la Malaisie (à court terme) a augmenté, grimpant de 22,6 milliards de dollars EU (32,6% du PIB) en 2009 à 32,7 milliards de dollars EU (29,1% du PIB) en 2011 (tableau 1.1). Depuis, elle a légèrement décliné mais a atteint 36 milliards de dollars EU (28,8% du PIB) au premier semestre de 2013; les autorités ont indiqué que cette hausse reflétait une dette extérieure plus élevée à moyen et long termes à la suite d'une réduction nette de l'emprunt à l'étranger de la part du secteur privé non bancaire à des fins d'investissement et une hausse de la dette extérieure à court terme due à une réduction nette de l'emprunt interbancaire, ainsi que l'affaiblissement du ringgit par rapport aux devises régionales et aux grandes devises. Néanmoins, selon le FMI, la dette extérieure devrait poursuivre sa tendance régulière à la baisse à moyen terme, compte tenu des excédents importants de la balance courante et d'une augmentation de l'importance relative de la dette intérieure.²⁰ Le ratio du service de la dette par rapport aux exportations, qui a augmenté régulièrement depuis 2009, reste relativement faible (tableau 1.1).

1.4 Évolution des principales politiques

1.4.1 Politiques macroéconomiques

1.10. Selon le FMI, la politique d'accompagnement monétaire modérée de la Bank Negara Malaysia (BNM) établit le bon équilibre entre soutien de la croissance et maîtrise de l'inflation.²¹ Étant l'une des premières banques centrales de la région à avoir engagé un cycle de resserrement de la politique après la crise mondiale de 2008-2009, la BNM a maintenu son taux d'intérêt de référence à 3% depuis mai 2011, résistant à la tendance qu'ont ses homologues régionaux de vouloir de nouveau baisser les taux. Un certain nombre de réglementations macroprudentielles (section 4.7) ont été adoptées en 2010 et 2013 pour freiner la hausse du crédit au secteur privé, en particulier pour alléger la dette des ménages, et empêcher une accumulation des risques menaçant la stabilité financière.²²

1.11. La Malaisie a recours à un flottement encadré du ringgit par rapport à un panier de monnaies pondéré par les échanges dont le contenu n'est pas communiqué.²³ En 2011 et 2012, le taux de change effectif réel du ringgit a fluctué légèrement après une forte appréciation entre septembre 2009 et avril 2010.²⁴ La Malaisie a été exposée à l'instabilité des flux de capitaux – caractéristique des marchés émergents –, tendance qui se poursuivra probablement à court terme. La Malaisie conserve de multiples solutions de régulation face à l'instabilité des flux de capitaux. Sa réponse politique, caractérisée jusqu'à présent par une flexibilité du taux de change dans les deux sens lorsqu'il s'agissait d'atténuer des fluctuations excessives, a été une réussite. Le

¹⁸ FMI (2013b).

¹⁹ Renseignements en ligne de la Bank Negara Malaysia. Adresse consultée: http://www.bnm.gov.my/files/publication/msb/2013/6/i_en.pdf.

²⁰ FMI (2013b).

²¹ Si les risques de détérioration des perspectives de croissance devaient se concrétiser, la BNM dispose d'une vaste marge de manœuvre pour baisser les taux et laisser le taux de change amortir les chocs. Toutefois, le niveau relativement élevé de la dette publique laisse peu de place à une réponse budgétaire en cas de détérioration (FMI, 2013b).

²² Gil Sander *et al.* (2013).

²³ FMI (2013b).

²⁴ Le Groupe consultatif du FMI sur les taux de change (CGER) et les estimations fondées sur l'évaluation du solde extérieur (EBA) laissent entendre que le taux de change effectif réel est sous-évalué par rapport au niveau correspondant aux fondamentaux et aux politiques souhaitables, mais ces méthodologies ne semblent pas prendre pleinement en considération les caractéristiques structurelles de la Malaisie (FMI, 2013b).

système bancaire solide de la Malaisie et ses marchés de capitaux liquides facilitent l'amortissement des flux, tandis qu'un noyau stable d'investisseurs institutionnels nationaux et des niveaux confortables de réserves internationales officielles servent également à amortir toute instabilité de la demande extérieure de valeurs mobilières nationales.²⁵

1.12. Conformément à différents plans de développement des marchés de capitaux et du secteur financier (section 4.7.2.1), la Malaisie a assoupli ou éliminé plusieurs politiques en matière de change.²⁶ Depuis le 18 août 2010, les exportateurs et les importateurs sont libres de déterminer la devise dans laquelle s'effectue le règlement (hormis la devise israélienne), dans le cadre des échanges internationaux de marchandises et de services. Depuis janvier 2012, les banques onshore ont été autorisées à échanger directement une devise étrangère contre une autre avec n'importe quel résident. Depuis juin 2013, les non-résidents ont été autorisés à engager des opérations anticipées de couverture des risques de change impliquant le ringgit pour les transactions courantes avec des banques onshore (section 4.7.2.2). L'interdiction des transactions offshore portant sur le ringgit était la dernière des grandes mesures de contrôle des changes instaurées en septembre 1998 qui perdurait encore en avril 2013.²⁷

1.13. Le déficit budgétaire de la Malaisie a progressivement décliné, tombant de 6,7% du PIB en 2009 à 4,5% en 2012 (tableau 1.1). En 2012, les dépenses ont excédé les projections budgétaires initiales d'environ 2% du PIB, en particulier en ce qui concerne les salaires, les pensions, les subventions pour les combustibles, et les transferts à des groupes cibles; toutefois, ce dépassement des dépenses a été compensé par des recettes plus élevées, des dépenses de développement plus faibles et un PIB nominal plus élevé que ce qui était prévu.²⁸ Les budgets 2013 et 2014 prévoient un autre déclin du déficit budgétaire, qui s'établirait à 4% et 3,5% du PIB respectivement, conformément au plan du gouvernement de réduire son déficit à 3% du PIB d'ici à 2015. Selon les estimations, la dette publique est passée à 53,3% du PIB à la fin de 2012, juste en deçà du plafond de 55% que le gouvernement s'était imposé, ce qui reflète, entre autres choses, la baisse de la croissance et les prix du pétrole. Les autorités se sont engagées à ramener la dette à environ 48% du PIB d'ici à 2017, grâce à leur plan d'assainissement des finances publiques (section 1.4.2.1).

1.4.2 Politiques structurelles

1.14. Selon le FMI, la mise en œuvre durable de vastes réformes structurelles est un prérequis pour que la Malaisie devienne un pays à revenu élevé d'ici à 2020.²⁹

1.4.2.1 Réforme fiscale/assainissement des finances publiques

1.15. Pendant la période considérée, la réforme fiscale a porté sur différents points: la modernisation et la rationalisation du régime de taxes sur les recettes pétrolières applicable aux compagnies pétrolières en amont (2010); la réduction du taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (2010, 2013); le rétablissement (2010) et l'augmentation (2012, 2013) de la taxe sur les gains immobiliers; l'augmentation du taux de la taxe sur les services (2011); la réduction des taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés coopératives (2013); et l'introduction d'un traitement au titre de l'impôt sur les bénéfices pour les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés fiduciaires. La Malaisie a rendu le paiement des taxes et impôts plus onéreux pour les entreprises en réintroduisant la loi sur les gains immobiliers mais a facilité le respect des obligations fiscales et allégé les coûts y relatifs en améliorant les systèmes de paiement de l'impôt par voie électronique et la mise à disposition de logiciels appropriés et d'accès facile.³⁰ Dans l'optique de moderniser et de rationaliser le système d'administration fiscale, depuis 2010 le système d'auto-évaluation a été mis en œuvre pour les sociétés, les entreprises individuelles, les

²⁵ FMI (2013b); et Gil Sander *et al.* (2013).

²⁶ EIU (2012a).

²⁷ Les autorités malaisiennes considèrent les mesures de contrôle des changes restantes comme des mesures prudentielles par nature et nécessaires pour assurer la disponibilité de renseignements appropriés sur le règlement des paiements et les recettes dans le cadre du mécanisme de surveillance des flux de capitaux (FMI, 2013b).

²⁸ FMI (2013b); et Gil Sander *et al.* (2013).

²⁹ FMI (2013b).

³⁰ Selon la Banque mondiale, en 2012 la Malaisie s'est classée au 15^{ème} rang (sur 185 économies) pour le paiement des taxes et impôts, alors qu'elle occupait la 25^{ème} position l'année précédente (Banque mondiale, 2013b).

partenariats, les sociétés coopératives et les salariés; le calcul de l'impôt sur le revenu s'effectue sur la base de l'année en cours.³¹

1.16. Les autorités sont attachées à l'assainissement des finances publiques, à la réforme fiscale et à la rationalisation des dépenses.³² Plusieurs initiatives clés ont été adoptées pour améliorer les finances publiques, y compris l'établissement d'un Comité de politique budgétaire (au milieu de juin 2013) appuyé par un Bureau de la politique budgétaire au sein du Ministère des finances. La rationalisation des subventions (sections 3.4.2.2 et 4.5) a repris depuis la dernière flambée des prix en décembre 2010, sous la forme d'une réduction de 0,20 ringgit par litre de la subvention pour les carburants (depuis le 3 septembre 2013), et de l'élimination de la subvention pour le sucre (depuis le 26 octobre 2013), tandis que les transferts monétaires ont été dirigés vers des groupes à faible revenu et vulnérables ciblés. Les mesures en cours visant à rationaliser les dépenses incluent l'utilisation optimale des actifs publics, le recours intensif aux technologies de l'information (TI) pour fournir les services publics, la maîtrise de la taille de la fonction publique, la réduction des dépenses non essentielles, et la promotion d'une plus grande coopération interinstitutionnelle en matière de mise en œuvre des programmes. Les mesures destinées à améliorer le recouvrement des recettes continuent à être axées sur l'élargissement de la base d'imposition, l'amélioration de l'administration fiscale, la promotion d'un meilleur respect des obligations et l'intensification de l'éducation fiscale. Dans le cadre du budget 2014, la taxe sur les biens et services (GST), attendue de longue date, doit être appliquée au taux de 6% à compter d'avril 2015, ce qui élargira la base d'imposition, promouvra le respect global des obligations fiscales et inclura le secteur informel (section 1.2) dans le système fiscal; la taxe sur les ventes et la taxe sur les services seront abrogées.³³ Les audits, le recouvrement et les enquêtes sont renforcés. Le gouvernement a fait preuve de vigilance en ce qui concerne l'évasion fiscale, la sous-déclaration des droits de douane et le blanchiment d'argent.

1.17. Pour répondre à l'augmentation des dépenses sur le long terme, les autorités ont l'intention d'engager des réformes du régime public de retraite, des programmes de prêts au logement et de prêts aux étudiants, et de la fonction publique. Selon le FMI, l'assainissement des finances publiques doit être sous-tendu par un plan concret prenant en considération, entre autres choses, la baisse potentielle des recettes pétrolières à long terme et l'augmentation des dépenses publiques liées au vieillissement. Il devrait être complété par des réformes visant à élargir la base des recettes hors recettes pétrolières et gazières, qui sont instables, et à stimuler l'efficacité et le caractère inclusif des dépenses publiques, y compris par l'intermédiaire d'une réforme progressive des subventions universelles pour les combustibles, accompagnée de mesures de soutien ciblées en faveur des groupes vulnérables.³⁴ Dans le même temps, le FMI souligne la nécessité de rationaliser les incitations fiscales en faveur de l'investissement, et de rendre leurs coûts plus transparents sur le plan budgétaire.

1.4.2.2 Privatisation

1.18. Malgré une intervention de l'État directe et indirecte constante et de grande ampleur dans l'économie, peu de mesures de privatisation ont été prises pendant la période considérée, même s'il y a eu un intérêt accru pour revoir les efforts dans ce domaine (sections 3.4.3, 4.2.1, 4.5.2, 4.6, 4.6.1 et 4.7). L'accent est toujours mis sur le Programme de transformation économique des sociétés liées à l'État, qui sont désormais soumises à une concurrence plus intensive du fait de la libéralisation récente de certains secteurs de services (sections 2.3 et 4.7), de l'orientation vers les accords de libre-échange (section 2.4.2), et de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur la concurrence (sections 1.4.2.3 et 3.4.4).

³¹ Renseignements en ligne de la MIDA. Adresse consultée: <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=taxation>.

³² FMI (2013b).

³³ *Discours de présentation du budget 2014* introduisant le projet de loi de finances (2014), "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013. Adresse consultée: <http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>; et renseignements en ligne du Trésor. Adresse consultée: <http://www.treasury.gov.my/data/er/chapter4.pdf>.

³⁴ FMI (2013b).

1.4.2.3 Politique de la concurrence

1.19. Malgré l'adoption d'une nouvelle législation complète (Loi de 2010 sur la concurrence) et des initiatives récentes pour améliorer l'environnement concurrentiel, le gouvernement continue de s'accommoder du fait que le marché est dominé par certaines sociétés y compris dans les secteurs de l'énergie et des communications, qui sont exclus du champ d'application du nouveau cadre juridique (section 3.4.4).³⁵ Pour s'assurer de nouveaux investisseurs et pour maintenir un développement et une croissance ordonnés dans le secteur manufacturier du pays, la Loi de 1975 sur la coordination industrielle (sections 2.5.1 et 3.4.4.1) prescrit que les entreprises manufacturières d'une certaine taille doivent présenter une demande de licence de fabrication, devant être approuvée par le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI), ce qui pourra permettre d'éviter une concurrence excessive et malsaine dans un même domaine.³⁶

1.4.2.4 Gouvernement d'entreprise et lutte contre la corruption

1.20. La Malaisie, chef de file régional en matière de gouvernement d'entreprise, a engagé des initiatives réglementaires, institutionnelles et autres (par exemple le Schéma directeur sur le gouvernement d'entreprise, le Code malaisien de 2012 sur le gouvernement d'entreprise) pour améliorer son gouvernement d'entreprise pendant la période considérée (section 3.4.5); néanmoins, une réforme semble encore nécessaire dans certains domaines, y compris pour encourager les sociétés à montrer qu'elles sont fermement attachées à des niveaux élevés de transparence et pas seulement disposées à adhérer à des prescriptions juridiques minimales, comme l'ont laissé entendre de récents rapports de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement.³⁷

1.21. Le manque de transparence et, partant, de responsabilité à l'égard du public crée une liberté d'appréciation en matière administrative et ouvre donc la voie à la corruption (section 2.5.1). D'après les estimations de la Banque mondiale, la corruption coûte à la Malaisie environ 10 milliards de ringgit par an, l'équivalent de 1% à 2% du PIB annuel; d'après l'Enquête 2011 sur la perception de la corruption de Transparency International, 50% des sociétés interrogées perdaient des contrats commerciaux ou des marchés publics en raison de la corruption.³⁸ La stratégie de lutte contre la corruption de la Malaisie fait partie intégrante des objectifs de politique générale du pays, qui sont notamment incorporés dans son concept "Vision 2020" et dans le programme gouvernemental de transformation (section 2.3).³⁹ Ces dernières années, les organisations professionnelles et le gouvernement ont introduit des codes de conduite des entreprises pour prendre en considération les questions liées à la lutte contre la corruption (par exemple les principes de 2011 relatifs à la lutte contre la corruption, la clause sur la responsabilité des sociétés, la promesse d'intégrité des entreprises de 2011⁴⁰, la Loi sur la protection des donneurs d'alerte). Le gouvernement a reconnu que les lourdeurs administratives constituaient un obstacle à la conduite des affaires et pouvaient entraîner des risques de

³⁵ Les activités commerciales régies par la Loi de 2001 sur la Commission de l'énergie et la Loi de 1998 sur les communications et le multimédia ne sont pas visées par le nouveau régime de la concurrence car ces lois contiennent déjà des règles et des politiques spécifiques en matière de concurrence.

³⁶ Les autorités ont indiqué que l'objectif de la Loi de 1975 sur la coordination industrielle n'était pas d'éliminer la concurrence au sein de branches de production établies.

³⁷ Banque asiatique de développement (2013).

³⁸ Renseignements en ligne de Transparency International. Adresse consultée: <http://www.transparency.org/research/bps2011>. Selon la Fondation Heritage, il semble que le niveau de perception de la corruption du pays ait augmenté, et qu'il n'y ait aucun signe de l'existence de mesures effectives de lutte contre la corruption (renseignements en ligne de la Fondation Heritage, "2013 Index of Economic Freedom – Malaysia factsheet". Adresse consultée: <http://www.heritage.org/index/country/malaysia>; et renseignements en ligne du Business Anti-Corruption Portal, "Malaysia Country Profile". Adresse consultée: <http://www.business-anti-corruption.com/country-profiles/east-asia-the-pacific/malaysia/general-information/#c78142>).

³⁹ La Malaisie a signé la Convention des Nations Unies contre la corruption le 9 décembre 2003 et l'a ratifiée le 24 septembre 2008 (http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?mtdsg_no=XVIII-14&chapter=18&lang=en#EndDec).

⁴⁰ En avril 2013, 150 sociétés (y compris Siemens Malaysia Sdn Bhd) avaient signé la promesse depuis sa mise en œuvre (renseignements en ligne du Business Anti-Corruption Portal, "Malaysia Country Profile". Adresse consultée:

<http://www.business-anti-corruption.com/country-profiles/east-asia-the-pacific/malaysia/general-information/#c78142>; et renseignements en ligne de Transparency International. Adresse consultée: <http://www.transparency.org/country#MYS>).

corruption; pour traiter cette question, il a notamment simplifié le respect des prescriptions administratives du gouvernement (par exemple: permis, réglementations, présentation de rapports), assoupli les réglementations relatives aux investissements immobiliers réalisés par les investisseurs étrangers et publié un manuel sur le transfert de propriété. Pour lutter contre la corruption à grande échelle, l'objectif du programme gouvernemental de transformation est de parvenir à traiter toutes les affaires de corruption dans un délai d'un an; l'objectif est d'augmenter progressivement le pourcentage d'affaires traitées de 85% à 90% puis à 95% entre 2013 et 2016.⁴¹

1.4.2.5 Politiques relatives au marché du travail

1.22. En juillet 2011, un nouveau système d'enregistrement des travailleurs étrangers (cette catégorie exclut les expatriés) résidant en Malaisie, le programme 6P, a été lancé.⁴² Conformément aux nouvelles pratiques dans la région, un salaire minimum (dont 3,2 millions de travailleurs bénéficient) destiné à augmenter les salaires des travailleurs faiblement qualifiés et à renforcer la productivité a été instauré en janvier 2013 (pleine mise en œuvre à compter de 2014, report général pour les PME jusqu'à la fin de 2013).⁴³ Un système de retraite privé, complément du Fonds de prévoyance des employés, a été introduit en juillet 2012 pour pallier les lacunes de l'épargne-retraite et fournir une autre plate-forme d'épargne qui complétera le système obligatoire. L'idée d'un système d'assurance chômage a fait l'objet d'une étude de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui a été achevée en 2013; les autorités ont indiqué qu'il était nécessaire de mener d'autres consultations avec les parties prenantes sur un grand nombre des domaines couverts par l'étude. La Malaisie demeure l'un des plus grands importateurs du monde de main-d'œuvre étrangère, ce qui fait que les coûts de la main-d'œuvre demeurent maîtrisés⁴⁴; le gouvernement souhaite réduire la dépendance à la main-d'œuvre étrangère mais a élaboré des plans pour le faire sans nuire à l'expansion économique du pays.⁴⁵ Pour faire face à la rigidité persistante du marché du travail qui semble gêner une croissance dynamique de l'emploi⁴⁶, et faire de la Malaisie un pays à revenu élevé d'ici à 2020, les autorités ont établi Talent Corp (1^{er} janvier 2011) et Talent Roadmap 2020 (24 avril 2012). Ceux-ci visent à retenir des expatriés hautement qualifiés en assouplissant les qualifications nécessaires pour obtenir un permis de résidence (visa de dix ans à entrées multiples renouvelable qui permet aux grands talents étrangers de continuer à résider et à travailler en Malaisie) depuis avril 2011; depuis 2001, un Programme d'encouragement au retour des experts encourage le retour de professionnels malaisiens hautement qualifiés en offrant des incitations fiscales.⁴⁷ En outre, l'âge de départ à la retraite pour les travailleurs du secteur privé a été repoussé de 55 à 60 ans à compter du 1^{er} juillet 2013.

⁴¹ Renseignements en ligne de Transparency International. Adresse consultée: <http://www.transparency.org/country#MYS>.

⁴² Le processus d'enregistrement des travailleurs étrangers dans le cadre du programme 6P a été achevé le 31 août 2011. Au total, 2 320 034 travailleurs étrangers (légaux et illégaux) ont été enregistrés, dont 1 303 126 (56%) travailleurs illégaux (EIU, 2012a).

⁴³ Selon le FMI, les analyses préliminaires laissent entendre que l'effet sur l'inflation et le chômage sera probablement limité. Même si le salaire minimum devrait inciter les entreprises concernées à passer à des technologies de production à plus forte intensité de capital, un accroissement durable de la productivité nécessiterait la mise en œuvre de réformes complémentaires (sections 1.1 et 1.4.2) (FMI, 2013b).

⁴⁴ Les travailleurs sont embauchés principalement dans les secteurs de l'industrie manufacturière, des plantations, de la construction, et en tant qu'employés de maison (EIU, 2012a; et Gil Sander *et al.* (2013)).

⁴⁵ Les mesures prises pour réduire la dépendance aux travailleurs étrangers incluent l'introduction d'un salaire minimum, la priorité accordée aux nationaux grâce aux annonces d'offres d'emploi diffusées par JobsMalaysia, le recul de l'âge de départ à la retraite afin de prolonger la carrière des travailleurs nationaux et l'établissement d'instituts de formation afin d'accroître de 50% le nombre de travailleurs nationaux qualifiés d'ici à 2020.

⁴⁶ L'expansion de l'économie et le passage à une production axée sur les produits à plus forte valeur ajoutée et sur des procédés plus sophistiqués ont conduit à une hausse de la demande de main-d'œuvre qualifiée, qui fait souvent défaut. Des lignes directrices nationales volontaristes en faveur des *bumiputeras* limitent le recrutement, même si elles ne sont pas appliquées très rigoureusement (EIU, 2012a).

⁴⁷ Ces professionnels malaisiens de retour (titulaires de diplômes et possédant au moins dix ans d'expérience pertinente), principalement dans les domaines de la finance et de la comptabilité, de l'ingénierie, du pétrole et du gaz, de la santé et des technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent bénéficier d'un permis de résidence de dix ans et d'un taux d'impôt sur le revenu uniforme de 15% pendant cinq ans (EIU, 2012a; et renseignements en ligne de Talent Corp. Adresse consultée: <http://www.talentcorp.com.my/>).

1.5 Composition et structure des échanges

1.23. L'ouverture de l'économie malaisienne est telle que, pendant la période considérée, elle est restée très dépendante du commerce extérieur, même si les importations ont eu tendance à progresser et les exportations à décliner en fonction de l'évolution économique endogène et exogène (sections 1.1 et 1.2). En 2012, les ratios des exportations et des importations de marchandises et services par rapport au PIB étaient de 87,1% et 75,3%, respectivement, contre 91,4% et 71,1% en 2009 (tableau 1.1). Le commerce des services, qui reste une composante mineure du commerce extérieur de la Malaisie, a représenté 16,2% des échanges totaux de marchandises et de services en 2012, quasiment comme en 2009 (tableaux 1.1 et 1.3, et section 4.7).

1.24. La modification de la composition des échanges de marchandises reflète l'évolution économique intérieure qui a conduit, entre autres choses, à une hausse de la part des produits de base.⁴⁸ Les produits manufacturés (principalement des machines de bureau et du matériel de télécommunication) et les produits des industries extractives demeurent les principaux produits d'exportation de la Malaisie. Néanmoins, la part des produits manufacturés est tombée de 69,6% en 2009 à 61,6% en 2012 (graphique 1.1), tandis que la part des industries extractives (principalement des combustibles) grimpait de 16,3% à 22,7%. La part des industries extractives dans les importations a également augmenté, tandis que la part des produits manufacturés a chuté (graphique 1.1).

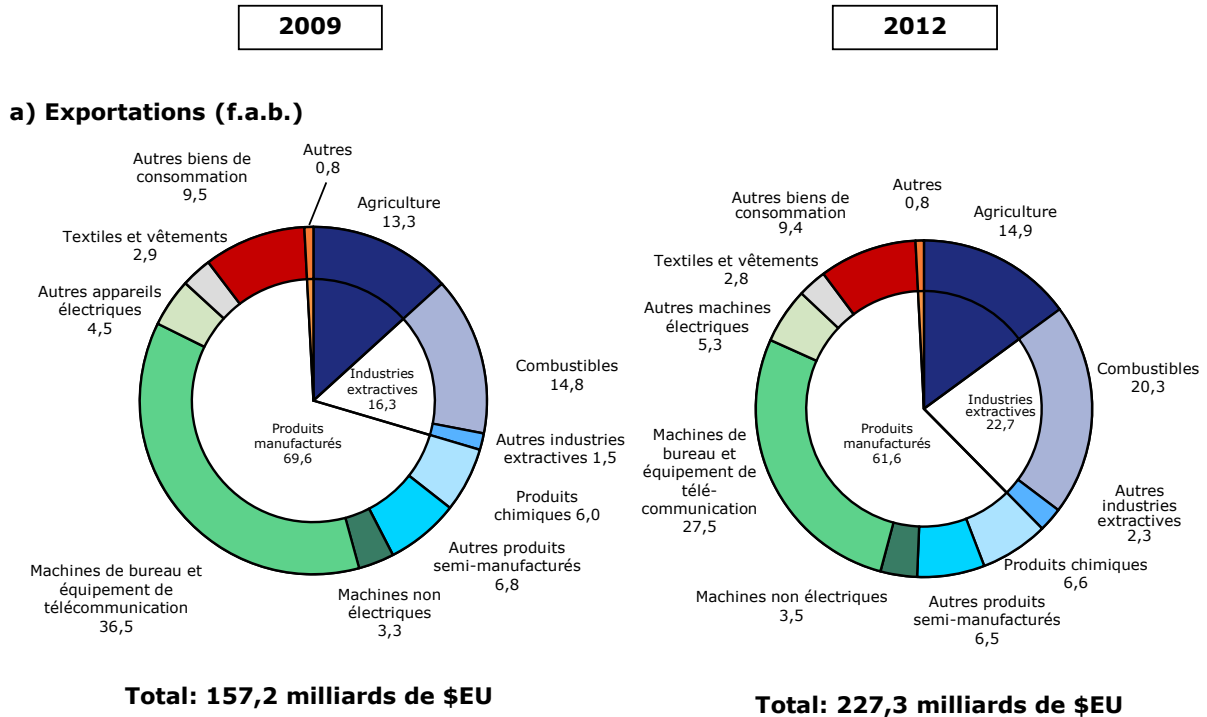
1.25. S'agissant du commerce des marchandises, les débouchés restent relativement diversifiés et généralement situés en Asie, qui est le principal fournisseur et le principal marché de la Malaisie. L'Asie, marché de consommation à plus fort taux de croissance du monde, qui enregistre une croissance des revenus et de la classe moyenne, a alimenté le commerce intrarégional et mondial ces dernières années. Des complémentarités entre les économies de l'ASEAN et des tendances croissantes à la spécialisation verticale ont accéléré les initiatives en matière de commerce et d'investissement parmi les pays de la région. En outre, les accords de libre-échange régionaux et bilatéraux (ALE) ont facilité le commerce et les investissements en Asie, ce qui a soutenu la croissance dans les pays partenaires. Pendant la période considérée, il y a eu un léger transfert depuis les marchés de l'UE et des États-Unis vers Singapour, la Chine et le Japon, qui ont été les principales destinations individuelles des exportations de produits malaisiens en 2012 (graphique 1.2). Les parts de la Chine et de Singapour – les deux principaux fournisseurs de marchandises de la Malaisie en 2012 – dans le total des importations ont augmenté, tandis que celles du Japon, de l'UE et des États-Unis ont chuté (graphique 1.2). Les échanges de la Malaisie avec les partenaires de l'ASEAN représentent plus de 25% de ses échanges internationaux, ce qui fait que la demande intrarégionale est un élément important pour la croissance de la Malaisie, conjointement avec la demande mondiale, les chocs financiers mondiaux et les fluctuations des prix des produits de base.⁴⁹ Selon les projections, lors de la mise en œuvre de l'Accord de partenariat transpacifique, les échanges de la Malaisie avec les signataires de l'Accord devraient croître de 76,3%; ce calcul inclut l'accès aux marchés émergents d'Amérique latine avec lesquels la Malaisie doit encore conclure un ALE (Mexique et Pérou).

⁴⁸ En 2010, les exportations de la Malaisie, en termes de niveau de complexité technologique, étaient à 30% constituées de ressources, à 30% de produits manufacturés de haut niveau technologique, à 15% de produits manufacturés de niveau technologique intermédiaire, à 10% de produits manufacturés de faible niveau technologique et à 5% de services fondés sur le savoir (CNUCED, 2013b).

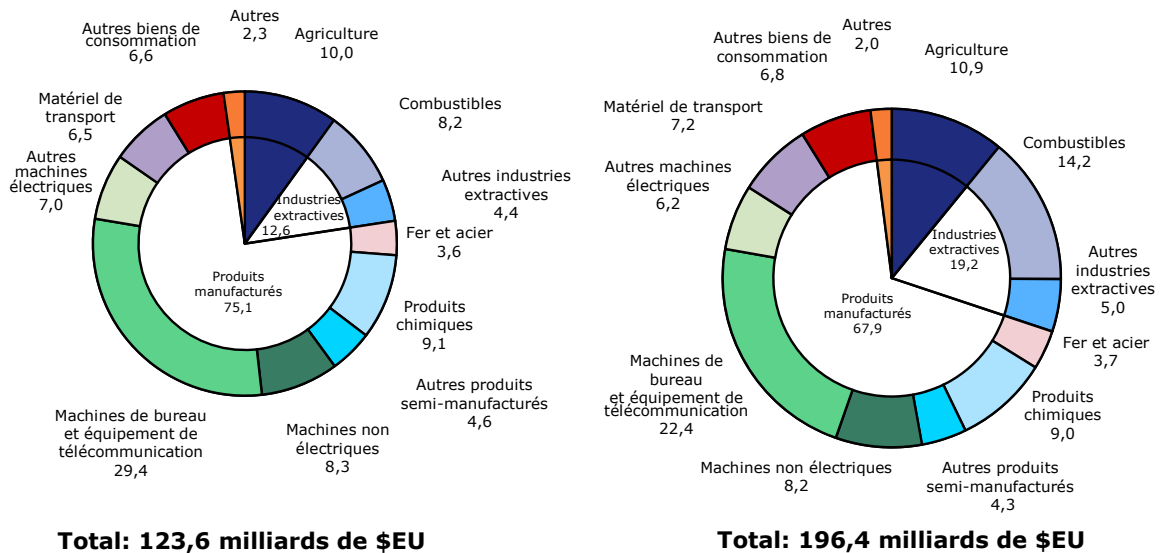
⁴⁹ FMI (2013b).

Graphique 1.1 Composition du commerce des marchandises, par produit, en 2009 et 2012

%



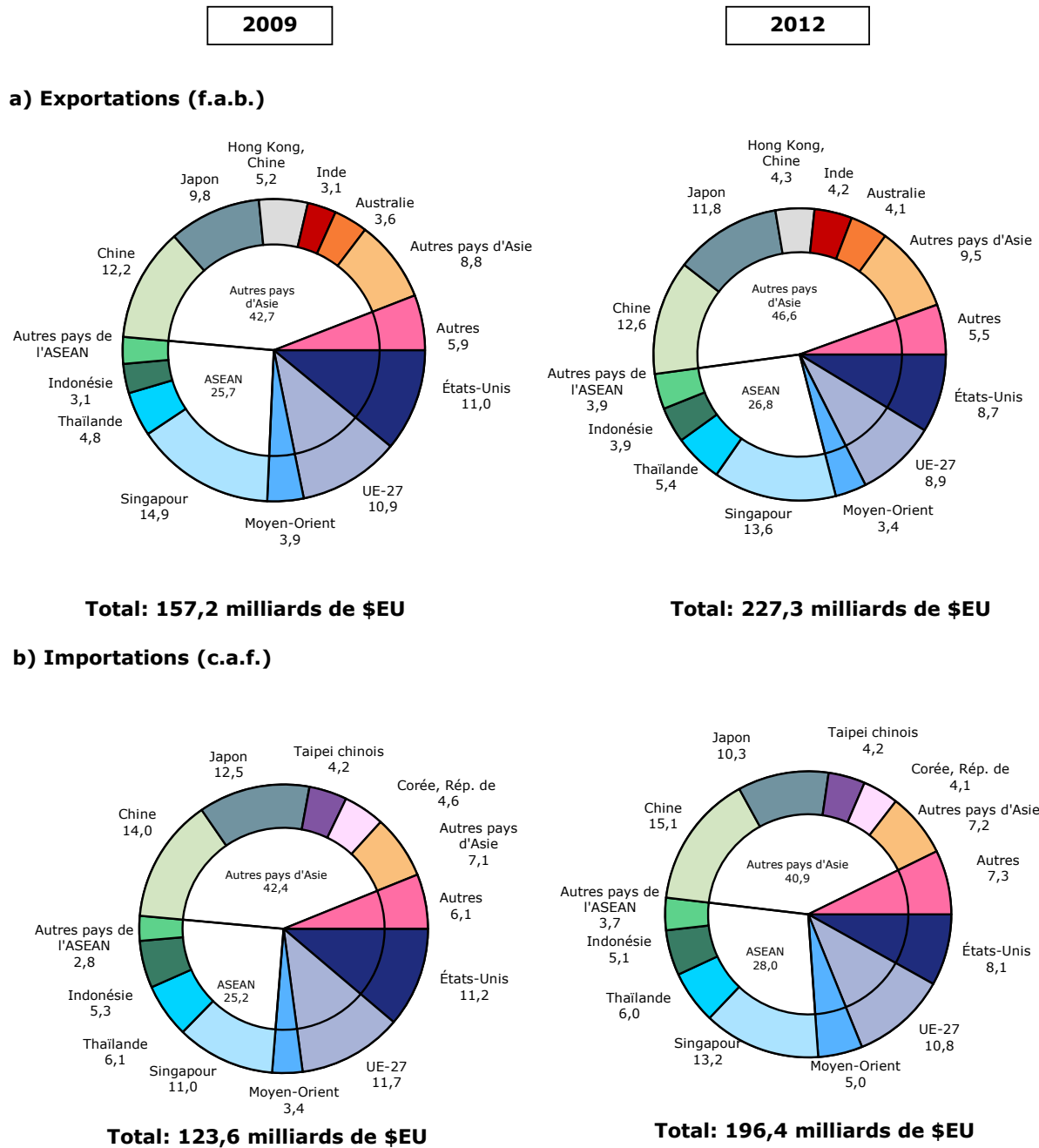
b) Importations (c.a.f.)



Source: DSNU, base de données Comtrade (CTCI Rev.3).

Graphique 1.2 Répartition géographique des échanges de marchandises, en 2009 et 2012

%



Source: DSNU, Base de données Comtrade.

1.6 Tendances et structure de l'investissement étranger direct

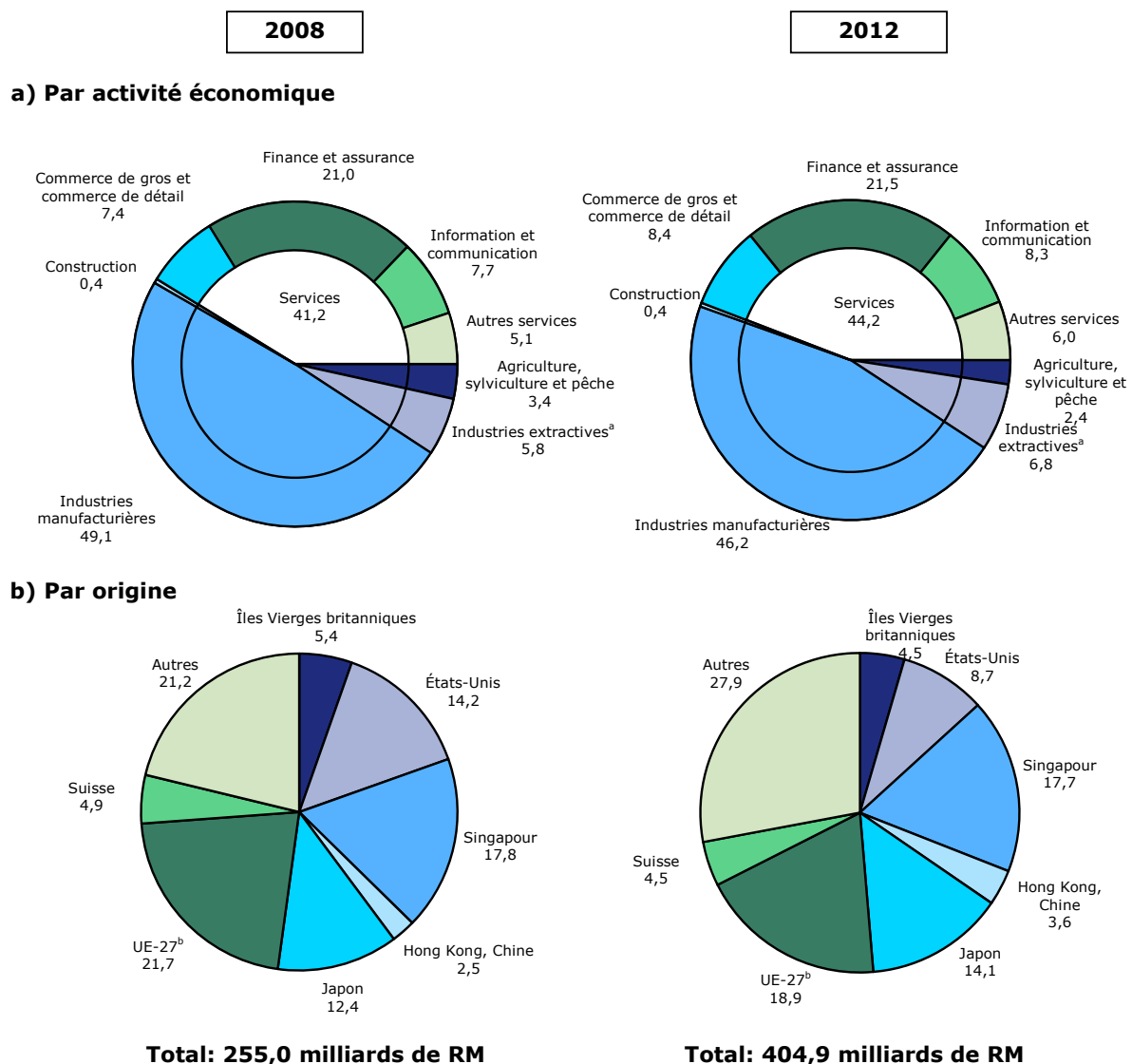
1.26. À la suite des efforts déployés par le gouvernement pour encourager l'investissement étranger direct (IED) dans le secteur des services (sections 2.3, 2.4, 2.5, et 4.7) entre 2009 et 2012, les flux entrants d'IED ont culminé à 12,2 milliards de dollars EU en 2011, avant de tomber à 10,1 milliards de dollars EU en 2012, sous l'effet des perspectives économiques mondiales incertaines et de la baisse de l'attractivité de la Malaisie en tant que base pour les industries à forte intensité de main-d'œuvre.⁵⁰ En conséquence, la part de la Malaisie dans les flux entrants

⁵⁰ CNUCED (2013b); et EIU (2012a).

taux d'IED en Asie est passée de 0,5% à 2,5% (2012).⁵¹ Entre 2008 et 2012, le stock d'IED a augmenté de 58,8%, et a continué à être principalement dirigé vers les activités manufacturières et les activités de services (graphique 1.3). L'UE et Singapour demeurent les principaux fournisseurs d'IED, suivies par le Japon et les États-Unis. En 2013, la Malaisie s'est classée au 16^{ème} rang (19^{ème} en 2012) des principales économies devant accueillir des sociétés transnationales à l'avenir.⁵² D'autres plans prévoyant un assouplissement des restrictions en matière de participation étrangère en 2012-2016 et l'avancée des négociations sur l'Accord de partenariat transpacifique (section 2.4.2.1) devraient notamment contribuer à accroître les flux entrants d'IED, ce qui contribuera à aider le pays à réaliser son objectif déclaré d'obtenir le statut d'économie avancée d'ici à 2020. Pour 2013, l'IED devrait être soutenu, avec des flux entrants plus importants que l'année précédente; au premier semestre de 2013, l'IED a été principalement destiné aux produits manufacturés (44% des flux entrants nets) et au pétrole et au gaz (30%); le secteur des services financiers (18%) a également continué à recevoir d'importants flux entrants.

Graphique 1.3 Stock d'investissement étranger direct, en 2008 et 2012

%



a Y compris pétrole et gaz.

b Seulement l'Allemagne, le Danemark, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Source: Renseignements en ligne de la Bank Negara Malaysia.

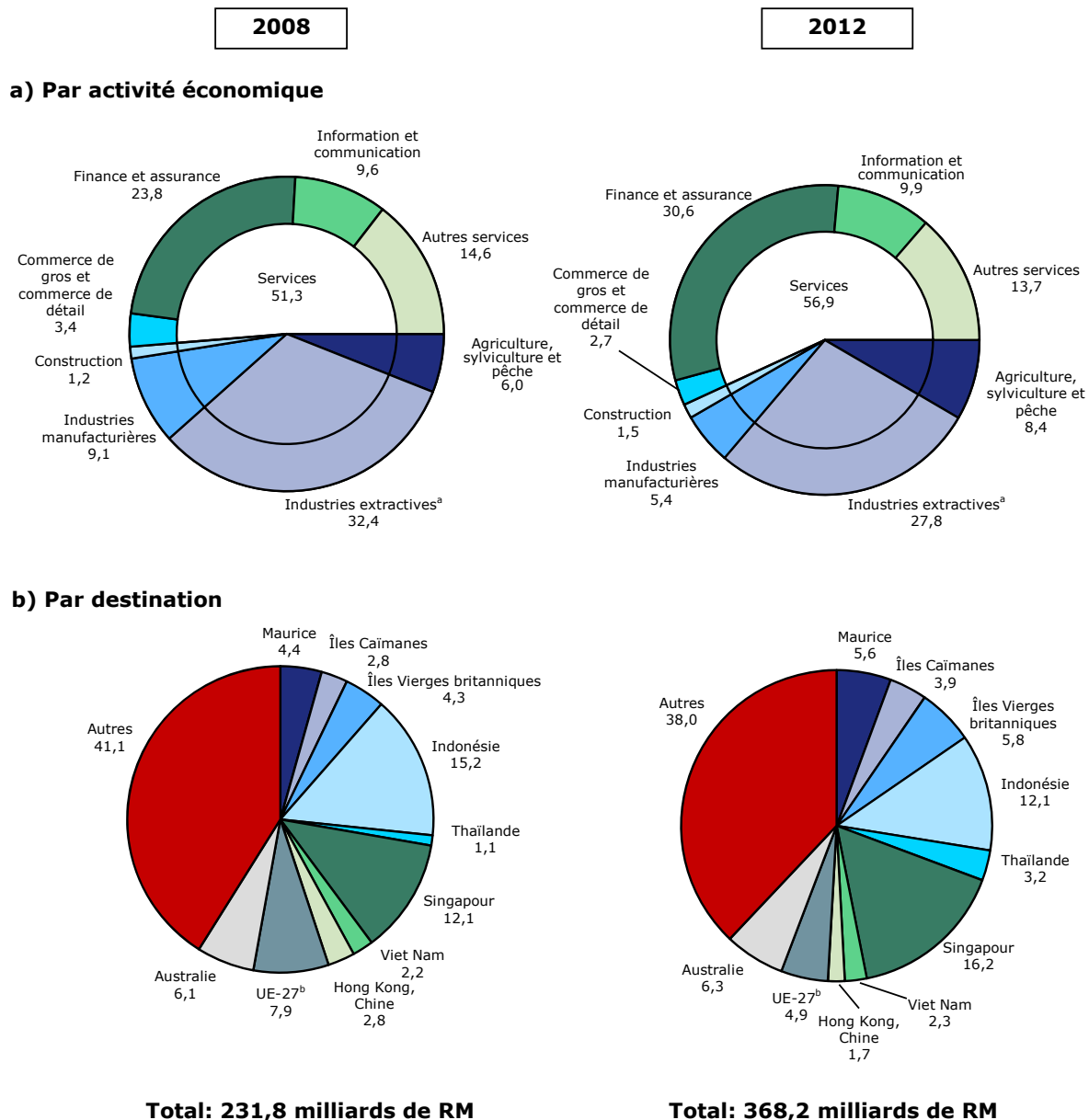
⁵¹ CNUCED (2013b).

⁵² CNUCED (2013b).

1.27. La Malaisie demeure un investisseur majeur à l'étranger. Les sociétés malaisiennes investissent à l'étranger pour élargir leurs marchés, bénéficier d'économies d'échelle et améliorer ainsi leur compétitivité. Le stock d'investissement direct à l'étranger a augmenté de 58,8% entre 2008 et 2012, passant de 231,8 milliards de ringgit à 368,2 milliards de ringgit, chiffre qui tient notamment compte des investissements réalisés par l'entreprise liée à l'État PETRONAS (section 4.5.1) dans l'huile de schiste et le gaz au Canada (graphique 1.4); entre 2009 et 2012, la part de la Malaisie dans l'investissement direct de l'Asie à l'étranger est passée de 3,7% à 5,5%.⁵³ Une part importante de l'investissement direct à l'étranger continue d'être destinée au secteur des services, en particulier les services financiers et les services d'assurance, principalement dans la région, Singapour étant la principale destination (graphique 1.4).

Graphique 1.4 Stock d'investissement direct à l'étranger, en 2008 et 2012

%



a Y compris pétrole et gaz.

b Seulement l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Source: Renseignements en ligne de la Bank Negara Malaysia.

⁵³ CNUCED (2013b).

2 RÉGIME DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

2.1 Introduction

2.1. Depuis le précédent examen en 2010, les principales institutions intervenant dans la formulation de la politique commerciale n'ont pas connu de changement. Cependant, les objectifs à moyen terme de la politique commerciale et de la politique de l'investissement ont été précisés et présentés dans plusieurs documents de stratégie récents, qui ont tous pour objectif premier de garantir que la Malaisie devienne une nation autonome et industrialisée d'ici à 2020. Ces stratégies soulignent, entre autres choses, l'importance de stimuler la croissance du secteur privé, de diminuer l'intervention de l'État dans l'économie, d'encourager les activités à haute valeur ajoutée, d'intégrer les entreprises malaisiennes dans les chaînes de valeur mondiales, et de tisser des liens commerciaux avec de nouveaux marchés.

2.2. Pendant la période considérée, la Malaisie n'a été impliquée dans aucune nouvelle affaire de règlement de différends portée devant l'OMC, que ce soit en tant que plaignant ou défendeur. Elle a continué à présenter régulièrement des notifications à l'OMC, même si certaines sont toujours en suspens. La Malaisie continue de négocier de nouveaux accords commerciaux régionaux (ACR), au niveau bilatéral et conjointement avec ses partenaires de l'ASEAN. Depuis 2010, de nouveaux accords conclus avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, la Corée et le Chili sont entrés en vigueur. L'intégration s'est aussi intensifiée au sein de l'ASEAN.

2.3. En 2012, la Malaisie a entamé une deuxième vague de libéralisation autonome du secteur des services, en commençant à abaisser ou à éliminer les plafonds de participation étrangère dans un certain nombre de sous-secteurs, ainsi qu'en régularisant le statu quo en matière d'accès aux marchés du secteur des services comptables, dans lequel la participation étrangère sans limitation était déjà autorisée. Les réformes de la réglementation entreprises depuis 2010 ont englobé la réduction des délais de traitement des autorisations douanières, l'élimination ou la simplification des prescriptions en matière de licences, et la réduction des délais d'approbation des permis de construire. En outre, une Politique nationale sur le développement et la mise en œuvre de la réglementation, publiée en 2013, prescrit aux organismes du gouvernement fédéral de suivre certaines étapes dans l'élaboration de la réglementation touchant à l'activité des entreprises, au commerce et à l'investissement. Des analyses d'impact de la réglementation doivent être menées, les parties intéressées doivent être consultées, et toutes les lois et réglementations doivent être réexaminées tous les cinq ans. L'évaluation générale du climat des affaires de la Malaisie est très satisfaisante, même si davantage de réformes sont jugées nécessaires pour améliorer les services publics, lutter contre la corruption, accroître le niveau de préparation technologique du pays et traiter différentes questions liées à l'emploi.

2.2 Cadre général

2.4. La Malaisie est une fédération composée de 13 États et de 3 territoires fédéraux (Kuala Lumpur, Putrajaya et Labuan). Le pouvoir exécutif de la Fédération revient au chef de l'État (Yang di-Pertuan Agong) et peut être exercé par lui-même ou par son Cabinet, dirigé par le Premier Ministre. Le pouvoir législatif de la Fédération appartient au Parlement.¹ Chaque État possède sa constitution, son conseil exécutif et son assemblée législative propres. La répartition du pouvoir législatif entre le gouvernement fédéral et les États est décrite dans la Constitution fédérale.² Parmi les sujets relevant de la compétence fédérale figurent les affaires étrangères, le commerce, l'industrie, le transport maritime, la pêche, les communications et le transport. La propriété foncière, l'agriculture et la sylviculture relèvent de la compétence des assemblées législatives des États. La protection sociale, la santé publique, l'assainissement et la prévention des maladies font partie des sujets relevant de la compétence conjointe. Les gouvernements des États peuvent délivrer des licences dans leurs domaines de compétence. Si le régime d'imposition

¹ Le Parlement est composé du chef de l'État et de deux chambres: le Sénat et la Chambre des représentants.

² Au titre de l'article 74 de la Constitution, le Parlement peut élaborer des lois sur les sujets énumérés dans la liste fédérale et la liste conjointe figurant dans la neuvième annexe. Les assemblées législatives des États peuvent élaborer des lois sur les sujets énumérés dans la liste d'État et la liste conjointe figurant dans la neuvième annexe. Au titre de l'article 77 de la Constitution fédérale, l'assemblée législative d'un État a le pouvoir d'élaborer des lois sur tous les sujets qui ne figurent dans aucune des listes de la neuvième annexe. La neuvième annexe de la Constitution peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.wipo.int/wipolex/en/text.jsp?file_id=200347#LinkTarget_1655.

relève de la compétence fédérale, le Parlement peut, d'après la loi, reverser aux États les recettes des taxes recouvrées ou prélevées dans les États, telles que les recettes des taxes foncières, minières et forestières.³

2.5. Le système judiciaire de la Malaisie comprend les tribunaux supérieurs et les tribunaux subordonnés. Les tribunaux supérieurs sont la Cour fédérale, la Cour d'appel, la Haute Cour et la Haute Cour de Sabah et Sarawak. Les tribunaux subordonnés sont les tribunaux d'instance et les *magistrates' courts*. Parmi les tribunaux supérieurs, la Cour fédérale est le tribunal de plus haut niveau et de dernière instance en Malaisie, puis viennent la Cour d'appel et les deux hautes cours.⁴

2.3 Élaboration et objectifs de la politique commerciale

2.6. Comme à l'époque du précédent examen, le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI) a la responsabilité fondamentale de formuler les positions de la Malaisie en matière de commerce extérieur et d'investissement dans différents cadres dont l'OMC, les ALE, la CNUCED et l'APEC. Les principaux organismes du MITI ayant des fonctions liées au commerce sont les suivants: la Direction du développement des investissements (MIDA), chargée de promouvoir le secteur manufacturier et le secteur des services malaisiens, la Société malaisienne de développement du commerce extérieur (MATRADE), chargée de favoriser le développement des exportateurs et la promotion des exportations, et le Centre malaisien de la productivité, qui mène diverses activités liées au suivi et à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité de l'économie.

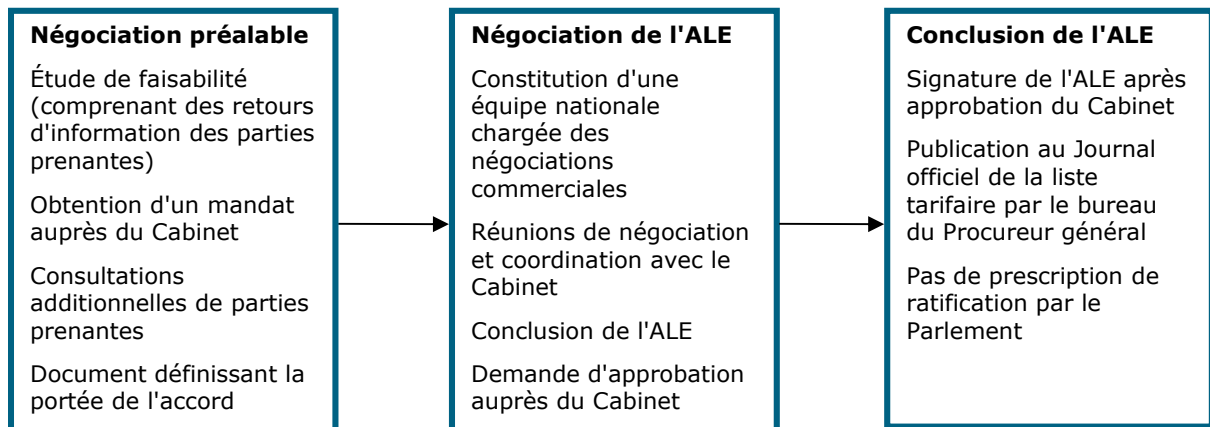
2.7. Parmi les autres entités gouvernementales majeures assumant des fonctions liées au commerce figurent l'Unité de la planification économique (EPU), qui s'occupe d'élaborer les plans quinquennaux de développement de la Malaisie (voir ci-après), et la Section de l'exécution des projets et de la gestion des résultats (PEMANDU), responsable de la mise en œuvre du Programme de transformation économique du gouvernement (voir ci-après). Ces deux entités relèvent du Bureau du Premier Ministre.

2.8. Le MITI coordonne les consultations nationales sur les questions relatives à l'OMC, y compris le Programme de Doha pour le développement (PDD), au sein de onze groupes de travail rassemblant des ministres, des organismes publics, des membres du secteur privé, des universitaires et d'autres parties prenantes.⁵ D'après les autorités, les groupes de travail se réunissent en fonction des besoins. Des consultations avec les parties prenantes concernées (y compris des parties prenantes non gouvernementales) sont menées à tous les stades de la négociation des ALE (graphique 2.1).

³ Constitution fédérale, article 110 et dixième annexe, partie III.

⁴ La compétence des tribunaux supérieurs est énoncée dans la Loi sur les tribunaux de 1964 (Loi n° 91), tandis que la compétence des tribunaux subordonnés est énoncée dans la Loi sur les tribunaux subordonnés de 1948 (Loi n° 91).

⁵ Ces groupes de travail couvrent les thèmes suivants: agriculture, services, accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), commerce et environnement, aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), règles de l'OMC, investissement, politique de la concurrence, marchés publics, facilitation des échanges, et commerce électronique. Renseignements en ligne du MITI. Adresse consultée: "www.miti.gov.my/cms/content.jsp?id=com.tms.cms.section.Section_f5694606-c0a81573-78d578d5-759be8c9".

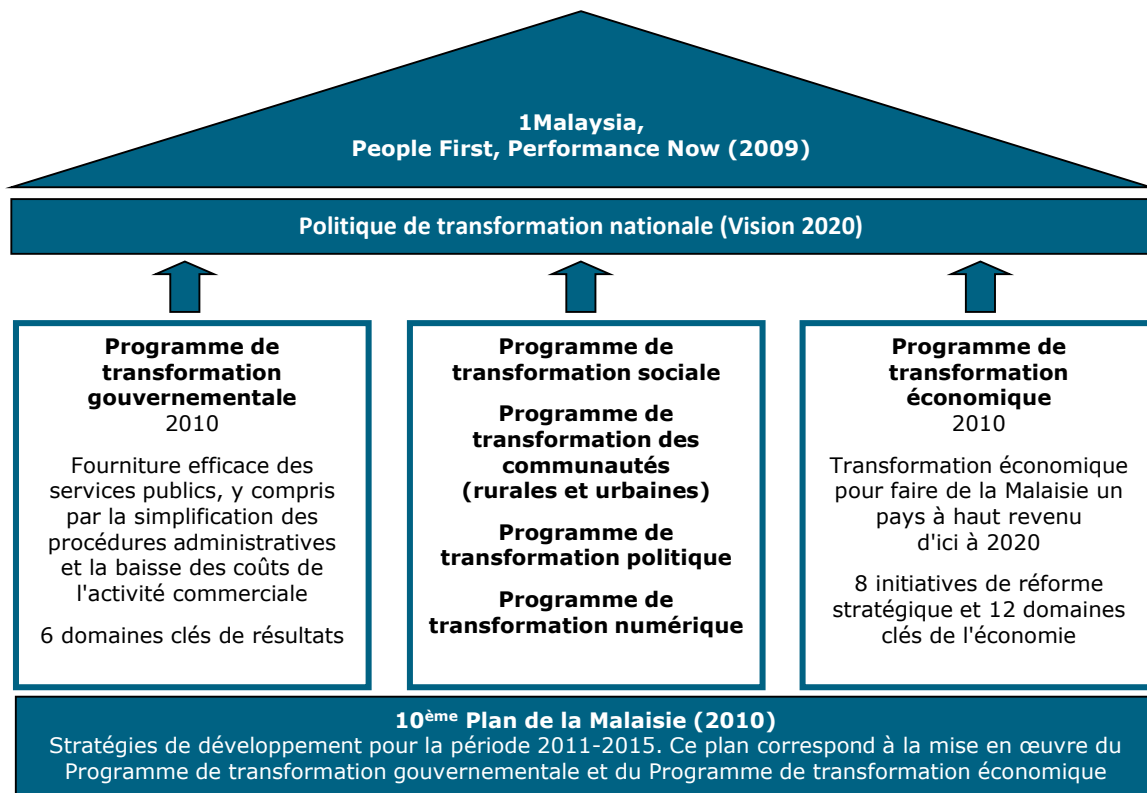
Graphique 2.1 Procédure de négociation d'un ALE

Source: Renseignements fournis par les autorités.

2.9. L'orientation de la politique commerciale peut être comprise à la lumière d'un objectif à long terme, fixé en 1991 par le Premier Ministre de l'époque, qui était de faire de la Malaisie une nation autonome et industrialisée avant 2020 (Vision 2020). Après la crise financière mondiale de 2009, l'approche a été renouvelée et de nouvelles stratégies ont été élaborées pour donner un nouvel élan à la réalisation de cet objectif. Dans un premier temps, le Premier Ministre a commandé une étude à un groupe de personnalités éminentes, le Conseil national d'action économique (NEAC). En 2010, le NEAC a établi un nouveau modèle économique pour la Malaisie, selon lequel le pays devait, pour assurer la croissance économique (avec un objectif de revenu par habitant de 15 000 à 20 000 dollars EU) sur une base inclusive et durable, opérer une transformation économique, sociale et gouvernementale. Sur la base de ces recommandations, le gouvernement a mis au point une série de stratégies, toutes fondées sur la politique du gouvernement "1Malaysia" qui vise à renforcer l'unité nationale et à maintenir la stabilité politique (graphique 2.2).⁶ Les deux principales stratégies touchant à l'environnement des activités des entreprises, du commerce et de l'investissement – le Programme de transformation économique et le Programme de transformation gouvernementale – sont actuellement mises en œuvre par l'intermédiaire du 10^{ème} Plan de la Malaisie du gouvernement pour la période 2011-2015.

2.10. Parmi les nombreuses réformes proposées dans le cadre du Programme de transformation gouvernementale, du Programme de transformation économique et du 10^{ème} Plan de la Malaisie, on peut citer l'importance qu'il y a à encourager une croissance tirée par le secteur privé et à intégrer les entreprises malaisiennes dans les chaînes de valeur mondiales. Ces réformes indiquent que la Malaisie doit redoubler d'efforts pour attirer l'investissement, encourager une plus grande concurrence, stimuler la productivité et l'innovation, et développer les compétences. Elles prévoient de délaissier la diversification sectorielle au profit de la spécialisation et d'activités à plus haute valeur ajoutée et à forte intensité de savoir. Dans le cadre de la stratégie de spécialisation, les 12 domaines clés de l'économie ci-après ont été définis, au titre du Programme de transformation économique, comme des moteurs de l'activité économique susceptibles de stimuler fortement la croissance économique: pétrole, gaz et énergie; huile de palme et caoutchouc; services financiers; tourisme; services fournis aux entreprises; industrie électrique et électronique; commerce de gros et de détail; éducation; soins de santé; contenu et infrastructure de communication; agriculture; et grande vallée Kuala Lumpur/Klang. Le Programme de transformation économique compte également huit initiatives de réforme stratégique initialement proposées par le NEAC: redynamisation du secteur privé, amélioration de la qualité de la main-d'œuvre et diminution de la dépendance vis-à-vis des travailleurs étrangers, création d'une économie nationale compétitive, renforcement du secteur public, actions concrètes transparentes et favorables au marché, renforcement de l'infrastructure de la base de connaissances, augmentation des sources de croissance, et garantie de la durabilité de la croissance.

⁶ Le Programme de transformation économique peut être consulté à l'adresse http://etp.pemandu.gov.my/Overview-@-Overview_of_ETP.aspx, et le 10^{ème} Plan de la Malaisie peut être consulté à l'adresse http://www.pmo.gov.my/dokumenattached/RMK/RMK10_Eds.pdf.

Graphique 2.2 Vision 2020 et stratégies économiques et sociales connexes

Source: Pemandu.

2.11. Les rapports proposent de limiter l'intervention du gouvernement dans l'économie, notamment par l'intermédiaire d'une nouvelle vague de privatisation de sociétés liées à l'État, d'une libéralisation du commerce et de l'investissement (en particulier dans les secteurs de services), de réformes de la réglementation à différents niveaux du gouvernement, et de la suppression des contrôles des prix ayant des effets de distorsion. Les rapports soulignent aussi que la Malaisie doit développer sa présence sur les marchés à croissance rapide en Asie et dans l'ASEAN ainsi que dans les États du Golfe, par des activités de promotion du commerce, des accords commerciaux et d'autres mesures comme l'extension des réseaux aériens. En parallèle, la Malaisie doit renforcer ses liens avec ses marchés d'exportation traditionnels, notamment l'Australie, l'Europe et les États-Unis.

2.12. Depuis 2009, plusieurs nouvelles lois liées au commerce sont entrées en vigueur, dont la Loi sur les services de quarantaine et d'inspection (section 3.2.5.2), la Loi sur la biosécurité (section 3.2.5.2.2), la Loi sur le commerce stratégique (section 3.3.2), la Loi sur la concurrence (section 3.4.3) et la Loi sur le contrôle des prix et la lutte contre l'affairisme (section 3.4.4.2).

2.4 Accords et arrangements commerciaux

2.4.1 OMC

2.13. La Malaisie participe activement aux travaux ordinaires de l'OMC ainsi qu'au cycle de négociations du PDD. Elle accorde au moins le traitement NPF à tous ses partenaires commerciaux. La Malaisie est partie à l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information (ATI) et signataire des protocoles de l'AGCS sur les télécommunications (quatrième Protocole) et les services financiers (cinquième Protocole).⁷ Elle n'est pas partie à l'Accord plurilatéral de l'OMC sur le commerce des aéronefs civils. Elle a obtenu le statut d'observateur concernant l'Accord plurilatéral

⁷ Documents de l'OMC GATS/SC/52/Suppl.2 du 11 avril 1997, et GATS/SC/52/Suppl.3 du 26 février 1998.

35 sur les marchés publics (AMP) en 2012. La Malaisie a présenté une offre initiale dans le cadre des négociations du PDD sur les services en 2005 et une offre révisée en 2006.⁸

2.14. Pendant la période considérée, la Malaisie n'a été impliquée dans aucune nouvelle affaire de règlement de différends portée devant l'OMC, que ce soit en tant que plaignant ou en tant que défendeur. Cependant, elle a participé en tant que tierce partie à l'affaire *Australie – Emballage neutre du tabac* (DS434) portée devant l'OMC par l'Ukraine.

2.15. La Malaisie continue à présenter régulièrement des notifications à l'OMC (tableau A2. 1). Fin octobre 2013, des notifications étaient en suspens dans les domaines suivants: agriculture (contingents tarifaires), procédures de licences d'importation, restrictions quantitatives, et évaluation en douane. La Malaisie n'a pas encore notifié ses droits NPF pour 2013 et n'a pas plus présenté de données sur ses importations pour l'année 2012. Elle n'a pas notifié "toutes les nouvelles lois, réglementations ou directives administratives, ou [...] toutes les modifications des lois, réglementations ou directives administratives existantes, qui affectent notablement le commerce des services", qu'elle est tenue de notifier conformément à l'article III:3 de l'AGCS.

2.4.2 Accords régionaux et accords préférentiels (ACR et ACPr)

2.4.2.1 ACR

2.16. La Malaisie est membre de l'ASEAN, qui a conclu des accords spécifiques dans le domaine des marchandises (Accord sur le commerce de marchandises de l'ASEAN (ATIGA)), des services (Accord-cadre de l'ASEAN sur les services (AFAS)), et de l'investissement (Accord global sur l'investissement de l'ASEAN (ACIA)). Si l'on inclut les membres de l'ASEAN, la Malaisie est partie à 13 ACR, regroupant 17 partenaires commerciaux. Dans un certain nombre de cas, la Malaisie a négocié des accords bilatéraux avec des pays tiers pour compléter les engagements contractés au titre des ACR de l'ASEAN (tableau 2.1).⁹ La Malaisie est aussi signataire du Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC), au titre duquel elle applique un droit préférentiel de 10% à certains tissus en fibres synthétiques.¹⁰

Tableau 2.1 ACR en vigueur, juillet 2013

Pays	Membres de l'ASEAN	ACR de l'ASEAN (entrée en vigueur)	ACR bilatéraux (entrée en vigueur)
Australie		■ (2010)	■ (2013)
Brunéi Darussalam	■		
Cambodge	■		
Chili			■ (2012)
Chine		■ (2005 ^a et 2007 ^b)	
Corée, Rép. de		■ (2010 ^a et 2009 ^b)	
Inde		■ (2010)	■ (2011)
Indonésie	■		
Japon		■ (2009)	■ (2006)
Myanmar	■		
Nouvelle-Zélande		■ (2010)	■ (2010)
Pakistan			■ (2008)
Philippines	■		
RDP lao	■		
Singapour	■		
Thaïlande	■		
Viet Nam	■		

a Entrée en vigueur de la composante "marchandises" de l'accord.

b Entrée en vigueur de la composante "services" de l'accord.

Source: Base de données de l'OMC sur les ACR. Adresse consultée: <http://rtais.wto.org>.

⁸ Documents de l'OMC TN/S/O/MYS du 31 janvier 2005, et TN/S/O/MYS/Rev.1 du 31 janvier 2006.

⁹ Renseignements en ligne du MITI. Adresse consultée:

["http://www.miti.gov.my/cms/content.jsp?id=com.tms.cms.section.Section_8de83760-7f000010-72f772f7-f5047602"](http://www.miti.gov.my/cms/content.jsp?id=com.tms.cms.section.Section_8de83760-7f000010-72f772f7-f5047602).

¹⁰ Renseignements en ligne de la CNUCED. Adresse consultée:

http://www.unctadxi.org/Secured/GSTP/Concessions/malaysia_en.PDF.

2.17. Au niveau de l'ASEAN, il y a eu plusieurs évolutions depuis le précédent examen de la politique commerciale de la Malaisie en 2010, les États membres de l'ASEAN continuant d'œuvrer à l'établissement d'une Communauté de l'ASEAN d'ici à 2015.¹¹ La Communauté de l'ASEAN repose sur trois piliers: politico-sécuritaire, socioculturel et économique. Le schéma directeur de l'AEC (Communauté économique de l'ASEAN – AEC) fixe des objectifs et les dates limites pour mettre en place le pilier économique. D'après le MITI, en juin 2013 la Malaisie avait mis en œuvre plus de 88% des mesures prévues dans le schéma directeur de l'AEC (328 mesures sur 372).¹² Elle avait aussi mené à bien son programme d'élimination des droits de douane au titre de l'ASEAN en 2012; 99,1% des importations des partenaires de la Malaisie membres de l'ASEAN bénéficient à présent de la franchise de droits.¹³ La Malaisie maintient des droits de douane sur 73 lignes tarifaires englobant les fruits tropicaux et le tabac (taxés à 5%), et le riz (15% et 20%). La Malaisie n'est pas obligée, au titre de l'ATIGA, de libéraliser davantage ces lignes tarifaires. Quatre-vingt-deux lignes tarifaires additionnelles sont exclues de la libéralisation, y compris les lignes englobant les boissons alcooliques et les armes. La libéralisation des services au sein de l'ASEAN s'est aussi poursuivie pendant la période considérée (section 4.7).

2.18. En vue de la mise en œuvre des objectifs du schéma directeur de l'AEC, l'Accord sur le Tarif préférentiel extérieur commun pour la Zone de libre-échange de l'ASEAN (CEPT-AFTA) a été révisé en 2008 et a été renforcé pour devenir un instrument juridique de plus large portée, l'Accord sur le commerce de marchandises de l'ASEAN (ATIGA). Cet accord est entré en vigueur en mai 2010. L'ATIGA reprend, renforce et simplifie l'ensemble des dispositions du CEPT-AFTA; il améliore la transparence des calendriers de réduction tarifaire des membres et codifie les mesures non tarifaires, un mécanisme ayant également été établi pour assurer le suivi de leur élimination; enfin, l'Accord comprend un chapitre consacré à la facilitation des échanges. Pour aider les exportateurs, la Malaisie a adopté un système d'autocertification pilote pour la délivrance des certificats d'origine au titre de l'ATIGA en 2010. D'après les autorités, 100 exportateurs étaient autocertifiés fin 2012.¹⁴ Ce projet pilote a été prorogé jusqu'en 2015.

2.19. L'Accord global sur l'investissement de l'ASEAN (ACIA) et l'Accord de l'ASEAN sur les douanes sont entrés en vigueur en 2012. L'ACIA a remplacé l'Accord de l'ASEAN sur l'investissement et l'Accord de l'ASEAN sur la garantie des investissements.¹⁵ Il regroupe dans un seul accord global des mesures de libéralisation, de protection, de promotion et de facilitation. Parmi ses caractéristiques figurent notamment des obligations relatives au traitement national et au traitement NPF, une liste négative unique regroupant les réserves en matière d'investissement, une définition large des investisseurs et des investissements, l'inclusion des investissements de portefeuille et de la propriété intellectuelle, et l'adoption de mécanismes de règlement des différends entre les investisseurs et l'État. L'Accord sur les douanes remplace l'accord de 1997 et contient des dispositions sur la facilitation des échanges, le renforcement du partenariat et l'assistance mutuelle entre les administrations douanières. Il encourage également une nouvelle culture des douanes fondée sur le respect volontaire, le contrôle par exception et un environnement douanier électronique. Enfin, il vise à aligner les pratiques et procédures douanières des membres de l'ASEAN sur les meilleures pratiques internationales.

2.20. Sept nouveaux ACR sont entrés en vigueur pour la Malaisie pendant la période considérée. Trois sont des ACR conclus par l'ASEAN avec des pays tiers (Australie et Nouvelle-Zélande, Inde, et Corée) et quatre sont des accords bilatéraux (avec le Chili, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'Australie) (tableau 2.2). Par ailleurs, la composante "marchandises" de l'ACR ASEAN-Chine a été modifiée en 2010. Le Protocole d'incorporation des obstacles techniques au commerce et des mesures sanitaires et phytosanitaires dans l'Accord sur le commerce des marchandises ASEAN-Chine a été signé en novembre 2012 et est entré en vigueur en janvier 2013.

¹¹ L'objectif final de la Communauté de l'ASEAN est la création d'un marché et d'une base de production uniques, caractérisés par la libre circulation des marchandises, des services, des investissements et de la main-d'œuvre qualifiée, et par une plus libre circulation des capitaux, ainsi que par un développement économique équitable et une réduction de la pauvreté et des inégalités socioéconomiques.

¹² Le schéma directeur de l'AEC est un document dynamique, par conséquent le nombre de mesures qu'il contient a augmenté.

¹³ MITI (2013).

¹⁴ MITI (2013).

¹⁵ L'Accord sur la garantie des investissements était conclu entre certains membres de l'ASEAN et axé sur la protection et la promotion des investissements. L'Accord sur l'investissement a instauré un climat d'investissement plus libéral et transparent entre les membres de l'ASEAN.

Tableau 2.2 Principales caractéristiques des nouveaux ACR, 2010-2013

ACR de l'ASEAN	
Accord établissant la zone de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande	
Date de signature/d'entrée en vigueur	2009/2010
Fin de la période de transition pour la Malaisie (libéralisation du commerce des marchandises)	2020: 96,2% des lignes tarifaires bénéficieront de la franchise de droits; 307 lignes tarifaires continueront d'être assujetties à des droits compris entre 5% et 20%; elles englobent principalement le fer et l'acier, les légumes, le verre, le tabac, les produits agricoles et les pièces de véhicules automobiles
Principales caractéristiques	Services (voir section 4.7); concurrence; commerce électronique; élimination des subventions aux exportations de produits agricoles; droits de propriété intellectuelle; investissement; sauvegarde bilatérale
État d'avancement de l'examen à l'OMC	Présentation factuelle non distribuée
Commerce des marchandises de la Malaisie avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande (2012)	Australie: 2,4% des importations totales; 4,1% des exportations totales Nouvelle-Zélande: 0,4% des importations totales; 0,5% des exportations totales
Accord-cadre de coopération économique globale entre l'ASEAN et la République de l'Inde, Accord sur le commerce des marchandises	
Date de signature/d'entrée en vigueur	2009/2010
Fin de la période de transition pour la Malaisie (libéralisation du commerce des marchandises)	2019: 79,5% des lignes tarifaires bénéficieront de la franchise de droits; 2 126 lignes tarifaires continueront d'être assujetties à des droits compris entre 2% et 20%; elles englobent principalement les matières plastiques, le caoutchouc, les tissus spéciaux, les vêtements et accessoires du vêtement, et le fer et l'acier
Principales caractéristiques	Sauvegarde bilatérale; les services ne sont pas visés par cet accord
État d'avancement de l'examen à l'OMC	Présentation factuelle non distribuée
Commerce des marchandises de la Malaisie avec l'Inde (2012)	1,9% des importations totales; 4,2% des exportations totales
Accord-cadre de coopération économique globale entre la République de Corée et l'ASEAN	
Date de signature/d'entrée en vigueur	Marchandises: 2006/2010; services: 2008/2009
Fin de la période de transition pour la Malaisie (libéralisation du commerce des marchandises)	2016: 93,8% des lignes tarifaires bénéficieront de la franchise de droits; 521 lignes tarifaires continueront d'être assujetties à des droits de 5%; elles englobent principalement les produits laitiers, les fruits et noix comestibles, les produits chimiques inorganiques, les produits chimiques, les matières plastiques, les produits céramiques, le verre et les ouvrages en verre, le fer et l'acier, l'aluminium, les machines électriques, et les éléments de véhicules non locomoteurs
Principales caractéristiques	Services (voir section 4.7); sauvegarde bilatérale; accord sur l'investissement à négocier
État d'avancement de l'examen à l'OMC	Présentation factuelle non distribuée
Commerce des marchandises de la Malaisie avec la Corée (2012)	4,1% des importations totales; 3,6% des exportations totales

ACR BILATÉRAUX	
Accord de libre-échange Malaisie-Chili	
Date de signature/d'entrée en vigueur	2010/2012
Fin de la période de transition pour la Malaisie (libéralisation du commerce des marchandises)	2016: 98% des lignes tarifaires bénéficieront de la franchise de droits; 133 continueront d'être assujetties à des droits compris entre 5% et 40%; elles englobent principalement les feux d'artifice et les explosifs, les munitions, le tabac et les boissons alcooliques
Principales caractéristiques	Les services ne sont pas visés par cet accord; sauvegarde bilatérale
État d'avancement de l'examen à l'OMC	Présentation factuelle non distribuée
Commerce des marchandises de la Malaisie avec le Chili (2012)	0,1% des importations totales; 0,1% des exportations totales
Accord global de coopération économique Malaisie-Inde	
Date de signature/d'entrée en vigueur	2011/2011
Fin de la période de transition pour la Malaisie (libéralisation du commerce des marchandises)	2019: 82,8% des lignes tarifaires bénéficieront de la franchise de droits; 1 790 continueront d'être assujetties à des droits compris entre 5% et 20%; elles englobent principalement les fruits tropicaux, les produits chimiques et les matières plastiques, les produits céramiques, le fer et l'acier, les matières textiles, les produits électriques et électroniques, et les produits automobiles
Principales caractéristiques	Services (voir section 4.7); investissement; droits de propriété intellectuelle; sauvegarde bilatérale
État d'avancement de l'examen à l'OMC	Présentation factuelle distribuée (documents de l'OMC WT/COMTD/RTA/5/1 et WT/REG329/1) Date d'examen à l'OMC: 16 septembre 2013
Commerce des marchandises de la Malaisie avec l'Inde (2012)	1,9% des importations totales; 4,2% des exportations totales
Accord de libre-échange Malaisie-Nouvelle-Zélande	
Date de signature/d'entrée en vigueur	2009/2010
Fin de la période de transition pour la Malaisie (libéralisation du commerce des marchandises)	2016: 99% des lignes tarifaires bénéficieront de la franchise de droits; 89 lignes tarifaires continueront d'être assujetties à des droits compris entre 5% et 40%; elles englobent principalement les armes à feu, les balles, le riz, le tabac, et les produits alcooliques
Principales caractéristiques	Services (section 4.7); concurrence; environnement; investissement; droits de propriété intellectuelle; travail; sauvegarde bilatérale
État d'avancement de l'examen à l'OMC	Présentation factuelle distribuée (document de l'OMC WT/REG306/1) Date d'examen à l'OMC: 20 novembre 2012
Commerce des marchandises de la Malaisie avec la Nouvelle-Zélande (2012)	Nouvelle-Zélande: 0,4% des importations totales; 0,5% des exportations totales

ACR BILATÉRAUX	
Accord de libre-échange Malaisie-Australie	
Date de signature/d'entrée en vigueur	2012/2013
Fin de la période de transition pour la Malaisie (libéralisation du commerce des marchandises)	2025: 99% des lignes tarifaires bénéficieront de la franchise de droits; 87 lignes tarifaires sont exclues de la libéralisation; elles englobent principalement les armes à feu, les balles, les pièces d'artillerie, le tabac, et les produits alcooliques
Principales caractéristiques	Services (voir section 4.7); concurrence; commerce électronique; environnement; droits de propriété intellectuelle; investissement; travail; sauvegarde bilatérale
État d'avancement de l'examen à l'OMC	Présentation factuelle non distribuée
Commerce des marchandises de la Malaisie avec l'Australie (2012)	Australie: 2,4% des importations totales; 4,1% des exportations totales

Source: Secrétariat de l'OMC et renseignements en ligne du MITI. Adresse consultée: <http://www.miti.gov.my/cms/index.jsp>.

2.21. La Malaisie a signé et ratifié à la fois le système de préférences commerciales avec les membres de l'Organisation de la Conférence islamique (SPC-OCI) et l'Arrangement tarifaire préférentiel du Groupe des huit pays en développement, mais en octobre 2013 ni l'un ni l'autre n'étaient entrés en vigueur. Le SPC-OCI, qui rassemble 40 économies signataires, comprend un accord-cadre, un protocole sur le système de tarif préférentiel (PRETAS) et des règles d'origine.¹⁶ D'après les autorités, l'OCI examine actuellement les modalités de mise en œuvre de l'accord, maintenant que le nombre minimal requis de participants a signé et ratifié le PRETAS et les règles d'origine du SPC-OCI. Les parties contractantes à l'Arrangement tarifaire préférentiel du Groupe des huit pays en développement sont l'Iran, la Malaisie, le Nigéria, la Turquie, l'Indonésie et le Pakistan; la date de mise en œuvre prévue était le 1^{er} novembre 2013. Cependant, fin novembre 2013, aucune partie contractante n'avait présenté sa liste d'offres finales, ce qui a retardé la mise en œuvre.

2.22. La Malaisie est en train de négocier des ACR avec la Turquie, l'Union européenne et l'Association européenne de libre-échange (AELE).¹⁷ Elle participe aux négociations du Partenariat transpacifique (TPP) avec l'Australie, le Brunéi Darussalam, le Canada, le Chili, les États-Unis, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Viet Nam. Elle participe également aux négociations du Partenariat économique régional global (RCEP) lancées en 2012; ce partenariat a pour but de renforcer les liens entre les 16 économies participantes (membres de l'ASEAN et pays avec lesquels l'ASEAN a conclu des ALE, à savoir l'Australie, la Chine, l'Inde, le Japon, la République de Corée et la Nouvelle-Zélande).¹⁸ Un ALE ASEAN-Inde sur les services et l'investissement a été conclu et devrait être signé en décembre 2013.

2.4.2.2 ACPr

2.23. La Malaisie bénéficie du traitement SGP (Système généralisé de préférences) accordé par l'UE et la Turquie jusqu'au 31 décembre 2013, et du traitement SGP accordé par le Japon, la Norvège, la Fédération de Russie, le Bélarus et la Suisse.

2.4.3 Autres accords et arrangements

2.24. La Malaisie est membre de l'APEC et a participé à ses initiatives en matière de commerce et d'investissement pendant la période considérée. Il s'agit notamment du deuxième Plan d'action pour la facilitation des échanges (TFAP II), qui demandait une réduction de 5% des coûts de

¹⁶ L'Accord-cadre sur le SPC-OCI, le PRETAS et les règles d'origine du SPC-OCI peuvent être consultés à l'adresse suivante: http://www.oic-oci.org/oicv2/page/?p_id=40&p_ref=16&lan=en. En octobre 2013, 30 membres de l'OCI sur 40 ayant signé l'Accord-cadre l'avaient ratifié; 31 pays avaient signé les règles d'origine et 15 pays les avaient ratifiées; sur ces derniers, 12 membres avaient présenté leurs listes de concessions.

¹⁷ L'AELE rassemble la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein.

¹⁸ En octobre 2013, deux séries de négociations du RCEP avaient eu lieu. La date visée pour la conclusion du Partenariat est 2015.

transaction avant 2010, du Cadre pour la connectivité de la chaîne d'approvisionnement lancé en 2009, et de l'évaluation des objectifs de Bogor en 2010. La Malaisie fait aussi partie des auteurs du Plan d'action de l'APEC sur la facilité de faire des affaires (2010-2015). Dans le cadre de cette initiative, des objectifs ont été fixés pour améliorer, à l'échelle de l'APEC, cinq domaines clés pour l'activité des entreprises d'ici à 2015, à savoir la création d'entreprise, l'octroi de permis, l'obtention de prêts, le commerce transfrontalier et l'exécution des contrats.¹⁹ En 2011, la Malaisie a étendu le dispositif de la Carte de voyage d'affaires de l'APEC (ABTC) aux économies membres transitoires de l'ABTC, y compris le Canada, la Russie et les États-Unis. La Malaisie a aussi aménagé des voies réservées "ABTC" dans sept postes de contrôle majeurs.²⁰ L'ABTC permet de faciliter le séjour de courte durée des voyageurs d'affaires dans les économies membres participantes en accordant à ceux-ci une autorisation préalable.

2.25. En octobre 2012, les ministres de l'économie des pays membres de l'ASEAN ont approuvé une feuille de route pour la coopération ASEAN-Russie dans le domaine du commerce et de l'investissement, qui vise à intensifier la coopération économique et à traiter les nouveaux défis et possibilités en matière de commerce et d'investissement qui se présentent aux pays concernés. Cette initiative s'appuie sur un accord de coopération économique et de développement signé en 2005 entre l'ASEAN et la Russie.

2.5 Régime d'investissement

2.5.1 Généralités

2.26. La Direction du développement des investissements (MIDA), qui relève du MITI, est le principal organisme public chargé de la promotion du secteur manufacturier et des services (excepté les services financiers et les services publics). Le Comité national sur les investissements de la Direction du développement des investissements (MIDA), établi en 2010, est chargé d'étudier les demandes de licences de fabrication, d'incitations fiscales sur le revenu et d'exonération des droits de douane.²¹ Il est habilité à approuver les demandes d'incitations fiscales de façon immédiate. Les licences de fabrication, exigées pour les personnes qui exercent des activités manufacturières d'une certaine ampleur, sont délivrées automatiquement dans un délai de sept jours, sauf si elles concernent les secteurs/activités sensibles suivants: considérations liées à la sécurité, la sûreté, la santé, l'environnement et la religion; projets dont la mise en œuvre doit se dérouler dans les États de Sabah ou Sarawak; ou projets nécessitant une approbation conformément à la Loi sur le développement pétrolier.²² D'après la charte clientèle du Comité national sur les investissements, la réponse aux demandes de licences de fabrication dans ces secteurs sensibles devrait être fournie dans un délai de quatre semaines. Une équipe rassemblant des membres du secteur public et du secteur privé, appelée PEMUDAH, est chargée de définir des mesures permettant d'améliorer l'environnement commercial en Malaisie.²³

2.27. Les activités d'investissement (national et étranger) en Malaisie sont toujours régies par la Loi sur la promotion des investissements et la Loi sur la coordination industrielle. La Loi sur la promotion des investissements énonce des règles sur les abattements de l'impôt sur les bénéfices des sociétés accordés en cas d'établissement et de développement en Malaisie de certaines activités économiques, ainsi que pour la promotion des exportations (section 3.4.1).²⁴ La Loi sur la coordination industrielle a été adoptée en 1975 en vue de maintenir la croissance et le développement harmonieux du secteur manufacturier malaisien, et prescrit aux entreprises manufacturières d'une certaine taille de posséder une licence (voir ci-dessus).²⁵

¹⁹ APEC (2012b).

²⁰ APEC (2012a).

²¹ Le Comité national sur les investissements a repris les responsabilités du Comité d'action sur l'industrie, du Comité national sur l'investissement dans les sous-secteurs de services, du Comité suprême des incitations spéciales et du Comité des différents corridors économiques.

²² D'après la Loi de 1975 sur la coordination industrielle, les personnes exerçant des activités manufacturières doivent obtenir une licence de fabrication si leurs fonds propres s'élèvent à 2,5 millions de ringgit ou plus, ou si elles emploient à plein temps 75 salariés ou plus.

²³ Renseignements en ligne de la PEMUDAH. Adresse consultée: www.pemudah.gov.my.

²⁴ Loi sur la promotion des investissements (Loi n° 327), 1986. Adresse consultée: www.agc.gov.my/Akta/Vol.%207/Act%20327.pdf.

²⁵ Renseignements en ligne de la Direction du développement des investissements (MIDA). Adresse consultée: www.mida.gov.my/env3/index.php?page=approval-of-projects. La Loi sur la coordination

2.28. Les conditions de l'activité des entreprises en Malaisie ont fait l'objet d'évaluations positives de différentes sources. Par exemple, la Malaisie occupe la 12^{ème} place sur 185 économies selon l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale en 2013²⁶; la 25^{ème} place sur 144 économies d'après le Rapport sur la compétitivité mondiale (2012-2013) du Forum économique mondial²⁷; et la 24^{ème} place sur 124 économies d'après le rapport *Global Enabling Trade Report 2012* du Forum économique mondial.²⁸ Les bons résultats de la Malaisie sont liés aux éléments suivants: forte protection des investisseurs; faibles coûts associés à l'importation et à l'exportation; marché des marchandises et des services efficace et concurrentiel; secteur financier favorable (et facilité d'obtention de prêts); infrastructure de transport et services connexes de haute qualité; cadre institutionnel favorable aux affaires et transparent, dans lequel les formalités administratives ne sont pas excessivement lourdes. La Banque mondiale a félicité la Malaisie, qui a récemment réduit les délais d'obtention de permis de construire et les délais de transfert de propriété. La Malaisie a obtenu des résultats moins satisfaisants concernant son niveau de préparation technologique. Parmi les principales entraves au bon déroulement des affaires en Malaisie, on peut citer une bureaucratie gouvernementale inefficace, la corruption, et différentes questions en rapport avec le travail (enseignement inadapté, faible éthique professionnelle et réglementation du travail restrictive).

2.29. Pendant la période considérée, la Malaisie a pris des mesures pour moderniser sa réglementation commerciale, conformément au Programme de transformation économique et au 10^{ème} Plan de la Malaisie (voir ci-dessus). Il s'agissait notamment d'examiner les prescriptions en matière de licences, de faciliter les demandes de permis de construire, et d'élaborer une politique et des lignes directrices pour garantir la qualité des nouveaux règlements.

2.30. L'examen des prescriptions en matière de licences commerciales, confié au Département d'examen de la réglementation récemment créé au sein de la Commission de la productivité (voir ci-dessus), a débuté en 2010. Au total, 761 prescriptions en matière de licences au niveau fédéral, au niveau des États et au niveau local, ont été recensées et examinées en vue de supprimer les prescriptions jugées lourdes ou obsolètes. Cet exercice a abouti à l'élimination de 386 prescriptions en matière de licences en 2012; les prescriptions restantes sont actuellement examinées pour déterminer si elles peuvent être simplifiées. Les autorités estiment que cela entraînera une réduction considérable des coûts de mise en conformité supportés par les entreprises.

2.31. Grâce aux efforts déployés pour accroître l'efficacité du traitement des permis de construire à Kuala Lumpur, le nombre d'étapes de la procédure d'approbation des permis est passé de 37 à 10. Le délai nécessaire à l'approbation des permis a été réduit, passant de 140 à 100 jours.

2.32. En 2013, le gouvernement a publié une Politique nationale sur le développement et la mise en œuvre de la réglementation afin de favoriser l'efficacité, l'efficience et la transparence du processus de réglementation. Cette politique s'applique à tous les ministères, départements, organismes officiels et commissions de réglementation du gouvernement fédéral, qui doivent à présent suivre certaines étapes dans l'élaboration de la réglementation liée au commerce, à l'investissement et à l'activité des entreprises.²⁹ Les organismes de réglementation sont tenus de s'assurer que l'intervention du gouvernement est justifiée, que les parties prenantes sont consultées, qu'une analyse d'impact est menée, que les conséquences négatives sur la capacité de l'économie à produire des richesses et des emplois sont réduites au minimum, et que la réglementation n'est pas inutilement lourde. Le Comité de planification du développement national est chargé de superviser la mise en œuvre de cette politique, avec l'aide du Centre malaisien de la productivité et de l'Institut national de l'Administration publique. D'après les autorités, trois projets pilotes sont actuellement menés au sein du MITI, de l'Office fédéral de commercialisation des produits agricoles et de la Commission nationale des services d'eau, avec l'aide du Centre malaisien de la productivité pour la tenue des consultations publiques et la conduite des analyses

industrielle peut être consultée à l'adresse <http://www.aqc.gov.my>. Cette loi n'a pas été modifiée pendant la période considérée.

²⁶ Banque mondiale (2013a).

²⁷ Forum économique mondial (2012a).

²⁸ Forum économique mondial (2012b).

²⁹ Les gouvernements des États et les autorités locales sont libres d'appliquer ou non la politique.

d'impact. Les organismes de réglementation doivent également s'assurer que toutes les lois et réglementations sont réexaminées tous les cinq ans.³⁰

2.33. La PEMUDAH a aussi facilité l'entreprise de démarches auprès de plusieurs organismes publics en lançant en février 2010 la Malaysia Corporate Identity (MyCoID), numéro de référence unique qui permet aux entreprises nationales de réaliser des transactions avec différents organismes publics ou de s'enregistrer auprès de ces organismes.

2.34. Parmi les efforts récemment déployés par la Malaisie pour lutter contre la corruption, on peut citer la création en 2009 d'une commission indépendante, la Commission malaisienne contre la corruption. Au titre de la Loi sur la Commission malaisienne contre la corruption, la Malaisie a criminalisé la corruption, active ou passive, et a fait de la corruption de fonctionnaires étrangers un délit. La Loi vise aussi les actes de corruption commis en dehors de la Malaisie par des citoyens malaisiens ou des résidents permanents du pays. D'après les autorités, la Commission malaisienne contre la corruption a adopté une stratégie de lutte contre la corruption en trois volets: enquêtes, mesures de prévention et actions concrètes. Pour améliorer son efficacité, sa structure interne a récemment été modifiée en vue de favoriser l'efficacité opérationnelle et les mesures de prévention de la corruption. Ces mesures consistaient notamment à encourager les entreprises à signer le Pacte sur l'intégrité des entreprises (en juin 2013, on recensait 179 signatures), à mettre en place des programmes de sensibilisation de la société civile, et à surveiller le déroulement des appels d'offres. La poursuite des délits de corruption relève de la compétence du Procureur général, certains employés du Ministère public étant rattachés à la Division juridique et des poursuites de la Commission malaisienne contre la corruption. Cette commission a ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption et a récemment présenté une liste de contrôle pour l'auto-évaluation conformément au mécanisme d'examen de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Les autorités estiment que la Malaisie a satisfait à la plupart des exigences de la Convention.³¹ La Commission malaisienne contre la corruption participe à différentes initiatives de coopération bilatérale, régionale et internationale pour lutter contre la corruption. En 2013, le gouvernement a obligé chaque ministre à désigner un responsable de l'intégrité agréé en vue d'encourager la bonne gouvernance au sein de l'administration fédérale.

2.5.2 Régime d'investissement étranger

2.35. Sur la période considérée, le gouvernement a continué, de façon autonome, à réduire ou à supprimer les restrictions à l'investissement étranger dans un certain nombre de sous-secteurs de services et a consolidé le statu quo en matière d'accès aux marchés du secteur des services comptables, dans lequel aucun plafond en matière d'IED n'était auparavant en place (voir section 4.7). La liste complète des plafonds en matière d'IED subsistant dans tous les secteurs de l'économie n'était pas disponible, mais des activités économiques pour lesquelles l'IED est limité ont été recensées dans le cadre du présent examen. Il s'agit des secteurs de la pêche, de l'énergie, des télécommunications, du transport aérien et du transport maritime.

2.36. D'après le Discours de présentation du budget 2014, le prix minimum des propriétés pouvant être achetées par des investisseurs étrangers est passé à 1 000 000 de ringgit, contre 500 000 ringgit auparavant, comme l'indiquaient les Lignes directrices sur l'acquisition des propriétés.³²

2.37. La Malaisie a mis en place diverses politiques pour soutenir la communauté ethnique malaise (Bumiputera), qui représente environ 67% de la population totale du pays. Les politiques qui se répercutent directement sur l'IED sont les suivantes: a) une prescription selon laquelle l'achat par des ressortissants étrangers d'une propriété évaluée à 20 millions de ringgit ou plus à des membres de la communauté Bumiputera ou à des organismes publics doit être approuvé par

³⁰ Pour de plus amples renseignements, voir la Politique nationale sur le développement et la mise en œuvre de la réglementation, 2013, qui peut être consultée à l'adresse http://www.mpc.gov.my/home/?sstr_lang=en&cont=ds&id=2&item=d8&s_item=8i19&t=3, et le Guide des meilleures pratiques en matière de réglementation, 2013, qui peut être consulté à l'adresse http://www.mpc.gov.my/home/?sstr_lang=en&cont=ds&id=3&item=d8&s_item=8i19&t=3.

³¹ Pour de plus amples renseignements sur l'auto-évaluation de la Malaisie, voir les renseignements en ligne de l'ONUDC. Adresse consultée: "<http://www.unodc.org/unodc/treaties/CAC/country-profile/profiles/MYS.html>".

³² Les Lignes directrices sur l'acquisition des propriétés peuvent être consultées à l'adresse suivante: <http://www.epu.gov.my/en/guideline-on-the-acquisition-of-properties>.

l'Unité de la planification économique, sous réserve des conditions énoncées dans les Lignes directrices sur l'acquisition des propriétés; b) une prescription selon laquelle les entreprises étrangères dont les activités sont majoritairement basées en Malaisie qui souhaitent être cotées à la Bourse malaisienne doivent destiner au moins 12,5% du capital (élargi, émis et libéré) faisant l'objet de l'offre initiale à des investisseurs de la communauté Bumiputera au moment de leur cotation.

2.38. Les autorités ont indiqué que la participation étrangère à des projets de partenariat public-privé pouvait être envisagée dans les cas où a) l'expertise des investisseurs étrangers est nécessaire à l'amélioration de l'efficacité et une telle expertise n'est pas disponible au niveau local; b) leur participation est nécessaire à la promotion du marché d'exportation; c) l'apport de capital local est insuffisant pour absorber les actions offertes; et d) la nature des activités nécessite des liens au niveau mondial et une exposition internationale. Elles ont ajouté qu'en général, la participation étrangère dans une entité privatisée était limitée à 25% du capital social. Pour les projets présentant une importance stratégique et nationale, la participation étrangère doit être diversifiée afin de garantir que la société n'est pas sous l'influence d'une seule partie étrangère.

2.39. Aucune incitation (fiscale ou autre) n'est en place uniquement pour les investisseurs étrangers.

2.40. En octobre 2013, la Malaisie avait signé 74 accords de garantie des investissements et 64 d'entre eux étaient en vigueur. Un nouvel accord de garantie des investissements, conclu avec la Syrie, est entré en vigueur pendant la période considérée.³³ La plupart des ACR conclus par la Malaisie contiennent aussi des dispositions relatives à l'investissement.³⁴ Des accords de double imposition conclus par la Malaisie sont en vigueur dans 70 juridictions.³⁵ Depuis 2010, de nouveaux accords sont entrés en vigueur avec l'Allemagne et la RDP lao (en 2010) et un accord a été signé avec le Sénégal en 2010 mais n'est pas encore entré en vigueur.

³³ La liste complète des accords de garantie des investissements signés par la Malaisie ainsi que les textes des accords correspondants peuvent être consultés à l'adresse suivante: "http://www.miti.gov.my/cms/content.jsp?id=com.tms.cms.section.Section_4ba7b2f7-c0a8156f-d9c0d9c0-ceda1f2f".

³⁴ Il n'y a pas de disposition relative à l'investissement dans les ACR conclus par l'ASEAN avec l'Inde et la Corée, ni dans l'ACR bilatéral entre la Malaisie et le Chili.

³⁵ La liste complète des accords de double imposition peut être consultée à l'adresse suivante: <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=double-taxation-agreement>.

3 POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

3.1 Introduction

3.1. Depuis l'examen précédent en 2010, la Malaisie a continué de libéraliser ses politiques commerciales et liées au commerce, grâce surtout à des réductions tarifaires unilatérales, malgré la crise économique mondiale. Il y a eu de nouvelles réformes concernant, entre autres choses, la protection des droits de propriété intellectuelle, la politique de la concurrence et la protection des consommateurs.

3.2. Les droits de douane demeurent l'un des principaux instruments de la politique commerciale ainsi qu'une source mineure de recettes fiscales (1,3% des recettes fiscales totales en 2012). À la suite de l'adoption de la nomenclature du SH2012, le tarif douanier a été simplifié grâce à la réduction du nombre de lignes tarifaires (9,3% de moins). Presque toutes les lignes sont *ad valorem*. Le tarif comporte néanmoins une multiplicité de taux dont le nombre reste à peu près inchangé depuis 2009. À l'issue des réductions tarifaires unilatérales opérées durant la période considérée, la moyenne des taux NPF appliqués a été ramenée de 7,4% en 2009 à 5,6% en 2013. Bien que la moyenne des droits NPF appliqués sur les produits industriels ait baissé, elle reste plus de deux fois supérieure à la moyenne des droits appliqués sur les produits agricoles (définition de l'OMC). La dispersion des droits a été réduite, mais la progressivité reste marquée. Des crêtes tarifaires *ad valorem* s'appliquent aux produits agricoles (définition de l'OMC). Les taux de droits vont de 0% à 90%, mais les droits non *ad valorem* tendent à dissimuler des crêtes plus élevées allant jusqu'à 1 439,2% (boissons alcooliques, déchets de tabac); 80% des taux étaient égaux ou inférieurs à 10% en 2013. La Malaisie conserve des contingents tarifaires liés à ses engagements multilatéraux en matière d'accès au marché pour les produits agricoles; les taux contingentaires vont de 0% (choux pommés) à 25%, et les taux hors contingent vont de 20% à 90% (choux pommés). Bien que plus de 80% des taux soient consolidés, il semble que l'écart moyen entre les taux appliqués et les taux NPF consolidés se soit creusé pour atteindre au moins 10 points de pourcentage, ce qui laisse une grande latitude pour relever les droits appliqués, même si cela ne semble pas avoir eu lieu durant la période considérée. L'écart s'est également réduit entre la moyenne des droits NPF appliqués et la moyenne des taux préférentiels sur les importations en provenance des partenaires commerciaux préférentiels ou parties aux ALE.

3.3. La Malaisie a amélioré la facilitation des échanges, entre autres, en continuant de remplacer les contrôles lors du dédouanement par des contrôles après dédouanement; elle occupe un rang élevé dans le classement international pour la facilité du commerce transfrontalier. La valeur en douane des nouveaux véhicules automobiles reste déterminée au moyen d'un barème publié au Journal officiel.

3.4. Des prohibitions à l'importation sont appliquées principalement pour des raisons de sécurité nationale ou des motifs religieux ou environnementaux. Une proportion considérable de lignes tarifaires reste soumise à des licences d'importation, dont la plupart ne sont pas automatiques et servent d'instruments de la politique commerciale et industrielle afin, entre autres choses, de réglementer le flux des importations et de promouvoir certains secteurs stratégiques. Le régime de licences ("permis approuvés") appliqué à l'importation et à la distribution des voitures, motocyclettes et camions construits ou assemblés à l'étranger reste également en place. Bien que la Malaisie ait eu beaucoup moins recours à des mesures antidumping puisqu'elle n'a engagé aucune action entre 2007 et 2011, trois enquêtes ont été ouvertes en 2012 au sujet d'importations de fil machine en aciers, de pellicules de polypropylène bi-orientées et de produits plats laminés à chaud en provenance de onze pays (presque tous asiatiques).

3.5. Les taxes à l'exportation (1,5% des recettes fiscales totales en 2012) et/ou les restrictions à l'exportation appliquées à certaines marchandises (par exemple le bois d'œuvre) continuent, entre autres, de décourager les exportations de certains produits de base et biens essentiels, dont elles réduisent le prix, assurant ainsi un approvisionnement intérieur suffisant et favorisant la transformation en aval. L'exportation de biens essentiels soumis au contrôle des prix (c'est-à-dire la farine de blé, le diesel, l'essence SPS95, le gaz de pétrole liquéfié, le sucre et l'huile de friture), dont quatre sont subventionnés, exige une autorisation. Des exonérations ou des ristournes de droits d'importation s'appliquent aux produits intermédiaires qui entrent dans la fabrication des produits destinés à l'exportation, de manière que les droits ne deviennent pas des taxes implicites sur les exportations. Une aide est accordée pour l'exportation de certains fruits frais et secs, de certaines fleurs fraîches et sèches, de certaines plantes ornementales, de certains poissons

d'ornement et de certains produits manufacturés sous la forme d'exonérations de l'impôt sur les bénéfices allant de 10% à 50% de la valeur de l'augmentation des exportations selon, entre autres, l'activité, la valeur ajoutée et/ou la structure du capital. Des exonérations similaires de l'impôt sur les bénéfices équivalant à 50% de la valeur de l'augmentation des exportations sont accordées aux entreprises dans certains secteurs de services. Des mesures de promotion restent en place pour les zones industrielles d'exportation; elles incluent des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux depuis 2011, des crédits à des conditions libérales, des programmes d'assurance et de garantie et des activités de promotion et d'aide à la commercialisation parrainées par le gouvernement.

3.6. Diverses mesures parmi lesquelles des dons, des allègements fiscaux et des prêts à faible taux d'intérêt sont toujours utilisées pour soutenir la production et la commercialisation de certains produits agricoles et manufacturés, ainsi que pour encourager les PME, la R-D et les activités de protection de l'environnement. Les particuliers propriétaires de taxis et les loueurs de voitures sont exonérés du droit d'accise sur l'achat de "voitures nationales" produites dans le pays; les organisateurs de voyages bénéficient d'une réduction de 50% de ce droit sur les véhicules à quatre roues motrices assemblés dans le pays. L'effort de rationalisation destiné à réformer le régime de subventions en faveur de l'essence, du gaz de cuisine, de l'électricité et des péages routiers n'a guère donné de résultats jusqu'à présent; il a été relancé en octobre 2013.

3.7. Les activités d'élaboration et d'amélioration des normes figurent toujours parmi les priorités de la Malaisie pour accéder au statut de nation développée d'ici à 2020. Durant la période considérée, la proportion des normes malaisiennes obligatoires et des normes alignées sur les normes internationales a continué d'augmenter. Des améliorations réglementaires et institutionnelles ont eu lieu dans le domaine SPS. L'accent a été mis davantage, entre autres, sur la certification halal et les questions de biosécurité.

3.8. L'État continue d'intervenir dans de nombreux secteurs économiques (tels que le pétrole, le gaz, les services publics stratégiques et les services), même si la concurrence s'est intensifiée pour les sociétés liées à l'État (GLC) en raison de plusieurs faits nouveaux. Les efforts d'amélioration de la productivité semblent avoir porté leurs fruits pour certaines d'entre elles. Padiberas Nasional Berhad conserve le droit exclusif d'importer du riz, et son monopole a été prorogé de dix ans jusqu'en 2021. Les procédures préférentielles en matière de marchés publics et l'extension des obligations relatives aux opérations de compensation restent un instrument de la politique industrielle destiné à favoriser les entreprises locales; des appels d'offres internationaux ne sont lancés que si les produits et services ne peuvent être obtenus au niveau local. Les GLC sont incitées à s'approvisionner auprès d'entreprises appartenant à des intérêts locaux. La Malaisie est devenue observateur pour l'Accord de l'OMC sur les marchés publics en 2012, et elle a entrepris des efforts pour améliorer la transparence et les "pactes d'intégrité" dans ses procédures de passation des marchés.

3.9. Durant la période considérée, des changements importants ont été apportés au cadre juridique et institutionnel qui régit la politique de la concurrence et qui vise aussi les GLC, mais pas certaines pratiques ou activités et certains accords anticoncurrentiels (par exemple dans les secteurs de l'énergie et des communications). Le contrôle des prix et de l'approvisionnement a été renforcé pour certains biens et services, et les subventions au prix du sucre ont été supprimées. La protection des consommateurs a été renforcée dans plusieurs domaines (publicité, protection des données personnelles, vente à crédit et moyens de recours des consommateurs). Des progrès notables ont été accomplis dans l'amélioration du cadre qui régit le gouvernement d'entreprise grâce, entre autres, au relèvement des normes dans ce domaine.

3.10. La Malaisie a renforcé son régime de propriété intellectuelle en apportant des modifications importantes à ses lois ou réglementations sur les brevets, les dessins et modèles industriels, le droit d'auteur et les marques, et en élargissant ses engagements internationaux. Son approche proactive en matière de respect de la propriété intellectuelle a été étendue grâce à de nouvelles initiatives (programme Basket of Brands (BOB), par exemple).

3.2 Mesures agissant directement sur les importations

3.2.1 Procédures douanières, évaluation en douane et règles d'origine

3.2.1.1 Prescriptions en matière d'enregistrement, de documentation et de dédouanement

3.11. Depuis 2010, aucune modification n'a été apportée aux prescriptions en matière d'enregistrement pour les importations. Les déclarations d'importation doivent être établies par les expéditeurs ou par des courtiers en douane ou des entreprises de courtage en douane/dédouanement. Des déclarations supplémentaires sont exigées pour les produits taxables d'une valeur supérieure à 20 000 ringgit. La déclaration en douane doit être accompagnée de la facture commerciale et de copies du connaissance. Lorsqu'il y a lieu, une liste de colirage détaillée, une autorisation d'importation (par exemple un permis, une licence ou un certificat), un certificat sanitaire et phytosanitaire et le certificat d'origine des marchandises bénéficiant de préférences tarifaires doivent être présentés. Le Département des douanes royales malaisiennes (RMCD) n'impose aucune redevance pour les procédures douanières.

3.12. Le dédouanement est entièrement automatisé depuis 2007; les déclarations d'importation, le calcul des droits, leur paiement et la mainlevée des marchandises se font par voie électronique.¹ Selon les autorités, toutes les importations bénéficient du dédouanement électronique depuis 2010. En novembre 2013, 26 des 44 organismes qui délivrent des permis le faisaient par voie électronique (c'est-à-dire sans papier). La Malaisie a continué de remplacer les contrôles lors du dédouanement par des contrôles après dédouanement fondés sur les résultats de la gestion des risques après la mainlevée des marchandises.² Il n'y a pas de données disponibles sur la proportion ou les principaux types d'importations soumises à des contrôles après dédouanement depuis 2010. En novembre 2013, le RMCD en était au dernier stade de la négociation d'un accord de reconnaissance mutuelle (ARM) avec les douanes japonaises pour faciliter les échanges entre la Malaisie et le Japon.

3.13. En 2012, la Malaisie occupait le 11^{ème} rang (12^{ème} en 2011, 37^{ème} en 2010) sur 185 économies pour la facilité du commerce transfrontalier; selon la Banque mondiale/SFI, l'importation d'un conteneur de marchandises exigeait en moyenne 6 documents, prenait 8 jours (10 en 2010) et coûtait 420 dollars EU (450 dollars EU en 2010).³ En 2012, le délai de dédouanement (délai entre l'arrivée des marchandises et leur mainlevée) s'établissait en moyenne à 3,63 jours (3,2 jours en 2007) pour le fret maritime et 2,14 jours (0,8 jour en 2007) pour le fret aérien; en ce qui concerne les formalités douanières (enregistrement, inspection et perception des droits, par exemple), il fallait 1,25 heure (13 heures en 2007) pour le fret maritime et 1,25 minute (30 minutes en 2007) pour le fret aérien. Si l'importateur est enregistré comme opérateur économique agréé (OEA), statut qui a remplacé celui de client privilégié (Customs Golden Client ou CGC)⁴ en janvier 2010, le délai moyen entre la présentation de la déclaration et la mainlevée des marchandises était de 15 minutes en 2012 (comme en 2007 pour les CGC); actuellement, 48 entreprises sont des OEA.

3.14. La Malaisie est partie à la version révisée de la Convention de l'Organisation mondiale des douanes pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto révisée) depuis le 30 juin 2008. Conformément à ses obligations au titre de cette convention, elle a réalisé en 2011 une étude sur le temps nécessaire à la mainlevée; une même étude en 2012 devait contribuer à redéfinir les procédures de dédouanement et à fournir des données statistiques

¹ Actuellement, le RMCD n'a pas de dispositif permettant de présenter les autres pièces justificatives (telles que la facture et le connaissance) par voie électronique avec la déclaration d'importation ou d'exportation. La plupart des licences d'importation peuvent être présentées en ligne avec les déclarations en douane.

² Des renseignements complémentaires sur les contrôles après dédouanement figurent dans CNUCED (2011).

³ Banque mondiale (2013b).

⁴ Le système des CGC, instauré en septembre 2004 à l'intention des entreprises ayant de bons antécédents en matière de respect des lois, des règlements et des normes de sécurité, offrait aux entreprises agréées des procédures simplifiées et accélérées en matière de dédouanement, de ristournes et de demandes de remboursement par le biais d'une comptabilité autonome et permettait le paiement différé des droits. Le statut d'OEA a été mis en place pour répondre aux menaces de sécurité posées par les chaînes d'approvisionnement internationales.

permettant d'améliorer le processus de dédouanement, ainsi qu'à évaluer l'incidence et l'état d'avancement du programme à engager pour réformer et moderniser les douanes.⁵ Les constatations générales issues de cette étude indiquent que le temps nécessaire à la mainlevée n'est pas encore entièrement conforme à tous les engagements pris par le RMCD au titre de sa charte client. Des problèmes ont été relevés dans les domaines suivants: réglementation et législation douanières, retards dans le paiement des droits et taxes, délai d'enlèvement des expéditions périssables arrivant par voie aérienne, délai de présentation des déclarations en douane, délai de réponse aux rejets et aux demandes de renseignements des douanes, retards dans l'enlèvement physique des marchandises après la remise des documents douaniers, inefficacités mineures en matière de traitement, absence d'accroissement des ressources du RMCD et délai de traitement plus long pour les expéditions bénéficiant de taux de droits préférentiels.

3.15. La contrebande demeure préoccupante; elle est due à diverses raisons, parmi lesquelles l'évasion fiscale, le contournement des prohibitions, les atteintes aux droits de propriété intellectuelle et le fait qu'une grande proportion du trafic de marchandises est mise en circulation après évaluation des risques sans examen des documents ni inspection matérielle. Entre 2010 et 2012, la valeur des marchandises saisies a augmenté de 18,7% pour atteindre 602,9 millions de ringgit, mais les recettes fiscales perdues auraient diminué de 15,5% pour s'établir à 435 millions de ringgit, car certains de ces articles sont apparemment visés par des prohibitions (par exemple la drogue), c'est-à-dire qu'ils ne sont pas assujettis à des droits et taxes. Les principales catégories de produits saisis en termes de valeur sont les véhicules (principalement en provenance de l'UE et du Japon), les cigarettes (d'Indonésie, d'Asie de l'Est et de Chine), l'alcool (d'Asie de l'Est et de l'UE) et les pétards, qui sont assujettis à un contrôle (de Thaïlande et de Chine); la contrebande de véhicules a augmenté, aussi bien en valeur que du point de vue des recettes fiscales perdues, en raison notamment d'un niveau élevé de taxation. La contrebande de certains produits essentiels subventionnés dont les prix sont contrôlés (par exemple le sucre et les carburants (sections 3.4.2.2 et 3.4.4.2)) et d'espèces menacées d'extinction (par exemple des parties de tigre, l'ivoire et les reptiles) reste apparemment importante.⁶ Pour lutter contre la contrebande, le RMCD a pris diverses mesures, par exemple: il a renforcé l'évaluation des risques dans la sélection et le ciblage des marchandises, mis en place des scanners à rayons X, intensifié ses activités et ses opérations de répression et renforcé les capacités des services de répression, et il partage des renseignements et coopère avec des organismes nationaux et internationaux.

3.16. Le système des recours permet de déposer des réclamations contre les décisions douanières auprès du Directeur général des douanes; des appels sont également possibles devant le Tribunal d'appel en matière de douanes, le Ministre des finances et la Haute Cour. En 2013 (janvier-octobre), il y a eu 35 appels déposés devant le Directeur général des douanes et le Ministre des finances (29 en 2012 et 23 en 2008), 17 devant le Tribunal d'appel en matière de douanes (52 en 2012 et 11 en 2008) et aucun devant la Haute Cour (1 en 2012 et 1 en 2008).

3.2.1.2 Évaluation en douane

3.17. Depuis l'examen précédent, aucun changement n'a été apporté au cadre fondamental du système d'évaluation en douane. La valeur des marchandises à des fins douanières est en grande partie déterminée conformément aux principes et dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. En vertu de l'actuel Règlement sur les douanes (règles d'évaluation)⁷, les importations sont évaluées au prix c.a.f. La valeur transactionnelle basée sur le prix effectivement payé ou à payer est utilisée pour 95% des importations. Lorsque cette méthode ne peut être appliquée, l'évaluation repose sur la valeur transactionnelle de marchandises identiques ou similaires, sur la valeur déductive, sur la valeur calculée ou sur une évaluation flexible.⁸

⁵ Renseignements en ligne de l'OMC sur la facilitation des échanges, "Études de cas et rapports par thèmes: Réalisation d'une étude sur les délais de mainlevée – Malaisie", par M. Roslan Mohamed, Sous-Directeur de l'Administration des douanes, 8 mai 2012, adresse consultée: http://www.wto.org/french/tratop_f/tradfa_f/casestudies_reports_f.htm [13 février 2013].

⁶ *New Straits Times*, "Cargo scanning machines to deter smuggling", 10 novembre 2012, adresse consultée: "<http://www.nst.com.my/nation/general/cargo-scanning-machines-to-deter-smuqgling-1.172805#ixzz2KnK5XdHO>" [13 février 2013].

⁷ Règlement de 1999 sur les douanes (règles d'évaluation), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000.

⁸ Renseignements en ligne du RMCD, adresse consultée: <http://www.customs.gov.my/index.php/bm/fasilitasi-perdagangan/kastam/105?start=2>.

3.18. La clause 11 du Règlement de 1999 sur les douanes (règles d'évaluation) autorise le Ministre des finances à déterminer la valeur minimale des marchandises. Les autorités ont indiqué qu'elle n'avait jamais été utilisée. Le Décret de 2006 sur les douanes (valeur des véhicules automobiles importés complètement montés (neufs)) autorise le Ministre des finances à fixer la valeur des automobiles importées complètement montées conformément à l'article 12 de la Loi douanière de 1967, afin de lutter contre la sous-déclaration. Selon les autorités, cette option n'a pas été utilisée durant la période considérée, car la valeur déterminée dans le Décret prend la forme d'une "valeur publiée au Journal officiel", qui est acceptée comme valeur transactionnelle pour les importateurs commerciaux (titulaires de permis approuvés, sections 3.2.3.2 et 4.6), alors que, pour les importateurs individuels, ce sont les méthodes d'évaluation de l'OMC qui s'appliquent. Les importateurs commerciaux doivent présenter des renseignements, y compris la valeur transactionnelle des automobiles complètement montées, à la Section d'évaluation de l'administration centrale des douanes. Un comité constitué de fonctionnaires du Ministère des finances, du Ministère du commerce international et de l'industrie (MITI) et du RMCD examine l'ensemble des documents et des prix communiqués avant de recommander au Ministre pour approbation une "valeur publiée au Journal officiel".⁹ Selon les autorités, le "système de la valeur publiée au Journal officiel" est destiné à faciliter la détermination de la valeur en douane de tous les véhicules passibles de droits et ne constitue pas un obstacle non tarifaire. Aucune donnée n'a été communiquée sur les cas de sous-facturation ou de sous-déclaration depuis 2010.

3.2.1.3 Règles d'origine

3.19. La Malaisie n'a pas de loi nationale régissant les règles d'origine pour les importations; elle n'applique pas de règles d'origine non préférentielles. Les règles d'origine préférentielles s'appliquent aux importations effectuées dans le cadre des arrangements commerciaux préférentiels et des ALE (sections 3.2.2.6 et 2.4.2). La Malaisie reconnaît que les règles d'origine doivent être simples, faciles à respecter et cohérentes sur l'ensemble de ses ALE, afin que les droits de douane préférentiels puissent être largement utilisés et bénéficient aux petites et moyennes entreprises (PME) (section 3.3.1). Les règles d'origine figurant dans tous ses ALE reposent généralement sur les critères jumeaux du produit entièrement obtenu pour les produits naturels (c'est-à-dire les produits agricoles, les animaux vivants, les minéraux, etc.) et de la transformation substantielle. La transformation substantielle comprend: la méthode de la valeur ajoutée; le changement de classification tarifaire (CCT) au niveau à quatre chiffres du SH (changement de position – CP) ou à six chiffres (changement de sous-position – CSP); la transformation spécifique pour les produits tels que les textiles et les produits chimiques; ou une combinaison des méthodes ci-dessus.¹⁰

3.2.2 Droits de douane

3.20. Le 31 octobre 2012, la Malaisie a mis en place la version 2012 du Système harmonisé de classification tarifaire (SH), composée de 9 417 lignes à 9 chiffres (soit 972 de moins que la liste tarifaire de 2009)¹¹ pour les droits de douane NPF et préférentiels, et la version de 2012 de la Nomenclature tarifaire harmonisée (AHTN) de l'ASEAN, composée de 12 337 lignes à 10 chiffres (7 de plus qu'en 2009) pour les droits préférentiels appliqués au commerce intra-ASEAN. Elle transpose actuellement ses engagements tarifaires préférentiels dans le SH12; en novembre 2013, elle avait achevé la transposition pour trois ALE (ASEAN, ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande et Malaisie-Australie), tandis que la transposition pour neuf autres accords attend une décision du MITI sur les questions relatives à la fusion des lignes tarifaires.

3.21. La liste tarifaire est réexaminée chaque année, principalement dans le cadre du processus budgétaire national. En outre, la structure tarifaire et les taux de droits sont réexaminés régulièrement dans le cadre de concertations entre les autorités et les milieux d'affaires. Le Comité consultatif spécial des droits de douane (SACT), qui relève de la MIDA, reçoit et étudie les demandes de réexamen des droits, qui peuvent ensuite être annoncées dans le budget annuel.

⁹ Si le comité n'a aucune raison de douter de la véracité et de l'exactitude de la valeur en douane déclarée, il approuve cette dernière en tant que valeur transactionnelle. En cas de doute, il applique une autre méthode d'évaluation fixée par la législation nationale. Pour les importateurs individuels, la personne qui importe le véhicule l'a acheté et utilisé auparavant; la méthode de la valeur transactionnelle ne peut donc pas être utilisée, et le RMCD applique une autre méthode dans l'ordre établi par la législation nationale.

¹⁰ Les règles d'origine préférentielles peuvent être consultées à l'adresse suivante: <http://www.miti.gov.my/cms/index.jsp>.

¹¹ Ce chiffre vient en grande partie d'une réduction de 513 lignes tarifaires du chapitre 44 du SH (bois).

3.2.2.1 Droits NPF appliqués

3.22. Depuis le dernier examen, la structure tarifaire a été légèrement modifiée. À la suite des changements tarifaires qui ont comporté, entre autres, de nombreuses réductions unilatérales, la moyenne simple (non pondérée) des droits NPF a été ramenée à 5,6% en 2013 (7,4% en 2009) (tableau 3.1).¹² Selon les autorités, au titre des budgets de 2009 et 2011, les droits d'importation ont été supprimés ou réduits sur certains articles, et certains produits ont été exonérés pour contrer les pressions inflationnistes et soutenir le pouvoir d'achat; ces changements ont porté sur environ 300 lignes tarifaires correspondant à des produits alimentaires, des produits électriques, des "produits pour le tourisme" (appareils photo, montres, parfums) et des produits de consommation. Aucune modification du tarif douanier n'est envisagée au titre du budget de 2014. En 2013, la protection tarifaire, qui varie sensiblement d'un secteur à l'autre et à l'intérieur d'un même secteur, était en moyenne de 2,9% pour les produits agricoles et de 6% pour les produits industriels (définition de l'OMC).¹³ Les droits moyens les plus élevés frappent les articles en pierre et le matériel de transport (17,3%) ainsi que les matières plastiques et le caoutchouc (13,4%) (graphique 3.1 et tableau A3. 1). Du fait qu'ils confèrent des niveaux de protection variés et élevés à certaines branches de production, les droits de douane faussent la répartition des ressources et la concurrence. Une réduction des droits élevés (principalement les droits hors contingent sur les produits agricoles (section 3.2.2.3)) permettrait d'améliorer la répartition des ressources et le bien-être national.

3.23. Plus de 99% des droits de douane sont *ad valorem*. La complexité de la structure tarifaire n'a guère évolué depuis 2009; il y a environ 51 (52 en 2009) fourchettes de taux différentes, y compris les taux d'admission en franchise (19 droits *ad valorem*, 19 droits spécifiques, 11 droits composés et 2 droits alternatifs). Les droits spécifiques, composés et alternatifs s'appliquent à 83 lignes tarifaires à 9 chiffres du SH12, qui représentent 0,4% (ananas, boissons alcooliques et certains tabacs), 0,4% (fruits tropicaux, certains tabacs, aluns, déchets lingotés en fer ou en aciers) et 0,02% (papiers crêpés/plissés, climatiseurs automobiles) du nombre total de lignes tarifaires. Les taux *ad valorem* vont encore de 0% à 60% (dalles de pavement ou de revêtement, vernissées ou émaillées, en céramique) pour les produits industriels et à 90% (choux pommés) pour les produits agricoles. Durant la période considérée, des réductions tarifaires ont été appliquées, entre autres, aux huiles essentielles et aux parfums (chapitre 33 du SH), aux articles en cuir (chapitre 42 du SH), aux vêtements (chapitres 61 et 62 du SH), aux articles en fer et en acier et aux articles de bijouterie ou de joaillerie. Plus de 80% des taux sont égaux ou inférieurs à 10% (graphique 3.2 et tableau A3. 1). Des taux supérieurs à 30% s'appliquent actuellement à 0,6% des positions tarifaires. Le tarif malaisien pourrait encore être rationalisé grâce, par exemple, à la réduction du nombre de fourchettes de taux.

Tableau 3.1 Structure tarifaire de la Malaisie, 2009 et 2013

(%, sauf indication contraire)

	Taux NPF appliqué		Taux consolidé final ^a
	2009	2013	
Lignes tarifaires consolidées (% de l'ensemble des lignes)	..	..	80,6
Moyenne simple des taux	7,4	5,6	15,6
Produits agricoles (SH01-24)	2,7	2,5	11,2
Produits industriels (SH25-97)	8,0	6,2	16,5
Produits agricoles, définition de l'OMC	2,8	2,9	11,0
Produits non agricoles, définition de l'OMC	7,9	6,0	16,5
Lignes tarifaires en franchise de droits (% de l'ensemble des lignes)	60,3	64,6	5,7

¹² L'analyse du tarif est conforme à la pratique du Secrétariat qui consiste à prendre en compte les droits hors contingent pour les contingents tarifaires (donc à exclure les droits contingentaires) et la composante *ad valorem* des droits de type composé et alternatif lorsqu'il n'y a pas d'équivalents *ad valorem* officiels. Comme les droits hors contingent sont beaucoup plus élevés que les droits contingentaires, cela conduit probablement à surestimer la protection tarifaire en l'absence d'importations hors contingent. Toutefois, en utilisant la composante *ad valorem* des droits alternatifs et composés (les premiers étant appliqués selon le principe du taux le plus élevé), on sous-estime légèrement la protection tarifaire lorsque c'est le taux spécifique alternatif qui s'applique.

¹³ La définition des produits industriels selon l'OMC couvre tous les produits non agricoles, c'est-à-dire les produits qui ne sont pas visés par l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. Les produits agricoles selon la définition OMC comprennent tous les produits agricoles transformés et non transformés (chapitres 1 à 24 du SH, moins le poisson et les produits à base de poisson, plus quelques autres positions du SH).

	Taux NPF appliqué		Taux consolidé final ^a
	2009	2013	
Moyenne simple des lignes passibles de droits uniquement	18,6	15,9	16,6
Contingents tarifaires (% de l'ensemble des lignes)	0,2	0,2	..
Droits non <i>ad valorem</i> (% de l'ensemble des lignes)	0,8	0,9	4,7
"Crêtes tarifaires" nationales (% de l'ensemble des lignes) ^b	11,8	16,8	..
"Crêtes tarifaires" internationales (% de l'ensemble des lignes) ^c	22,2	16,8	..
Écart type global des taux de droits	11,7	9,5	..
Coefficient de variation des taux de droits	1,6	1,7	..
Droits de nuisance appliqués (% de l'ensemble des lignes) ^d	0,1	0,1	0,5
Nombre total de lignes tarifaires	10 389	9 417	6 273
Taux <i>ad valorem</i>	4 045	3 255	5 628
En franchise de droits	6 264	6 079	360
Taux spécifiques	39	41	89
Taux composés	36	40	164
Taux alternatifs	5	2	32

.. Non disponible.

a La mise en œuvre du Cycle d'Uruguay a été achevée en 2005. Les droits consolidés finals ont été calculés à partir de la base de données LTC. La liste consolidée finale est basée sur la nomenclature du SH02 et comprend 7 799 lignes tarifaires, dont 6 273 sont consolidées (y compris partiellement). Les calculs sont fondés uniquement sur les 6 273 lignes consolidées.

b Les crêtes tarifaires nationales correspondent aux droits supérieurs au triple de la moyenne globale des taux appliqués.

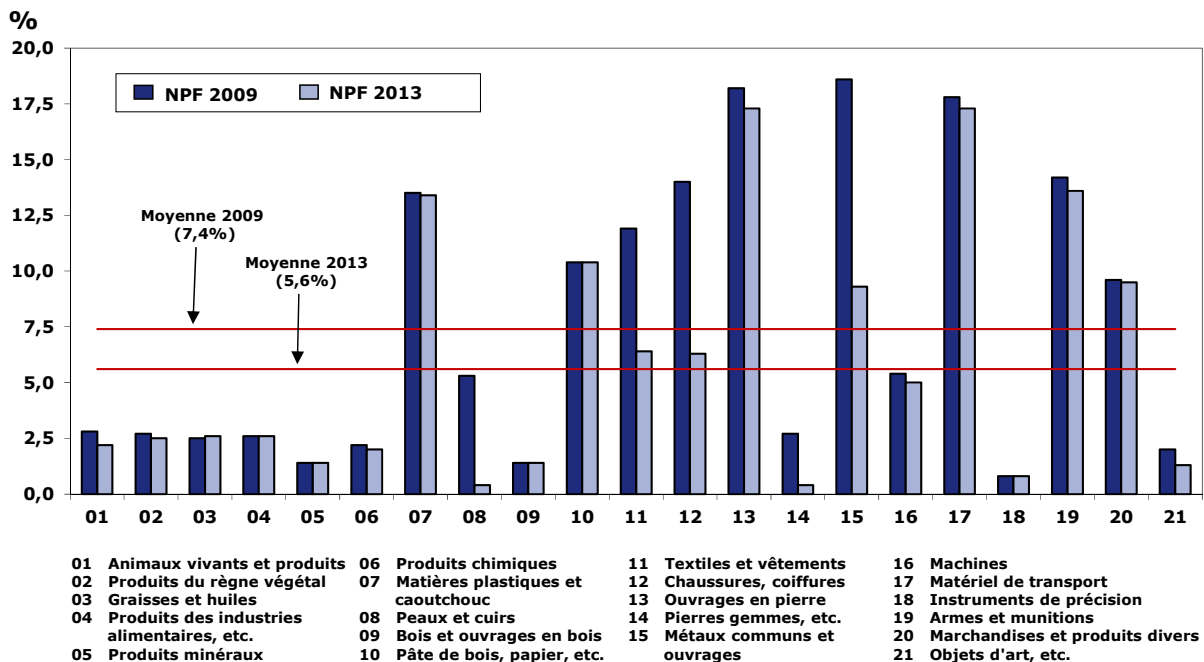
c Les crêtes tarifaires internationales correspondent aux droits supérieurs à 15%.

d Les droits de nuisance sont les droits supérieurs à zéro mais inférieurs ou égaux à 2%.

Note: Les calculs excluent les taux contingentaires et les taux spécifiques et incluent la partie *ad valorem* des taux composés et alternatifs. Le tarif de 2009 est basé sur la nomenclature du SH02, et le tarif de 2013 est basé sur la nomenclature du SH12. Les moyennes sont calculées au niveau des lignes tarifaires nationales (à neuf chiffres).

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après les données communiquées par les autorités malaisiennes.

Graphique 3.1 Moyenne des taux NPF appliqués par section du SH, 2009 et 2013

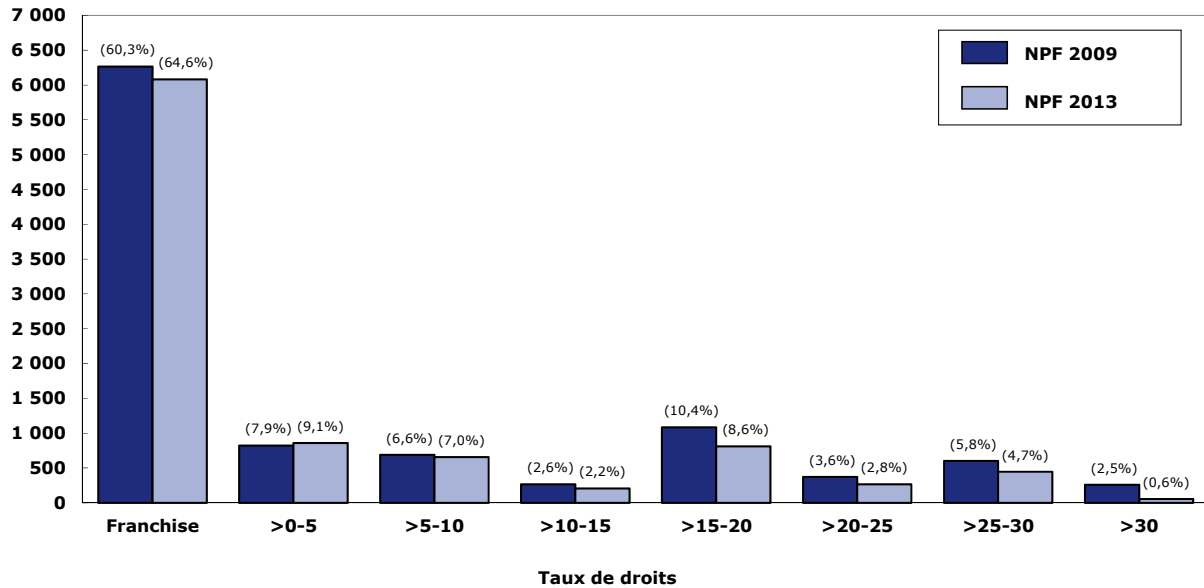


Note: Les calculs excluent les droits spécifiques et incluent la composante *ad valorem* des droits alternatifs et composés.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après les données communiquées par les autorités malaisiennes.

Graphique 3.2 Distribution des taux de droits NPF, 2009 et 2013

Nombre de lignes tarifaires



Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent la part de l'ensemble des lignes. Les calculs excluent les taux spécifiques et incluent la partie *ad valorem* des taux alternatifs et composés. Les listes tarifaires de 2009 et 2013 comprennent respectivement 10 389 et 9 417 lignes tarifaires. La somme des pourcentages n'est pas égale à 100% en raison de l'exclusion des taux spécifiques, qui représentent 0,4% pour les années 2009 et 2013.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après les données communiquées par les autorités malaisiennes.

3.24. Les droits non *ad valorem*, qui s'appliquent presque exclusivement aux produits agricoles (79 des 83 lignes tarifaires à 9 chiffres du SH) afin de protéger les petits agriculteurs ruraux, tendent à dissimuler une forte protection tarifaire. Il se pourrait que la protection tarifaire non *ad valorem* appliquée soit beaucoup plus élevée que celle résultant des taux *ad valorem*. Selon les calculs du Secrétariat de l'OMC, en 2013, les équivalents *ad valorem* (EAV) de la partie spécifique des droits spécifiques composés et alternatifs allaient de 0,4% (cigarettes aux clous de girofle) à 1 439,2% (boissons alcooliques et déchets de tabac), et 29 EAV dépassaient le taux *ad valorem* le plus élevé (90%) de la liste tarifaire¹⁴; ces droits non *ad valorem* font partie des engagements en matière de consolidations tarifaires pris par la Malaisie dans le cadre de l'OMC.

3.2.2.2 Dispersion et progressivité des droits NPF

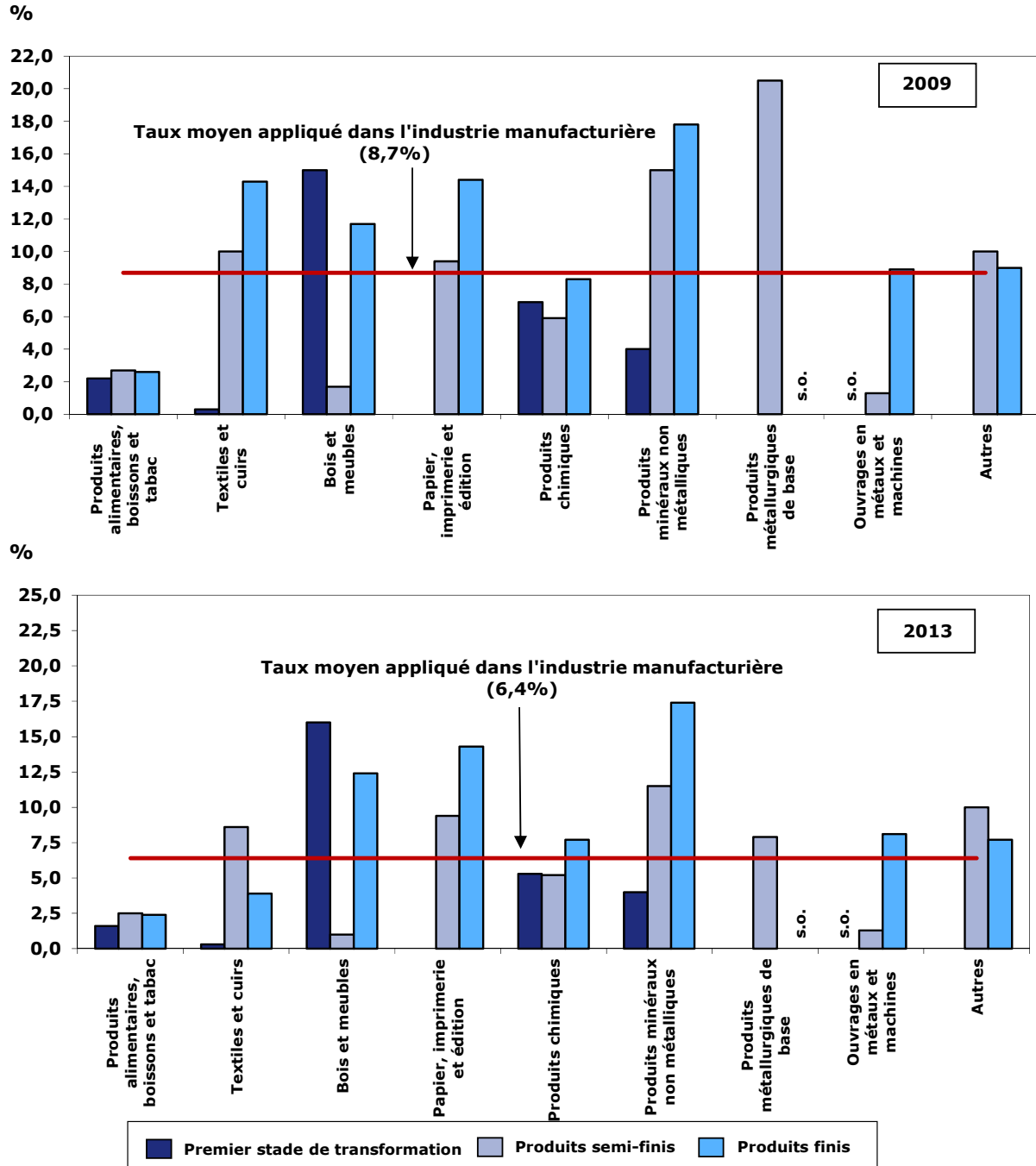
3.25. À la suite de l'adoption du SH12 et des réductions tarifaires unilatérales opérées durant la période considérée, la dispersion des droits a évolué de manière positive, puisque les crêtes tarifaires internationales et l'écart type ont sensiblement baissé (section 3.2.2.1, tableau 3.1 et graphique 3.3).¹⁵ Par contre, la structure globale de progressivité des droits reste généralement

¹⁴ Les EAV ont été calculés sur 70 des 83 lignes tarifaires à 9 chiffres du SH assujetties à des taux non *ad valorem*. Pour tous les droits alternatifs, la composante *ad valorem* était plus élevée que la partie spécifique du taux alternatif. Ces calculs sont basés sur la valeur et le volume des importations de 2012 communiqués par les autorités malaisiennes. Lorsque ces EAV sont pris en compte pour l'analyse du tarif douanier (tableau 3.1), la moyenne simple des taux NPF appliqués est de 6,9%. En 2009, la moyenne simple des EAV pour 46 des 80 lignes tarifaires non *ad valorem* était de 392%. Trois lignes tarifaires concernant les bananes et les déchets de tabac ont des EAV supérieurs à 1 000% (document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010).

¹⁵ L'importance des pertes en termes de bien-être résultant de l'imposition de droits de douane dépend non seulement du niveau moyen des tarifs, mais aussi des écarts relatifs entre les droits selon les produits et les secteurs. Plus la dispersion est forte, plus les effets de distorsion des droits de douane sont importants. Il y a deux indicateurs du degré de dispersion: les "pointes" ou crêtes tarifaires et l'écart type des droits par rapport à la moyenne. Un grand nombre de crêtes implique une structure tarifaire très différenciée, tandis qu'un petit nombre de crêtes signale une structure tarifaire plus uniforme ou "plate". Plus l'écart type est élevé, plus les distorsions de la structure de la production et de la consommation intérieures résultant des droits de douane sont importantes (OCDE, 1999).

prononcée et n'a guère changé depuis 2010, sauf en ce qui concerne les textiles et les cuirs, pour lesquels la moyenne des droits appliqués est désormais plus faible pour les produits finis que pour les produits semi-finis (graphique 3.3); en ce qui concerne le bois et les meubles, la protection tarifaire moyenne au premier stade de transformation et pour les produits entièrement transformés reste plus de dix fois supérieure à ce qu'elle est pour les produits semi-finis.

Graphique 3.3 Progressivité des droits NPF par catégorie à deux chiffres de la CITI, 2009 et 2013



s.o. Sans objet.

Note: Les calculs excluent les taux contingentaires et les taux spécifiques et incluent la partie *ad valorem* des taux alternatifs et composés. Le tarif de 2009 est basé sur la nomenclature du SH02, et le tarif de 2013 est basé sur la nomenclature du SH12.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après les données communiquées par les autorités malaisiennes.

3.2.2.3 Contingents tarifaires

3.26. En réponse aux demandes des petits producteurs nationaux, la Malaisie a maintenu des contingents tarifaires pour 20 lignes tarifaires du SH12 en 2013 (18 positions du SH07 jusqu'en 2011) qui concernent, entre autres, les volailles et les porcs vivants, la viande de volailles et de porc, le lait liquide et la crème de lait et les choux pommés. Les taux contingentaires vont de 0% (choux pommés) à 25% (viande de porc), et les taux hors contingent vont de 20% à 90% (choux pommés) (section 4.2.3).¹⁶ En 2011, une grande proportion de ces contingents ont été sous-utilisés, et il n'y a pas eu d'importation de porcs vivants ni d'œufs de poule et de canard à couvrir, apparemment faute de demande. Les seuls articles pour lesquels les importations ont dépassé le volume des contingents sont les volailles d'un jour, la viande de volailles et de porc et les morceaux et abats de volailles. Ces contingents tarifaires font partie des 73 lignes à 9 chiffres du SH96 figurants à la section 1B de la Liste XXXIX de la Malaisie, mais ils ne sont pas entièrement comparables aux lignes tarifaires actuelles (du SH07 ou du SH12) en raison des modifications apportées depuis lors à la nomenclature. Néanmoins, les taux hors contingent semblent conformes aux engagements pris dans le cadre de l'OMC, et les volumes réels des contingents semblent plus élevés que ceux inscrits dans la Liste. La dernière notification présentée à l'OMC par la Malaisie au sujet des contingents tarifaires date de mai 2005 et porte sur les années civiles 1997 et 1998.¹⁷ Les autorités ont indiqué que les notifications en matière de contingents tarifaires étaient en suspens en raison de la transposition dans le SH, qui a des effets sur la collecte de données; la Malaisie mettra à jour ces notifications une fois que la transposition des engagements consolidés du SH96 au SH02 et au SH07 sera achevée (section 3.2.2.4). Avant la réactivation des contingents tarifaires (depuis avril 2008), le taux NPF appliqué à ces produits était nul, selon les indications fournies. Les contingents sont attribués dans l'ordre de présentation des demandes.

3.2.2.4 Consolidations tarifaires

3.27. Il n'est pas possible de comparer exactement les taux consolidés et les taux appliqués de la Malaisie, car les listes tarifaires respectives sont dans des nomenclatures différentes: les taux consolidés sont établis dans le SH02, et les taux appliqués dans le SH12. La transposition des engagements tarifaires n'est pas encore achevée.

3.28. Selon les calculs du profil tarifaire de l'OMC, sur une base moyenne du SH02 à six chiffres, 84,3% des lignes tarifaires, correspondant à la totalité des lignes tarifaires pour les produits agricoles et à 81,9% des lignes tarifaires pour les produits industriels (définitions de l'OMC), sont consolidées. Selon les calculs de la LTC, basés sur la nomenclature tarifaire nationale dans le SH02 à neuf chiffres, 80,6% des lignes tarifaires étaient consolidées.¹⁸ Le taux consolidé global final (c'est-à-dire pour 2005) était de 15,6% (calcul de la LTC) ou 23% (profil tarifaire).¹⁹ Le taux consolidé moyen était de 11,0% (LTC) ou 66,8% (profil tarifaire) pour les produits agricoles (définition de l'OMC) et de 16,5% (LTC) ou 14,9% (profil tarifaire) pour les produits non agricoles. La mise en œuvre de ces engagements a eu lieu en 2005. À la suite des réductions tarifaires unilatérales opérées durant la période considérée (section 3.2.2.1), l'écart global entre la moyenne simple des taux NPF appliqués et la moyenne simple des taux consolidés aurait pu augmenter de 8,2 à 10 points de pourcentage (LTC) ou de 15,6 à 17,4 points de pourcentage (profil tarifaire). L'écart pourrait être de 8,1 (LTC) ou de 63,9 (profil tarifaire) points de pourcentage pour les taux visant les produits agricoles (définition de l'OMC) et de 10,5 (LTC) ou 8,9 (profil tarifaire) points de pourcentage pour les produits industriels. Cet écart et la proportion relativement élevée des lignes non consolidées continuent d'offrir aux autorités une grande latitude pour relever les droits appliqués, ce qui peut rendre très imprévisibles les obstacles tarifaires rencontrés par les importations sur le marché malaisien; aucun relèvement de ce type ne s'est apparemment produit durant la période considérée.

¹⁶ Document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010; EIU (2012a); et USTR (2012a).

¹⁷ Document de l'OMC G/AG/N/MYS/12 du 4 mai 2005.

¹⁸ Base de données statistiques de l'OMC, adresse consultée:

<http://stat.wto.org/TariffProfile/WSDBTariffPFView.aspx?Language=E&Country=MY>; et document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010.

¹⁹ La raison d'un tel écart entre les calculs de la LTC et ceux du profil tarifaire est que ces derniers incluent les EAV.

3.29. Depuis le 1^{er} janvier 2007, la Malaisie bénéficie de dérogations collectives pour l'introduction des modifications du SH07 dans sa Liste XXXIX de concessions tarifaires.²⁰ Elle a présenté la transposition de ses engagements dans le SH02 et le SH07 en août 2013; en novembre 2013, le processus de vérification était toujours en cours. Par ailleurs, depuis janvier 2012, la Malaisie bénéficie d'une dérogation collective pour l'introduction des modifications du SH12 dans sa Liste de concessions tarifaires²¹; en novembre 2013, cet exercice de transposition était en cours, et la Malaisie en notifiera le résultat à l'OMC durant l'année 2014.

3.2.2.5 Avantages tarifaires/exonérations de droits

3.30. L'application d'allègements des droits d'importation et de la taxe sur les ventes grâce à des exonérations et avantages tarifaires et fiscaux n'a pas changé depuis le dernier examen. Elle concerne les matières premières et les composants utilisés dans la fabrication de marchandises destinées à l'exportation, ainsi que les machines et matériels non disponibles en Malaisie mais employés directement dans le processus de fabrication.²² Des exonérations complètes de la taxe sur les ventes et des droits d'accise sont accordées pour les machines et le matériel achetés dans le pays. Les exonérations de droits sont accordées aux entreprises manufacturières locales et étrangères. Selon les autorités, les recettes sacrifiées en raison des allègements de droits d'importation et de la taxe sur les ventes ont représenté 1,3 milliard de dollars EU en 2012 (soit 13% des recettes tarifaires totales), contre 1,5 milliard (15,7% des recettes tarifaires totales) en 2011.

3.2.2.6 Préférences tarifaires

3.31. À la suite des réductions unilatérales des droits NPF (section 3.2.2.1) et malgré les efforts faits pour développer les accords de libre-échange bilatéraux et régionaux durant la période considérée, l'écart entre la moyenne simple des taux NPF appliqués et la moyenne des taux préférentiels sur les importations en provenance des partenaires commerciaux préférentiels ou membres des ALE a diminué (tableau 3.2). La moyenne simple des taux appliqués au titre de presque tous les arrangements préférentiels reste inférieure à la moyenne simple des taux NPF, même si les moyennes varient beaucoup selon les arrangements et les groupes de produits.²³ Des difficultés techniques liées à la nomenclature analogues à celles rencontrées pour les consolidations tarifaires (section 3.2.2.4) ont influé sur l'évaluation par le Secrétariat du régime tarifaire préférentiel appliqué aux importations en provenance de Chine, du Japon, de Corée (Rép. de), du Pakistan, de Nouvelle-Zélande et d'autres pays de l'ASEAN (SH07); seules les préférences au titre de l'ATIGA et du MAFTA (section 2.4.2) étaient disponibles dans une nomenclature exactement comparable (SH12).

Tableau 3.2 Analyse succincte des droits de douane préférentiels de la Malaisie, 2013

(%)

	Lignes préférentielles ^a (% des lignes tarifaires)	Lignes en franchise de droits (% des lignes tarifaires)	Moyenne globale	Produits agricoles (définition OMC)	Produits non agricoles (définition OMC)	Textiles	Vêtements	Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	Matériel de transport
NPF		64,6	5,6	2,9	6,0	8,9	0,2	11,4	17,6
ATIGA ^b	33,9	98,0	0,3	0,3	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0
MAFTA ^c	34,0	96,0	0,6	1,2	0,5	0,0	0,0	0,4	3,1
MNZFTA ^d	34,2	94,1	0,4	0,7	0,4	0,0	0,0	0,1	1,2
MPCEPA ^e	25,5	79,5	3,4	0,8	3,8	3,1	0,1	4,7	12,0

²⁰ Document de l'OMC WT/L/833 du 5 décembre 2011, et WT/L/874 du 14 décembre 2012.

²¹ Document de l'OMC WT/L/834 du 5 décembre 2011, et WT/L/875 du 14 décembre 2012.

²² Les exonérations et avantages tarifaires sont indiqués dans les textes suivants: Décret de 1998 sur les droits de douane (exonération); Décret de 1997 sur les droits d'accise (exonération); et Décret de 1980 relatif à la taxe sur les ventes (exonération) (adresse consultée: <http://www.pytheas.net/docs/malaysia/CustomsAct1967.pdf>).

²³ Au moment de l'examen précédent, la moyenne simple des taux préférentiels (sur la base du SH07) au titre du MPCEPA était de 6,7% (document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1, tableau III.2 du 15 février 2010).

	Lignes préférentielles ^a (% des lignes tarifaires)	Lignes en franchise de droits (% des lignes tarifaires)	Moyenne globale	Produits agricoles (définition OMC)	Produits non agricoles (définition OMC)	Textiles	Vêtements	Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	Matériel de transport
MCFTA ^f	33,7	90,6	1,3	1,1	1,3	0,2	0,0	5,4	8,7
MICECA ^g	26,5	75,7	3,3	1,3	3,6	3,5	0,1	6,8	15,1

- a Le nombre de lignes préférentielles correspond uniquement aux lignes tarifaires assujetties à un taux inférieur au taux NPF appliqué correspondant.
- b Accord sur le commerce des marchandises de l'ASEAN.
- c Accord de libre-échange Malaisie-Australie.
- d Accord de libre-échange Malaisie-Nouvelle-Zélande.
- e Accord de rapprochement économique Malaisie-Pakistan.
- f Accord de libre-échange Malaisie-Chili.
- g Accord global de coopération économique Malaisie-Inde (depuis septembre 2013).

Note: Les moyennes sont calculées au niveau des lignes tarifaires nationales (à neuf chiffres); elles excluent les taux contingentaires et les taux spécifiques et incluent la partie *ad valorem* des taux alternatifs et composés. Les accords préférentiels cités sont ceux communiqués par les autorités. Les données relatives au MNZFTA, au MPCEPA, au MCFTA et au MICECA ont été fournies dans la nomenclature du SH07 et transposées par le Secrétariat dans le SH12 pour permettre les calculs.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après les données communiquées par les autorités malaisiennes.

3.2.3 Licences, restrictions et prohibitions à l'importation

3.2.3.1 Régime de licences

3.32. Aucun changement important n'a été apporté au régime de licences d'importation de la Malaisie, qui touche environ le quart des lignes tarifaires. Depuis 2010, 55 lignes tarifaires (concernant par exemple le sucre, la saccharine, la ractopamine, les photocopieurs couleur et les chargeurs automatiques de cassettes ou de cartouches) ont été retirées de la liste soumise à des prescriptions en matière de licences d'importation, et 28 lignes tarifaires (concernant par exemple des produits agricoles, les produits du bois, les pneumatiques, les produits en aluminium et les articles visés par la CITES) ont été ajoutées. En mars 2013, les importations soumises à licences ont été classées en fonction de leur destination: les produits destinés à l'ensemble du territoire (8 grandes catégories de produits, parmi lesquels les véhicules automobiles, les mâts de charge et grues de bord, certaines substances, certains médicaments et les machines à fabriquer des médicaments), les produits destinés au territoire sauf certaines zones franches (20 catégories de produits, parmi lesquels le sucre, les machines d'usinage du riz, les tabacs bruts ou non fabriqués, les produits chimiques, les appareils d'enregistrement ou de reproduction de disques optiques, les pneumatiques, freins et batteries usagés, les tracteurs, les motos, les châssis pour véhicules automobiles, les casques de motocyclistes et toutes les marchandises en provenance d'Israël) et les produits destinés au territoire sauf certaines zones franches et certains États (Labuan, Langkawi et Tioman) (14 catégories de produits, parmi lesquels les farines de blé et de méteil et les produits en fer, acier ou aluminium).²⁴ En outre, l'importation de 60 catégories de produits (parmi lesquels les animaux, poissons et oiseaux vivants ou comestibles, les plantes, les produits à base de porc, le lait, les pâtes, les crèmes glacées, les aliments pour animaux, les engrais d'origine animale, le riz paddy, le café, les choux, le miel naturel, de nombreux produits alimentaires, les grumes et le bois sous forme brute en provenance de tous les pays sauf l'Indonésie, le bois, le contreplaqué, les peaux brutes, les cuirs, les armes et munitions, les explosifs et les pesticides) était soumise à l'obtention d'un permis ou d'une autorisation et à une inspection (dépendant souvent de l'État malaisien de destination) de la part de différents organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.²⁵ Selon les autorités, l'obligation d'obtenir ce permis ou cette autorisation est destinée à assurer le respect des engagements internationaux, ainsi que la sécurité nationale, la santé publique et la sécurité, et à permettre un suivi.

²⁴ Décret sur les douanes 2012 (prohibition des importations) (P.U. (A) 490), 31 décembre 2012, notifié dans le document de l'OMC G/LIC/N/1/MYS/2 du 11 avril 2013.

²⁵ Décret sur les douanes 2012 (prohibition des importations) (P.U. (A) 490), 31 décembre 2012, notifié dans le document de l'OMC G/LIC/N/1/MYS/2 du 11 avril 2013.

3.33. Le régime de licences automatiques vise à recueillir des données et à assurer un suivi; toutes les licences automatiques peuvent être obtenues en ligne grâce au système de guichet unique national (section 3.2.1.1). La plupart des licences d'importation malaisiennes restent non automatiques, et le régime de licences est principalement destiné à réglementer le flux des importations et à promouvoir les industries stratégiques sensibles à l'effet des importations qui ont été sélectionnées pour atteindre certains objectifs socio-économiques.²⁶ Afin de réduire la dépendance de l'industrie nationale à l'égard des importations, l'autorisation d'importer des machines lourdes destinées au secteur de la construction n'est délivrée que si ces machines ne sont pas disponibles dans le pays²⁷; entre janvier 2010 et juin 2013, 8 424 autorisations ont été accordées, et 1 960 demandes ont été rejetées. Plusieurs organismes gouvernementaux participent à la délivrance des licences.²⁸

3.34. La Malaisie présente régulièrement au Comité des licences d'importation de l'OMC ses réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation; sa dernière notification de mise à jour date du 7 octobre 2011.²⁹

3.2.3.2 Contingents

3.35. Selon la notification qu'elle a présentée à l'OMC en 2011, la Malaisie utilise les licences non automatiques pour assurer l'importation ordonnée de choux pommés et de fèves de café non torréfiées et protéger temporairement les producteurs locaux.³⁰ Les autorités ont indiqué que les licences d'importation pour ces deux produits étaient liées à l'application des contingents tarifaires (section 3.2.2.3) et qu'aucun contingent de ce type n'avait été imposé pour les fèves de café durant la période considérée.

3.36. Le régime de licences d'importation ("permis approuvés"), potentiellement restrictif, appliqué à l'importation et à la distribution des voitures, camions et motocycles fabriqués ou assemblés à l'étranger, qui fait partie de la Politique automobile nationale (NAP), devrait prendre fin en 2015 pour les permis approuvés ouverts et en 2020 pour les permis de franchise approuvés (section 4.6).³¹ Selon certaines informations, le système des permis approuvés serait administré de manière non transparente et fonctionnerait comme un contingent d'importation *de facto* en limitant le nombre total de véhicules importés au cours d'une année donnée. Dans le cas des permis ouverts, la quantité attribuée est fonction des résultats de la vérification des permis approuvés de l'année précédente. Pour les permis de franchise approuvés, elle est fonction des résultats en matière d'importation et des importations annuelles proposées par les titulaires de

²⁶ Ces articles ou activités sont, entre autres, les suivants: sucre, farines de blé, tabacs bruts ou non fabriqués, produits chimiques, pneumatiques usagés, véhicules de transport de passagers et véhicules commerciaux, motocycles, certains articles en fer et en acier et machines d'usinage du riz (sections 4.2 et 4.6). Selon les notifications présentées à l'OMC par la Malaisie depuis le dernier examen, 14 positions du SH à 9 chiffres (pneumatiques usagés, produits laminés plats en autres aciers alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, en aciers au silicium dits "magnétiques") ont été ajoutés aux articles visés par des prescriptions en matière de licences d'importation non automatiques à des fins de sécurité et de suivi des importations (documents de l'OMC G/LIC/N/2/MYS/4 du 19 avril 2010, G/LIC/N/3/MYS/7 du 10 octobre 2011, et G/LIC/N/2/MYS/5 du 3 juillet 2012).

²⁷ EIU (2012a).

²⁸ Ministère du commerce international et de l'industrie; Ministère de l'énergie, des technologies vertes et de l'eau; RMCD; Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie; Office fédéral de commercialisation agricole (FAMA); Département de l'agriculture; Département des services vétérinaires; Office des pesticides de Malaisie; Office de développement de la pêche et Département des pêches de Malaisie; Office de contrôle des médicaments; et Commission malaisienne des communications et du multimédia.

²⁹ Document de l'OMC G/LIC/N/3/MYS/7 du 10 octobre 2011.

³⁰ Les quantités de choux pommés et de fèves de café qui peuvent être importées sont indiquées sur les licences d'importation. Les importateurs sont tenus de demander une licence pour chaque importation. Avant de déposer une demande de licence pour ces produits, ils doivent obtenir un contingent attribué mensuellement dans le cas des choux et annuellement dans celui des fèves de café. Les contingents sont valables deux ans. Pour les fèves de café, le volume du contingent est généralement fixé en fonction de la capacité de l'usine de transformation et, pour les choux, il est fonction de la capacité d'achat du requérant (documents de l'OMC G/LIC/N3/MYS/4 du 17 octobre 2008, et G/LIC/N/3/MYS/7 du 10 octobre 2011). Durant la période considérée, la production annuelle de café vert de la Malaisie a été comprise entre 1 million (2010) et 1,45 million (2012) de sacs de 60 kilos (renseignements en ligne d'Index Mundi, adresse consultée: <http://www.indexmundi.com/agriculture/?country=my&commodity=green-coffee&qgraph=production>); en 2011 les importations de fèves de café non torréfiées ont représenté 9 644 172 kilos.

³¹ Des renseignements complémentaires sur le système des permis approuvés figurent dans le document WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010.

permis. Selon les autorités, depuis 2007, les contingents administrés au moyen des permis approuvés ont dépassé 10% de la production totale de l'industrie de l'année précédente en raison de l'absence de restrictions appliquées aux importations en provenance des pays de l'ASEAN.

3.2.3.3 Prohibitions

3.37. Durant la période considérée, la Malaisie a interdit l'importation de plusieurs produits en provenance de certains pays pour des motifs religieux ou pour des raisons de sécurité, de santé, de salubrité de l'environnement et de sécurité sanitaire (section 3.2.5).³² En mars 2013, l'importation de 13 grandes catégories de produits a été prohibée, parmi lesquels certains aliments pour animaux, les pneumatiques (neufs et rechapés), les produits chimiques et les minéraux toxiques, les substances visées par le Protocole de Montréal et les grumes et le bois sous forme brute en provenance d'Indonésie.³³

3.2.4 Mesures contingentes

3.38. Aucun changement n'a été apporté depuis 2006 à la Loi de 1993 sur les droits compensateurs et antidumping ni au Règlement de 1994 sur les droits compensateurs et antidumping. Durant la période considérée, la Malaisie a eu beaucoup moins recours à des mesures antidumping. Aucune affaire nouvelle n'a été engagée entre 2007 et 2011³⁴ mais, en 2012, trois enquêtes ont été ouvertes concernant le fil machine en aciers (Chine, Corée (Rép. de), Indonésie, Taipei chinois et Turquie), les pellicules de polypropylène bi-orientées (Chine, Indonésie, Taipei chinois, Thaïlande et Viet Nam) et les produits plats laminés à chaud (Taipei chinois).³⁵ Fin juin 2013, des mesures antidumping sous la forme de droits étaient en vigueur pour deux produits: le papier journal (Canada, Corée (Rép. de), États-Unis, Indonésie et Philippines) et le polyéthylène téréphtalate (Thaïlande); toutes ces mesures sont en place depuis 2003 (une depuis 2005) et ont été prorogées en 2009 (une en 2011). La Malaisie n'a jamais pris de mesures compensatoires. Depuis le dernier examen de sa politique commerciale, elle a présenté des rapports semestriels sur ses mesures antidumping et ses mesures compensatoires aux comités compétents de l'OMC.

3.39. La Loi sur les sauvegardes de 2006 a été modifiée au milieu de 2012 pour permettre à la Malaisie de respecter ses engagements au titre des ALE bilatéraux et régionaux; elle est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2013. Le Règlement sur les sauvegardes de 2007 est inchangé depuis l'examen précédent. La Malaisie a publié le Règlement sur les sauvegardes de 2013 (Accord sur le commerce des marchandises de l'Accord-cadre sur la coopération économique globale entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et la Chine (Mesure de sauvegarde)), qui est entré en vigueur le 2 septembre 2013. Elle a ouvert sa première enquête en matière de sauvegardes au sujet de l'importation de rouleaux laminés à chaud le 1^{er} mai 2011; cette enquête a été close le 22 août 2011 sans que des mesures soient prises.³⁶

3.2.5 Normes et autres prescriptions techniques

3.2.5.1 Normes, essais et certification

3.40. L'élaboration de normes et leur amélioration figurent parmi les priorités de la Malaisie pour accéder au statut de pays à revenu élevé d'ici à 2020.³⁷ Le Plan national de normalisation et d'action stratégique de 2004 continue de servir d'orientation pour le renforcement des activités de normalisation jusqu'en 2020.

³² Décret sur les douanes 2012 (prohibition des importations) (P.U. (A) 490), 31 décembre 2012, notifié dans le document de l'OMC G/LIC/N/1/MYS/2 du 11 avril 2013.

³³ Décret sur les douanes 2012 (prohibition des importations) (P.U. (A) 490), 31 décembre 2012, notifié dans le document de l'OMC G/LIC/N/1/MYS/2 du 11 avril 2013.

³⁴ Avec 48 procédures engagées entre 1995 et 2012 (fin juin), la Malaisie a été le 16^{ème} utilisateur mondial de mesures antidumping (renseignements en ligne de l'OMC, adresse consultée: http://www.wto.org/english/tratop_e/adp_e/AD_InitiationsByRepMem.pdf [22 février 2013]).

³⁵ Documents de l'OMC G/ADP/N/230/MYS du 26 septembre 2012, G/ADP/N/237/MYS du 31 janvier 2013, et G/ADP/N/244/MYS du 24 septembre 2013.

³⁶ Documents de l'OMC G/SG/N/9/MYS/1 du 7 septembre 2011, et G/SG/N/6/MYS/1/Corr.1 du 14 octobre 2011.

³⁷ Document de l'OMC WT/TPR/M/225/Add.1 du 19 mars 2010; et EIU (2012a).

3.41. Durant la période considérée, le cadre institutionnel dans ce domaine est resté à peu près inchangé. Le Département des normes de Malaisie (Standards Malaysia, DSM), qui relève du Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation, est l'organe national de normalisation et d'accréditation. SIRIM Berhad, entreprise entièrement publique, est l'organisme national de normalisation en vertu de la Loi sur les normes malaisiennes; c'est l'organisation nationale chargée de la normalisation et de la qualité, utilisée par le gouvernement comme catalyseur de la recherche-développement industrielle. Toutefois, à la suite de la modification de la Loi de 1996 sur les normes malaisiennes (Loi n° 549) (en vigueur depuis le 15 avril 2012), Standards Malaysia est habilitée à nommer plusieurs organismes chargés d'élaborer des normes (SDAS) en plus de SIRIM Berhad, afin d'accélérer l'élaboration des normes malaisiennes. Le Conseil malaisien de normalisation et d'accréditation est l'organe consultatif créé en vertu de la Loi pour conseiller le Ministre de la science, de la technologie et de l'innovation sur les questions relatives aux normes et à l'accréditation. La Malaisie participe aux activités de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et de la Commission électrotechnique internationale (CEI).³⁸

3.2.5.1.1 Normes malaisiennes

3.42. Les normes malaisiennes sont volontaires, sauf si elles sont inscrites dans la législation (y compris les règlements techniques spécifiques). À la fin de 2012, les principales catégories de produits visées par les 6 381 normes malaisiennes (5 444 en 2008) étaient les suivantes: produits chimiques et matériaux (707), technologies de l'information et de la communication et multimédia (687), production, transport et distribution d'énergie (569), produits alimentaires (463) et matériel et accessoires électriques et électroniques (426).³⁹ Fin décembre 2012, 416 normes malaisiennes, soit 6,5% (3,2% fin 2008) du nombre total, étaient obligatoires.⁴⁰ Plusieurs normes étrangères et internationales sont mentionnées dans les règlements techniques de la Malaisie. Les normes malaisiennes sont appliquées dans la certification des produits, les systèmes de gestion de la qualité et la certification des systèmes de gestion environnementale; elles sont examinées tous les cinq ans ou selon les besoins pour tenir compte des derniers progrès technologiques.⁴¹

3.43. Le gouvernement a pour but d'harmoniser les normes malaisiennes avec les normes internationales. En décembre 2012, 59,8% (58,1% en 2008) des normes malaisiennes étaient alignées sur les normes internationales, et 57,51% étaient identiques (tableau 3.3); le niveau d'alignement le plus élevé concernait les technologies de l'information et de la communication (TIC), la production d'électricité et le matériel électrique et électronique.⁴²

³⁸ La Malaisie prend part aux travaux du Conseil, du Bureau de gestion technique et de divers comités et sous-comités techniques de l'ISO, ainsi que de divers comités et sous-comités techniques de la CEI.

³⁹ Renseignements en ligne de Standards Malaysia, "Malaysian Standards (MS) Status as of Minister approval on 13 décembre 2012", adresse consultée:

["www.standardsmalaysia.gov.my/documents/10179/90020/Status%20of%20MS%20as%20of%20Minister%20Approval%2013%20december%202013.pdf"](http://www.standardsmalaysia.gov.my/documents/10179/90020/Status%20of%20MS%20as%20of%20Minister%20Approval%2013%20december%202013.pdf) [14 mars 2013].

⁴⁰ Les produits assujettis à des règlements techniques sont, entre autres, les suivants: huile de palme, certains légumes et fleurs, certains produits chimiques et matériaux, fer et acier, matériaux liés au bâtiment et au génie civil, au génie électrotechnique et au génie mécanique, technologies de l'information, pétrole et gaz, véhicules routiers, produits liés à la sécurité et à la prévention anti-incendie, et dispositifs médicaux.

⁴¹ U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service (2012).

⁴² Renseignements en ligne de Standards Malaysia, "Malaysian Standards (MS) Status as of Minister approval on 13 décembre 2012", adresse consultée:

["www.standardsmalaysia.gov.my/documents/10179/90020/Status%20of%20MS%20as%20of%20Minister%20Approval%2013%20december%202013.pdf"](http://www.standardsmalaysia.gov.my/documents/10179/90020/Status%20of%20MS%20as%20of%20Minister%20Approval%2013%20december%202013.pdf) [14 mars 2013]; et EIU (2012a).

Tableau 3.3 Normes malaisiennes alignées sur les normes internationales, 2008 et 2012

Désignation	2008			2012 (en novembre)		
	Nombre total de NM (A)	IDT (B)	MOD (C)	Nombre total de NM élaborées (A)	NM alignées	
					IDT (B)	MOD (C)
Agriculture	571	121	6	191	45	0
Produits chimiques et matériaux	708	331	50	707	241	3
Intérêts des consommateurs (notamment les normes intersectorielles telles que celles portant sur la sécurité et le rappel des produits)	..	..	..	1	1	0
Construction et génie civil	263	61	4	357	54	2
Production, transport et distribution d'électricité	770	590	28	569	379	42
Génie mécanique	294	127	5	339	209	4
Technologies de l'information et de la communication et multimédia	643	591	3	687	619	0
Pétrole et gaz	205	105	2	239	80	4
Normes halal	4	0	0	12	0	0
Matières plastiques et articles en plastique	365	180	13	365	186	12
Emballage et logistique	96	55	0	123	52	0
Véhicules routiers	173	88	12	243	138	3
Sécurité et prévention anti-incendie	86	28	2	90	28	2
Caoutchouc et articles en caoutchouc	194	104	19	163	93	6
Gestion des organisations	71	31	1	10	6	0
Matériaux et produits semi-finis métalliques	103	39	12	289	190	12
Textiles et vêtements	255	57	0	309	204	4
Dispositifs médicaux et équipements de santé	166	156	1	368	314	5
Matériel et accessoires électriques et électroniques	93	28	0	426	358	25
Tourisme, expositions et services d'hôtellerie et de restauration	6	6	0	13	10	0
Produits alimentaires et sécurité sanitaire des produits alimentaires	49	15	2	463	140	15
Sécurité et hygiène du travail	149	127	4	220	163	4
Gestion et assurance de la qualité	122	114	2	99	97	0
Gestion environnementale	58	40	0	98	63	3
Total	5 444	2 994	166	6 381	3 670	146
% de normes alignées sur les normes internationales (B+C/A)	58,04			59,80		
% de normes identiques aux normes internationales (B/A)	54,99			57,51		

.. Non disponible.

Note: NM = normes malaisiennes; IDT = identiques; MOD = modifiées.

Source: Renseignements communiqués par les autorités malaisiennes.

3.2.5.1.2 Certification halal

3.44. La Malaisie a mis au point une certification halal, conformément à l'objectif du gouvernement de faire du pays une plaque tournante pour les produits alimentaires halal. En 2011, les autorités ont instauré les premières normes halal pour les produits pharmaceutiques.⁴³ La viande, les produits carnés transformés, la volaille et les ovoproduits, qu'ils soient produits dans le pays ou importés, doivent tous avoir la certification halal du Département du développement islamique de Malaisie (JAKIM) ou d'un organisme de certification étranger reconnu par le JAKIM avant d'être importés et distribués en Malaisie.

⁴³ EIU (2012a).

3.45. L'abattage des animaux (autres que les porcs) et la production de produits animaux (autres que les porcs) exportés vers la Malaisie doivent être conformes aux prescriptions halal. Le Département des services vétérinaires (DVS), en collaboration avec les autres organismes compétents tels que le JAKIM et le Ministère de la santé, inspecte régulièrement les abattoirs et les usines de transformation à l'étranger afin de vérifier le respect des prescriptions halal malaisiennes relatives aux produits importés. Les inspections ont lieu habituellement une fois par an ou tous les deux ans, mais elles dépendent des risques existant dans le pays concerné. Le JAKIM reconnaît l'organisation islamique qualifiée du pays d'exportation en ce qui concerne le suivi du processus halal dans l'abattoir et la délivrance des certificats halal pour les produits exportés vers la Malaisie. La Malaisie n'a pas d'accords de reconnaissance mutuelle avec des organismes étrangers de normalisation et d'inspection pour la certification halal. Un Protocole malaisien pour la production de viande et de volaille halal a été mis en place en août 2011. Depuis lors, des préoccupations ont été soulevées à diverses reprises au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC par l'Argentine, le Brésil, les États-Unis et l'Union européenne à propos de ce protocole.⁴⁴

3.2.5.1.3 Accréditation et normes de gestion de la qualité

3.46. Aucun changement n'a été apporté au système malaisien d'évaluation de la conformité depuis l'examen précédent. Standards Malaysia est le seul organisme national d'accréditation. Il offre des services d'accréditation aux organismes de certification, aux organismes d'inspection et aux laboratoires d'essais et d'étalonnage. Son régime d'accréditation est réputé conforme à la norme internationale ISO/CEI 17011, de sorte que les services d'accréditation fournis soient impartiaux, non discriminatoires et crédibles.⁴⁵ L'accréditation des laboratoires se fait conformément au Régime d'accréditation des laboratoires de Malaisie (SAMB).⁴⁶ Pour encourager un plus grand nombre d'organismes d'évaluation de la conformité à soutenir les régimes d'accréditation de Standards Malaysia, le gouvernement offre des incitations fiscales sous la forme de dégrèvements fiscaux pour les dépenses encourues telles que la redevance d'évaluation, la redevance annuelle et la redevance imposée par Standards Malaysia. Ce dégrèvement s'applique à tous les programmes gérés au titre des divers régimes d'accréditation de Standards Malaysia.⁴⁷ Fin 2012, il y avait au total 472 laboratoires accrédités (405 en 2008).

3.47. SIRIM QAS International Sdn. Bhd, filiale de SIRIM Berhad, est le principal organisme de certification, d'inspection et d'essai de Malaisie et délivre des labels pour diverses certifications. L'autorisation d'utiliser le label de qualité SIRIM pour des produits ou des services est donnée aux fabricants et aux entreprises dont les produits et les services sont régulièrement conformes aux directives concernant les normes malaisiennes.⁴⁸ Pour assurer la conformité avec les exigences du label, SIRIM procède régulièrement à des essais de produit, effectue des visites régulières ou imprévues chez les fabricants et vérifie régulièrement leurs contrôles de qualité et leurs procédures.

3.2.5.1.4 Coopération internationale

3.48. La Malaisie participe à des arrangements volontaires de reconnaissance mutuelle au titre de la Coopération Asie-Pacifique pour l'agrément des laboratoires d'essais et de la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais (APLAC/ILAC) pour les essais et l'étalonnage, et de la Coopération du Pacifique pour l'accréditation et du Forum international de l'accréditation (PAC/IAF) pour le système de gestion de la qualité (SGQ), le système de gestion environnementale (SGE) et la certification de produits. Elle participe également à l'ARM de l'ASEAN sur le matériel électrique et électronique, à l'ARM de l'ASEAN sur l'inspection pharmaceutique et au Programme de coopération en matière d'inspection des produits pharmaceutiques (PIC/S). Elle

⁴⁴ Documents de l'OMC G/TBT/GEN/74/Rev.9 du 17 octobre 2011, et G/TBT/33 du 27 février 2013.

⁴⁵ Renseignements en ligne de Standards Malaysia, adresse consultée: <http://www.standardsmalaysia.gov.my/accreditation-overview>.

⁴⁶ Les autres régimes d'accréditation de Standards Malaysia sont le Régime d'accréditation des organismes de certification (Régime ACB), le Régime d'accréditation des organismes d'inspection (MIBAS) et le Programme de conformité aux bonnes pratiques de laboratoire (GLP CP), qui respecte les principes de BPL de l'OCDE (renseignements en ligne de Standards Malaysia, adresse consultée: <http://www.standardsmalaysia.gov.my/schemes-programmes>).

⁴⁷ Renseignements en ligne de Standards Malaysia, adresse consultée: <http://www.standardsmalaysia.gov.my/tax-benefits>.

⁴⁸ Pour une liste complète des labels de qualité SIRIM, voir: "<http://www.sirim-gas.com.my/certlist2.asp>"; voir aussi U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service (2012).

prend part à l'élaboration des normes internationales en étant membre d'organismes tels que l'ISO et la CEI. Elle a également obtenu en mars 2013 le statut d'adhérent à part entière au système d'acceptation mutuelle des données de l'OCDE pour son programme de respect des bonnes pratiques de laboratoire (BPL).

3.2.5.1.5 Transparence

3.49. Les critères d'adoption des normes sont déterminés par les "comités d'élaboration des normes" compétents. Ces comités, établis sur la base de quatre grandes catégories de parties prenantes (intérêts des producteurs, autorités réglementaires, intérêts des usagers, intérêt général), rendent compte au Comité national de normalisation de Malaisie (MyNSC) et au Comité électrotechnique de Malaisie (MyENC). Leur secrétariat est assuré par Standards Malaysia. Le système national de normalisation élabore les nouvelles normes sur la base du consensus, ce qui permet à toutes les parties prenantes de contribuer au processus.⁴⁹ Lorsque des normes sont adoptées ou révisées, les intérêts étrangers sont pris en compte dans le cadre de la procédure de consultation du public sur tous les projets de normes diffusés sur les sites Web de Standards Malaysia et de SIRIM Berhad. La liste des normes malaisiennes existantes peut être consultée en ligne (www.msonline.gov.my).

3.50. Entre 2009 et 2012, la Malaisie a présenté 17 notifications au titre de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce, dont la majorité (15) au titre de l'article 2.9. Dans plus de la moitié des cas (9), une période d'au moins 60 jours était prévue pour la présentation d'observations et, dans 7 cas, la période n'était pas spécifiée, avait expiré ou était déclarée sans objet.⁵⁰

3.2.5.2 Réglementation sanitaire et phytosanitaire

3.51. Le cadre réglementaire régissant l'application des mesures SPS est demeuré essentiellement inchangé depuis l'examen précédent.⁵¹ Une nouvelle Loi sur les services de quarantaine et d'inspection (Loi n° 728), adoptée en août 2011 et entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2012, vise la fourniture de services intégrés de quarantaine, d'inspection et de répression aux points d'entrée.⁵² En novembre 2013, elle n'avait pas encore été notifiée au Comité SPS de l'OMC, car elle était en cours de modification.

3.52. Le Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie est chargé des aspects relatifs aux végétaux, aux animaux et à la pêche; son Département de l'agriculture, son Département des services vétérinaires et son Département des pêches s'occupent respectivement des questions relatives aux plantes, aux animaux et produits animaux et à la pêche. La sécurité sanitaire des aliments relève du Ministère de la santé. Les Services malaisiens de quarantaine et d'inspection (MAQIS), créés pour faire appliquer la Loi n° 728, fonctionnent comme guichet unique offrant les services suivants aux points d'entrée: stations et locaux de quarantaine; certification pour les importations et exportations de plantes, animaux, carcasses, poissons, produits agricoles, terre végétale et micro-organismes; et inspection et répression dans le domaine des produits alimentaires et les domaines connexes. En 2013, les MAQIS ont adopté des règlements sur l'enregistrement des importateurs, exportateurs et intermédiaires, la quarantaine et l'inspection, les redevances et impositions, et les permis, les licences et la certification. Les autorités ont indiqué que les MAQIS avaient été notifiés à l'OMC en octobre 2013 au titre des prescriptions en matière de notification concernant les licences d'importation; cette notification n'a pas encore été publiée et distribuée.

⁴⁹ U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service (2012).

⁵⁰ Documents de l'OMC G/TBT/28 du 5 février 2010, G/TBT/29 du 8 mars 2011, G/TBT/31 du 2 mars 2012, et G/TBT/33 du 27 février 2013.

⁵¹ Des renseignements complémentaires à ce sujet figurent dans le document de l'OMC WT/TPR/M/225/Add.1 du 19 mars 2010.

⁵² Cette loi a été consultée à l'adresse suivante:
["http://www.magis.gov.my/c/document_library/get_file?uuid=0ceba49e-f212-41b9-882a-66aa06c74b45&groupId=29274"](http://www.magis.gov.my/c/document_library/get_file?uuid=0ceba49e-f212-41b9-882a-66aa06c74b45&groupId=29274).

3.2.5.2.1 Normes alimentaires

3.53. Durant la période considérée, plusieurs modifications ont été apportées au Règlement de 1985 sur les produits alimentaires en ce qui concerne les additifs, les métaux lourds contaminants et les micro-organismes et leurs toxines.⁵³ Des modifications ont également été apportées au Règlement de 2009 sur l'hygiène alimentaire en ce qui concerne la température de stockage des aliments congelés et la liste des infractions pouvant faire l'objet d'un règlement amiable. Selon les autorités, ces modifications étaient fondées sur une analyse des risques, compte tenu des situations locales, y compris les modes de consommation alimentaire nationaux et les normes internationales telles que celles figurant dans le Codex Alimentarius. En vertu du Règlement de 2009, les fabricants de produits alimentaires et les établissements alimentaires doivent mettre en place un système d'assurance de la sécurité sanitaire des aliments. La Malaisie a élaboré et applique divers programmes de certification, parmi lesquels le Programme de certification des bonnes pratiques de fabrication (BPF) et l'Analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise (HACCP), qui facilitent le commerce des produits alimentaires, car ils sont de plus en plus exigés par les pays importateurs. Jusqu'à présent, la Malaisie n'a pas signé de memorandum d'accord sur la sécurité sanitaire et la qualité des produits alimentaires avec ses partenaires commerciaux.

3.2.5.2.2 Biosécurité

3.54. La Loi de 2007 sur la biosécurité est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2009, à l'expiration d'une période de grâce de deux ans qui a permis aux parties prenantes d'en comprendre les prescriptions grâce, entre autres, à des activités de renforcement des capacités.⁵⁴ Aux termes de cette loi, le Conseil national de la biosécurité (NBB) doit évaluer et approuver les organismes vivants modifiés (OVM) avant leur mise sur le marché pour les produits alimentaires, les aliments pour animaux ou la transformation.⁵⁵ Cette disposition s'applique à tous les organismes génétiquement modifiés (OGM) qui peuvent se trouver dans le maïs et le soja importés. Un Comité consultatif sur les modifications génétiques (GMAC) offre des conseils d'experts au NBB sur demande. Le NBB doit traiter les demandes dans les 180 jours précédant l'approbation d'un produit, compte tenu du processus décisionnel prévu dans la législation nationale, qui comprend l'évaluation des risques, les consultations avec les organismes gouvernementaux compétents et les consultations obligatoires du public et des parties prenantes. Des renseignements sur la réglementation des OVM peuvent être consultés sur le site de l'Organisme de centralisation des informations sur la biosécurité.⁵⁶ En novembre 2013, le NBB avait approuvé onze événements pour des produits alimentaires, des aliments pour animaux et des procédés de transformation; les autorités ont indiqué que toutes les demandes avaient été approuvées dans les délais prescrits et que plusieurs séminaires avaient été organisés pour conseiller les industries et les développeurs de technologies sur la question. Aucune semence génétiquement modifiée destinée à la culture n'est autorisée à l'importation ou pour des essais confinés. Les activités relatives aux biotechnologies bénéficient d'incitations fiscales et non fiscales (sections 3.4.1.3 et 3.4.2.1.1).

3.2.5.2.3 Analyse des risques

3.55. La Malaisie reconnaît l'importance de l'analyse des risques comme fondement de toutes les mesures de gestion de la sécurité sanitaire des aliments, de l'élaboration des normes en la matière et de la gestion des risques alimentaires.⁵⁷ L'analyse des risques est destinée à compléter les

⁵³ Ces modifications portaient plus précisément sur la réglementation concernant les substances aromatisantes et leur liste et sur le tableau des contaminants mycologiques et la proportion maximale autorisée de contaminants métalliques, d'arsenic, de plomb, d'étain, de mercure et de cadmium dans certains aliments. La Loi de 1983 sur les produits alimentaires, ses règlements et ses modifications ont été consultés à l'adresse suivante: <http://fsq.moh.gov.my>.

⁵⁴ La Loi de 2007 sur la biosécurité fait partie des responsabilités de la Malaisie en tant que signataire du Protocole de Cartagena sur la biosécurité annexé à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (Latifah *et al.*, 2011, pages 12418 à 12424; et Letchumanan, 2011).

⁵⁵ Un OVM est un OGM encore vivant, tel qu'un fruit ou légume frais ou une semence, qui a été modifié au moyen d'un ADN recombinant (renseignements en ligne de l'Université du Colorado, adresse consultée: <http://www.colorado.edu/chemistry/bioinfo/GeneticallyModifiedOrganisms.htm>; et USDA, 2012a et 2012b).

⁵⁶ Adresse consultée: <http://www.biosafety.nre.gov.my/>.

⁵⁷ Document de séance 6 de la FAO, "Application of Risk Analysis in Food Control: Challenges and Benefits Risk Analysis in Malaisie", Conférence régionale FAO/OMS sur la sécurité sanitaire des aliments pour l'Asie et le Pacifique, Seremban (Malaisie), 24-27 mai 2004, adresse consultée: http://www.fao.org/docrep/MEETING/006/AD699E.HTM_%5b14 [14 mars 2013].

nombreuses initiatives mises en œuvre actuellement dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments. La Malaisie a intégré les principes et les processus de l'analyse des risques dans son système de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments et elle utilise cette analyse pour apporter des preuves scientifiques dans les négociations sur l'accès de ses produits alimentaires aux marchés des autres pays. L'analyse des risques est appliquée à l'élaboration des normes de sécurité sanitaire des aliments au titre de la Loi de 1983 sur les produits alimentaires et de ses règlements, ainsi que dans les réponses aux situations d'urgence et aux crises qui résultent des dangers émergents ou des ruptures des systèmes de contrôle.

3.56. Durant la période considérée, la Malaisie a appliqué des suspensions temporaires à l'importation d'animaux et de produits animaux en raison de maladies telles que l'encéphalopathie spongiforme bovine, l'influenza aviaire hautement pathogène et la fièvre aphteuse signalées dans les pays exportateurs concernés.

3.2.5.2.4 Transparence

3.57. Entre janvier 2010 et juillet 2013, la Malaisie a présenté six notifications (deux notifications périodiques et quatre addenda/corrigenda) au titre de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS). Dans le cadre du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, les Membres ont soulevé des préoccupations en 2011 et 2012 au sujet des restrictions à l'importation imposées par la Malaisie sur des plantes et des produits végétaux (Brésil, Japon) et sur la viande de porc et les produits à base de viande de porc (Canada, États-Unis, UE). En réponse aux observations reçues des Membres de l'OMC et à d'autres considérations dans le cadre du Comité, le Département des pêches de Malaisie a modifié les conditions détaillées d'importation des poissons vivants ainsi que les exigences en matière de certification sanitaire applicables à l'importation de poissons d'ornement vivants en Malaisie (2011, 2012).⁵⁸

3.2.5.3 Prescriptions en matière d'étiquetage et d'emballage

3.58. Durant la période considérée, divers changements ont eu lieu dans ce domaine en ce qui concerne les produits agricoles et alimentaires ainsi que les OGM/OVM. Plusieurs modifications relatives à l'étiquetage et à l'emballage ont été apportées au Règlement de 1985 sur les produits alimentaires. Elles portaient sur les points suivants: étiquetage des produits et ingrédients alimentaires obtenus au moyen de biotechnologies modernes; étiquetage des aliments susceptibles de causer une hypersensibilité (inclusion de la définition des "sucres", inclusion de la valeur nutritionnelle de référence (VNR) pour la "choline"); interdiction des biberons contenant du bisphénol A; et réglementation concernant les produits céramiques. Le Classement par qualité, emballage et étiquetage des produits agricoles d'août 2008, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011, est destiné à améliorer la qualité des produits agricoles; il vise les importations et les exportations en gros et au détail. Il devrait renforcer les pratiques loyales grâce à l'utilisation de points de repère internationaux normalisés, à la diffusion de renseignements entre les commerçants, à la facilitation de la traçabilité des produits frais le long de la chaîne d'approvisionnement, à la prévention de la discrimination entre les Membres de l'OMC là où existent des conditions identiques ou similaires et à la diminution des restrictions au commerce international.

3.59. Le Ministère de la santé a publié le 8 juillet 2010 une réglementation contenant des prescriptions obligatoires en matière d'étiquetage (y compris l'origine des gènes modifiés)⁵⁹ pour les produits et ingrédients alimentaires obtenus au moyen de biotechnologies modernes (OGM/OVM) en modifiant le Règlement sur les produits alimentaires relevant de la Loi de 1983 sur les produits alimentaires. Une période de grâce de deux ans a été accordée (jusqu'au 8 juillet 2012) avant la mise en application, mais elle a été prorogée jusqu'au 8 juillet 2014 sur la demande des industries. Cette prorogation a été accordée pour donner aux industries le temps de se conformer à la réglementation. Seuls sont autorisés les événements approuvés par le Conseil national de la biosécurité du Ministère des ressources naturelles et de l'environnement. Le Ministère de la santé publie des directives sur l'étiquetage des produits et ingrédients alimentaires obtenus au moyen de biotechnologies modernes, indiquant les prescriptions en matière

⁵⁸ Documents de l'OMC G/SPS/N/MYS/20/Add.2 du 1^{er} juin 2011, G/SPS/N/MYS/26/Add.1 du 1^{er} juin 2011, et G/SPS/N/MYS/26/Add.2 du 14 août 2012.

⁵⁹ Il semble que l'obligation d'indiquer l'origine soit due à la nécessité de faire en sorte que les produits importés respectent également les normes halal (section 3.2.5.1.2) (USDA, 2012a).

d'étiquetage, les valeurs seuils et la liste des aliments dispensés d'étiquetage.⁶⁰ Les prescriptions en matière d'étiquetage ne s'appliquent pas à la viande d'animaux nourris au moyen d'aliments contenant des OGM.

3.2.6 Marchés publics

3.60. Les marchés publics restent un aspect vital de la gestion financière de la Malaisie, car les dépenses publiques absorbent des crédits considérables. Entre 2009 et 2011, le volume des marchés publics, selon les données du Département des statistiques et en termes de dépenses de consommation finale des administrations (y compris les rémunérations), est passé de 93 milliards de ringgit à environ 115 milliards, soit une part du PIB restée constante à 13%.⁶¹ En revanche, selon le Trésor, les dépenses d'achat du secteur public (aux niveaux fédéral, des États local et des organismes publics) sont passées de 97,7 milliards de ringgit (2009) à près de 99 milliards (2012); les dépenses de l'administration fédérale consacrées aux approvisionnements et services ainsi qu'au développement ont continué de représenter la plus grande part (82,9% en 2012) des marchés totaux.⁶² Ces estimations n'incluent pas les achats de marchandises, de services et de travaux par les sociétés liées à l'État (voir ci-dessous, section 3.4.3).

3.61. Durant la période considérée, les marchés publics ont continué d'être mis au service d'objectifs socioéconomiques et d'objectifs de développement afin, entre autres, d'encourager la participation des *Bumiputera* (Malais de souche) à l'économie, le transfert de technologie aux industries locales, la diminution des sorties de devises, la création de débouchés pour les entreprises locales axées sur les services et le renforcement des capacités d'exportation. L'État cherche également à se lancer dans des marchés publics respectueux de l'environnement comme un moyen parmi d'autres de réduire au minimum l'impact sur l'environnement, mais il n'existe pas encore de politique, de réglementation ni de cadre juridique à ce sujet.⁶³ Conformément aux bonnes pratiques de gouvernance, les marchés publics devraient être passés dans le respect des principes de responsabilité à l'égard du public, de transparence, de meilleur rapport qualité-prix, de concurrence ouverte et loyale et d'acte loyal.⁶⁴ Des efforts sont faits depuis février 2009 et décembre 2010 pour réduire la corruption dans les marchés publics.⁶⁵ Le 18 juillet 2012, la Malaisie a acquis le statut d'observateur pour l'Accord de l'OMC sur les marchés publics; les autorités considèrent qu'elle n'a pas encore atteint le niveau de développement économique qui lui permettrait de tirer parti de cet accord. Entre-temps, en tant qu'observateur, elle espère acquérir une meilleure compréhension du texte de l'Accord et tirer des leçons de l'expérience des autres observateurs et des signataires.

3.62. La Loi de 1957 sur les procédures financières demeure le principal instrument juridique utilisé par la Malaisie dans le domaine financier, lequel inclut les marchés publics. Le Ministère des

⁶⁰ Adresse consultée: <http://fsq.moh.gov.my>.

⁶¹ Selon une étude de 2012, les dépenses afférentes aux marchés publics dépassent 25% du PIB. Les dépenses de consommation finale des administrations comprennent les dépenses, y compris imputées, encourues par les administrations publiques pour les biens et services de consommation individuels et pour les services de consommation collectifs (Département des statistiques, 2012a; et Adham et Siwar, 2012a).

⁶² Estimations des autorités malaisiennes, d'après le Ministère des finances (2011 et 2012), tableaux 4.4, 4.6, 4.10, 4.11 et 4.12 de l'annexe.

⁶³ Adham et Siwar (2012b).

⁶⁴ Au titre du dixième Plan de la Malaisie (2011-2015), le gouvernement a engagé plusieurs initiatives: i) effectuer une analyse d'optimisation du rendement et une évaluation du coût du cycle de vie pour les marchés d'un montant égal ou supérieur à 50 millions de ringgit (14,2 millions de dollars EU), afin d'optimiser les coûts sans compromettre les résultats; ii) acheter au niveau central les articles courants tels que les fournitures de bureau, les technologies de l'information et de la communication (TIC) et certains services, afin de réaliser des économies; iii) renforcer les normes et politiques communes de passation des marchés; et iv) accélérer les processus d'achat conformément aux normes de passation des marchés, en donnant une autonomie aux ministères et aux organismes gouvernementaux (Adham et Siwar, 2012b).

⁶⁵ La lutte contre la corruption dans les marchés publics portait sur quatre points: augmenter le nombre et diminuer la taille des marchés devant faire l'objet d'un appel d'offres; mettre en place le "pacte d'intégrité" de Transparency International à signer par tous les fournisseurs avant d'engager la négociation du marché pour montrer qu'ils comprennent les règles de l'appel d'offres et les lois anticorruption; publier des règles interdisant les "lettres de recommandation" des ministres qui privilégient certains fournisseurs pour les marchés publics; et mettre pleinement en application la nouvelle Loi sur les lanceurs d'alerte (U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service, 2012; *The 2013 Budget Speech*, adresse consultée: http://www.pmo.gov.my/dokumenattached/bajet2013/SPEECH_BUDGET_2013_28092012_E.pdf [5 mars 2013]; Adham et Siwar, 2012b; Treasury Instruction Letter, 28 février 2009; et Treasury Circular Letter (TCL) 10/2010, 16 décembre 2010.

finances a la responsabilité principale des marchés publics. Toute personne physique ou morale souhaitant prendre part aux marchés publics de fournitures et de services doit s'enregistrer auprès du Ministère des finances; en ce qui concerne les travaux, au titre du programme d'enregistrement unique des entrepreneurs (SSPK), il faut s'enregistrer depuis le 15 octobre 2012 auprès de l'Office de développement du secteur de la construction (CIDB), organisme relevant du Ministère des travaux publics qui coordonne l'enregistrement de tous les entrepreneurs auprès du CIDB et du Pusat Khidmat Kontraktor (PKK).⁶⁶ Pour passer un marché avec l'administration, il faut un intermédiaire local et/ou un partenaire de coentreprise, habituellement un *Bumiputera*.

3.63. Les appels d'offres portant sur des fournitures, des marchandises, des services et des travaux qui ne dépassent pas les seuils établis peuvent être examinés par les comités d'adjudication de chacun des ministères du gouvernement fédéral; les seuils en question sont de 50 millions de ringgit pour les fournitures, les marchandises et les services (précédemment 30 millions de ringgit) et 100 millions de ringgit pour les travaux (tels que les services de construction ou d'ingénierie) (précédemment 50 millions de ringgit).⁶⁷ Au-delà de ces seuils, la décision finale revient au Ministère des finances, qui a la responsabilité principale des marchés publics.

3.64. L'appel d'offres est obligatoire pour les marchés de fournitures, de services et de travaux dépassant 500 000 ringgit.⁶⁸ Les ministères et organismes peuvent acquérir des fournitures et des services jusqu'à concurrence de 50 000 ringgit directement auprès de fournisseurs de marchandises ou de services réputés pour avoir offert de façon régulière une qualité acceptable et un prix raisonnable. Pour ces marchés, il n'est pas nécessaire que les fournisseurs s'enregistrent. Les autorités ont indiqué que les marchés d'une valeur comprise entre 50 000 et 500 000 ringgit étaient ouverts à la concurrence, avec des offres de prix d'au moins cinq fournisseurs. Certains grands projets d'infrastructure et autres sont apparemment attribués à un seul fournisseur à l'issue de négociations fermées plutôt que d'appels d'offres⁶⁹; les autorités ont indiqué que les soumissions négociées ou les marchés passés avec un fournisseur unique constituaient une exception au Règlement sur les marchés publics, soumise à l'approbation du Ministère des finances selon des critères stricts, c'est-à-dire la sécurité, l'uniformité, l'urgence et l'existence d'un seul fournisseur. Du fait que le système des marchés publics est décentralisé, aucune donnée sur les achats annuels par mode de passation des marchés et par origine (nationale ou étrangère) n'a été communiquée par les autorités depuis 2010.

3.65. En général, les soumissions internationales ne sont sollicitées que lorsque les marchandises et services concernés ne sont pas disponibles dans le pays.⁷⁰ Dans le cas des appels d'offres nationaux, la préférence est donnée aux fournisseurs *bumiputera* et aux autres fournisseurs nationaux. La marge de préférence accordée aux fournisseurs *bumiputera* est inchangée. Pour les marchés de fournitures et de services d'une valeur comprise entre 100 000 et 15 millions de ringgit, les fournisseurs *bumiputera* bénéficient d'une marge de préférence comprise entre 2,5% et 10%; la marge est inversement proportionnelle à la valeur du marché. En outre, les fabricants *bumiputera* bénéficient d'un traitement préférentiel pour les produits fabriqués dans le pays; cette marge va jusqu'à 10% pour les marchés de moins de 10 millions de ringgit et jusqu'à 3% pour les marchés d'une valeur supérieure à 10 millions de ringgit. Aucune préférence n'est accordée pour les marchés dépassant 15 millions de ringgit. Les politiques d'achat des sociétés liées à l'État (GLC, section 3.4.3) sont similaires à celles des ministères et des autres organismes publics; les GLC sont encouragées à s'approvisionner auprès de sources locales afin de favoriser le

⁶⁶ Adham et Siwar (2012b); et Treasury Circular Letter 6/2012.

⁶⁷ Le Ministère des finances est responsable de l'établissement des règles et procédures de passation des marchés au niveau central mais, en pratique, il a délégué aux organismes concernés le pouvoir de passer des marchés, afin d'accroître la transparence et d'améliorer la prestation des services. Chaque ministère a son comité d'adjudication, qui a le pouvoir d'approuver les marchés de fournitures et de services jusqu'à concurrence des seuils fixés.

⁶⁸ Deux méthodes d'adjudication des marchés publics sont employées en Malaisie: les appels d'offres ouverts et les appels d'offres à participation restreinte. Tous les appels d'offres ouverts sont annoncés dans les journaux nationaux. Les appels d'offres à participation restreinte sont utilisés pour résoudre un problème particulier (en matière de sécurité, par exemple) ou lorsque le nombre d'entreprises enregistrées est limité.

⁶⁹ U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service (2012).

⁷⁰ Lorsqu'elle envisage un marché important, l'administration semble préférer les entreprises ayant une présence locale. La Société de développement du multimédia (MDC) a annoncé publiquement que les soumissions des entreprises qui investissent dans le Supercorridor multimédia seraient examinées en priorité lors de la passation de marchés importants associés au développement du corridor (applications phares) (U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service, 2012; EIU, 2012a; et USTR, 2012a).

développement économique local et national.⁷¹ Leurs pratiques en matière de marchés publics sont cependant régies par leurs propres statuts et relèvent de la compétence des conseils d'administration. Elles ne sont donc pas soumises aux règles et règlements applicables aux marchés du secteur public.

3.66. La politique malaisienne en matière de commerce de compensation (Politique et directives concernant les programmes de compensation dans les marchés publics) a été révisée en 2010 afin d'ajouter d'autres marchés à ceux de la défense, et elle a été publiée le 18 mars 2011.⁷² Elle vise à renforcer les capacités industrielles, technologiques et économiques générales du pays en améliorant encore la compétitivité nationale et en soutenant le programme d'évolution vers une société à revenu élevé. Elle s'applique à tous les marchés publics de fournitures, services et travaux d'une valeur supérieure à 50 millions de ringgit. L'État utilise les opérations de compensation pour soutenir l'aspiration nationale à transformer durablement la Malaisie en une base industrielle et technologique de pointe. Au titre de cette politique, les programmes de compensation doivent être conformes aux plans-cadres macroéconomiques tels que Vision 2020, les plans quinquennaux de développement, le Plan directeur pour l'industrie, le Nouveau modèle économique, la Politique nationale dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation et les autres politiques et documents connexes du gouvernement. La Malaisie applique actuellement des programmes de compensation concernant ou non la défense dans les secteurs aérospatial, ferroviaire, automobile et énergétique. Sur la base de l'obligation de 100% de compensation, elle traite actuellement plus de 20 milliards de ringgit de crédits compensatoires générés par divers programmes de compensation.

3.67. Le gouvernement poursuit la mise en place du système de passation électronique des marchés ePerolehan (eP), qui comprend sept modules⁷³: enregistrement des fournisseurs, marché central, achat direct, offre de prix, soumission, enchères électroniques et marché ministériel. Les fournisseurs peuvent utiliser ce système pour recevoir, gérer et traiter par voie électronique les commandes et les paiements des organismes gouvernementaux. Fin 2011, plus de 100 000 fournisseurs étaient enregistrés, bien qu'environ 29 000 seulement réalisent alors des opérations. Au cours des 4 premiers mois de 2012, les organismes gouvernementaux ont effectué près de 418 114 achats au moyen de ce système. Les 2 600 centres d'achat des divers organismes gouvernementaux avaient tous mis en place (au moins partiellement) le système, qui a permis de ramener la durée de passation des marchés d'environ 6 mois à 20-30 jours. L'amélioration du module d'enchères électroniques dans les systèmes qui ont adopté la formule des enchères inversées en temps réel permet aussi d'économiser davantage sur les coûts et d'accélérer le traitement des marchés et le paiement.⁷⁴ En 2012, le gouvernement estimait pouvoir économiser jusqu'à 15% du montant total des marchés grâce aux enchères électroniques, mais il a réalisé une économie de 26 millions de ringgit (8,8 millions de dollars EU), soit 17%. Cette économie est due à des réductions sur le prix des marchandises et les dépenses de traitement et à une meilleure gestion des stocks. En 2012, la valeur des transactions réalisées par l'intermédiaire du système de passation électronique des marchés s'est élevée à 15,485 milliards de ringgit (5,3 milliards de dollars EU), pour un objectif initial de 15 milliards de ringgit, et le nombre de fournisseurs enregistrés était de 111 324 (66 595 en 2000).

3.68. La transparence des marchés publics a été améliorée conformément aux normes du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), mais les efforts pour accroître la transparence et la responsabilité à l'égard du public pourraient s'intensifier, car la réforme des marchés publics est un objectif important.⁷⁵ Les appels d'offres doivent être publiés dans les quotidiens nationaux, sur les sites Web des organismes acheteurs et en ligne. En avril 2010, le gouvernement a mis en place le portail MyProcurement, centre d'information sur les marchés publics qui a remplacé le portail MyGovernment.⁷⁶ Le centre d'information de MyProcurement est désormais la principale

⁷¹ Le "livre rouge", publié en avril 2006, renferme des lignes directrices et de bonnes pratiques en matière de passation des marchés. Les GLC doivent également suivre les "meilleures pratiques", c'est-à-dire réduire les coûts au minimum, divulguer l'information, établir des relations à long terme avec les fournisseurs et favoriser le développement des fournisseurs locaux.

⁷² Précédemment, les prescriptions en matière de commerce de compensation ne s'appliquaient qu'aux marchés liés à la défense et à la sécurité.

⁷³ Adresse consultée: <http://home.eperolehan.gov.my>.

⁷⁴ Adham et Siwar (2012b).

⁷⁵ Adham et Siwar (2012b).

⁷⁶ Adresse consultée: <http://myprocurement.treasury.gov.my>; et U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service (2012).

plate-forme permettant au public de s'informer sur le régime des marchés publics, y compris les règles et règlements, les avis d'appel d'offres et le résultat des adjudications récentes de chaque ministère, tandis que le portail eP donne accès à la passation électronique des marchés. En 2012, plus de 5 000 marchés étaient affichés sur MyProcurement, avec des renseignements sur les avis d'appel d'offres et les adjudications (y compris les dates), la valeur des marchés et les soumissionnaires retenus. Les autorités ont indiqué que les données sur la part des marchés (nombre et valeur) passés par l'intermédiaire de MyProcurement depuis 2010 sont publiées; ce site n'était cependant pas accessible durant la rédaction du présent rapport. En 2009, le Premier Ministre a créé la Section de l'exécution des projets et de la gestion des résultats (PEMANDU) afin, entre autres, de répondre aux préoccupations concernant la transparence et les appels à la concurrence dans les marchés publics.⁷⁷

3.69. Au niveau international, la Malaisie participe aux discussions sur les questions relatives aux marchés publics, notamment en ce qui concerne l'amélioration des processus de passation des marchés et les initiatives en vue d'améliorer la transparence et l'intégrité. Elle est membre, entre autres, du Groupe d'experts des marchés publics (GPEG) de l'APEC et du Groupe de travail sur les marchés publics de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

3.2.7 Commerce d'État

3.70. Selon les autorités, l'unique entreprise commerciale d'État au sens de l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 demeure Padiberas Nasional Berhad (BERNAS). Cette entité privée détient le droit exclusif d'importer du riz, et son monopole a été prorogé en mars 2011 jusqu'au 10 janvier 2021⁷⁸; BERNAS s'acquitte également d'obligations sociales au nom du gouvernement, par exemple, en maintenant un stock de riz, en achetant du riz paddy aux cultivateurs et en agissant comme acheteur de dernier recours pour les riziculteurs (section 4.2.5).⁷⁹ Selon le Département des statistiques de Malaisie, en 2012, les importations de riz (SH10.06) de BERNAS ont représenté plus de 1 million de tonnes, pour un total de 605,8 millions de dollars EU, principalement en provenance du Viet Nam (69,2% de la valeur), de Thaïlande (12,5%) et du Pakistan (11,5%). La Malaisie a présenté à l'OMC des notifications sur BERNAS et ses activités commerciales en août 1995 (une notification), en juillet 2010 (neuf notifications) et en septembre 2013; les derniers renseignements statistiques notifiés datent de 2012.⁸⁰

3.3 Mesures agissant directement sur les exportations

3.3.1 Procédures

3.71. Aucune modification importante n'a été apportée aux procédures d'exportation de la Malaisie depuis 2010. Les déclarations d'exportation peuvent être établies par le propriétaire, l'exportateur, l'expéditeur ou un intermédiaire approuvé par le propriétaire ou l'exportateur et agréé par les douanes. Toutes les marchandises destinées à l'exportation doivent être déclarées sur le formulaire douanier n° 2. La documentation et les autres procédures sont électroniques. Depuis novembre 2011, la Malaisie applique à titre expérimental l'autocertification de l'origine, afin de réduire encore les coûts et les délais dus à l'utilisation des droits de douane préférentiels prévus dans certains ALE (certains États de l'ASEAN, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) (section 3.2.2.6). Le MITI fait campagne en permanence dans ce domaine, notamment avec le "Pocket Talk", qui offre une plate-forme de concertation entre l'administration et les entreprises afin d'encourager celles-ci à utiliser les préférences commerciales, de leur donner des renseignements sur les diverses règles d'origine et de les aider à établir leurs demandes de certificats d'origine.⁸¹ Selon la

⁷⁷ Adresse consultée: <http://www.pemandu.gov.my/>.

⁷⁸ *The Borneo Post*, "Bernas rice import monopoly extended by more 10 years", 7 mai 2012, adresse consultée: "<http://www.theborneopost.com/2012/05/07/bernas-rice-import-monopoly-extended-by-more-10-years/#ixzz2LuWvYzjic>" [25 février 2013].

⁷⁹ Des renseignements complémentaires sur les activités commerciales et non commerciales de BERNAS figurent également dans le document de l'OMC WT/TPR/M/225/Add.1 du 19 mars 2010.

⁸⁰ Documents de l'OMC G/STR/N/1/MYS du 15 août 1995, G/STR/N/2/MYS, G/STR/N/3/MYS, G/STR/N/4/MYS, G/STR/N/5/MYS, G/STR/N/6/MYS, G/STR/N/7/MYS, G/STR/N/8/MYS, G/STR/N/9/MYS et G/STR/N/10/MYS du 7 juillet 2010, et G/STR/N/11/MYS, G/STR/N/12/MYS, G/STR/N/13/MYS et G/STR/N/14/MYS du 2 septembre 2013.

⁸¹ Cette plate-forme offre aussi aux entreprises la possibilité d'exprimer leurs préoccupations au sujet des difficultés qu'elles peuvent rencontrer et que le MITI prendra en considération afin de les évoquer lors du

Banque mondiale/SFI, l'exportation d'un conteneur standard de marchandises en 2012 exigeait cinq documents, prenait onze jours et coûtait 435 dollars EU.⁸²

3.72. Les recettes d'exportation doivent être rapatriées intégralement en Malaisie conformément au contrat de vente, dans les six mois suivant la date d'exportation. Elles peuvent être perçues en devises (sauf la monnaie israélienne) ou en ringgit sur un compte étranger et conservées sur des comptes en devises dans des banques en Malaisie ou des filiales étrangères de banques malaisiennes.⁸³ Les résidents doivent obtenir une autorisation (à l'avance) pour conserver des recettes d'exportation sur un compte en devises auprès d'une banque islamique internationale ou d'une banque offshore.

3.3.2 Prohibitions, restrictions et licences à l'exportation

3.73. Le Décret sur les douanes 2012 (prohibition des exportations), en vigueur depuis mars 2013, énonce les prohibitions, restrictions et prescriptions en matière de licences qui concernent actuellement les exportations.⁸⁴ Depuis 2011, l'exportation de certains biens essentiels subventionnés exigeant un permis ou une approbation est interdite (voir ci-dessous et section 3.4.4.2). Depuis mars 2013, l'exportation de deux catégories de produits (produits chimiques et minéraux toxiques et sables naturels) est interdite. L'exportation de 25 catégories de produits (parmi lesquels le bois de greffe et les semences d'hévéa destinés à la culture, les tissus vivants, fruits, semences, pollens, huile et graisse de palme, les ananas, le sucre, les minéraux, minerais et sables, les briques, le ciment, les produits chimiques, le naphta, plusieurs produits en bois et toutes les marchandises destinées à Israël) est soumise à des prescriptions en matière de licences d'exportation, les licences étant délivrées par plusieurs organismes publics (MITI, Ministère des plantations et des produits de base, Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, Ministère de la santé) ou par des organismes du secteur public (Office malaisien de l'huile de palme, Office malaisien du secteur de l'ananas, Office malaisien de l'industrie du bois). L'exportation de 39 catégories de produits (parmi lesquels les animaux, poissons et plantes vivants ou morts, les peaux brutes, la laine, le cuir, le lait et les produits laitiers, la levure, les produits carnés, les pâtes, les crèmes glacées, les soupes, les préparations alimentaires pour animaux, les engrais d'origine animale, le riz paddy, la farine de riz, les légumes, les noix de coco, le café, la canne à sucre, la farine de blé, les déchets toxiques, les pesticides, le carburant diesel, l'essence, le gaz de pétrole liquéfié, le caoutchouc et les produits et gants en caoutchouc) nécessite un permis ou une approbation ainsi qu'une inspection par différents organismes gouvernementaux.⁸⁵

3.74. La Loi de 2010 sur le commerce stratégique (STA), adoptée pour assurer le respect par la Malaisie de ses obligations au titre de la Résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies, prévoit le contrôle des exportations, des transbordements, du transit et du courtage de produits stratégiques, y compris les armes et le matériel connexe, ainsi que des activités susceptibles de faciliter la conception, le développement et la production d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs.⁸⁶

3.3.3 Droits et taxes à l'exportation

3.75. Des droits d'exportation, principalement fixés à 5%, 10% et 15% de la valeur f.a.b., s'appliquent à 482 positions au niveau à 9 chiffres (2013) se rapportant aux principaux produits de base, sur un total de 9 425 ou 9 417 lignes tarifaire (515 positions sur 10 389 lignes tarifaires en 2009); 1 position est assujettie à un droit *ad valorem* de 20% (noix et amandes de palmistes), et 10 lignes (9 en 2009) sont assujetties à des taux spécifiques (caoutchoutier, huile de caoutchouc et graines de caoutchoutier, rotins). Les produits assujettis à des taxes à l'exportation sont, entre autres, le bois d'œuvre, les animaux vivants, les cendres et résidus, le pétrole brut, les métaux précieux, le nickel, le cuivre et les déchets et débris ferreux. Depuis le 1^{er} janvier 2013, pour aider

processus d'examen des divers ALE et ACR. Les "Pocket Talks" ont lieu fréquemment dans l'ensemble du pays et sont ouverts à la participation de toute entreprise intéressée.

⁸² Banque mondiale (2013b).

⁸³ EIU (2012a).

⁸⁴ Décret douanier 2012 (prohibition des exportations) (P.U. (A) 491), 31 décembre 2012.

⁸⁵ La farine de blé et certains carburants sont également soumis au contrôle des prix et bénéficient de subventions publiques (sections 3.4.2.2 et 3.4.4.2).

⁸⁶ Renseignements en ligne de PricewaterhouseCoopers, adresse consultée:

http://www.pwccustoms.com/home/eng/wms_my.html.

les exportateurs à accroître leurs exportations d'huile de palme dans des conditions compétitives et réduire le stock record de 2,56 millions de tonnes en 2012⁸⁷, une nouvelle structure de droits d'exportation sur l'huile de palme brute, basée sur le prix f.a.b. habituellement pratiqué, a fortement réduit les droits, qui étaient de 23%; un taux nul s'applique lorsque le prix est inférieur à 2 250 ringgit par tonne, et 9 taux allant de 4,5% (2 250-2 400 ringgit par tonne) à 8,5% (plus de 3 450 ringgit par tonne) s'appliquent à raison de 0,5 point de pourcentage supplémentaire par fourchette de prix de 150 ringgit par tonne. L'huile de palme transformée telle que l'oléine neutralisée, blanchie et désodorisée est exonérée de droits depuis 2001. Selon les autorités, ces taxes visent principalement à favoriser l'utilisation de produits locaux dans la transformation en aval à l'intérieur du pays, ainsi qu'à préserver l'environnement; les taxes à l'exportation sur le bois leur permettent de mieux gérer le développement durable des forêts malaisiennes. Cependant, ces taxes tendent à accroître l'offre intérieure des produits visés, de sorte que les prix intérieurs sont généralement plus bas qu'ils ne le seraient sans cela. Les taxes à l'exportation favorisent donc la transformation en aval dans le pays. En 2012 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), les droits d'exportation perçus par la Malaisie ont représenté 1,968 milliard de ringgit, contre 2,296 milliards en 2007.

3.3.4 Avantages tarifaires et fiscaux

3.76. Aucun changement n'a été apporté au régime de remboursement des droits de douane et de la taxe sur les ventes durant la période considérée. Les matières premières et composants utilisés dans la fabrication de produits destinés à l'exportation sont exonérés de droits de douane (section 3.2.2.5), et le régime de ristourne prévoit des remboursements. La formule de calcul des remboursements varie selon les produits et le type d'industrie.⁸⁸ Les autorités n'ont pas communiqué de données sur les montants remboursés ou la valeur des exportations (par catégorie de produits) ayant bénéficié de remboursements.

3.3.5 Subventions à l'exportation

3.77. Selon les autorités, la Malaisie n'accorde pas de subventions directes à l'exportation ni d'avantages fiscaux aux exportateurs, mais elle offre des incitations (par exemple le double abattement fiscal pour la promotion des exportations) afin d'encourager les entreprises à chercher de nouveaux débouchés à l'étranger (section 3.3.8).⁸⁹

3.78. Une aide est accordée sous forme d'exonération de l'impôt sur les bénéfices selon la valeur de l'augmentation des exportations. Une entreprise manufacturière ou une entreprise qui produit des fruits frais et secs, des fleurs fraîches et sèches, des plantes ornementales et des poissons d'ornement peut bénéficier d'une exonération de l'impôt sur les bénéfices équivalant à 10% de la valeur de l'augmentation de ses exportations.⁹⁰ Les entreprises manufacturières ont également droit à une exonération de l'impôt sur les bénéfices équivalant à 10% ou 15% de la valeur de l'augmentation de leurs exportations, à condition que les marchandises exportées comportent respectivement, au moins 30% ou 50% de valeur ajoutée. Au titre de la Politique automobile nationale (NAP) (section 4.6), les entreprises du secteur automobile ont droit, durant la période 2010-2014, à des exonérations de l'impôt sur les bénéfices équivalant à 30% ou 50% de la valeur de l'augmentation de leurs exportations, à condition que les marchandises exportées comportent respectivement, au moins 30% ou 50% de valeur ajoutée. Pour encourager encore davantage les exportations de produits malaisiens, les entreprises manufacturières dont 60% au moins des capitaux sont malaisiens ont droit à une exonération de l'impôt sur les bénéfices équivalant à 30% de la valeur de l'augmentation des exportations, à condition qu'elles réalisent une augmentation importante de leurs exportations; ce taux est porté à 50% dans le cas où l'entreprise réussit à

⁸⁷ *The Malaysian Insider*, "Malaysia sets janvier crude palm oil export tax at zero per cent", 17 décembre 2012, adresse consultée: "<http://www.themalaysianinsider.com/business/article/malaysia-sets-january-crude-palm-oil-export-tax-at-zero-per-cent/>".

⁸⁸ Les autorités ont indiqué que, pour les "cas simples" (ratio d'un intrant pour un produit 1:1), la formule était la suivante: quantité de produits finis exportés divisée par la quantité de matières premières importées, multipliée par les droits et taxes payés. Dans le cas où il y a plusieurs intrants (matières premières) pour un produit fini, la formule consiste à ajouter tous les calculs individuels faits pour les "cas simples" pour chaque intrant utilisé pour obtenir le produit entier.

⁸⁹ Document de l'OMC WT/TPR/M/225/Add.1 du 19 mars 2010.

⁹⁰ Renseignements en ligne de la MIDA, "Invest in Malaysia", adresses consultées: <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=manufacturing-sector-2> et <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=agricultural-sector>.

s'implanter sur de nouveaux marchés, et à 100% si elle réalise la plus forte augmentation des exportations dans sa catégorie. Les autorités n'ont pas communiqué de renseignements sur les principaux bénéficiaires de chacune de ces mesures, ni d'estimations concernant les recettes fiscales sacrifiées en raison de leur application depuis 2010.

3.79. Une exonération de l'impôt sur les bénéfices équivalant à 50% de la valeur de l'augmentation des exportations est accordée aux entreprises appartenant aux secteurs de services suivants: juridique, comptable, architecture, commercialisation, conseil aux entreprises, gestion de constructions, gérance d'immeuble, services de bureau, soins de santé, éducation, plantation, gestion, édition, technologies de l'information et de la communication, ingénierie, impression et franchise locale.⁹¹

3.3.6 Zones franches et autres mesures

3.80. La Malaisie a 18 zones franches industrielles (ZFI)⁹², destinées uniquement aux activités manufacturières, et 17 zones franches commerciales (ZFC)⁹³; ces zones franches ont été établies pour faciliter les opérations des entreprises à vocation exportatrice. Aucun organisme fédéral ou organisme principal de coordination ne supervise le développement des ZFI. Pour pouvoir s'établir dans une ZFI, une entreprise doit exporter au moins 80% de sa production; ses matières premières et composants sont principalement importés, même si l'État encourage l'utilisation de matières premières et de composants locaux. Si une entreprise établie dans une ZFI a obtenu du MITI l'autorisation de ramener à 60% son obligation de résultats à l'exportation, elle peut aussi demander aux douanes l'autorisation d'exporter 60% au lieu de 80% de sa production. Depuis le 1^{er} janvier 2011, les entreprises établies dans les ZFI bénéficient d'exonérations des droits d'importation si elles atteignent 40% de teneur en éléments locaux; lorsque la teneur en éléments locaux n'atteint pas 40%, l'exonération peut être envisagée si l'entreprise ou l'entrepôt industriel agréé peut prouver que les matières premières non originaires utilisées pour fabriquer les produits finals ont subi une transformation substantielle grâce à un mécanisme déterminé.⁹⁴ À l'exception de ceux qui sont interdits par la loi, tous les produits étrangers ou nationaux peuvent être acheminés et fabriqués, et tous les services peuvent être fournis dans les zones en franchise de droits de douane, droits d'accise et taxe sur les ventes ou les services. Les entreprises nationales et étrangères installées dans ces zones peuvent bénéficier d'exonérations de l'impôt sur les bénéfices tirés des activités encouragées (section 3.4.1.3).⁹⁵ Les exportateurs sont également autorisés à avoir un entrepôt industriel agréé (LMW), qui présente les mêmes avantages que l'exploitation dans une ZFI, tout en offrant une plus grande liberté d'implantation. En septembre 2013, il y avait 2 110 entreprises opérant dans des LMW, 20 dans des ZFI et 15 dans des ZFC. Les autorités n'ont pas communiqué de données indiquant les activités des entreprises établies dans les ZFI/ZFC/LMW, le nombre d'emplois créés dans ces zones, les recettes fiscales sacrifiées en raison des incitations dont elles bénéficient ou la valeur des exportations et importations au départ et à destination de ces zones en pourcentage des exportations et importations totales.

3.3.7 Financement, assurance et garanties à l'exportation

3.81. Des programmes (facilités) de financement des exportations sont disponibles par l'intermédiaire des institutions financières commerciales et/ou de développement malaisiennes. La

⁹¹ Renseignements en ligne de la MATRADE, adresse consultée:

"<http://www.matrade.gov.my/en/malaysian-exporters/services-for-exporters/exporters-development/exports-assistance/tax-relief/498-services-sectors>".

⁹² Ces zones sont situées au Penang (2), au Malacca (5), au Selangor (4), au Perak (2), au Johor (4) et au Sarawak (1). Renseignements en ligne de la MIDA, "Invest in Malaysia", adresse consultée:

<http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=industrial-land>; et EIU (2012a).

⁹³ Les ZFC sont normalement situées à proximité des ports en raison de la nature de leurs activités, qui peuvent consister à conditionner des marchandises en vrac importées ou à acheter des produits auprès d'entreprises situées dans les ZFI. Elles se trouvent dans les lieux suivants: Northport, Southport, Westport, Butterworth, Bayan Lepas, Aéroport international de Kuala Lumpur, Rantau Panjang, Pengkalan Kubor, port de Johor, Tanjung Pelepas, Stulang Laut, Plentong, Bukit Kayu Hitam, Kapar, Seberang Perai, Penang et Pulau Layang-Layang. Renseignements en ligne de la MIDA, "Invest in Malaysia", adresse consultée:

<http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=industrial-land>; et Chai et Im, 2009.

⁹⁴ Renseignements en ligne de la MIDA, "Invest in Malaysia", adresse consultée:

<http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=industrial-land>.

⁹⁵ Adresse consultée: <http://www.mida.gov.my/>, Promoted Activities and Products.

Banque malaisienne d'export-import, institution financière s'occupant de développement, contrôlée à 100% par le Ministry of Finance Inc. (section 3.4.2), encourage le développement des opérations transfrontières en accordant aux entreprises malaisiennes des prêts ou des facilités de financement (aux taux commerciaux) ainsi que des possibilités d'assurance. Les taux de prêt, fixés après évaluation du crédit, se composent principalement du loyer de l'argent plus une marge. La marge correspond au risque assumé par la banque. La Banque Exim offre également aux banques commerciales une couverture contre les pertes résultant des prêts consentis aux exportateurs et aux fournisseurs. Elle continue aussi d'offrir divers programmes, parmi lesquels le Programme de refinancement des crédits à l'exportation (ECR), ainsi qu'une assurance contre le défaut de paiement de l'acheteur en raison de risques commerciaux et politiques. L'actif total de la banque s'élevait à 7,3 milliards de ringgit au 31 décembre 2012, soit une augmentation de 16% par rapport à l'année précédente. Les prêts et financements nets ont progressé de 62%, atteignant 3,2 milliards de ringgit, contre 1,9 milliard en 2011. Les décaissements totaux ont plus que doublé, passant de 1,2 milliard de ringgit à 3,1 milliards. Dans le cadre du Dispositif malaisien de crédit et de paiement pour l'huile de palme et ses dérivés (POCPA), les mémorandums d'accord entre gouvernements et les accords entre banques centrales fixent les conditions suivantes: un contrat à long terme entre le fournisseur et l'acheteur, une période de remboursement maximale de deux ans et un taux d'intérêt basé sur le LIBOR à trois mois, déterminé tous les trimestres.

3.3.8 Promotion des exportations

3.82. La Société malaisienne de développement du commerce extérieur (MATRADE), organisme relevant du MITI, continue de faciliter les activités de promotion des exportations des entreprises nationales grâce à des salons internationaux, des missions commerciales, des missions spécialisées de commercialisation et des programmes de jumelage d'entreprises.⁹⁶ Un programme de subventions à la prospection de nouveaux marchés (MDG) permet d'accorder jusqu'à 100 000 ringgit par entreprise et par an sous forme de subventions remboursables, sous réserve d'un examen annuel; ce financement aide les petites et moyennes entreprises (PME), les coopératives, les associations professionnelles et les chambres de commerce à mener des activités de promotion des exportations. Les entreprises à capitaux publics (au niveau fédéral ou au niveau des États) et les GLC (section 3.4.3) ne peuvent bénéficier de ces avantages.⁹⁷ Toutefois, au titre du 10^{ème} Plan malaisien (2011-2015), la subvention maximale est désormais de 300 000 ringgit par entreprise. En 2013, le budget alloué à la prospection de nouveaux marchés s'est élevé à 30 millions de ringgit; les principaux bénéficiaires sont des PME qui prennent part aux activités de promotion des exportations pour les produits et les services. Des incitations fiscales telles que le double abattement pour promotion des exportations, l'exonération fiscale, le dégrèvement fiscal pour investissement, la déduction en capital et les incitations spéciales sont accordées au titre de la Loi de 1986 sur la promotion des investissements (PIA), afin d'encourager le développement des activités de promotion des exportations à l'étranger.⁹⁸ Les autorités n'ont pas communiqué de renseignements sur les principaux bénéficiaires de ces incitations, ni d'estimations concernant les recettes fiscales sacrifiées en raison de leur application.

3.4 Mesures agissant sur la production et le commerce

3.4.1 Taxation et incitations fiscales

3.83. La part des recettes fiscales dans le PIB reste relativement faible (16,2% en 2012, tableau 1.1). Les recettes fiscales dépendent de plus en plus des impôts directs (77,1% en 2012). L'impôt sur les bénéfices des sociétés et l'impôt sur le revenu des personnes physiques assurent près de la moitié des recettes fiscales, mais l'impôt sur les revenus pétroliers reste important avec environ 22,4% des recettes fiscales en 2012 (tableau 3.4). Les droits d'accise demeurent le principal impôt indirect, bien qu'ils soient en légère baisse, suivis par la taxe sur les ventes. En raison, entre autres, des réductions de droits d'importation (section 3.2.2.1), la part des droits de

⁹⁶ Renseignements en ligne de la MATRADE, adresse consultée: "<http://www.matrade.gov.my/en/malaysian-exporters>".

⁹⁷ Renseignements en ligne de la MATRADE, "Guidelines for Market Development Grant (MDG) 2013", adresse consultée: "<http://www.matrade.gov.my/en/malaysia-exporters-section/116-market-development-grant-mdg/2690-guidelines-for-market-development-grant-mdg-2013>".

⁹⁸ Renseignements en ligne de la MATRADE, "Export Assistance", adresse consultée: "<http://www.matrade.gov.my/en/malaysian-exporters/services-for-exporters/exporters-development/exports-assistance>".

douane dans les recettes fiscales totales a été moins élevée en 2012 qu'en 2009. La part des taxes à l'exportation a également baissé par rapport au pic de 2010.

Tableau 3.4 Structure des recettes fiscales directes et indirectes, 2009-2012

	2009	2010	2011	2012
Recettes fiscales totales (millions de RM)	106 504,41	109 515,19	134 884,83	151 643,09
Recettes fiscales totales^a (millions de \$EU)	30 217,45	33 999,31	44 080,01	49 094,50
	(% du total)			
Impôts directs	73,6	72,1	75,8	77,1
Impôt sur les bénéfices des sociétés	28,4	33,1	34,8	33,8
Impôt sur les revenus pétroliers	25,6	17,1	20,6	22,4
Impôt sur le revenu des personnes physiques	14,6	16,3	15,0	15,2
Droits de timbre	3,1	3,8	3,7	3,7
Autres	1,9	1,9	1,8	2,1
Impôts indirects	26,4	27,9	24,2	22,9
Droits d'exportation	1,1	1,7	1,5	1,3
Droits d'importation	2,0	1,8	1,5	1,5
Droits d'accise	9,5	10,7	8,5	8,0
Taxe sur les ventes	8,1	7,5	6,4	6,3
Taxe sur les services	3,1	3,6	3,7	3,7
Autres	2,7	2,6	2,6	2,1

a Le taux de change moyen annuel utilisé est le même que pour le tableau 1.1 "Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2012".

Source: Renseignements communiqués par les autorités malaisiennes.

3.4.1.1 Impôts indirects

3.84. Depuis 2010, aucune modification importante n'a été apportée à la taxe sur les ventes, perçue principalement aux taux de 5% et 10% sur les produits locaux et les produits importés (sauf ceux destinés à être réexportés).⁹⁹ Les préparations alimentaires (SH 2106.90.490) autres que les préparations alcooliques et non alcooliques composées (autres que celles du n° 33.02) utilisées pour fabriquer des boissons sont assujetties à une taxe sur les ventes de 20%. La taxe sur les ventes est de 0,5862 ringgit par litre pour l'essence et de 0,1964 ringgit par litre pour le diesel.

3.85. Outre la taxe sur les ventes, des droits d'accise s'appliquent au tabac, à la bière et à l'alcool, aux véhicules automobiles, aux cartes à jouer et aux carreaux de mah-jong. Le droit d'accise sur les cigarettes a été relevé en octobre 2010 et septembre 2013. Les taux de droit d'accise sont les suivants: 75% à 105% sur les voitures; 65% à 105% sur les véhicules à quatre roues motrices; 10% à 30% sur les motocycles; 15% plus 0,10 ringgit par litre à 15% plus 42,50 ringgit par litre (titre alcoométrique volumique de 100%) sur les alcools "enivrants"¹⁰⁰, 10% sur les cartes à jouer et les carreaux de mah-jong, et 20% plus 0,25 ringgit par unité sur les cigarettes. Ces taux sont identiques pour les produits locaux et les produits importés. Selon les autorités, les taux de droits d'accise sont généralement plus élevés que le droit d'importation pour les véhicules, les cigarettes et les boissons alcooliques, sauf dans certains cas où c'est l'inverse. Les particuliers propriétaires de taxis (depuis 2012) et les loueurs de voitures (depuis 2002) sont exonérés de droits d'accise sur l'achat de "voitures nationales" produites dans le pays, tandis que les organisateurs de voyages bénéficient d'une réduction de 50% sur l'achat de véhicules à quatre

⁹⁹ Le taux de 5% s'applique aux fruits, à certains produits alimentaires, à certains matériaux de construction, aux boissons alcooliques et aux cigarettes et autres produits du tabac. Le taux de 10% s'applique aux autres types de produits. Parmi les entités et articles exonérés de la taxe sur les ventes figurent les bibliothèques et dispensaires mobiles, les ordinateurs, les téléphones mobiles, les livres, journaux et autres matériels de lecture, et les articles de première nécessité telle que certains produits alimentaires essentiels et matériaux de construction (renseignements en ligne de la MIDA, "Costs of Doing Business", adresse consultée: <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=taxation>; et EIU, 2012a).

¹⁰⁰ L'expression "alcool enivrant" désigne tout alcool, ou tout liquide contenant plus de 2% de spiritueux (ou de 1,14% de volume par litre), apte ou destiné à être transformé, ou pouvant l'être par tout moyen, en vue d'être utilisé comme boisson.

roues motrices assemblés dans le pays. Les autorités ont indiqué que ces mesures étaient en partie destinées à réduire le coût de la location de voitures pour les touristes et à stimuler l'activité touristique (section 4.7.6).

3.86. Une taxe sur les services de 6% (5% avant le 1^{er} janvier 2011) s'applique à certains services vendus ou fournis par des établissements prescrits dans l'ensemble du pays (sauf sur les îles de Labuan, Langkawi et Tioman et dans les zones franches (section 3.3.6)).¹⁰¹ Les services prescrits sont la plupart des services fournis par les compagnies d'assurances, les entreprises de télécommunications, les entités de radiodiffusion (télévision payante par satellite depuis janvier 2011), les entreprises de messagerie, les entreprises de publicité, les hôtels et restaurants, les hôpitaux et cliniques privés, les exploitants de parcs de stationnement, les centres d'entretien et de réparation de véhicules automobiles, les professionnels (avocats, ingénieurs, architectes, géomètres et consultants) et les cotisations annuelles de cartes de crédit.

3.87. À la suite des plans de 2010 et 2011, il a été décidé en octobre 2013 de remplacer le régime des taxes distinctes sur les ventes et les services par une taxe unique sur les biens et les services (GST) (valeur ajoutée), qui entrera en vigueur en avril 2015 (section 1.4.2.1).¹⁰² La GST ne sera pas imposée sur les produits alimentaires de base tels que le riz, le sucre, le sel, la farine, l'huile de friture, les lentilles, les herbes et épices, le poisson salé, le cinalok, le budu et le belacan, sur la distribution d'eau par conduite et sur les 200 premières unités d'électricité par mois pour les particuliers ainsi que sur les services fournis par les pouvoirs publics tels que la délivrance de passeport et de licences, les services de santé et l'éducation scolaire. Les services de transport (bus, train, métro (LRT), taxi, transbordeur, bateau, péage d'autoroute), d'éducation et de santé seront exonérés, de même que la vente, l'achat et la location de propriétés résidentielles et certains services financiers. Lors de l'instauration de la GST, le gouvernement offrira diverses formes d'aide fiscale (par exemple des réductions du taux de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques) et non fiscale aux ménages, aux contribuables individuels et aux entreprises afin, entre autres, d'éviter une hausse des prix des biens et des services. Un Comité de surveillance de la GST sera établi; il sera présidé par le Second Ministre des finances et comprendra des membres d'organismes gouvernementaux ainsi que des représentants de l'industrie et des ONG.

3.4.1.2 Impôts directs

3.88. Durant la période considérée, le taux de l'impôt sur les sociétés est resté inchangé à 25%. Le régime de l'impôt sur les sociétés est un système à palier unique, c'est-à-dire que seuls les bénéficiaires sont imposés (les dividendes versés aux actionnaires sont exonérés). Les sociétés dont le capital libéré est égal ou inférieur à 2,5 millions de ringgit sont assujetties à un impôt de 20% sur les bénéfices des sociétés jusqu'à 500 000 ringgit, l'excédent étant imposé à 25%. L'impôt sur les revenus tirés des activités pétrolières en amont s'applique au taux de 38%. Les compagnies d'assurances sont imposées à 8% sur le revenu de l'investissement provenant des provisions mathématiques et à 25% sur le revenu des fonds généraux et des fonds des actionnaires (y compris les excédents effectivement transférés des provisions mathématiques aux fonds des actionnaires). Selon les autorités, le taux de l'impôt sur les sociétés soutient toujours la comparaison avec ceux des concurrents voisins, sauf Singapour et Hong Kong, Chine. Néanmoins, grâce au large éventail de mesures incitatives (section 3.4.1.3), le taux d'imposition effectif est souvent inférieur à 25%, ce qui rend le poids de l'impôt sur les sociétés comparable à ce qu'il est dans les pays voisins.¹⁰³ Pour les personnes physiques, le poids de l'impôt soutient favorablement la comparaison avec les pays voisins. Depuis l'année d'imposition 2010, les particuliers ayant un revenu imposable supérieur à 100 000 ringgit par an paient 26% (27% pour l'année d'imposition 2009) d'impôt sur la portion de leur revenu supérieure à 100 000 ringgit; depuis 2013, le taux d'imposition sur toutes les fourchettes de revenu annuel imposable jusqu'à 50 000 ringgit est réduit de 1 point de pourcentage.

¹⁰¹ Renseignements en ligne de la MIDA, "Costs of Doing Business", adresse consultée: <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=taxation>; et EIU (2012a).

¹⁰² Document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010; et *The 2014 Budget Speech introducing the Supply Bill (2014)*, "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013, adresse consultée: <http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>.

¹⁰³ EIU (2012a).

3.4.1.3 Incitations fiscales

3.89. Le large éventail d'incitations fiscales de la Malaisie reste inchangé depuis le dernier examen. En ce qui concerne les impôts directs, les incitations consistent en dégrèvements partiels ou totaux de l'impôt sur les bénéfices pendant une période déterminée et, en ce qui concerne les impôts indirects, les incitations prennent la forme d'exonérations des droits d'importation, de la taxe sur les ventes ou du droit d'accise (sections 3.2.2.5, 3.3.5 et 3.3.6). Les premières continuent d'être appliquées principalement au moyen des programmes de statut d'entreprise pionnière et de dégrèvement fiscal pour investissements (ITA). Elles dépendent de facteurs tels que le niveau de participation locale dans l'entreprise, la valeur ajoutée et le niveau technologique mesuré selon un indice de gestion, de technicité et de supervision (MTS) et/ou les résultats à l'exportation, mais aussi du niveau de développement des compétences et de R-D (sections 3.3.5 et 3.4.2.1.1).¹⁰⁴

3.90. Le "statut d'entreprise pionnière" peut être obtenu par toute entreprise des secteurs agricole, manufacturier, hôtelier, touristique ou autre secteur industriel ou commercial qui participe à une activité encouragée ou à une forme de production mentionnée dans la Loi de 1986 sur la promotion des investissements.¹⁰⁵ En 2011 et 2012, ce statut a été accordé à 434 projets d'entreprise représentant un montant d'investissement de 32,9 milliards de ringgit. L'ITA, solution de rechange au statut d'entreprise pionnière pour les entreprises qui participent à une activité ou à une forme de production encouragée, offre des dégrèvements supérieurs pour certains types d'investissements dans les zones moins développées, parmi lesquelles le Sabah, le Sarawak et le Corridor est de la péninsule malaisienne, et pour des projets stratégiques dans d'autres régions.¹⁰⁶ La liste la plus récente des activités bénéficiant des incitations au titre du statut d'entreprise pionnière et de l'ITA est entrée en vigueur le 2 mars 2012.¹⁰⁷ L'État a accordé des ITA à 50 projets représentant un investissement total de 11,8 milliards de ringgit en 2011 et 2012. Les critères à remplir par les petites entreprises manufacturières pour bénéficier du statut d'entreprise pionnière ou de l'ITA ont été resserrés en 2012.¹⁰⁸ En général, le statut d'entreprise pionnière et l'ITA ne sont pas accordés aux entreprises qui en bénéficiaient précédemment pour des produits ou des activités similaires. Des exceptions sont toutefois consenties pour certains secteurs et zones bénéficiant d'encouragements tels que la R-D et les projets dans les zones moins développées du pays. Les autorités n'ont pas communiqué de renseignements sur les principaux bénéficiaires, les recettes fiscales sacrifiées ou la production, les emplois ou les exportations résultant de l'application des programmes exposés dans le présent paragraphe.

3.91. Outre ces programmes, l'État peut accorder des dégrèvements fiscaux plus favorables au cas par cas (Régime d'incitations personnalisé) pour des projets stratégiques d'importance

¹⁰⁴ Renseignements en ligne de la MIDA, "Invest in Malaysia", adresse consultée: <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=incentives-for-investment>; PricewaterhouseCoopers (2012); et EIU (2012a).

¹⁰⁵ Le statut d'entreprise pionnière limite l'assiette fiscale à 30% des bénéfices de la société – soit un taux d'imposition effectif inférieur à 10% – pendant 5 ans (jusqu'à 15 ans pour certaines activités encouragées). La période d'exonération débute le "jour de production" de l'entreprise (c'est-à-dire le jour où son niveau de production atteint 30% de sa capacité). En outre, les dividendes versés aux actionnaires sont exonérés d'impôt s'ils proviennent de bénéfices exonérés (EIU, 2012a; et renseignements en ligne de la MIDA, "Invest in Malaysia", adresse consultée: "<http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=incentives-for-investment>").

¹⁰⁶ L'ITA offre un dégrèvement fiscal équivalant à 60% des dépenses en capital admissibles sur une période de cinq ans (jusqu'à dix ans par exemption) à partir de la date d'approbation. L'entreprise peut utiliser ce dégrèvement jusqu'à concurrence de 70% de son bénéfice de l'année d'imposition; elle peut reporter le solde inutilisé sur les années suivantes. Les dividendes versés aux actionnaires sur les bénéfices exonérés sont eux-mêmes exonérés. Lorsque toutes les dépenses prévues en capital ont été effectuées, l'entreprise bénéficiaire de l'ITA peut renoncer à cet avantage avant son expiration pour avoir droit à d'autres incitations telles que l'exonération d'impôt sur les bénéfices pour l'exportation (section 3.3.5) (EIU, 2012a; et renseignements en ligne de la MIDA, "Invest in Malaysia", adresse consultée: <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=incentives-for-investment>).

¹⁰⁷ Renseignements en ligne de la MIDA, adresse consultée: http://www.mida.gov.my/uploads/images/invest/invest-pdf/APP1_02032012.pdf.

¹⁰⁸ Pour être admissible, l'entreprise doit avoir des fonds propres inférieurs à 500 000 ringgit, détenus à 60% au moins par des intérêts locaux. Elle doit opérer dans l'un des nombreux secteurs encouragés. En outre, sa valeur ajoutée et son indice MTS doivent être respectivement d'au moins 25% (depuis mars 2012, 15% précédemment) et 20%, ou elle doit contribuer au développement rural (EIU, 2012a; et renseignements en ligne de la MIDA, "Invest in Malaysia", adresse consultée: <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=incentives-for-investment>).

nationale, par exemple des investissements lourds et des projets de haute technologie.¹⁰⁹ Ce dégrèvement peut aller jusqu'à une exonération de 100% pendant 10 à 15 ans. Les autorités n'ont pas communiqué de renseignements sur les principaux bénéficiaires, les dépenses fiscales ou les avantages résultant de l'application de cette mesure. En 2013, les activités qui ont bénéficié de programmes d'incitations fiscales personnalisés (entreprise pionnière, ITA ou autre) sont, entre autres, la fabrication et la distribution de produits alimentaires, les machines et outillages spécialisés, l'automobile, l'aviation et l'industrie aérospatiale, les biotechnologies, les économies d'énergie, la protection de l'environnement (incitations écologiques), la R-D, la finance islamique, les opérations sur marchandises (depuis 2011 au titre du programme d'Incitation globale pour le commerce (GIFT)), le transport maritime, les opérations commerciales régionales et le tourisme.¹¹⁰ Les demandes d'octroi d'incitations non fiscales (sections 3.4.2), du statut d'entreprise pionnière et de l'ITA sont traitées par la MIDA; les demandes d'incitations fiscales telles que le double abattement, le dégrèvement pour réinvestissement et l'amortissement accéléré des dépenses d'équipement sont traitées par la Direction générale des impôts. La Malaisie étudiera la possibilité d'élaborer des rapports sur les dépenses fiscales, mais il faudra d'abord que la MIDA effectue une analyse coûts-avantages projet par projet.

3.92. La Malaisie a notifié ses programmes de statut d'entreprise pionnière et de dégrèvement fiscal pour investissement au Comité des subventions et des mesures compensatoires de l'OMC en 1995, 2009 et 2011.¹¹¹ Aucune date d'expiration n'a été indiquée pour les programmes notifiés.

3.4.2 Assistance financière

3.93. L'économie malaisienne reste l'une des plus subventionnées de la région et du monde. En 2013, près de 47 milliards de ringgit ont été consacrés à divers types de subventions, incitations et assistance, incluant des subventions pour les produits pétroliers (53% du total), les produits alimentaires, la santé, l'agriculture et la pêche, les services publics, les péages, la protection sociale et l'éducation.¹¹² Outre des incitations fiscales très diverses (sections 3.3.5, 3.3.6 et 3.4.1.3), l'État continue d'apporter une aide non fiscale sous forme d'assistance financière (prêts à des conditions de faveur, par exemple) et de subventions afin de favoriser la réalisation de différents objectifs; une partie de ces aides est destinée aux entreprises à capitaux majoritairement malaisiens. Aucune évaluation du rapport coût-efficacité de ce type d'aide n'a encore été réalisée.

3.4.2.1 Mesures de financement et autres mesures financières

3.4.2.1.1 Technologie et R-D

3.94. La Malaisie mise sur la technologie, produite dans le pays ou importée, pour contribuer à ajouter de la valeur économique à ses ressources naturelles.¹¹³ Outre les incitations fiscales, l'État accorde divers financements en faveur des entreprises de haute technologie, les deux principaux étant le Fonds pour la science de 800 millions de ringgit (pour les chercheurs et les experts qui font de la recherche fondamentale) et le Fonds pour l'industrie de 1,2 milliard de ringgit, qui aide les entreprises à mettre leurs technologies sur le marché.¹¹⁴ Des subventions personnalisées en faveur de la formation et de la R-D sont mises à la disposition de l'industrie automobile (section 4.6). En juillet 2012, le gouvernement a créé le Fonds stratégique d'investissement

¹⁰⁹ Les projets susceptibles de bénéficier de ces incitations sont ceux qui ont une forte intensité de technologie, une forte intensité de capital, qui sont fondés sur des connaissances et des compétences et qui ont la capacité de créer des liens importants et de contribuer au développement des services de soutien au secteur manufacturier tels que la R-D, les marchés publics, la commercialisation et la distribution. Pour des renseignements complémentaires sur ces incitations fiscales, voir EIU (2012a) et PricewaterhouseCoopers (2012).

¹¹⁰ Renseignements en ligne de la MIDA, "Invest in Malaysia", adresses consultées: <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=manufacturing-sector-2> et <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=agricultural-sector>.

¹¹¹ Document de l'OMC G/SCM/N/220/MYS du 14 octobre 2011.

¹¹² Exposé liminaire de D.S. Idris Jala, Ministre auprès du Premier Ministre, adresse consultée: <http://www.slideshare.net/kzamandarus/malaysian-subsidy-2010-report>. *The 2014 Budget Speech introducing the Supply Bill (2014)*, "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013, adresse consultée: <http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>.

¹¹³ Batelle (2011).

¹¹⁴ EIU (2012a).

intérieur dans le cadre du Régime d'incitations personnalisé (section 3.4.1.3), afin de soutenir les activités d'externalisation et d'acquisition de technologies des entreprises ayant au moins 60% de capitaux malaisiens dans certains secteurs prioritaires (par exemple l'industrie aérospatiale, les dispositifs médicaux, les produits pharmaceutiques, l'électronique de pointe, les machines et l'outillage, l'énergie renouvelable et les services connexes).¹¹⁵ En outre, dans le cadre du Fonds d'investissement stratégique (depuis 2001) et du Fonds pour les projets à fort impact (depuis 2006), 1,86 milliard de ringgit (0,6% du PIB, 2,6% de la production manufacturière et 1,1% des exportations de produits manufacturés) ont été déboursés entre 2010 et 2013 sous forme de subventions, et 1,35 milliard de ringgit sous forme de prêts à des conditions de faveur. Les PME (sections 3.3.5 et 3.4.1.3 et ci-dessous) qui ont des activités de R-D bénéficient de certains financements spéciaux pour le capital d'amorçage si elles ont au moins 51% de capitaux malaisiens; elles peuvent obtenir jusqu'à 70% de financement pour leurs activités de R-D par l'intermédiaire du Programme d'aide à la recherche-développement du Supercorridor multimédia (MSC). Entre 2010 et 2012, les dépenses brutes de R-D de la Malaisie sont passées, selon les estimations, de 2,6 milliards de dollars EU (0,64% du PIB) à 3,3 milliards (0,70%).¹¹⁶ En 2013, le gouvernement prévoyait d'allouer 600 millions de ringgit à 5 universités de recherche pour mener des recherches à fort impact dans des domaines stratégiques tels que les nanotechnologies, l'automobile, les biotechnologies et l'industrie aérospatiale.¹¹⁷

3.95. Pour stimuler la production et l'utilisation de produits écologiques, le Fonds pour le Programme de financement des technologies vertes (GFTS) de 2010 a été porté à 2 milliards de ringgit (1,5 milliard à l'origine), et sa période d'application a été prorogée de trois ans jusqu'au 31 décembre 2015.¹¹⁸ Ce fonds permet aux entreprises qui produisent et utilisent des technologies vertes d'obtenir des prêts à des conditions de faveur, l'État subventionnant 2% du taux d'intérêt et accordant une garantie de 60% sur le montant du financement. En septembre 2012, environ 840 millions de ringgit avaient été approuvés en faveur de 69 entreprises locales.

3.4.2.1.2 PME

3.96. Les PME représentent 97,3% du nombre total d'établissements commerciaux en Malaisie (98,5% selon la définition de 2013)¹¹⁹; la majorité d'entre elles (90%) opèrent dans le secteur des services, le reste appartenant au secteur manufacturier (5,9%), au secteur agricole (1%) et au secteur des industries extractives (0,1%). Conformément aux objectifs du Plan directeur de 2012 pour les PME, un plan d'action complet comportant 32 initiatives a été élaboré pour aider ces entreprises à surmonter leurs difficultés dans 6 domaines principaux (innovation et adoption de technologies, mise en valeur du capital humain, accès au financement, accès aux marchés, environnement juridique et réglementaire et infrastructure).¹²⁰ Le Plan directeur, censé "changer la donne", est destiné entre autres à accroître la productivité et à accélérer le retour des PME vers le secteur formel. Il devrait faire passer la contribution des PME au PIB de 32% en 2012 à 40% d'ici à 2020 et leur part dans l'emploi et les exportations à 62% (59% en 2010) et 25% (19% en 2010), respectivement.

¹¹⁵ *The 2013 Budget Speech*, adresse consultée:

http://www.pmo.gov.my/dokumenattached/bajet2013/SPEECH_BUDGET_2013_28092012_E.pdf
[5 mars 2013].

¹¹⁶ En ce qui concerne les dépenses brutes de R-D, en 2012, la Malaisie occupait le 33^{ème} rang parmi les 40 premiers pays du monde, avant l'Indonésie mais après le Japon, la Corée (Rép. de), l'Inde, le Taipei chinois et Singapour (Batelle, 2011).

¹¹⁷ *The 2013 Budget Speech*, adresse consultée:

http://www.pmo.gov.my/dokumenattached/bajet2013/SPEECH_BUDGET_2013_28092012_E.pdf
[5 mars 2013].

¹¹⁸ *The 2013 Budget Speech*, adresse consultée:

http://www.pmo.gov.my/dokumenattached/bajet2013/SPEECH_BUDGET_2013_28092012_E.pdf
[5 mars 2013].

¹¹⁹ *The 2014 Budget Speech introducing the Supply Bill (2014)*, "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013, adresse consultée:

<http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>.

¹²⁰ Le secteur des PME se compose d'un large éventail d'entreprises qui diffèrent quant au dynamisme, au niveau d'avancement technique et à l'attitude face au risque. Selon le Plan directeur pour les PME 2012-2020, la productivité de la main-d'œuvre dans les PME malaisiennes est faible par rapport au reste de l'Asie du Sud-Est et aux pays plus avancés; il y a également des disparités entre les entreprises établies en milieu rural et celles établies en milieu urbain (OCDE, 2013b, "Chapter 2: Malaysia"; et National SME Development Council, 2012).

3.97. La Banque centrale met des fonds à la disposition des établissements financiers par le biais du Fonds pour les petites et moyennes industries (depuis 2000) et du Nouveau fonds pour les entrepreneurs (depuis 2001), au taux préférentiel de 1,5% par an; ces fonds sont ensuite redistribués aux PME sous forme de prêts à des conditions de faveur dont le taux d'intérêt varie entre 4% et 6%. La Banque centrale gère en outre le Fonds pour les microentreprises (depuis 2008) afin d'aider les microentreprises ayant des activités viables à obtenir un financement de la part des établissements financiers participants (section 4.7.2.5). En 2013, au titre des trois fonds de la Banque centrale, 139 programmes ont été conçus et mis en œuvre dans certains domaines prioritaires (accès au financement, mise en valeur du capital humain, infrastructure, innovation, adoption de technologies, accès aux marchés); environ 431 500 PME appartenant à tous les secteurs étaient visées, pour un engagement financier total de 9,9 milliards de ringgit. En mars 2009, le gouvernement a mis en place un fonds de 10 milliards de ringgit au titre du Programme de garantie du fonds de roulement afin d'aider les PME à se doter d'un fonds de roulement; ce programme garantit jusqu'à 2,5 millions de ringgit pour les entreprises admissibles.¹²¹ Un fonds de 1 milliard de ringgit devait être créé en 2013 au titre du Programme de développement des PME afin de faciliter l'accès des PME au financement et de leur permettre ainsi de développer leurs activités. Pour favoriser la mise au point de produits halal à fort impact destinés à l'exportation, la Banque des PME, en coopération avec la Banque islamique de développement (BIsD), devait fournir 200 millions de ringgit en 2013 au Fonds pour l'industrie halal afin de financer le fonds de roulement des PME participantes. La Banque des PME accorde des prêts à des taux d'intérêt (ou des marges bénéficiaires pour les produits islamiques) allant de 3,75% à 7,5% selon la source des fonds.¹²²

3.98. Le budget 2014 prévoit un crédit de 120 millions de ringgit pour un ensemble intégré de mesures destinées à accroître l'innovation et la productivité dans les PME.¹²³ Ce crédit servira à financer la mécanisation et l'automatisation ainsi que la mise à niveau des capacités. L'État offre en outre diverses mesures d'aide et d'incitation au titre du programme "Green Lane" de financement, d'incitations fiscales et de marchés publics, à savoir entre autres: bonification du taux d'intérêt de 2% ou de 200 000 ringgit par an au maximum; exonération du droit de timbre pour les accords de prêts relevant du programme de prêts à des conditions de faveur; abattement fiscal pour les frais d'obtention de la certification 1-InnoCERT; incitations concernant les marchés publics incluant l'enregistrement du statut de fabricant agréé sans visite sur place et l'octroi de points de bonification dans l'évaluation technique; et priorité accordée pour la participation aux marchés publics du Ministry of Finance Incorporated (section 3.4.3). Ces incitations ont été prorogées jusqu'au 31 décembre 2017.

3.4.2.2 Autres subventions

3.99. La Malaisie continue de soutenir son agriculture afin d'accroître le revenu national, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la productivité dans le secteur alimentaire et de stabiliser les prix des produits alimentaires essentiels (sections 3.4.4.2, et 4.2.4). En 2013, 5,8 milliards de ringgit (2,3 milliards en 2012) de dépenses budgétaires ont été consacrés, entre autres, à des programmes de développement agricole incluant des applications de haute technologie dans la production de fruits et légumes, l'augmentation de l'offre de semis de haute qualité, la stabilisation des prix, la replantation de palmiers à huile, le renforcement des greniers à riz, la création de marchés aux poissons et l'encouragement au débarquement de poisson.¹²⁴ Les prix du riz, du sucre (jusqu'au 26 octobre 2013) et de l'huile de friture sont subventionnés. Selon la dernière notification présentée par la Malaisie à l'OMC (juin 2009), le soutien total apporté à l'agriculture en

¹²¹ *The 2013 Budget Speech*, adresse consultée:

http://www.pmo.gov.my/dokumenattached/bajet2013/SPEECH_BUDGET_2013_28092012_E.pdf
[5 mars 2013].

¹²² Renseignements en ligne de la Banque des PME, adresse consultée:

<http://www.smebank.com.my/medium-sized-businesses>.

¹²³ *The 2014 Budget Speech introducing the Supply Bill (2014)*, "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013, adresse consultée:

<http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>.

¹²⁴ *The 2013 Budget Speech*, adresse consultée:

http://www.pmo.gov.my/dokumenattached/bajet2013/SPEECH_BUDGET_2013_28092012_E.pdf
[5 mars 2013]; et *The Star*, "Economic Report 2012/2013: Subsidies to hit RM42.4b in 2012, decline in 2013", 28 septembre 2012, adresse consultée:
<http://biz.thestar.com.my/news/story.asp?file=/2012/9/28/business/20120928164242&sec=business>
[5 mars 2013].

2007 se composait de mesures exemptées des engagements de réduction s'élevant à 1 milliard de ringgit. Sur ce montant, 74,3% concernait l'aide fournie au titre de la catégorie verte, principalement sous la forme de soutien du revenu pour les producteurs de paddy et de services de caractère général, le reste étant consacré à des programmes de subventions aux engrais pour ces mêmes producteurs.¹²⁵

3.100. Les subventions à l'énergie restent en place pour tous les consommateurs, malgré les efforts de réduction et de rationalisation entrepris en juillet 2010 et 2011 lorsque la hausse des prix du pétrole et du gaz a rendu "insoutenable" le fardeau de la subvention (sections 3.4.4.2 et 4.5). Les subventions au gaz de pétrole liquéfié, au diesel et à l'essence sont passées de 9,6 milliards de ringgit en 2010 à 20,4 milliards en 2011, puis à 24,7 milliards en 2012, pour revenir à 20 milliards en 2013. Grâce au subventionnement du prix du gaz pour le secteur énergétique, les tarifs de l'électricité restent favorables; fin 2012, PETRONAS avait accordé environ 183,2 milliards de ringgit en subventions pour le gaz au secteur énergétique et à d'autres secteurs. Par ailleurs, l'État contrôle la part de la hausse du prix des carburants qui peut être répercutée aux consommateurs. Bien qu'elles soient destinées à aider les ménages pauvres, les subventions aux carburants et à l'énergie ont tendance à être particulièrement mal ciblées, en partie parce qu'elles subventionnent indirectement les achats d'automobiles et d'autres biens qui sont seulement à la portée des ménages aisés; elles nuisent en outre aux efforts faits par le gouvernement pour améliorer la qualité de l'environnement et promouvoir une croissance plus écologique.¹²⁶

3.101. En 2010, la Malaisie a entrepris un effort de rationalisation visant à réformer son régime de subventions au moyen d'une réduction progressive sur cinq ans des subventions en faveur de l'essence, du gaz de cuisine, de l'électricité et des péages routiers, qui devait permettre d'économiser au total 33 milliards de dollars EU.¹²⁷ Mais il n'y a eu que des réductions mineures des subventions au carburant diesel et une hausse des tarifs de l'électricité et du prix du gaz pour le secteur énergétique, appliquées en 2011. Cette initiative a marqué le pas en 2012, car le gouvernement a "modifié ses orientations au profit de la diminution du coût de la vie". En conséquence, les dépenses de subventions ont augmenté de 17% en 2012, passant à 42,4 milliards de ringgit (4,5% du PIB, tableau 1.1), contre 36,3 milliards (4,1% du PIB) en 2011, en raison de la hausse des subventions aux carburants, qui représentent la charge la plus lourde.¹²⁸ En 2013, le montant total des subventions s'est élevé à 35,2 milliards de ringgit. Ces subventions ont également encouragé la surconsommation de carburants et de sucre ainsi que des activités importantes de contrebande et ont causé des pénuries; il semble que le diesel, le sucre et le riz subventionnés fassent l'objet d'exportations illégales.¹²⁹ L'effort de rationalisation des subventions a repris avec une réduction de la subvention à l'essence de 0,20 ringgit par litre depuis le 3 septembre 2013 et la suppression de la subvention en faveur du sucre depuis le 26 octobre 2013. Pour mieux cibler le régime de subventions, le gouvernement envisage de le

¹²⁵ Document de l'OMC G/AG/N/MYS/25 du 10 août 2009.

¹²⁶ OCDE (2013b).

¹²⁷ Cet effort consistait entre autres à mieux cibler les subventions restantes sur les ménages pauvres, y compris les réductions en espèces pour les propriétaires de motocycles et de petites voitures. Le gouvernement avait prévu de ramener le fardeau des subventions à 23,7 milliards de ringgit (14,6% du PIB) en 2011 (OCDE, 2013b; EIU, 2012a; et *The Wall Street Journal*, "Malaysia Raises Power Prices", 30 mai 2011, adresse consultée: <http://online.wsj.com/article/SB10001424052702303745304576355100982022960.html>).

¹²⁸ Près de la moitié des dépenses budgétaires consacrées aux subventions pour l'exercice fiscal 2010/11 (15,9 milliards de ringgit) est allée aux subventions en faveur des carburants, et 1,6 milliard de ringgit sont allés aux subventions en faveur de l'huile de friture. Le reste a été utilisé pour subventionner d'autres produits alimentaires, les services publics et la protection sociale (*The Star*, "Economic Report 2012/2013: Subsidies to hit RM42.4b in 2012, decline in 2013", 28 septembre 2012, adresse consultée: <http://biz.thestar.com.my/news/story.asp?file=/2012/9/28/business/20120928164242&sec=business> [5 mars 2013]; et EIU, 2012a).

¹²⁹ Il semble que les pêcheurs malaisiens abandonnent souvent la pêche pour vendre le carburant destiné à leurs bateaux à d'autres pêcheurs de pays tels que l'Indonésie et la Thaïlande, qui n'accordent pas de subventions similaires. Selon le Ministre du commerce intérieur, des coopératives et de la consommation, Ismail Sabri Yaakob, en 2010, les entreprises autorisées à acheter du sucre subventionné ont souvent commandé plus de sucre qui ne leur en fallait et revendu illégalement l'excédent à des industries qui ne bénéficiaient pas de subventions. En raison de ces programmes, les consommateurs ont parfois du mal à trouver et à acheter des produits de base (*Malaysiakini*, "Subsidies to eventually be lifted – slowly", 17 juin 2010, adresse consultée: <http://www.malaysiakini.com/news/134768>; et OCDE, 2012b, "Structural Policy Country Note: Medium-term Policy Challenges: Malaysia"). Voir aussi *The 2014 Budget Speech introducing the Supply Bill (2014)*, "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013, adresse consultée: <http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>.

restructurer progressivement en distribuant une part des économies issues de la restructuration sous forme d'aides financières directes, l'autre moitié servant à financer des projets de développement.¹³⁰

3.4.3 Sociétés liées à l'État¹³¹

3.102. Bien qu'elle ait déjà réduit progressivement sa participation directe dans les entreprises grâce à des désinvestissements et des privatisations, la Malaisie reste très engagée dans l'activité industrielle et commerciale au niveau fédéral et au niveau États, soit directement par l'intermédiaire du Ministry of Finance Inc. (la division du Ministère des finances chargée de superviser les investissements), soit indirectement par l'intermédiaire de plusieurs entités appartenant entièrement à l'État sous la forme de sociétés liées à l'État (GLC), de sociétés d'investissement liées à l'État (GLIC) et d'autres organismes publics.¹³²

3.103. Les GLC et leurs actionnaires majoritaires, les sept GLIC¹³³, demeurent un élément important de l'économie malaisienne, utilisé comme fer de lance dans des projets d'infrastructure et des projets industriels, et sont les acteurs principaux dans les secteurs du pétrole et du gaz, des services publics stratégiques et des services tels que l'électricité, les télécommunications, la poste, les compagnies aériennes, les aéroports, les transports publics, l'eau et l'assainissement, et les services bancaires et financiers.¹³⁴ Les GLC emploient une part de la population active estimée à 5% et représentent environ 36% de la capitalisation boursière de la Bursa Malaysia¹³⁵ et 54% de l'indice composite de Kuala Lumpur. En avril 2012, il y avait 33 entreprises publiques non financières (EPNF), dont 8 cotées à la Bursa Malaysia, et l'État exploitait plus de 200 zones industrielles par l'intermédiaire de ses 13 entreprises publiques de développement économique (SEDC).¹³⁶ Les trois plus grandes EPNF sont PETRONAS (pétrole), Tenaga Nasional (électricité) et Telekom Malaysia (télécommunications), qui ont représenté ensemble les deux tiers environ du chiffre d'affaires des EPNF estimé à 307,4 milliards de ringgit en 2011. Trente autres GLC cotées à la Bursa Malaysia sont, soit des entreprises publiques financières, soit des sociétés contrôlées par des GLIC; elles opèrent, entre autres, dans les secteurs de l'automobile, des tracteurs et de la construction.¹³⁷ Le Ministry of Finance Inc. détient une participation partielle ou totale dans 95 entreprises. Les autorités n'ont pas communiqué de données sur la production et le commerce

¹³⁰ *The 2014 Budget Speech introducing the Supply Bill (2014)*, "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013, adresse consultée: <http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>.

¹³¹ Les autorités n'ont pas communiqué de renseignements ni d'observations sur cette section.

¹³² Exposé sur les entreprises publiques et la neutralité concurrentielle, présenté par la Commission malaisienne de la concurrence au Forum mondial de l'OCDE sur la concurrence, séance III, Paris, 16-17 février 2012, adresse consultée: <http://www.oecd.org/countries/malaysia/49771569.pdf>; et EIU (2012a).

¹³³ Les GLC sont contrôlées par des GLIC telles que Khazanah Nasional (le fonds souverain de l'État), Permodalan Nasional et le Fonds de prévoyance des employés (EPF). Khazanah détient des participations dans des sociétés présentes dans de nombreux secteurs importants, et son Conseil d'administration est présidé par le Premier Ministre (EIU, 2012a; et U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service, 2012).

¹³⁴ Les entités publiques détiennent des participations élevées dans le secteur financier, y compris les deux plus grandes banques commerciales nationales: Malayan Banking (Maybank) et CIMB Bank. L'État utilise traditionnellement ce contrôle, entre autres pour contribuer au financement de programmes politiques et accorder des prêts en échange de faveurs, bien que ces pratiques soient devenues moins courantes avec l'amélioration du gouvernement d'entreprise (section 3.4.5) (renseignements en ligne du Comité de Putrajaya sur les résultats des GLC, adresse consultée: <http://www.pcg.gov.my/FAQ.asp>; U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service, 2012; et EIU (2012a)).

¹³⁵ Les GLC dans lesquelles l'État détient une participation majoritaire représentaient 5% du nombre total de sociétés cotées à la Bursa Malaysia en avril 2012. Seule une portion minoritaire des actions des principales sociétés cotées peut être négociée en bourse (EIU, 2012a; et U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service, 2012).

¹³⁶ Les SEDC offrent souvent aux investisseurs des ensembles de mesures incitatives, et plusieurs d'entre elles ont établi des entreprises manufacturières, parfois conjointement avec le gouvernement fédéral et parfois avec des investisseurs privés (y compris étrangers) (EIU, 2012a).

¹³⁷ Ces sociétés sont les suivantes: Affin; Avenue Capital Resources; Boustead Holdings; CIMB Bank; CIMB Group (anciennement Bumiputra-Commerce Holdings); Guthrie Ropel; Island & Peninsular; Kinta Kellas; Malayan Banking; Malaysia Building Society; Malaysia National Reinsurance; Malaysian Industrial Development Finance; NCB Holdings; PLUS Expressways; MNI Holdings; Petaling Garden; Pharmaniaga; Proton; RHB Bank; Sime UEP; Time DotCom; Time Engineering; Tractors Malaysia; UEM Builders; UEM World; et UMW Holdings (EIU, 2012a).

(ventes intérieures, importations et exportations) de l'ensemble des GLC et entreprises publiques depuis 2010.

3.104. Les politiques relatives aux marchés publics des GLC et autres entreprises publiques sont similaires à celles des ministères et des autres organismes gouvernementaux, bien qu'elles ne soient pas régies par les mêmes règles (section 3.2.6). Les marchés passés auprès de sources locales, y compris les fournisseurs *bumiputera*, sont encouragés, afin de soutenir le développement économique national (sections 2.3¹³⁸ et 3.2.6¹³⁹). En 2011, les GLC ont attribué des marchés publics aux entreprises *bumiputera* pour un montant de 81,6 milliards de ringgit (sur un total de 159,3 milliards) à l'issue d'un processus de sélection dont il est allégué qu'il repose sur le mérite.¹⁴⁰ Depuis le 1^{er} janvier 2012, date d'entrée en vigueur de la Loi de 2010 sur la concurrence (section 3.4.4.1), toutes les activités commerciales relèvent des mêmes dispositions, indépendamment du statut et de la structure du capital (c'est-à-dire y compris celles des GLC et autres entreprises publiques).

3.105. Durant la période considérée, la Malaisie a poursuivi son Programme de transformation des GLC (2005-2015) destiné à transformer les GLC en sociétés compétitives plus fortes et plus résilientes et en "champions régionaux", sans les privatiser directement. Ce programme, qui en est à sa dernière phase, vise les principales GLC (qualifiées de G-20).¹⁴¹ Le gouvernement souhaiterait, entre autres, que ces entreprises cèdent progressivement leurs actifs non essentiels et collaborent davantage avec le secteur privé.¹⁴² Dans l'examen qu'il a effectué de ce processus en avril 2012, le Comité de Putrajaya sur les résultats des GLC a indiqué que les entreprises du G-20 étaient sur une robuste trajectoire de croissance et poursuivaient leur pénétration sur les marchés régionaux. Plusieurs d'entre elles étaient en voie de devenir des acteurs et même des leaders régionaux, telles qu'Axiata Group Berhad, Malayan Banking Berhad, CIMB Group Holdings Berhad et Sime Darby Berhad, dont les avoirs à l'étranger (en pourcentage des avoirs totaux) sont passés de 13% à 26% durant la même période.¹⁴³ Durant les exercices 2004 à 2011, le chiffre d'affaires des entreprises du G-20 à l'étranger est passé de 26% à 33% de leur chiffre d'affaires total. En 2011, ces entreprises employaient près de 360 000 salariés et ont créé 16 210 emplois. Leurs difficultés face à la concurrence se sont intensifiées avec la libéralisation de certains secteurs en Malaisie, la progression des accords de libre-échange et l'entrée en vigueur de la Loi de 2010 sur la concurrence.

3.106. Dans le cadre des réformes liées au NEM de 2010 et du 10^{ème} Plan malaisien, le gouvernement a déclaré en juillet 2011 qu'il souhaitait relancer ses efforts de privatisation, sans fixer d'objectifs spécifiques. Il a dressé une liste de 33 GLC prêtes pour le désinvestissement; il s'agirait de réduire la participation de l'État dans certaines de ces entreprises, d'en coter quelques autres en bourse et de vendre le reste.¹⁴⁴ Ces désinvestissements viseraient entre autres des entreprises publiques telles que CTRM Aero Composites, Nine Bio, Inno Bio Ventures, Penang Port,

¹³⁸ En 2010, le Premier Ministre a lancé plusieurs initiatives en vue de transformer le pays, parmi lesquelles le Nouveau modèle économique (NEM) (mars 2010), le Programme de transformation économique (ETP) et le dixième Plan malaisien (programme de développement du gouvernement pour 2011).

¹³⁹ Il semble que les entreprises publiques laissent les hommes politiques accorder des contrats ou des concessions à des entités privilégiées (EIU, 2012a; et USTR, 2012a).

¹⁴⁰ Comité de Putrajaya sur les résultats des GLC (2012).

¹⁴¹ En 2012, le G-20 comprenait 17 GLC en raison de diverses fusions, scissions et mesures au niveau des entreprises: Affin Holdings Berhad, BIMB Holdings Berhad, Boustead Holdings Berhad, Bumiputra-Commerce Holdings Berhad, Chemical Company of Malaysia Berhad, Malayan Banking Berhad, Malaysian Airline System Berhad, Malaysia Airports Holdings Berhad, Malaysian Building Society Berhad, Malaysian Resources Corporation Berhad, Pos Malaysia & Services Holdings Berhad, Proton Holdings Berhad, Sime Darby Berhad, Telekom Malaysia Berhad, TM International Berhad, Tenaga Nasional Berhad, TH Plantations Berhad, UEM World Berhad et UMW Holdings Berhad (renseignements en ligne du Comité de Putrajaya sur les résultats des GLC, adresse consultée: <http://www.pcg.gov.my/>; et Comité de Putrajaya sur les résultats des GLC, 2012).

¹⁴² EIU (2012a).

¹⁴³ Les entreprises du G-20 emploient 147 230 salariés dans 40 pays et possèdent 1 509 succursales rien que dans les pays de l'ASEAN.

¹⁴⁴ Selon l'Unité de planification économique (EPU), les autorités ont privatisé 513 entités (y compris cependant un nombre non spécifié de projets de partenariat public-privé) durant la période 1983-2010 (mais seulement 10 en 2010). Plus de 113 000 emplois ont été transférés au secteur privé durant cette période. Parmi les entreprises ou les projets privatisés, le secteur de la construction représentait 16,6%, suivi par le secteur manufacturier (13,6%) et les activités de transport, d'entreposage et de communications (13,1%) (U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service, 2012; et EIU, 2012a).

Malaysia Airlines (entreprise déficitaire) et Proton, le fabricant automobile en difficulté (section 4.6). Malgré les discussions qui ont eu lieu sur d'éventuels partenariats stratégiques au cours des dernières années, aucun accord n'a encore été trouvé, car les désinvestissements ou les réformes restent apparemment controversés dans certains domaines (services de santé, par exemple). Selon le programme de privatisation, les *Bumiputera* devraient souscrire à 30% au moins du capital d'une entreprise privatisée, et la participation étrangère est limitée à 25% du capital social, bien que le gouvernement puisse accorder des dérogations. En prélude ou comme solution de rechange à la privatisation, certains organismes gouvernementaux ont été transformés en sociétés. La Direction du développement industriel, rebaptisée Direction du développement des investissements (MIDA), a été transformée en société en octobre 2011, et la transformation de la Radio Televisyen Malaysia (RTM, organisme public de radiodiffusion) était prévue pour le second semestre de 2012.

3.4.4 Politique de la concurrence et protection des consommateurs

3.4.4.1 Politique de la concurrence

3.107. Depuis l'examen précédent, le cadre juridique et institutionnel qui régit la politique de la concurrence a subi des changements importants en raison des engagements pris dans le cadre de l'ASEAN (section 2.4.2). La première loi complète sur la concurrence, adoptée le 6 mai 2010, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012, ce qui a laissé aux entreprises un délai suffisant pour se mettre en conformité.¹⁴⁵ La Loi de 2010 sur la concurrence établit deux types de prohibition, mais elle ne traite pas la question d'un régime de contrôle des fusions.¹⁴⁶ L'une de ces prohibitions concerne les accords anticoncurrentiels entre entreprises du même secteur sous forme d'entente sur les prix, partage du marché, limitation ou contrôle de l'accès au marché et truquage des offres, et l'autre concerne l'abus de position dominante par une entreprise sur un marché de biens ou de services.¹⁴⁷ Des lignes directrices concernant la définition des marchés, les accords anticoncurrentiels et les procédures de réclamation ont été publiées en mai et juillet 2012.¹⁴⁸ La Loi de 2010 vise toutes les activités commerciales (y compris celles des GLC (section 3.4.3)), sauf un certain nombre de pratiques, accords ou activités anticoncurrentiels (par exemple dans les secteurs de l'énergie¹⁴⁹ et des communications), aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Malaisie, qui ont un effet sur la concurrence sur un marché quelconque à l'intérieur du pays.¹⁵⁰

¹⁴⁵ EIU (2012a).

¹⁴⁶ Selon le fournisseur de données Bloomberg (États-Unis), la valeur totale des accords de fusion et acquisition annoncés en Malaisie, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, s'est élevée à 12,1 milliards de dollars EU au premier semestre de 2011. Selon le cabinet de consultants PricewaterhouseCoopers (États-Unis), cette valeur serait passée de 13,3 milliards de dollars EU en 2009 à 36 milliards de dollars EU en 2010. Les principaux moteurs des fusions et acquisitions locales au premier semestre de 2011 ont été le secteur financier, la construction et l'immobilier (EIU, 2012a; Malaysia Competition Commission, 2011; et U.S. Department of Commerce/U.S. Commercial Service, 2012).

¹⁴⁷ Au titre de la Loi de 2010, la position dominante est définie comme une situation dans laquelle une ou plusieurs entreprises ont un pouvoir important sur le marché qui leur permet de modifier les prix ou la production ou les conditions commerciales sans contrainte effective de la part de concurrents réels ou potentiels. Il n'y a pas de limites claires pour chaque domaine de concurrence, mais seulement une explication des actes "déloyaux". La Commission de la concurrence peut accorder des exemptions au cas par cas pour des accords horizontaux ou verticaux, à condition que les avantages totaux l'emportent sur les effets négatifs. Actuellement, le gouvernement semble toujours relativement accommodant en ce qui concerne la position dominante; la Commission considère généralement qu'une part de marché supérieure à 60% indique qu'une entreprise est dominante. En raison de sa participation active aux activités commerciales et de son désir de favoriser les industries naissantes, elle accorde une protection contre la concurrence à certaines entreprises au moyen des marchés publics (section 3.4.3) et de l'octroi de licences commerciales (EIU, 2012a).

¹⁴⁸ Voir: <http://www.mycc.gov.my/guideline.asp>.

¹⁴⁹ Les autorités considèrent que, comme l'entreprise publique PETRONAS doit rivaliser avec des compagnies pétrolières bien établies, elle devrait disposer d'un pouvoir d'approbation total en matière de distribution et de commercialisation du carburant. De même, des restrictions concernant les succursales de banques étrangères protègent les banques commerciales locales, bien que ces privilèges reculent lentement à mesure que la Malaisie ouvre son secteur financier (section 4.7) (EIU, 2012a).

¹⁵⁰ Plus précisément, cette loi s'applique à tous les types de "biens", ce qui inclut tous les types de produits, bâtiments et autres structures, navires et véhicules, services publics tels que la fourniture d'eau potable et d'assainissement, minéraux, arbres et cultures, ainsi que les animaux, y compris les poissons. Les activités non visées par la Loi de 2010 sur la concurrence sont, entre autres, les activités impliquant l'exercice du pouvoir gouvernemental, les activités menées conformément au principe de solidarité et les achats de biens et de services non destinés à la revente ou au "réapprovisionnement". Par ailleurs, la Loi de 2010 ne s'applique pas aux activités commerciales réglementées par la Loi de 1998 sur les communications et le multimédia et la

Dans certains secteurs, la concurrence est réglementée au moyen du contrôle des prix et des conditions d'entrée (section 3.4.4.2) telles que les permis et les licences (l'entreprise publique Padiberas Nasional, par exemple, détient un monopole sur les importations de riz (sections 3.2.7 et 4.2.5)), afin surtout de servir des objectifs sociaux tels que les programmes d'action palliative en faveur des *Bumiputera*, plutôt que d'intensifier la concurrence. Il est prévu d'étendre la Loi de 2010 à tous les secteurs contrôlés, bien qu'aucun calendrier précis n'ait été annoncé en avril 2012.¹⁵¹ Par ailleurs, la Loi de 1975 sur la coordination industrielle (ICA) (sections 1.4.2.3 et 2.5.1), qui impose aux entreprises manufacturières ayant des fonds propres d'au moins 2,5 millions de ringgit ou employant au moins 75 personnes rémunérées à plein temps de demander une licence de fabrication auprès du MITI¹⁵², pourrait si nécessaire garantir aux nouveaux investisseurs qu'il n'y aura pas d'investissements excessifs dans le même domaine; certaines activités manufacturières relevant d'autres ministères telles que le pressage des fruits frais du palmier à huile pour produire de l'huile de palme brute, la production et la transformation de caoutchouc naturel brut et l'usinage du paddy pour produire du riz sont dispensées des prescriptions de l'ICA. Selon les autorités, la Malaisie n'est pas prête à appliquer un principe de neutralité concurrentielle.¹⁵³ Selon l'OCDE, les faits tendent à montrer que la libre concurrence semble encore hors d'atteinte en Malaisie.¹⁵⁴

3.108. Depuis le 1^{er} avril 2011, la politique de la concurrence est du ressort de la Commission de la concurrence (MyCC), organisme de contrôle indépendant relevant du Ministère du commerce intérieur, des coopératives et de la consommation (MDTCC), établi au titre de la Loi de 2010 sur la concurrence. En 2012 et 2013, la MyCC a continué de centrer ses activités sur la sensibilisation et le renforcement des capacités; durant cette période, 63 programmes de sensibilisation destinés à divers organismes gouvernementaux et associations professionnelles ont été conçus et exécutés. La MyCC est habilitée à examiner quelque marché que ce soit pour déterminer si la concurrence est faussée; ses constatations et recommandations sont publiées.¹⁵⁵ Les particuliers peuvent porter plainte devant la Commission pour demander une enquête. Les violations sont sanctionnées par des amendes ainsi que par des peines de prison; la sanction maximale équivaut à 10% du chiffre d'affaires global de l'entreprise durant la période d'infraction. La Loi de 2010 a également établi un Tribunal d'appel de la concurrence, seul compétent pour entendre tous les appels et examiner toutes les décisions de la MyCC.

3.109. Depuis sa création, la MyCC a procédé à deux consultations publiques, l'une sur le marché intérieur du poulet à griller, et l'autre sur la proposition d'exemption par catégorie pour les accords de transports maritimes de ligne. Elle a rendu une décision à l'encontre de la Cameron Highlands Floriculturist Association (CHFA) pour entente sur les prix le 6 décembre 2012. Le 6 septembre 2013, elle a examiné une proposition de décision concernant un accord de partage du marché malaisien entre Malaysia Airlines System Berhad et AirAsia Berhad. Le 1^{er} novembre 2013, elle a publié une proposition de décision concernant Megasteel Steel Sdn Bhd (Megasteel) pour

Loi de 2001 sur la Commission de l'énergie. Sont également exclus les accords ou les conduites conformes à la loi, la négociation collective ou les accords collectifs entre employeurs et syndicats représentant les salariés ainsi que les services d'intérêt économique général, qui incluent les services publics ou ceux ayant un caractère de monopole fiscal (Malaysia Competition Commission, 2011; et EIU, 2012a).

¹⁵¹ Selon les autorités, bien que la Malaisie s'efforce de faire appliquer concrètement la politique et le droit de la concurrence, d'autres considérations peuvent entrer en jeu selon les circonstances, afin d'assurer le fonctionnement efficace de l'économie et d'atteindre des objectifs sociopolitiques. À cet égard, la notion de neutralité concurrentielle n'a pas été entièrement reconnue en Malaisie, et il n'est pas prévu de l'intégrer au cadre de la politique en matière de concurrence (EIU, 2012a).

¹⁵² Les entreprises manufacturières existantes (précédemment exemptées) doivent demander une régularisation, c'est-à-dire une licence de fabrication, lorsqu'elles atteignent ces seuils.

¹⁵³ La neutralité concurrentielle signifie que les entreprises publiques et les entreprises privées sont soumises aux mêmes conditions de concurrence. Elle est indispensable à un emploi efficace des ressources au sein de l'économie, et donc à la croissance et au développement (OCDE, 2012a; et exposé sur les entreprises publiques et la neutralité concurrentielle, présenté par la Commission malaisienne de la concurrence au Forum mondial de l'OCDE sur la concurrence, séance III, Paris, 16-17 février 2012, adresse consultée: <http://www.oecd.org/countries/malaysia/49771569.pdf>).

¹⁵⁴ L'étude de l'OCDE donne l'exemple suivant: certains acteurs de l'industrie allèguent que l'"adoption" par le gouvernement de certaines entreprises pharmaceutiques *bumiputera* s'est traduite par le fait que les entreprises adoptées ont reçu des contrats de cinq ans pour fournir en exclusivité certains médicaments au Ministère de la santé. Ces entreprises, qui ne sont pas tenues de participer à un appel d'offres pour le produit, négocient en outre directement les prix avec le Ministère (OCDE, 2013b, "Chapter 2: Malaysia").

¹⁵⁵ Malaysia Competition Commission (2011).

abus de position dominante, avec une sanction financière proposée de 4,5 millions de ringgit.¹⁵⁶ Le 20 septembre 2013, elle a publié une proposition de mesures intérimaires à l'encontre de la Pan-Malaysia Lorry Owners Association, de ses membres et des entreprises de transport routier concernées au sujet d'une entente illicite probable en vue d'augmenter de 15% les tarifs de transport.¹⁵⁷

3.110. Certains accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux tels que l'Accord de partenariat économique Japon-Malaisie, l'Accord de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande, l'ALE Malaisie-Nouvelle-Zélande et l'ALE Malaisie-Australie contiennent des dispositions relatives à la concurrence (section 2.4.2). Au niveau régional, la Malaisie a signé la déclaration de 2007 sur le projet de communauté économique de l'ASEAN (Blueprint), qui vise entre autres à faire adopter une législation complète sur la concurrence par tous les pays membres de l'ASEAN d'ici à 2015, sur la base de l'effort maximal, et à créer un réseau permettant aux autorités des pays membres de se concerter et de coordonner leur politique en matière de concurrence. La Malaisie fait également partie du Groupe d'experts de l'ASEAN sur la concurrence (AEGC), qui a pour but de développer les capacités et de servir de lieu d'échanges sur les politiques de la concurrence dans la région de l'ASEAN.

3.4.4.2 Contrôle des prix et de l'approvisionnement

3.111. Les prix et l'approvisionnement restent soumis à des contrôles. Durant la période considérée, le cadre juridique a été mis à jour avec la Loi de 2011 sur le contrôle des prix et la lutte contre l'affairisme, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2011, qui a remplacé la Loi de 1946 sur le contrôle des prix.¹⁵⁸ Au titre de la Loi de 2011, prélude important à l'instauration possible d'une taxe sur les biens et les services (GST) (section 1.4.2.1), le MDTCC établit des prix minimaux, maximaux ou fixes pour la fabrication, la production et la vente en gros ou au détail de tous les biens et services essentiels. Actuellement, cinq produits (essence SPS95, diesel, gaz de pétrole liquéfié, huile de friture et farine de blé) font l'objet d'un contrôle administratif au titre de la Loi de 1961 sur le contrôle des approvisionnements; ils sont subventionnés et leur prix est plafonné par l'État. En outre, les prix de gros et de détail du sucre et des masques faciaux sont plafonnés au titre de la Loi de 2011 sur le contrôle des prix et la lutte contre l'affairisme.¹⁵⁹ Par ailleurs, au titre de la même loi, le régime de contrôle des prix de 2000 concernant les périodes de fête impose aux producteurs de fournir un approvisionnement suffisant en produits alimentaires essentiels à un prix plafonné durant six périodes de fêtes spécifiées. Les prix maximaux semblent varier selon l'origine des marchandises et/ou les États, zones ou districts.¹⁶⁰ Le prix du riz est régi par la loi et administré par le Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie en vertu de Décret de 1992 sur le riz (contrôle de la qualité et du prix) (révisé en 2008). Le non-respect (première infraction) du contrôle des prix (à l'achat ou à la vente) est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à

¹⁵⁶ Communiqué de presse de la Commission de la concurrence, 1^{er} novembre 2013, adresse consultée: http://www.mycc.gov.my/news.asp?page=pressRelease_view&newsid=1356.

¹⁵⁷ Communiqué de presse de la Commission de la concurrence, 20 septembre 2013, adresse consultée: http://www.mycc.gov.my/news.asp?page=pressRelease_view&newsid=1286.

¹⁵⁸ Renseignements en ligne du Ministère du commerce intérieur, des coopératives et de la consommation, adresse consultée: <http://www.kpdnkk.gov.my/en/barang-harga-terkawal>; et Laws of Malaysia, "Price Control and Anti-Profiteering Act 2011", 24 janvier 2011, adresse consultée: "http://www.kpdnkk.gov.my/kpdnkk-theme/images/pdf/723_PRICECONTROLANDANTI-PROFITEERINGACT2011.pdf".

¹⁵⁹ Le prix maximum du sucre reste fixé à 2,84 ringgit le kilo (vente au détail).

¹⁶⁰ Entre août 2011 et juin 2012, le contrôle durant les périodes de fêtes visait 25 produits, parmi lesquels le beurre, le fromage, la margarine, les boissons en bouteille, la viande crue, les œufs, les fruits, plusieurs légumes, le poivre, les chilis, le riz et la farine de maïs. Au titre du régime de contrôle des prix durant les périodes de fêtes appliqué pendant 15 jours du 12 au 26 août 2012, le plafonnement s'est appliqué principalement à Kuala Lumpur et Putrajaya, alors que les niveaux étaient différents dans certains États (dont le Sabah et le Sarawak). En ce qui concerne certaines denrées alimentaires, les prix étaient plafonnés exclusivement pour les produits importés (arachides, oignon, ail et pomme de terre), tandis que les prix maximaux de la viande bovine importée, fixés à 22 ringgit (au Sarawak seulement) et à 21 ringgit pour la viande de buffle indienne, étaient inférieurs au prix local de la viande bovine (24 ringgit). (*The Malaysian Insider*, "Price controls for 20 items ahead of Aidilfitri", 2 août 2012, adresse consultée: <http://www.themalaysianinsider.com/malaysia/article/price-controls-for-20-items-ahead-of-aidilfitri>; EIU, 2012a; et renseignements en ligne du Ministère du commerce intérieur, des coopératives et de la consommation, "Festive Seasons Price Controlled Scheme Enforcement", adresse consultée: <http://www.kpdnkk.gov.my/penguatkuasaan-skim-kawalan-harga-musim-perayaan>).

100 000 ringgit et/ou de trois ans de prison pour les particuliers, et d'une amende de 500 000 ringgit pour les entreprises.¹⁶¹

3.112. Au titre de la Loi de 1961 sur le contrôle des approvisionnements (révisée en dernier lieu en 1973), qui interdit l'achat, la vente ou le troc des produits contrôlés sans autorisation écrite, le MDTCC contrôle l'approvisionnement de 22 produits, parmi lesquels le sucre¹⁶², le lait, le riz, les poulets, le poisson préparé ou en conserve, la farine de blé, l'huile de friture, le sel, le ciment, les barres rondes en acier doux, les engrais, les pesticides, le bois de caoutchouc, les masques faciaux et presque tous les types de carburants (essence, diesel, kérosène, GPL).¹⁶³ Le 15 juillet 2010, le MDTCC a abrogé les règles en matière de licences pour le commerce de la viande de poulet, du ciment et des barres rondes en acier doux.¹⁶⁴ Au titre de la Loi de 1961, des subventions ont été accordées pour six produits contrôlés (sucre (jusqu'à fin octobre 2013¹⁶⁵), farine de blé tous usages, huile de friture, diesel, essence SPS95 et GPL) (section 3.4.2.2). Au titre du Règlement de 2011 sur le contrôle des approvisionnements (prohibitions à l'exportation), l'exportation de quatre de ces produits (farine de blé, diesel, essence SPS95 et GPL) est interdite depuis le 15 mars 2011, sauf autorisation écrite du Contrôleur des approvisionnements; l'exportation de sucre et d'huile de friture est également interdite, sauf si une licence d'exportation est délivrée par le MITI pour le premier et par l'Office malaisien de l'huile de palme (MPOB) au titre du Règlement de 2005 (Régime de licences) de l'Office malaisien de l'huile de palme pour la seconde.¹⁶⁶ Malgré les projets de réduction progressive des subventions pour la période 2010-2012 (section 3.4.2.2), les dépenses de subventions pour l'exercice budgétaire 2010/11 sont estimées à 32,8 milliards de ringgit, soit 18,2% des dépenses de fonctionnement, en forte hausse par rapport aux 23,1 milliards de ringgit de l'exercice précédent. Un montant estimatif de 33,2 milliards de ringgit a été inscrit au budget de l'exercice 2011/12.¹⁶⁷ La charge la plus lourde est celle des subventions aux prix des carburants (section 3.4.2.2), qui sont parmi les plus faibles d'Asie. Près de la moitié du montant total dépensé pour l'exercice 2010/11 (15,9 milliards de ringgit) a été consacrée à ces subventions, et 1,6 milliard de ringgit a été consacré aux subventions en faveur de l'huile de friture.

3.4.4.3 Protection des consommateurs

3.113. Le cadre de la protection des consommateurs a été modifié depuis l'examen précédent. Outre la Loi de 1999 sur la protection des consommateurs (modifiée en dernier lieu en 2010), plusieurs lois réglementent les activités des entreprises et protègent les intérêts des consommateurs (section 3.4.4.2).¹⁶⁸ Les dernières modifications apportées à cette loi ont élargi ses dispositions, introduit la notion de clauses contractuelles abusives et établi le Comité de la publicité. La Loi de 2010 sur la protection des données personnelles, attendue depuis longtemps, est entrée en vigueur en juin 2012; elle réglemente la collecte, la possession, le traitement et l'utilisation des données personnelles et prévoit des mesures adéquates concernant la sécurité, la

¹⁶¹ Laws of Malaysia, "Price Control and Anti-Profiteering Act 2011", 24 janvier 2011, adresse consultée: "http://www.kpdnkk.gov.my/kpdnkk-theme/images/pdf/723_PRICECONTROLANDANTI-PROFITEERINGACT2011.pdf".

¹⁶² La Malaisie dépend des importations pour ses besoins intérieurs. L'approvisionnement régulier en sucre est assuré grâce à un contrat commercial à long terme. Le sucre brut est importé au titre de ce contrat et transformé en sucre raffiné pour la consommation intérieure.

¹⁶³ Renseignements en ligne du Ministère du commerce intérieur, des coopératives et de la consommation, "List of controlled goods", adresse consultée: "<http://www.kpdnkk.gov.my/en/senarai-barang-barang-kawalan>".

¹⁶⁴ EIU (2012a).

¹⁶⁵ La subvention de 0,34 ringgit en faveur du sucre a été supprimée à compter du 26 octobre 2013 (*The 2014 Budget Speech introducing the Supply Bill (2014)*, "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013, adresse consultée: "<http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>").

¹⁶⁶ Liste des subventions gouvernementales en faveur des produits contrôlés, Ministère du commerce intérieur, des coopératives et de la consommation, adresse consultée: "<http://www.kpdnkk.gov.my/en/barang-barang-kawalan-bersubsidi>"; et Règlement de 2011 sur le contrôle des approvisionnements (prohibitions à l'exportation), adresse consultée: "<http://www.kpdnkk.gov.my/en/barang-barang-kawalan-yang-dilarang-eksport>".

¹⁶⁷ Seules des réductions mineures des subventions en faveur du carburant diesel sont entrées en vigueur en juillet 2011; aucune autre réduction n'avait été annoncée en avril 2012 (EIU, 2012a).

¹⁶⁸ Parmi les autres lois sur les droits des consommateurs figurent la Loi de 1972 sur les désignations commerciales, la Loi de 1983 sur le contrôle des approvisionnements, la Loi de 1983 sur les produits alimentaires et la Loi de 1993 sur les ventes directes (EIU, 2012a).

confidentialité et le traitement des renseignements personnels.¹⁶⁹ Les autres changements apportés à la réglementation sont les suivants: Règlement de 2012 sur la protection des consommateurs (vente à crédit) (à compter du 1^{er} octobre 2012), en vertu duquel le prestataire de la facilité de crédit doit divulguer tous les renseignements importants pour les consommateurs avant la réalisation de la transaction; Directives destinées à prévenir la publicité mensongère ou trompeuse; et Directives concernant la réparation du préjudice subi par le consommateur, afin que les consommateurs et les entreprises comprennent leurs droits et responsabilités pour ce qui est de réclamer et d'accorder des réparations. Le MDTCC continue d'administrer la plupart de ces lois et offre, entre autres choses, des programmes d'information des consommateurs ainsi qu'un canal permettant de demander réparation pour la mauvaise qualité des produits ou des services devant le Tribunal de protection des consommateurs. Ce tribunal, qui dépend du MDTCC, traite les demandes de dommages-intérêts d'un montant ne dépassant pas 25 000 ringgit formulées par les consommateurs à l'encontre des vendeurs, fabricants ou fournisseurs de biens et de services.¹⁷⁰

3.114. Une campagne "Achetez malaisien" a été de nouveau lancée en 2009 afin de modifier les perceptions relatives aux produits de marque nationaux qui sont du niveau des produits internationaux mais sont vendus à des prix raisonnables; elle est toujours en cours.¹⁷¹ Cette campagne, dirigée également par le MDTCC et dont le budget est de 10 millions de ringgit par an (depuis 2009), sert aussi à stimuler la croissance économique en augmentant la consommation de produits malaisiens. Les autorités n'ont pas communiqué d'évaluation concernant son effet sur la pénétration des produits nationaux en Malaisie depuis 2010. Les produits de marque malaisiens sont définis, aux fins de cette campagne, comme étant "tous les produits ou services offerts par des entreprises appartenant à des Malaisiens qui sont également propriétaires des marques". Dans le cadre de cette campagne, des expositions sont organisées pour favoriser l'achat de produits malaisiens (Buy Malaysian), et des campagnes de sensibilisation sont menées dans les médias et sur les réseaux sociaux; 19 expositions ont été organisées durant la période 2010-2012.

3.4.5 Gouvernement d'entreprise

3.115. Depuis l'examen précédent, la Malaisie, leader régional en matière de gouvernement d'entreprise, a de nouveau apporté des améliorations notables à son cadre juridique et réglementaire dans ce domaine.¹⁷² Un Schéma directeur quinquennal sur le gouvernement d'entreprise, lancé par la Commission des opérations de bourse le 8 juillet 2011, fournit le plan d'action pour le relèvement des normes en matière de gouvernement d'entreprise grâce au renforcement de l'autodiscipline et de la discipline des marchés et à une plus grande internalisation de la culture de la bonne gouvernance.¹⁷³ Il porte sur six thèmes de l'écosystème du gouvernement d'entreprise, qui sont liés entre eux: droits des actionnaires; rôle des investisseurs institutionnels; conseils d'administration; gardiens et personnes influentes; divulgation et transparence; et moyens publics et privés de faire respecter la loi. Un Code sur le gouvernement

¹⁶⁹ EIU (2012a).

¹⁷⁰ Renseignements en ligne du Ministère du commerce intérieur, des coopératives et de la consommation, adresse consultée: <http://www.kpdnkk.gov.my/en/pengguna/tpm/pengenalalan>.

¹⁷¹ Renseignements en ligne du Ministère du commerce intérieur, des coopératives et de la consommation, adresse consultée: <http://www.kpdnkk.gov.my/en/kempen-beli-barangan-malaysia>.

¹⁷² Selon le Rapport sur le respect des normes et codes en matière de gouvernement d'entreprise établi par la Banque mondiale en 2012, les notes globales de la Malaisie sont supérieures à la moyenne des pays de la région asiatique. Dans chacun des six principaux domaines du cadre d'action en matière de gouvernement d'entreprise, la note de la Malaisie est supérieure à la moyenne des notes de l'Indonésie, de l'Inde, de la Thaïlande, des Philippines et du Viet Nam. Parmi les six principes de gouvernement d'entreprise établis par l'OCDE et examinés dans ce rapport, la Malaisie obtient la meilleure note pour le traitement équitable des actionnaires, pour les mesures coercitives et le cadre institutionnel et pour la transparence et la divulgation de l'information. Le rapport confirme également que la Malaisie a un niveau élevé de conformité dans plusieurs domaines essentiels à la fois fondamentaux et plus sophistiqués, tels que l'interdiction des opérations d'initiés et l'application de normes comptables de grande qualité (communiqué de presse de la Commission des opérations de bourse, "World Bank recognises Malaysia as a regional leader in corporate governance", 26 février 2013; *The Star*, "World Bank calls Malaysia a regional leader in corporate governance, but there's more to be done", 2 mars 2013, adresse consultée: <http://biz.thestar.com.my/news/story.asp?file=/2013/3/2/business/12780123>; et renseignements en ligne de MoneyCompass, "World Bank recognises Malaysia as a regional leader in corporate governance", adresse consultée: "<http://moneycompass.com.my/en/world-bank-recognises-malaysia-as-a-regional-leader-in-corporate-governance/>").

¹⁷³ Renseignements en ligne de la Commission des opérations de bourse, adresse consultée: <http://www.sc.com.my/main.asp?pageid=1088&menuid=332&newsid=&linkid=&type=S>.

d'entreprise (MCCG 2012) est ensuite entré en vigueur le 31 décembre 2012, remplaçant le Code de 2007. Il énonce des principes essentiels et des recommandations spécifiques concernant les structures et les processus que les entreprises devraient adopter pour faire de la bonne gouvernance un élément à part entière de leurs activités et de leur culture d'entreprise.¹⁷⁴ Le MCCG 2012 vise essentiellement à renforcer la structure et la composition des conseils d'administration, reconnaissant le rôle des administrateurs comme représentants fiduciaires actifs et responsables. Les principes essentiels portent sur les rôles et responsabilités des dirigeants, l'évolution vers la durabilité, la protection des normes de l'entreprise et des normes éthiques et sociales, la promotion de l'indépendance et les engagements.¹⁷⁵ Plusieurs recommandations importantes du MCCG 2012 seront mises en œuvre au moyen des conditions d'inscription à la cote de la Bursa Malaysia, tandis que d'autres nécessitent une modification de la législation. Il est demandé aux sociétés cotées en Bourse de rendre compte du respect des principes et recommandations du MCCG 2012 dans leurs rapports annuels. Comme c'était le cas pour le Code de 2007, il est attendu des GLC qu'elles respectent le Code, ainsi que les directives sur les meilleures pratiques qui les concernent spécifiquement, publiées par le Comité de Putrajaya sur les résultats des GLC (section 3.4.3). Actuellement, le suivi des prescriptions de divulgation dans le cadre du gouvernement d'entreprise est limité.

3.116. Durant la période considérée, il y a eu d'autres changements, parmi lesquels la modification en 2010 de la Loi de 2007 sur les marchés et services financiers, afin de conférer à la Commission des opérations de bourse le pouvoir d'agir contre les administrateurs des sociétés cotées en Bourse qui causent des pertes à l'entreprise par leur faute, ainsi que contre toute personne qui induit le public en erreur par l'établissement ou la vérification de faux états financiers.¹⁷⁶ Un Conseil de surveillance en matière de vérification, entré en fonction le 1^{er} avril 2010, est chargé d'assurer une surveillance efficace des vérificateurs des comptes des entités d'intérêt public. Un Centre de résolution des différends dans le secteur boursier (SIDREC) a été établi en 2011 pour faciliter le règlement des petites réclamations présentées par les investisseurs. La Malaisie s'est également engagée à respecter entièrement les Normes internationales d'information financière (NIIF) pour le mois de janvier 2012; en conséquence, les états financiers de la Commission des opérations de bourse et du SIDREC ont été établis conformément aux NIIF. La Loi sur les sociétés (modification) de 2007, entrée en vigueur le 15 août 2007, reste inchangée, mais elle manque apparemment de clarté sur une série de sujets. Selon le Rapport sur le respect des normes et codes en matière de gouvernement d'entreprise établi par la Banque mondiale en 2012, pour garder la confiance des investisseurs, il faudra poursuivre les réformes dans des domaines tels que la protection des petits actionnaires, la divulgation de la propriété bénéficiaire et des autres informations non financières, le renforcement de l'indépendance des vérificateurs ainsi que de l'efficacité des intermédiaires du marché, l'examen du rôle des GLC et des autres investisseurs et propriétaires institutionnels, et le maintien de la crédibilité et de l'efficacité de la Commission des opérations de bourse.¹⁷⁷

3.4.6 Droits de propriété intellectuelle

3.117. La Malaisie reste déterminée à protéger et à faire respecter les droits de propriété intellectuelle (DPI) ainsi qu'à poursuivre les améliorations législatives et réglementaires nécessaires, et elle a accompli des progrès importants dans ce domaine au cours des dernières années, conformément à sa Politique nationale de 2007 en matière de propriété intellectuelle (NIPP).¹⁷⁸ Durant la période considérée, la Malaisie a apporté des modifications importantes à ses lois sur les brevets, les dessins et modèles industriels, le droit d'auteur et les marques (sections 3.4.6.1 et 3.4.6.2). Elle a en outre élargi ses engagements en matière de propriété intellectuelle en devenant partie au Traité sur le droit d'auteur de l'OMPI et au Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes à compter du 27 décembre 2012; elle est

¹⁷⁴ Renseignements en ligne du Schéma directeur sur le gouvernement d'entreprise, adresse consultée: <http://www.sc.com.my/main.asp?pageid=1087&menuid=&newsid=&linkid=&type=>; et Securities Commission Malaysia (2011b et 2012).

¹⁷⁵ Securities Commission Malaysia (2012).

¹⁷⁶ Securities Commission Malaysia (2011b).

¹⁷⁷ *The Star*, "World Bank calls Malaysia a regional leader in corporate governance, but there's more to be done", 2 mars 2013, adresse consultée: <http://biz.thestar.com.my/news/story.asp?file=/2013/3/2/business/12780123>.

¹⁷⁸ Des renseignements complémentaires sur la NIPP figurent dans le document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010.

également signataire de 8 des 25 traités administrés par l'OMPI.¹⁷⁹ Le Conseil des ADPIC a examiné la législation malaisienne sur les DPI en novembre 2001.¹⁸⁰

3.118. En tant que signataire de l'Accord-cadre de l'ASEAN sur la coopération en matière de propriété intellectuelle, la Malaisie participe aux travaux du Groupe de travail de l'ASEAN sur la coopération en matière de propriété intellectuelle (AWGIPC), au sein duquel il a été convenu de remplacer d'ici à 2015 le Système régional de dépôt des marques de commerce de l'ASEAN par le Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques. Elle a également pris part au lancement du programme de coopération de l'ASEAN en matière d'examen des brevets (ASPEC), afin de permettre aux déposants des pays participants d'obtenir les brevets correspondants de manière plus rapide et plus efficace.¹⁸¹ Dans le cadre du Plan d'action de l'ASEAN sur les DPI 2011-2015, qui comporte 28 initiatives relevant de 5 objectifs stratégiques, la Malaisie s'est engagée, lors de la 40^{ème} réunion de l'AWGIPC en mars 2013, à être le pays champion pour six initiatives: ramener à six mois d'ici à 2015 le délai moyen d'enregistrement des marques commerciales (depuis le dépôt jusqu'à l'enregistrement) en l'absence d'objection et d'opposition; utiliser efficacement le régime du droit d'auteur d'ici à 2015; établir des sociétés de gestion collective dans les États membres de l'ASEAN d'ici à 2015; protéger les indications géographiques (IG); renforcer la capacité des PME des États membres de l'ASEAN de créer et d'utiliser pleinement la propriété intellectuelle (section 3.4.6.2); et renforcer les capacités des examinateurs de brevets.¹⁸² Les négociations sur le Partenariat transpacifique (section 2.4.2), auxquelles la Malaisie prend une part active, visent entre autres à inscrire un chapitre de haut niveau sur la propriété intellectuelle, qui protégerait le droit d'auteur, imposerait des normes élevées en matière de respect des droits et porterait sur les produits pharmaceutiques et l'accès aux médicaments.¹⁸³ La Malaisie coopère entre autres avec l'OMPI, les offices de la propriété intellectuelle de l'ASEAN, l'Office australien de la propriété intellectuelle, l'Office européen des brevets (OEB), l'Office japonais des brevets (JPO), l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO), l'Office des brevets du Royaume-Uni (UKPO), les Offices des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) et d'autres offices de la propriété intellectuelle.

3.119. La Société malaisienne de la propriété intellectuelle (MyIPO) demeure le principal organisme chargé d'élaborer et d'administrer la politique relative aux DPI. Elle s'occupe de la protection de la propriété industrielle ainsi que du droit d'auteur. Elle examine et enregistre les demandes de protection de la propriété industrielle, dispense des services consultatifs, conserve et publie des renseignements et des données statistiques et offre des programmes de formation. Elle a réduit la durée de traitement des demandes de brevets (de 38 mois en 2010 à 26 mois en 2011) et des demandes de marques (de 18 mois à 12 mois en 2011).¹⁸⁴

3.4.6.1 Propriété industrielle

3.120. Depuis 2002, la Malaisie applique des mesures pour inciter les entreprises nationales à enregistrer leurs droits de propriété industrielle. Les entreprises résidentes peuvent déduire de leur impôt sur les bénéfices les dépenses d'acquisition de brevets, dessins, modèles, plans, marques de fabrique ou de commerce et autres droits similaires provenant d'étrangers.¹⁸⁵ Pour les années d'imposition 2010-2014, les PME sont également autorisées à déduire les coûts d'enregistrement des brevets et des marques.

3.4.6.1.1 Brevets et modèles d'utilité

3.121. La protection conférée par un brevet en vertu de la Loi de 1983 sur les brevets (modifiée en dernier lieu en 2006) est de 20 ans à compter de la date de dépôt. Des brevets peuvent être

¹⁷⁹ La Malaisie est également signataire de la Convention de Berne, de l'Arrangement de Nice, de la Convention de Paris, du Traité de coopération en matière de brevets, de l'Arrangement de Vienne et de la Convention instituant l'OMPI (renseignements en ligne de l'OMPI, adresse consultée: "www.wipo.int/treaties/fr/ShowResults.jsp?country_id=124C&start_year=ANY&end_year=ANY&search_what=C&treaty_all=ALL").

¹⁸⁰ Document de l'OMC IP/C/M/34 du 20 décembre 2001.

¹⁸¹ Renseignements en ligne de la MyIPO, adresse consultée: <http://www.myipo.gov.my/web/guest/paten-aspec>.

¹⁸² MyIPO (2011).

¹⁸³ Abraham et Toh (2012).

¹⁸⁴ MyIPO (2011).

¹⁸⁵ EIU (2012a).

délivrés pour des produits aussi bien que pour des procédés. Une innovation d'utilité (c'est-à-dire un modèle d'utilité), droit exclusif accordé pour une invention "mineure" qui ne satisfait pas au critère de l'inventivité imposé pour un brevet, est protégée pendant dix ans (prorogables de deux périodes consécutives de cinq ans) à compter de la date du dépôt, à condition d'être utilisée. La dernière modification apportée au Règlement sur les brevets (entrée en vigueur le 15 février 2011) comportait des changements destinés à simplifier la procédure d'enregistrement grâce à un examen accéléré des brevets et à encourager l'enregistrement et le traitement de la documentation en ligne. En novembre 2013, la Loi de 1983 était en cours d'amendement. En juin 2013, la Malaisie avait délivré 49 042 brevets et innovations d'utilité, dont 46 578 à des étrangers. Les dépôts de brevets par des résidents ont augmenté notamment dans le domaine des inventions à base de semi-conducteurs, ce qui illustre le haut niveau d'intégration de la Malaisie dans les chaînes de valeur mondiales des TIC.¹⁸⁶ La Malaisie dépose également des brevets et des innovations d'utilité à l'étranger; entre 2006 et 2010, 158 brevets et innovations d'utilité ont été délivrés (au Brunéi Darussalam, à Singapour, aux Philippines, en Thaïlande et au Viet Nam).

3.122. La Malaisie n'a pas modifié ses dispositions relatives aux licences obligatoires, qui s'appliquent aux brevets, aux schémas de configuration de circuits intégrés et au droit d'auteur et droits connexes. Elle n'a pas accepté le Protocole modifiant l'Accord sur les ADPIC qui permet d'utiliser le système du paragraphe 6 et n'a pas notifié de législation transposant ces flexibilités dans le droit national au Conseil des ADPIC. Des licences obligatoires peuvent être accordées au titre de l'article 49 de la Loi de 1983 sur les brevets si l'enregistrement n'a pas été suivi d'action dans un délai de trois ans. Une licence peut être obtenue pour un brevet antérieur si un nouveau brevet ne peut pas être exploité sans celui-ci, notamment si l'invention ultérieure constitue un progrès technique important.¹⁸⁷ Le gouvernement malaisien peut exproprier un brevet enregistré. Aucune licence obligatoire et aucun droit du gouvernement n'ont été accordés depuis 2005. Toutefois, en juin 2012, le Ministère de la santé s'est enquis du statut du brevet du Kaletra auprès de la MyIPO, mais il n'y a pas eu de demandes de licences obligatoires pour ce médicament anti-VIH ni pour d'autres.

3.123. Les importations parallèles en Malaisie sont permises par la Loi de 1983 sur les brevets. La possibilité d'effectuer des importations parallèles affaiblit les droits exclusifs qu'ont les distributeurs de vendre des produits brevetés en Malaisie. Les distributeurs peuvent toutefois intenter une action pour perte de revenus contre les parties contractantes en vertu de la *common law*. Les lois et réglementations ne comportent pas de dispositions limitant les importations parallèles qui se rapportent au droit d'auteur et aux marques.¹⁸⁸

3.4.6.1.2 Marques de fabrique ou de commerce

3.124. La Loi de 1976 sur les marques de fabrique ou de commerce (modifiée en dernier lieu en 2002) protège les marques de produits et de services pendant dix ans à compter de l'enregistrement, période reconductible indéfiniment. Le Règlement de 2011 sur les marques de fabrique ou de commerce (modification), entré en vigueur le 15 février 2011, a instauré l'examen accéléré d'une demande dans les quatre mois suivant la date de dépôt et réduit les redevances pour le dépôt en ligne.¹⁸⁹ Un projet de loi de 2010 sur les marques de fabrique ou de commerce, qui devait inclure les dispositions du Protocole de Madrid, était encore en cours d'examen par le Bureau du Procureur général au moment de la rédaction du présent rapport, en septembre 2013. Une fois qu'il sera adopté, la définition des marques sera étendue aux marques non traditionnelles telles que les sons, les odeurs, les goûts et les formes. La Loi de 1972 sur les désignations commerciales a été remplacée par la Loi de 2011 sur les désignations commerciales (entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2011); comme la Loi de 1976 sur les marques ne contient pas de dispositions pénales, la nouvelle Loi sur les désignations commerciales permet au propriétaire d'une marque déposée de faire appliquer les dispositions de la Loi en cas d'atteinte à ses droits, et

¹⁸⁶ OMC (2012).

¹⁸⁷ EIU (2012a).

¹⁸⁸ Il semble néanmoins que, selon une décision de justice de 2010, même si les lois malaisiennes n'interdisent pas formellement l'importation parallèle, seul le propriétaire enregistré d'une marque en Malaisie ait le droit d'importer, de vendre ou de faire de la publicité en vue de vendre des marchandises portant la marque déposée, sauf s'il peut être prouvé que la source des marchandises parallèles portant la marque déposée est liée ou associée au propriétaire enregistré en Malaisie (*Mirandah*, "Parallel Import Law Clarified", 10 novembre 2011, adresse consultée: "www.mirandah.com/en/pressroom/articles-list/item/320-parallel-import-law-clarified.html") [12 juin 2013].

¹⁸⁹ Abraham and Toh (2012).

la période de validité d'une ordonnance de désignation commerciale a été ramenée de cinq ans à un an. En juin 2013, la Malaisie avait enregistré 409 955 marques, dont 188 603 appartenaient à des titulaires de droits étrangers.¹⁹⁰

3.4.6.1.3 Indications géographiques

3.125. Les indications géographiques (IG), qu'elles soient enregistrées ou non, bénéficient d'une protection au titre de la Loi sur les indications géographiques (modifiée en 2001) et du Règlement de 2001 sur les indications géographiques (modification de 2013). Une indication géographique enregistrée est protégée pendant dix ans à compter de la date de dépôt, protection reconductible par périodes de dix ans.¹⁹¹ Dans le cas des IG enregistrées, seuls les producteurs exerçant leur activité dans la zone géographique spécifiée dans le Registre ont le droit d'utiliser l'indication géographique au cours d'opérations commerciales, même dans les cas où la véritable origine du produit est indiquée ou dans ceux où l'indication géographique est employée en traduction ou accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "style" ou "imitation". La protection des IG a la même portée pour les vins et spiritueux que pour les autres produits. La modification du Règlement sur les indications géographiques, entrée en vigueur le 15 juillet 2013, a consisté entre autres à mettre en place un nouveau formulaire GI 1 comportant des détails sur la spécification des produits et sur les qualifications et l'enregistrement des intermédiaires et à ajouter des dispositions sur le renouvellement et le rétablissement de l'enregistrement des IG. En novembre 2013, la Malaisie avait enregistré 22 IG, dont 5 relatives à des produits étrangers.¹⁹²

3.4.6.1.4 Protection des variétés végétales

3.126. En vertu de la Loi de 2004 sur la protection des obtentions végétales (en vigueur et inchangée depuis le 20 octobre 2008) et du Règlement de 2008 sur la protection des obtentions végétales, la protection des DPI sur les obtentions végétales est accordée au moyen de l'approbation d'un enregistrement, sur la base de la validation des caractéristiques qui distinguent la plante des autres variétés.¹⁹³ Pour une variété végétale nouvelle, distincte, uniforme et stable, la durée de protection est de 20 ans (25 ans pour les arbres, les vignes et les plantes pérennes) à compter de la date de dépôt de la demande. Pour une variété végétale obtenue, découverte et développée par une communauté locale ou une personne autochtone, une protection de 15 ans à compter de la date de la demande peut être accordée si cette variété est nouvelle, distincte et identifiable. En 2005, la Malaisie a engagé la procédure d'adhésion à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), adhésion qui est toujours à l'ordre du jour; l'une des conditions à remplir est d'avoir une loi conforme à la Convention de l'UPOV.¹⁹⁴ L'Office des variétés végétales a décidé récemment de réexaminer la Loi de 2004 sur la protection des obtentions végétales, afin de rendre son application plus effective, de répondre aux préoccupations des acteurs concernés et de progresser vers l'harmonisation internationale.

¹⁹⁰ Renseignements en ligne de la MyIPO, adresse consultée:

<http://www.myipo.gov.my/web/guest/cap-statistik>.

¹⁹¹ Renseignements en ligne de la MyIPO, adresse consultée:

<http://www.myipo.gov.my/web/guest/geo-umum>.

¹⁹² Les produits protégés étaient, entre autres, les suivants: riz Bario, huile de coprah vierge de Bornéo, Buah Limau Bali Sungai Gedung (sorte de fruit), Kuih Lidah Kampung Berundong Papar (sorte de collation), fromage des Langkawi, algue du Sabah, thé du Sabah, dabai du Sarawak (fruit), litsea du Sarawak (plante), poivre du Sarawak, génoise du Sarawak, aubergine aigre du Sarawak, deux sortes de riz du Sarawak, gingembre de Tambunan, et café de Tenom. Les produits étrangers étaient entre autres le cognac (France), le parmesan Reggiano (Italie), le pisco (Pérou) et le scotch whisky (Royaume-Uni) (renseignements en ligne de la MyIPO, adresse consultée: <http://www.myipo.gov.my/web/guest/geo-statistik>).

¹⁹³ Renseignements en ligne de Plant Variety Protection Malaysia, adresse consultée:

<http://pvpbkktdoa.gov.my/>; *Mirandah*, "The Malaysian New Plant Varieties Act 2004 – A comparative perspective", 24 novembre 2008, adresse consultée: "<http://www.mirandah.com/categories/item/166-the-malaysian-new-plant-varieties-act-2004-a-comparative-perspective.html>" [13 juin 2013]; et "Guide To Plant Varieties Protection In The Asean Region", 2 novembre 2010, adresse consultée: "<http://www.mirandah.com/en/categories/item/109-guide-to-plant-varieties-protection-in-the-asean-region.html>" [13 juin 2013].

¹⁹⁴ Selon les observations formulées par l'UPOV, plusieurs dispositions de la Loi de 2004 sur la protection des obtentions végétales de la Malaisie ne sont pas conformes à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV (document de l'UPOV C(Extr.)/22/2, 2 février 2005, adresse consultée: http://www.upov.int/edocs/mdocs/upov/fr/c_extr/22/c_extr_22_2.pdf; et publication de l'UPOV n° 437(FR), 5 janvier 2013, adresse consultée: <http://www.upov.int/export/sites/upov/about/fr/pdf/pub437.pdf> [11 juin 2013]).

3.4.6.1.5 Dessins et modèles industriels et schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés

3.127. La protection a été actualisée au titre de la Loi de 1996 sur les dessins et modèles industriels (modifiée en 2013, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2013) et du Règlement (modification) sur les dessins et modèles industriels (modifié en 2012, en vigueur depuis le 15 février 2012).¹⁹⁵ La modification apportée à la Loi a relevé le critère de nouveauté au niveau mondial, porté de 15 à 25 ans la durée maximale de validité de l'enregistrement (c'est-à-dire de la protection)¹⁹⁶, remplacé le Journal officiel par le Journal officiel de la propriété intellectuelle, classé les enregistrements de dessins et modèles industriels comme propriété personnelle susceptible d'être cédée, transmise et utilisée comme sûreté, et instauré un délai de six mois pour l'enregistrement de la cession, de la transmission et des autres opérations de plein droit ou transactions assorties d'une sûreté. Les modifications apportées au Règlement ont légèrement changé les prescriptions en matière de documents pour l'enregistrement, les droits d'enregistrement et les procédures ainsi que pour le registre. En vertu de la Loi de 2000 sur les schémas de configuration de circuits intégrés, un schéma de configuration de circuits intégrés est protégé pendant dix ans à compter de la date de sa première exploitation commerciale en Malaisie ou ailleurs, et la protection expire 15 ans après la date de sa création, nonobstant son exploitation commerciale.¹⁹⁷ En juin 2013, la Malaisie avait enregistré 17 986 dessins ou modèles industriels, dont 10 989 appartenaient à des titulaires de droits étrangers.¹⁹⁸ Elle protège aussi ses dessins et modèles industriels à l'étranger; en 2010, elle avait 370 enregistrements de dessins ou modèles industriels dans 5 pays de l'ASEAN (Brunéi Darussalam, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet Nam).¹⁹⁹

3.4.6.1.6 Secrets commerciaux²⁰⁰

3.128. Dans ce domaine, la loi malaisienne reste fondée sur le droit anglais, et il n'y a pas de processus formel d'enregistrement des secrets commerciaux ni des renseignements confidentiels. L'abus de confiance peut généralement faire l'objet d'une action en justice, pour autant que les trois conditions suivantes soient réunies: les renseignements sont confidentiels; ils sont divulgués dans des circonstances impliquant la confidentialité; et il doit y avoir une utilisation ou une divulgation réelle ou prévue non autorisée.²⁰¹ Les fonctionnaires gouvernementaux sont liés par les dispositions de la Loi de 1972 sur les secrets officiels, et la MyIPO n'a pas de renseignements sur des affaires relatives à la protection des secrets commerciaux. Depuis le 1^{er} mars 2011, le Ministère de la santé assure la protection des données relatives aux produits pharmaceutiques qui contiennent de nouvelles entités chimiques (NEC) pendant cinq ans et pendant trois ans pour la deuxième indication.²⁰² La protection est accordée contre l'exploitation déloyale dans le commerce ainsi que contre la divulgation non autorisée des données d'essais ou autres données établies afin

¹⁹⁵ Renseignements en ligne de la MyIPO, adresse consultée:

<http://www.myipo.gov.my/web/guest/reka-akta>; et Cheah (2013).

¹⁹⁶ La durée maximale de validité de l'enregistrement en Malaisie semble maintenant au même niveau que celle de l'enregistrement des dessins et modèles dans l'UE, contrairement à la durée maximale fixée en Indonésie, aux Philippines, à Singapour et en Thaïlande (Cheah, 2013).

¹⁹⁷ Loi de 2000 sur les schémas de configuration de circuits intégrés (Loi n° 601), adresse consultée:

http://www.wipo.int/wipolex/en/text.jsp?file_id=128848#P118_10616; et renseignements en ligne de la MyIPO, adresse consultée: <http://www.myipo.gov.my/web/guest/susun-umum>.

¹⁹⁸ Renseignements en ligne de la MyIPO, adresse consultée:

<http://www.myipo.gov.my/web/guest/reka-statistik>.

¹⁹⁹ MyIPO (2010).

²⁰⁰ Les secrets commerciaux, qui peuvent être de toute nature – conception, procédé, *modus operandi*, formule ou même outil – sont généralement détenus en tant que renseignements confidentiels permettant aux entreprises d'avoir un avantage compétitif sur leurs rivaux potentiels; contrairement aux brevets, qui expirent au bout de quelques années, les secrets commerciaux n'expirent pas au cours du temps (renseignements en ligne de *Mirandah*, adresse consultée: <http://www.mirandah.com/privacy-and-trade-secrets.html>).

²⁰¹ L'article 39 de l'Accord sur les ADPIC exige la protection des renseignements non divulgués ayant une valeur commerciale, ainsi que de certaines données communiquées aux pouvoirs publics ou à leurs organismes. Voir: http://www.wto.org/french/docs/f/legal/f/27-trips_04d_f.htm#7; et renseignements en ligne de l'Association malaisienne de la propriété intellectuelle, adresse consultée: <http://www.mipa.org.my/confidential-information.html>.

²⁰² La deuxième indication pour un produit pharmaceutique enregistré désigne une indication ou un groupe d'indications thérapeutiques faisant suite à la première indication ou aux premières indications approuvées au moment de l'enregistrement du produit et contient des informations sur de nouvelles études cliniques autres que les études de biodisponibilité. Directive n° 2 de 2011 publiée au titre de l'article 29 du Règlement de 1984 sur le contrôle des médicaments et des cosmétiques.

d'obtenir l'autorisation de mise sur le marché des produits pharmaceutiques contenant des NEC. Elle débute à la même date que dans le pays d'origine.

3.4.6.2 Droit d'auteur et droits connexes

3.129. Bien que la protection du droit d'auteur soit automatique (c'est-à-dire sans enregistrement) et que les œuvres soient protégées dès leur création sous réserve du respect de certaines conditions énoncées dans la Loi sur le droit d'auteur (œuvre originale ou dérivée, fixée sur un support matériel, dont l'auteur est une personne qualifiée en Malaisie), la Malaisie a mis en place le 1^{er} juin 2012 un nouveau système facultatif de notification du droit d'auteur, qui permet aux titulaires du droit d'auteur de déposer leurs œuvres accompagnées d'une déclaration légale qui sera enregistrée dans le Registre du droit d'auteur. Les extraits du Registre servent d'éléments de preuve *prima facie*. Les photographies sont protégées en tant qu'œuvres artistiques. Les œuvres littéraires, musicales ou artistiques sont protégées pendant la vie de l'auteur plus 50 ans.

3.130. Durant la période considérée, la législation sur le droit d'auteur a été modernisée et renforcée afin, entre autres, d'être harmonisée avec les engagements au titre du Traité sur le droit d'auteur de l'OMPI et du Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (section 3.4.6). La Loi de 2012 sur le droit d'auteur (modification), en vigueur depuis le 1^{er} mars 2012, a introduit des dommages-intérêts légaux (de 25 000 ringgit (environ 8 100 dollars EU) à 500 000 ringgit), a adapté ses dispositions au progrès technologique, a introduit des règles plus strictes pour les fournisseurs d'accès Internet afin de lutter contre le piratage en ligne (tel que le partage illégal de fichiers) et a renforcé la législation contre les caméscopes (afin de lutter contre l'enregistrement illégal de films dans les cinémas).²⁰³ Malgré ces évolutions importantes, il semble que la réglementation puisse être améliorée dans certains domaines, parmi lesquels la portée des contrôles en matière d'accès, la protection temporaire contre la copie, les dommages-intérêts légaux, la question des réparations civiles et des contrevenants innocents, la responsabilité des fournisseurs de services et la durée de la protection, et que la Malaisie pourrait envisager, entre autres, l'adoption de dispositions imposant la responsabilité des propriétaires et des peines de prison minimales obligatoires en cas de piratage, ainsi que de directives visant à assurer l'application de sanctions dissuasives.²⁰⁴ Au titre du Règlement de 2012 sur le droit d'auteur (notification facultative), qui prévoit une protection plus concrète, les titulaires du droit d'auteur peuvent, depuis le 1^{er} juin 2012, notifier et déposer facultativement auprès de la MyIPO une copie de l'œuvre admissible au droit d'auteur.²⁰⁵ La Malaisie compte mettre à jour sa Loi sur les disques optiques, afin de renforcer les prescriptions en matière de licences imposées aux fabricants de CD et de DVD, mais aucun projet d'amendement n'avait encore été rendu public en novembre 2013.²⁰⁶

3.131. Les amendes et les sanctions restent inchangées depuis 2003, car elles sont jugées dissuasives. La fabrication, la vente, la location, la distribution, la possession (autre que pour l'usage domestique) ou l'importation d'œuvres portant atteinte à un droit sont passibles d'une amende de 20 000 ringgit par œuvre pour la première infraction et de 40 000 ringgit par œuvre

²⁰³ Les nouveaux articles 36A et 36B de la Loi de 2012 assurent la protection du droit d'auteur pour les programmes d'ordinateur (quels qu'en soient le mode ou la forme d'expression) et les compilations de données qui constituent des créations intellectuelles, étendent les droits exclusifs des auteurs à la distribution, à la location et à la communication des œuvres au public (sous réserve de certaines limites) et prévoient des voies de recours contre le contournement des mesures techniques utilisées par les auteurs pour empêcher la suppression ou la modification d'informations (renseignements en ligne d'Henry Goh, "Malaysia Commits to Fuller Copyright Protection", adresse consultée: "<http://www.henrygoh.com/malaysia-law-practice-malaysia-commits-to-fuller-copyright-protection.html>"; et EIU, 2012a).

²⁰⁴ Alliance internationale de la propriété intellectuelle (2013).

²⁰⁵ Renseignements en ligne d'Henry Goh, "Voluntary Notification of Copyright", adresse consultée: "<http://www.henrygoh.com/malaysia-law-practice-6.html> [14 juin 2013]; et renseignements en ligne de la MyIPO, adresse consultée: "<http://www.myipo.gov.my/web/quest/hakcipta-umum>."

²⁰⁶ Selon les groupes industriels, la Malaisie reste une source de piratage de CD et de DVD. Au cours des dernières années, les organisations professionnelles des États-Unis et de l'UE ont demandé à de multiples reprises que des modifications soient apportées à la Loi sur les disques optiques, afin que le pouvoir d'inspection s'étende à tous les lieux où des supports optiques peuvent être produits et que la Loi considère comme délits des actes tels que la falsification des codes d'identification de la source et la gravure de disques enregistrables (EIU, 2012a; et Alliance internationale de la propriété intellectuelle, 2013).

pour les infractions suivantes.²⁰⁷ La fabrication ou la possession de matériel utilisé ou destiné à être utilisé pour fabriquer des copies ou des œuvres portant atteinte à un droit est passible d'une amende de 40 000 ringgit pour une première infraction et d'un maximum de 80 000 ringgit pour les infractions ultérieures. Les contrevenants peuvent être arrêtés sans mandat, et la durée d'emprisonnement pour contournement des mesures techniques efficaces concernant l'information sur le régime des droits est de cinq ans pour une première infraction et de dix ans pour les infractions suivantes.

3.4.6.3 Moyens de faire respecter les droits

3.132. La Malaisie a une approche proactive en ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits. Durant la période considérée, elle a amélioré la protection effective des DPI du fait que le MDTCC a renforcé le régime de répression, qui prévoit une coopération active avec les titulaires de droits sur les questions de respect des DPI, une formation continue des procureurs intervenant dans les tribunaux spécialisés dans les DPI et le rétablissement de l'Équipe spéciale antipiratage (SAPTF) au quatrième trimestre de 2013.²⁰⁸ Des problèmes subsistent néanmoins, notamment la présence relativement répandue de produits piratés et contrefaits, le niveau élevé de piratage sur Internet et la persistance du piratage des livres.²⁰⁹ Le MDTCC compte prendre des mesures, en coopération avec les éditeurs malaisiens, pour mettre au point une solution efficace contre le piratage des livres, notamment en ce qui concerne les obstacles actuels à la répression; en outre, il est prévu que la SATPF contribue à la lutte contre le piratage des livres et le piratage numérique.

3.133. En vertu de la Loi, les fonctionnaires des douanes doivent d'office, sur la base d'éléments de preuve *prima facie*, retenir les marchandises réputées porter atteinte au droit d'auteur et aux droits conférés par une marque ou en suspendre la mainlevée. Des préoccupations subsistent néanmoins au sujet du respect des droits à la frontière, notamment en ce qui concerne les transbordements, car la Malaisie est considérée comme l'un des points de départ importants en Asie de l'Est pour les marchandises contrefaites.²¹⁰ Les autorités n'ont pas communiqué de renseignements sur le transbordement de marchandises contrefaites (principales catégories d'articles saisis à l'importation et à l'exportation, valeur et origine) ni sur les mesures prises jusqu'à présent.

3.134. Le MDTCC a enquêté sur les logiciels piratés dans diverses organisations en Malaisie, seul membre de l'ASEAN ayant une équipe officielle de répression (2 145 personnes) chargée d'enquêter sur les plaintes émanant d'entreprises privées.²¹¹ Les mesures prises contre les producteurs et distributeurs nationaux sont, entre autres, les suivantes: lettres d'avertissement, inspections, actions en justice, saisies, arrestations, services de mise sous scellés et collaboration avec le gérant ou le propriétaire pour suspendre le bail. Entre 2009 et 2012, le nombre total de descentes et d'inspections a chuté, notamment en 2011 lorsque les actions menées sur les marchés nocturnes ont fortement baissé (tableau 3.5) du fait que les autorités locales se sont engagées à procéder elles-mêmes aux inspections et à refuser de délivrer des licences pour la vente d'articles contrefaits, car les marchés nocturnes relèvent de leur compétence. Les actions se sont cependant considérablement intensifiées dans les restaurants et les magasins d'informatique. Durant la même période, la valeur des saisies de marchandises portant atteinte au droit d'auteur a diminué de près de 50%, alors que la valeur des marchandises contrefaites a été multipliée par quatre. Les saisies ont concerné, entre autres, des CD, DVD et disques Blu-ray de film, de musique et de logiciels d'ordinateur et de divertissement portant atteinte au droit d'auteur, ainsi que trois catégories de marchandises contrefaites: produits alimentaires et produits de santé (cosmétiques, alcools, médicaments, etc.); sécurité (matériel électrique, communications, pièces détachées de véhicules); et autres (vêtements, montres, articles de papeterie, etc.).

²⁰⁷ Par exemple, si le contrevenant est reconnu coupable de la possession d'un enregistrement MP3 portant atteinte au droit sur un album comportant 1 000 chansons, le montant de la sanction sera calculé pour chaque œuvre portant atteinte à un droit, c'est-à-dire 1 000 chansons x 20 000 ringgit (EIU, 2012a).

²⁰⁸ Compte tenu de ses efforts en matière de protection et de respect des DPI, notamment la Loi de 2012 sur le droit d'auteur (modification) (section 3.4.6.2), la Malaisie a été retirée en avril 2012 de la liste des États-Unis des pays à surveiller en priorité; elle figurait sur cette liste en 1989 et 1990, ainsi que durant toute la période 2000-2011 (renseignements en ligne de Knowledge Ecology International, "The USTR Special 301 Reports, 1989 to 2012", adresse consultée: <http://keionline.org/ustr/special301> [14 juin 2013]).

²⁰⁹ USTR (2013); et Alliance internationale de la propriété intellectuelle (2013).

²¹⁰ USTR (2012b); et Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2013).

²¹¹ EIU (2012a).

Tableau 3.5 Descentes et inspections concernant les atteintes au droit d'auteur, 2009-2012

Nombre de locaux visités/inspectés	2009	2010	2011	2012
Marchés nocturnes	70 325	48 121	23 098	33 414
Restaurants	7 385	7 395	4 620	8 392
Commerçants sur cinq voies piétonnières	6 891	5 743	8 259	7 861
Stands dans des complexes commerciaux	5 043	6 902	2 868	7 518
Magasins de vente et de location de disques optiques	4 923	8 222	4 374	9 359
Fabricants de disques optiques	126	144	154	237
Magasins/centres de distribution	10 173	10 590	1 318	2 926
Magasins d'informatique	680	1 826	1 687	4 059
Autres	7 379	3 220	3 439	18 027
Total	112 925	92 163	49 817	91 793
Saisies au titre de la Loi sur le droit d'auteur et de la Loi sur les désignations commerciales, 2005-2007	(millions de RM)			
Atteinte au droit d'auteur	33,53	22,43	16,48	16,91
Marchandises contrefaites	3,57	13,78	12,74	14,54

Source: Renseignements communiqués par les autorités malaisiennes.

3.135. Le 20 octobre 2011, le MDTCC a lancé un programme volontaire "Basket of Brands" (BOB) destiné à protéger les entreprises contre la vente de marchandises contrefaites.²¹² Dans le cadre de ce programme, les titulaires de droits conférés par des marques font l'objet d'efforts de protection plus actifs en échange de l'engagement de témoigner lors des poursuites qui en résulteraient. En septembre 2013, il y avait 29 titulaires de marques représentant 212 marques présentes dans un large éventail de secteurs, parmi lesquelles des marques mondiales de vêtements, de tenues de sport, d'alcool, de pièces de voitures et de produits pharmaceutiques; 7 de ces marques étaient locales et 205 internationales. Elles font l'objet d'une priorité dans le suivi et la vérification des marchandises contrefaites saisies. Le programme BOB est également destiné à sensibiliser davantage les étudiants d'université en les encourageant à collaborer à l'antipiratage et à devenir des intermédiaires entre les établissements d'enseignement supérieur et le MDTCC grâce à la communication de renseignements, d'observations et de suggestions en vue de lutter contre le piratage et la contrefaçon.

3.136. Les actions de répression menées au cours des dernières années ont principalement porté sur le piratage des logiciels et des disques optiques. Toutefois, malgré la date limite de mai 2006 fixée aux entreprises pour valider leurs logiciels sous peine de s'exposer à des descentes, 78% (2011) des utilisateurs d'ordinateurs reconnaissent utiliser des logiciels piratés.²¹³ En 2011, le taux de piratage des logiciels était estimé à 55%, en recul de 1 point de pourcentage par rapport à 2010 et au-dessous de la moyenne de 60% dans la région de l'Asie et du Pacifique. Cependant, le préjudice causé par le piratage de logiciels était estimé à 657 millions de dollars EU en 2011, contre 606 millions en 2010. En 2011, la Malaisie occupait le 26^{ème} rang dans le monde pour le nombre de connexions de personnes participant au partage non autorisé de fichiers de certains titres des membres de l'ESA sur les réseaux publics P2P.²¹⁴ Le MDTCC, par l'intermédiaire de sa Division de la répression, a collaboré de près avec les titulaires de droits en vue d'effectuer des inspections et des descentes dans des usines de reproduction de disques optiques titulaires de licences qui se livraient à la production de DVD portant atteinte aux droits contenant des films et des logiciels de divertissement, et a saisi des milliers de DVD. Plus de 430 000 DVD piratés, gravés et reproduits et près de 20 000 disques Blu-ray contrefaits ont été saisis en 2011.²¹⁵ Des enquêtes ont été effectuées dans des entreprises, dont 70 environ ont fait l'objet de poursuites en 2011 (40 en 2010). Entre 2006 et 2011, il y a eu 63 interdictions portant sur le piratage de film par caméscope.

²¹² Abraham et Toh (2012); et USTR (2012a).

²¹³ En 2011, durant la campagne dite Sikap Tulen, une quantité non précisée de matériel ainsi que des logiciels sans licence représentant un montant d'environ 8,2 millions de ringgit ont été saisis dans 70 entreprises (Business Software Alliance, 2012; communiqué de presse de la Business Software Alliance, "BSA Report finds 78 percent of computer users in Malaysia admit they pirate software", 15 mai 2012, adresse consultée: http://portal.bsa.org/globalpiracy2011/downloads/press/pr_malaysia_en.pdf; et EIU, 2012a).

²¹⁴ Alliance internationale de la propriété intellectuelle (2012).

²¹⁵ Alliance internationale de la propriété intellectuelle (2012).

3.137. Le Tribunal de la propriété intellectuelle, établi le 17 juillet 2007, devait comprendre 15 tribunaux situés dans tous les États mais, en avril 2012, il n'y en avait que dans 3 États (Kuala Lumpur, Penang et Johor), et plus de 175 affaires étaient encore en instance fin 2011.²¹⁶ Le 11 mars 2010, le MDTCC a renouvelé et élargi la compétence du Tribunal du droit d'auteur, créé en 1999 et qui avait cessé ses activités en 2003, car aucune affaire n'avait été enregistrée depuis sa création, afin d'offrir aux utilisateurs et aux titulaires du droit d'auteur une plate-forme alternative avec des procédures plus simples, moins coûteuses et plus rapides que les procédures strictes du Tribunal de la propriété intellectuelle; le Règlement de 2012 sur le droit d'auteur (Tribunal du droit d'auteur), qui fixe le mode de fonctionnement du Tribunal, est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2012, mais ce dernier n'a encore été saisi d'aucune affaire.²¹⁷

²¹⁶ EIU (2012a).

²¹⁷ Renseignements en ligne de l'UNESCO, adresse consultée: http://portal.unesco.org/culture/en/ev.php-URL_ID=40730&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html; et Copyright (Copyright Tribunal) Regulations 2012 (P.U.[A]212/2012), 28 juin 2012, adresse consultée: http://www.myipo.gov.my/documents/10192/105238/pua_20120713_COPYRIGHT.pdf.

4 POLITIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR SECTEUR

4.1 Introduction

4.1. Pendant la période à l'examen, la Malaisie a maintenu son approche dualiste en matière de protection des marchandises. La protection relativement modérée des produits agricoles tranche avec les niveaux de protection plus élevés appliqués aux produits du secteur manufacturier, bien que ceux-ci aient fait l'objet d'un nombre croissant de mesures de libéralisation des échanges résultant d'accords commerciaux régionaux pendant la période considérée. Si la plupart des politiques sectorielles n'ont guère connu d'évolution, une place importante a été consacrée à la réorientation de la politique agricole et de la politique énergétique, ainsi qu'à la mise en œuvre de nouvelles mesures dans le secteur automobile. La Malaisie a continué de prendre de façon autonome des mesures de libéralisation du secteur des services et a entrepris une réforme majeure des textes législatifs régissant les services financiers.

4.2. La part de l'agriculture (sylviculture et pêche comprises) dans le PIB avoisine toujours 10%. L'adoption permanente de nouvelles techniques a entraîné une augmentation de la productivité totale des facteurs (PTF) du secteur tandis que le coefficient d'autosuffisance concernant les principaux produits agricoles restait généralement stable pendant la période considérée. La nouvelle politique agricole du gouvernement soutient le développement de l'industrie agroalimentaire et met l'accent, entre autres choses, sur la biotechnologie et l'agriculture à forte valeur ajoutée comme vecteurs de la croissance future. Le régime des échanges de produits agricoles de la Malaisie reste plutôt libéral avec des tarifs NPF moyens appliqués de 2,9% (définition de l'OMC) en 2013, soit un niveau en général peu élevé. Toutefois, des taux de droits non *ad valorem* maintenus presque exclusivement sur certains produits agricoles permettent encore une protection tarifaire élevée (les EAV atteignent 1 439,2%). Des contingents tarifaires restent en place. Le gouvernement applique également des mesures visant à favoriser la transformation de certains produits agricoles dans le pays (par exemple par le biais de la délivrance non automatique de permis d'exportation et de l'application de droits d'exportation) et à promouvoir les exportations (par des exonérations fiscales sur le revenu officiel découlant des exportations, par exemple); les droits d'exportation applicables à l'huile de palme brute ont été considérablement réduits afin d'améliorer la compétitivité à l'exportation et de réduire les stocks nationaux. La Malaisie continue d'augmenter le soutien par produit (par exemple le soutien du prix du riz paddy) et le soutien autre que par produit (par des subventions aux engrais et des prêts à des conditions libérales, par exemple), ces mesures visant principalement les activités liées à la production rizicole. Le riz est une culture d'importance stratégique à l'égard de laquelle les autorités ont modifié leur approche, l'objectif, qui était précédemment l'autosuffisance, consistant à présent à garantir que le produit reste disponible et accessible à un prix abordable. Ce produit est le seul sur lequel la société Padiberas Nasional Berhad (BERNAS) exerce encore un monopole à l'importation. Le riz est en outre soumis à un régime de licences d'importation/d'exportation non automatiques et à des contrôles de prix et d'approvisionnement. Les objectifs de production de poisson ont été dans une large mesure dépassés malgré les précautions adoptées, telles que des limitations sur les permis accordés; un régime de contrôle des moyens de production des activités de pêche ainsi que certaines mesures visant à améliorer la ressource et à assurer la viabilité environnementale ont été mis en place. Le soutien interne à la pêche comprend des subventions supplémentaires au diesel (jusqu'à la fin mai 2011 pour les chalutiers supérieurs à 70 tonneaux de jauge brute).

4.3. La part des industries extractives (y compris les combustibles) dans le PIB a légèrement baissé; elle était de 10,4% en 2012. Les produits miniers continuent de faire l'objet d'une protection tarifaire relativement élevée allant de 0% à 50% (sur le ciment Portland) et sont soumis à un régime de licences d'exportation et à des taxes à l'exportation, ce qui favorise la transformation en aval.

4.4. Pendant la période considérée, des efforts ont été réalisés pour réduire la dépendance de la Malaisie à l'égard du pétrole et du gaz et faire face à la demande énergétique croissante en augmentant la part d'autres sources d'énergie, y compris les sources renouvelables, dans l'approvisionnement total en énergie primaire. Toutefois, malgré ces efforts, l'apport des énergies renouvelables reste négligeable. Certaines mesures ont également été prises pour accroître l'efficacité énergétique. Le subventionnement de l'énergie destinée à l'ensemble des consommateurs est, de longue date, un problème majeur dans les domaines fiscal et budgétaire ainsi que dans ceux du développement et de l'environnement, et constitue de ce fait un important

enjeu politique. Un programme de rationalisation des subventions datant de 2010 a été réactivé en 2013. L'intervention de l'État dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité persiste, dès lors que la société PETRONAS, liée à l'État, reste l'entité qui contribue le plus au budget national. Elle permet notamment aux pouvoirs publics de subventionner les centrales électriques en imposant un prix réduit du gaz naturel, mesure de transfert censée profiter aux utilisateurs finals. En outre, les tarifs de l'électricité varient selon la catégorie de l'utilisateur et sa consommation, ce qui permet un subventionnement croisé entre les divers groupes de consommateurs; ainsi, les tarifs moyens appliqués aux activités commerciales et agricoles sont plus élevés que pour les consommateurs industriels et résidentiels.

4.5. La part du secteur manufacturier dans le PIB a légèrement diminué depuis 2010, mais sa part dans l'emploi reste plutôt stable. Le secteur se place au 3^{ème} rang après la construction et les services pour ce qui est de la croissance de la PTF. À l'exception notable de l'industrie automobile, le secteur manufacturier reste assez ouvert au commerce et à l'investissement étranger. Depuis 2009, la moyenne des droits NPF appliqués par la Malaisie sur les importations de produits industriels a été ramenée de 8% à 6,2% (2013), soit plus du double de la moyenne des droits appliqués aux produits agricoles (définition de l'OMC), suite à des changements de nomenclature. Le traitement préférentiel réservé aux produits de fabrication malaisienne dans les marchés publics continue de favoriser les fabricants malais de souche (*Bumiputera*). Les exportations de produits manufacturés sont assistées, entre autres, par des exonérations fiscales sur le revenu imposable découlant des exportations (exonérations plus importantes pour les sociétés dont le capital est détenu en majorité par des Malais et pour l'industrie automobile), ainsi que par un régime de licences d'exportation et par des taxes à l'exportation sur les principaux produits de base. Plusieurs incitations fiscales et extrafiscales soutiennent notamment les activités de R-D et celles des PME. Le secteur automobile reste protégé par une moyenne des droits NPF appliqués de 17,3%, la plus élevée de toutes les sections du SH, bien que les droits de douane applicables aux importations provenant de pays membres de l'ASEAN aient été ramenés à zéro en 2010. Les mesures non tarifaires telles que le système de publication des prix dans le Journal officiel et celui des licences d'importation dit des "permis approuvés" sont toujours en vigueur. De plus, une panoplie de mesures fiscales (droits d'accise élevés frappant les véhicules de très grande taille et exonérations fiscales plus importantes sur les revenus imposables découlant des exportations) et extrafiscales (prêts à des conditions libérales et subventions) dans le cadre de la Politique automobile nationale, reste en vigueur.

4.6. Le secteur malaisien des services reste très dynamique, affichant une croissance annuelle moyenne de 5,9% pendant la période considérée. En 2012, ce secteur représentait un peu plus de 50% du PIB et de l'emploi, et attirait la majeure partie des investissements approuvés. Poursuivant sa politique de libéralisation autonome des restrictions relatives à la participation étrangère dans une série de sous-secteurs de services, les pouvoirs publics ont commencé à mettre en œuvre en 2012 une levée partielle ou complète de ces restrictions dans 17 sous-secteurs relevant de 6 secteurs de services: services professionnels, services de communication, services de distribution, services d'éducation, services environnementaux, et services sanitaires et sociaux. La plupart de ces sous-secteurs ont été classés par le gouvernement parmi les domaines clés de l'économie, considérés comme offrant le plus grand potentiel de croissance économique. La Malaisie a contracté des engagements en matière de services dans presque tous les accords commerciaux régionaux auxquels elle est partie; la portée de ces engagements va très au-delà des engagements du pays au titre de l'AGCS.

4.7. Pendant la période considérée, la Malaisie a mis en place un vaste programme de modernisation et de rationalisation de l'ensemble des textes législatifs régissant les services financiers. De nouvelles lois ont supprimé les plafonds de l'investissement étranger direct dans le secteur bancaire et dans celui des assurances. L'octroi d'agrément dans les domaines de la banque et de l'assurance se fonde à présent sur des critères prudentiels et sur l'"intérêt supérieur de la Malaisie". La Malaisie cherche à se mettre en valeur en tant que centre pour la finance islamique, les soins de santé, et les services d'éducation, ainsi que comme une plaque tournante pour le transport aérien et le transport maritime. Elle favorise le développement de ces secteurs par des efforts de libéralisation et diverses mesures incitatives. La participation des pouvoirs publics dans certains secteurs des services reste importante. Ainsi, l'État est actionnaire majoritaire de Telekom Malaysia, qui contrôle 95% du marché de la téléphonie fixe; Malaysia Airports Holdings Berhad, société liée à l'État, gère tous les aéroports du pays sauf un; la Société malaisienne des transports maritimes internationaux (MISC), société liée à l'État elle aussi, absorbe 10% du commerce maritime (vrac sec et liquide) de la Malaisie, et les institutions

financières de développement (IFD), qui appartiennent à l'État, représentent 5,6% des actifs totaux du secteur financier (et environ 10% des actifs totaux du système bancaire).

4.2 Agriculture et élevage

4.2.1 Caractéristiques

4.8. La contribution de l'agriculture (y compris la sylviculture et la pêche) au PIB est passée de 9,2% en 2009 à 11,8% en 2011, tandis que sa part dans l'emploi total diminuait régulièrement, de 11,9% à 11,1% (tableau 1.2). Selon la Malaysia Productivity Corporation, le secteur a enregistré une croissance moyenne de la PTF de 0,37% pendant la période 2008-2012, alors que la productivité du travail baissait en moyenne de 0,14% et que le capital augmentait de 2,3%.¹ L'adoption ininterrompue de nouvelles technologies telles que la biotechnologie, la gestion améliorée des exploitations, les pratiques agronomiques améliorées, l'agriculture intégrée et la mécanisation agricole, par le biais de projets sur les points d'entrée (section 4.2.2), a permis une croissance plus rapide de la PTF dans le secteur. En 2012, le secteur occupait l'avant-dernier rang pour le taux de productivité du travail dans l'économie (après le secteur de la construction). Entre 2008 et 2011, la surface des terres agricoles a augmenté, passant de 6,8 à 7,1 millions d'hectares; néanmoins, du fait du processus d'urbanisation, les superficies des plantations de caoutchouc (8,7% de la production agricole totale en 2012), de cocotiers et d'arbres fruitiers ont diminué respectivement de 18,9%, de 2,7% et de 9,1%.²

4.9. En 2012, la Malaisie occupait la deuxième place mondiale pour la production de noix de palme et d'huile de palme (après l'Indonésie). L'huile de palme brute, premier poste d'exportation de produits agricoles du pays (12,5% des exportations totales en 2012) représentait 35,7% (37% en 2011) du total de la valeur ajoutée/de la production agricole en 2012.³ La part dans le PIB des autres produits agricoles, y compris le riz paddy, les fruits, les légumes, la noix de coco, le tabac, le thé, les fleurs, le poivre, le cacao et l'ananas, est de 18,2%, et celle du bétail de 11,7%. Pendant la période considérée, la balance commerciale du secteur est restée positive (33,5 milliards de ringgit en 2012). Les sociétés liées à l'État (section 3.4.3) telles que Boustead Holdings BHD et Sime Darby BHD (42,9% des actifs totaux du secteur) sont toujours les principales parties prenantes en ce qui concerne les activités agricoles et les plantations.⁴

4.2.2 Politique gouvernementale

4.10. La Politique agroalimentaire nationale décennale 2011-2020, qui a remplacé la troisième Politique agricole nationale (1998-2010), soutient le développement de la branche agroalimentaire⁵ en privilégiant l'industrie du riz paddy et du riz, la pêche, l'élevage, les fruits et légumes, ainsi que le tourisme agricole.⁶ Ses objectifs poursuivis sont de garantir un approvisionnement suffisant et sûr en produits alimentaires, d'assurer la viabilité et la durabilité de la filière agroalimentaire et d'accroître le revenu des exploitants agricoles. Elle devrait aboutir à

¹ Après une période d'augmentation régulière de la productivité du travail (de 20,9% globalement, entre 2009 et 2011) due à la mise en œuvre de projets concernant les points d'entrée (section 4.2.2), le secteur a enregistré une croissance négative de 13,9% de cette productivité en 2012 (de 38 510 ringgit en 2011 à 33 172 ringgit en 2012), par suite de la baisse de la production et des prix dans les plantations, en particulier dans le cas des noix de palme (apparemment du fait d'une crainte de baisse du marché causée par l'absence de solution de la crise financière européenne qui a entraîné une faible demande d'huiles et de graisses), jointe à la forte poussée (17,1%) du chômage résultant de la levée du moratoire concernant l'engagement des travailleurs étrangers, qui représentent environ 20% (contre 10,8% en 2011) de la main-d'œuvre agricole totale (Malaysia Productivity Corporation, 2013b; et Département des statistiques, 2012d).

² Département des statistiques (2012d).

³ Base de données Comtrade de la Division statistique des Nations Unies; et Malaysia Productivity Corporation (2013b).

⁴ Menon et Ng (2013).

⁵ On entend par filière agroalimentaire une combinaison d'institutions, d'activités et d'entreprises qui, collectivement, élaborent et fournissent des intrants matériels au secteur agricole, produisent des denrées de base et ensuite exploitent, transforment, transportent, commercialisent et distribuent des produits alimentaires et d'autres produits agro-industriels aux consommateurs (Caiazza et Tiziana, 2012).

⁶ Présentation en ligne du Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie, "National Agrofood Policy (NAP) 2011-2020", février 2012. Adresse consultée: <http://www.akademisains.gov.my/download/workshop/obesity/paper8.pdf>; *New Straits Times*, "National Agrofood Policy launched", 14 janvier 2012. Adresse consultée: <http://www.nst.com.my/top-news/national-agrofood-policy-launched-1.32237>; Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie (2011).

une augmentation de la valeur ajoutée dans le secteur agroalimentaire et dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, ainsi qu'à une amélioration de la qualification de la main-d'œuvre. La sécurité alimentaire reste un objectif important de la politique, bien qu'aucune cible d'autosuffisance ne soit fixée. Le coefficient d'autosuffisance concernant les principaux produits agricoles est resté généralement stable pendant la période considérée, l'augmentation de l'autosuffisance de la production fruitière étant sans doute due à l'utilisation de lignées de meilleure qualité et à des investissements dans le domaine de la biotechnologie (tableau 4.1). Dans le cadre du dixième Plan de la Malaisie (2011-2015) (section 2.3), les autorités ont revu leur approche et privilégié la disponibilité des produits alimentaires et l'accès de la population à ces produits à des prix abordables, plutôt que de définir des cibles d'autosuffisance comme dans les plans précédents.⁷

Tableau 4.1 Coefficients d'autosuffisance, 2009-2012

(%)

	2009	2010	2011	2012
Cultures				
Riz	70,4	71,4	73,0	73,5
Légumes	39,2	41,2	58,0	53,3
Fruits	64,7	65,8	60,1	60,5
Élevage				
Bœuf	27,0	28,6	29,5	30,1
Mouton	10,3	10,6	11,5	12,6
Volaille	122,2	127,9	131,4	131,4
Porc	96,9	101,7	99,3	99,2
Œufs de volailles	114,7	115,4	130,6	131,6
Lait	4,9	4,9	5,1	5,2
Poisson	100,1	101,7	123,7	134,2

Source: Données fournies par les autorités malaisiennes.

4.11. Dans le cadre du Programme de transformation économique 2010⁸, le but principal des domaines clés de l'agriculture nationale est également de réorienter vers l'industrie agroalimentaire un secteur essentiellement axé sur la production agricole.⁹ Cette stratégie de transformation comprend quatre volets essentiels: mise à profit des avantages concurrentiels, exploitation des marchés à fort potentiel, alignement des objectifs de sécurité alimentaire sur l'augmentation du RNB et participation à la chaîne de valeur agricole régionale. Un certain nombre de projets sur les points d'entrée ont été répertoriés dans le Programme de transformation économique comme étant des activités à forte incidence, susceptibles de favoriser la croissance du secteur agricole. Parmi ces projets, 9 relèvent du domaine clé "Huile de palme et caoutchouc" et 16 du domaine clé "Agriculture" (plantes herbacées, cultures vivrières, élevage et pêche).¹⁰

4.12. Un puissant soutien a été apporté par l'État, dans les domaines de la R-D et des services de vulgarisation et de commercialisation, pour aider le secteur agricole, rural et accablé par la pauvreté, à se transformer en un secteur moderne, axé sur les marchés, commercialement rentable et générant des revenus élevés (sections 4.2.3 et 4.2.4). Le cadre institutionnel du secteur est resté inchangé pendant la période considérée. Il est composé du Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie (chargé des cultures, de l'élevage et de la pêche), du Ministère des plantations et des produits de base (dont relèvent les sous-secteurs des plantations et des produits de base tels que le poivre, le cacao, l'huile de palme, le caoutchouc, le bois d'œuvre et le tabac) et du Ministère du développement rural et régional (chargé d'augmenter les revenus dans les zones rurales). Des comités spéciaux, regroupant des représentants des ministères compétents, y compris l'Unité de planification économique (EPU), assurent la coordination entre ces ministères.

⁷ USDA (2013).

⁸ Le Programme de transformation économique est une initiative qui vise à faire de la Malaisie une économie à revenus élevés avant 2020 (section 2.3). Il est dirigé par la Section de l'exécution des projets et de la gestion des résultats (PEMANDU), organe relevant du Bureau du Premier Ministre de la Malaisie.

⁹ Bureau du Premier Ministre/Section de l'exécution des projets et de la gestion des résultats (2012a) et Bureau du Premier Ministre/Section de l'exécution des projets et de la gestion des résultats (2012b), chapitre 15, "Agriculture".

¹⁰ Malaysia Productivity Corporation (2013b).

4.13. La Malaisie continue de favoriser la biotechnologie et la considère comme un autre vecteur de croissance pour l'avenir (sections 4.2.4 et 4.2.5). Depuis 2005, BiotechCorp, organisme relevant du Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation, appartenant au Minister of Finance Incorporated (section 3.4.3) et au Commissaire des terres fédérales, et dirigé par le Conseil de mise en œuvre de la biotechnologie, met en œuvre les objectifs de la Politique nationale en matière de biotechnologie; BiotechCorp a pris des mesures pour détecter des propositions de valeur dans les domaines de la R-D et du commerce et pour soutenir ces projets par des aides financières et des services en matière de mise au point.¹¹ Les principaux mandats de l'entité sont les suivants: jouer le rôle de centre à guichet unique, stimuler et accélérer la croissance des sociétés de biotechnologie malaisiennes, promouvoir activement les investissements étrangers directs dans le domaine de la biotechnologie et créer un climat propice à la biotechnologie.

4.2.3 Mesures à la frontière

4.14. Le régime commercial appliqué par la Malaisie aux produits agricoles reste relativement libéral. Les droits NPF, généralement faibles, appliqués aux importations agricoles étaient en moyenne de 2,9% (définition de l'OMC) en 2012-2013, contre 2,8% en 2009 (tableaux 3.1 et A3.1). Cette légère augmentation est due à une modification de la nomenclature tarifaire (section 3.2.2), qui a regroupé un certain nombre de lignes en franchise de droits pour certaines positions (telles que le sucre et les sucreries, et les produits laitiers) et en a donc diminué le nombre. Des taux de droits non *ad valorem* maintenus presque exclusivement sur des produits agricoles (79 lignes tarifaires sur 83, au niveau des positions à 9 chiffres du SH) permettent encore une protection tarifaire élevée (les EAV atteignent 1 439,2%), principalement pour les boissons alcooliques, les articles du tabac, les déchets de tabac et certains fruits comestibles (section 3.2.2.1). La Malaisie applique toujours des contingents tarifaires, apparemment pour ménager un délai "raisonnable" au développement du secteur.¹² Certains contingents ont été épuisés tandis que d'autres n'ont pas été utilisés (section 3.2.2.3, tableau A4.1). Le taux *ad valorem* le plus élevé – 90% – est toujours en vigueur et s'applique au chou pommé, produit qui est également assujéti à des contingents tarifaires (le taux contingentaire est de 0%) et à des prescriptions en matière de licences d'importation non automatiques (sections 3.2.2.3 et 3.2.3.1). En 2011, l'utilisation du contingent tarifaire pour ce produit a atteint presque 92% (tableau A4.1).

4.15. Un grand nombre de produits agricoles sont assujéti à des formalités de licences d'importation et à des mesures sanitaires et phytosanitaires (les produits animaux, par exemple). Des prescriptions relatives à la certification Halal sont en place depuis le dernier examen, et l'étiquetage obligatoire des produits alimentaires et des ingrédients alimentaires obtenus au moyen de la biotechnologie moderne, qui ont fait l'objet d'une publication au Journal officiel le 8 juillet 2010, sera mis en œuvre à partir du 8 juillet 2014 (sections 3.2.3.1, 3.2.5.1, 3.2.5.3 et 4.2.4); ces prescriptions s'appliquent aussi bien aux produits d'origine nationale qu'aux produits importés. Le riz est l'unique produit auquel s'appliquent encore les droits exclusifs d'importation de la société commerciale d'État Padiberas Nasional Berhad (BERNAS), qui limite en pratique les importations de riz à 30% de la consommation intérieure en fonction de l'offre et de la demande intérieures (sections 3.2.7 et 4.2.5). Pendant la période considérée, aucune mesure de sauvegarde spéciale n'a été appliquée dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture.¹³

4.16. La Malaisie continue de soutenir les activités de transformation dans le pays et encourage l'exportation de certains produits agricoles.¹⁴ De nombreuses denrées agricoles restent assujétiées à des licences d'exportation non automatiques et à des droits d'exportation (sections 3.3.2 et 3.3.3). L'huile de palme transformée est entièrement exonérée de droits d'exportation, alors que l'huile de palme brute est soumise à divers niveaux de droits d'exportation pondérés en fonction de certains seuils de prix du marché. À partir de 2013, les droits d'exportation applicables à l'huile de palme brute ont été considérablement réduits afin d'améliorer la compétitivité du produit à l'exportation et de réduire les stocks nationaux. Les exportateurs de fruits frais et séchés, de fleurs fraîches et séchées et de plantes d'ornement bénéficient d'une exonération

¹¹ Renseignements en ligne de BiotechCorp. Adresse consultée: <http://www.biotechcorp.com.my/>.

¹² Document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010.

¹³ Documents de l'OMC G/AG/N/MYS/28 du 28 mars 2012 et G/AG/N/MYS/27 du 16 mars 2010.

¹⁴ La Malaisie a indiqué qu'aucun programme de subventions à l'exportation faisant l'objet d'engagements de réduction n'était en application en 2010 et 2011 (documents de l'OMC G/AG/N/MYS/29 du 28 mars 2012 et G/AG/N/MYS/26 du 16 mars 2010).

fiscale applicable à leur revenu officiel, équivalente à 10% de l'accroissement en valeur des exportations (section 3.3.5).

4.2.4 Soutien interne

4.17. Pendant la période considérée, la Malaisie a continué à accorder des montants croissants d'aide au titre du soutien par produit et du soutien général à l'agriculture; dans le premier cas par une augmentation du soutien du prix du riz paddy, et dans le second par une augmentation des subventions aux engrais et par l'octroi de prêts à des conditions libérales, entre autres choses (sections 3.4.2.2 et 4.2.5, et tableau 4.2).¹⁵ En 2011, le soutien des prix restait la principale dépense de soutien, suivie des subventions aux engrais. Les dépenses affectées aux installations de drainage et d'irrigation ont chuté depuis 2009. En 2013, 5,8 milliards de ringgit (contre 2,3 milliards en 2012)¹⁶ de dépenses budgétaires ont été allouées au Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie pour financer, entre autres choses, des programmes de développement agricole (section 3.4.2.2).¹⁷ Sur ce total, 2,2 milliards de ringgit, destinés à aider les exploitants à réduire les coûts de production, ont été distribués sous forme de subventions et d'incitations à la production de riz paddy, y compris des subventions au prix du paddy payé aux agriculteurs (480 millions de ringgit) et des subventions aux engrais (465 millions de ringgit); sous forme également d'incitations à l'augmentation du rendement (80 millions de ringgit) et de la production (563 millions de ringgit) de paddy, et de subventions au prix à la consommation (528 millions de ringgit) du riz et à l'obtention de semences de riz de haute qualité (85 millions de ringgit). En outre, la Malaisie contrôle l'offre et les prix de détail des produits suivants, entre autres: sucre, farine de blé et huile de cuisson (section 3.4.4.2). Les prix de détail du riz, de la farine de blé et de l'huile de cuisson sont subventionnés. Afin, notamment, de lutter contre la consommation excessive de sucre (pour des raisons de santé), les pouvoirs publics ont réduit de 0,20 ringgit par kg la subvention au sucre à compter du 29 septembre 2012 et l'ont supprimée le 26 octobre 2013, bien que le sucre soit toujours soumis à des contrôles de prix (section 3.4.4.2); la subvention au sucre de 0,34 ringgit par kg a entraîné une dépense de 478 millions de ringgit en 2012. Pour maintenir l'écart de prix croissant et le contingent de consommation de l'huile de cuisson, le gouvernement a prévu une enveloppe de 1,5 milliard de ringgit visant à stabiliser les prix de ce produit sur le marché en 2013.

4.18. Dans le cadre du budget 2014, le gouvernement prévoit d'affecter 2,4 milliards de ringgit aux subventions et aux mesures d'incitation, y compris les subventions aux engrais, aux semences, au prix du paddy et du riz, ainsi que les incitations à l'augmentation de la production rizicole et du tonnage de poisson débarqué.¹⁸ De plus, des crédits à hauteur de 243 millions de ringgit doivent être alloués au programme de replantation d'arbres à caoutchouc, de palmiers à huile et de cacaotiers, ainsi qu'au programme de reboisement. En vue d'augmenter la productivité et de promouvoir les produits agricoles à forte demande, 634 millions de ringgit doivent être affectés, dans le cadre de l'initiative des domaines clés de l'économie, à des projets de culture de

¹⁵ Des prêts à des conditions libérales peuvent être obtenus par le biais du Fonds pour la production alimentaire (3F), du Fonds pour les petites et moyennes entreprises et de divers autres mécanismes. Des facilités de crédit ont également été mises à la disposition des éleveurs de bétail par l'intermédiaire de l'Agro Bank qui dispose à cet effet d'une enveloppe de 55 millions de ringgit et qui est autorisée à accorder des prêts jusqu'à 300 000 ringgit sans garantie (*New Straits Times*, "National Agrofood Policy launched", 14 janvier 2012. Adresse consultée: "<http://www.nst.com.my/top-news/national-agrofood-policy-launched-1.32237>"; et document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010).

¹⁶ En 2012, un total de 2,3 milliards de ringgit a été consacré à des subventions (1,5 milliard de RM) et à des mesures incitatives (854 millions de ringgit) visant à aider les agriculteurs, les pêcheurs et les éleveurs de bétail à atteindre l'autosuffisance alimentaire, à améliorer la productivité dans le secteur des produits alimentaires et à stabiliser les prix des produits alimentaires essentiels (*The Star*, "Economic Report 2012/2013: Subsidies to hit RM42.4b in 2012, decline in 2013", 28 septembre 2012. Adresse consultée: "<http://biz.thestar.com.my/news/story.asp?file=/2012/9/28/business/20120928164242&sec=business> [5 mars 2013]).

¹⁷ *Discours sur le budget 2013*. Adresse consultée: "http://www.pmo.gov.my/dokumenattached/bajet2013/SPEECH_BUDGET_2013_28092012_E.pdf [5 mars 2013]; et *The Star*, "Economic Report 2012/2013: Subsidies to hit RM42.4b in 2012, decline in 2013", 28 septembre 2012. Adresse consultée: "<http://biz.thestar.com.my/news/story.asp?file=/2012/9/28/business/20120928164242&sec=business> [5 mars 2013].

¹⁸ *Discours sur le budget 2014* présentant le projet de loi de finance (2014), "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013. Adresse consultée: "<http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>."

paddy, d'élevage de poissons en parc, de production d'algues et de nids d'oiseaux, de plantes herbacées à forte valeur, de légumes et de fruits destinés aux marchés d'exportation. Dans le cadre du Programme de développement communautaire de la bioéconomie, les terres inexploitées seront mises en valeur, grâce à l'application de la biotechnologie et à l'agriculture sous contrat, afin d'accroître la valeur ajoutée du secteur agricole et le revenu des agriculteurs.¹⁹ Outre les mesures incitatives fiscales et extrafiscales existantes en faveur des entreprises ayant le statut BioNexus²⁰, le gouvernement accordera des incitations appuyant la R-D pour des projets viables qui seront évalués par BiotechCorp entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2018 (section 4.2.2): abattement fiscal pour les entreprises qui investissent pour acquérir une plate-forme technologique dans l'industrie de biotransformation; exonération du droit d'importation sur les équipements de R-D pour les entreprises qui investissent dans des usines pilotes à des fins de précommercialisation en Malaisie; et une incitation spéciale visant à couvrir une partie du coût opérationnel de la mise en valeur du capital humain auprès du Centre d'excellence pour la R-D.

Tableau 4.2 Aperçu des mesures de soutien interne à l'agriculture, 2009-2011

(millions de RM)

Type de mesure	Description	Valeur		
		2009	2010	2011
Systèmes de drainage et d'irrigation	Services de caractère général destinés aux agriculteurs des zones rurales et aux petits exploitants	722,17	399,01	363,51
Recherche et développement	Services de caractère général fournis pour la plupart des cultures dans le cadre de programmes agricoles	13,54	14,57	19,24
Services de commercialisation	Services de caractère général fournis pour la commercialisation des produits des petits exploitants	16,15	6,35	0,8
Services de vulgarisation	Services de caractère général destinés aux agriculteurs des zones rurales et aux petits exploitants comprenant des services d'inspection en matière de pesticides et le transfert d'informations et des résultats de la R-D aux producteurs	6,56	12,94	1,09
Soutien aux prix et prix minimum garanti	Le prix minimum garanti et la subvention aux prix du paddy sont accordés aux cultivateurs afin de lutter contre la pauvreté et d'améliorer le niveau socioéconomique de ces agriculteurs	448	448	480
Subvention aux engrais	La mesure vise à accroître la productivité et à encourager les bonnes pratiques agricoles parmi les petits exploitants	275,06	275,06	409,06

Source: Renseignements fournis par les autorités malaisiennes.

4.2.5 Riz

4.19. Le riz, culture stratégique, a toujours fait l'objet d'un traitement spécial à la frontière et de mesures de soutien interne. Ce produit étant considéré comme l'aliment de base de l'ensemble de la population malaisienne, un niveau d'autosuffisance acceptable non inférieur à 70% doit être maintenu (2011-2020) (tableau 4.1) et révisé en conséquence.²¹ Cette politique permet au pays de ne pas trop dépendre de sources externes et protège les consommateurs des flambées du prix sur le marché mondial. Entre 2008 et 2011, la production de paddy a augmenté de 12,2% (2,66 millions de tonnes); en 2011, la Malaisie était le 8^{ème} pays producteur de paddy de l'ASEAN.²² Dans le cadre des initiatives relatives aux domaines clés de l'économie, la société

¹⁹ *Discours sur le budget 2014* présentant le projet de loi de finance (2014), "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013. Adresse consultée: <http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>.

²⁰ Ce statut, accordé à des entreprises qualifiées réalisant des activités à valeur ajoutée dans les domaines de la biotechnologie et/ou des sciences de la vie, donne accès à des mesures incitatives budgétaires, à des subventions et à d'autres garanties. Outre les avantages et le soutien accordés d'une manière générale, les sociétés BioNexus bénéficient d'une série de privilèges énoncés dans la Liste des garanties BioNexus (renseignements en ligne de BiotechCorp. Adresse consultée: "<http://www.biotechcorp.com.my/bionexus-new/>").

²¹ Chee-Wan et Meng-Chang (2012).

²² Département des statistiques (2012a).

BERNAS (sections 3.2.7 et 4.2.2) a été chargée de soutenir le développement de nouvelles cultures de paddy en Malaisie orientale et d'organiser l'intégration de petites exploitations dans des projets de culture à grande échelle en Malaisie péninsulaire. En 2010 et 2011, BERNAS a acheté 12,7% de la production nationale de riz et les ventes de l'entreprise sur le marché intérieur ont été équivalentes à 56,4% de la consommation nationale en volume; ses importations annuelles se sont élevées à 995 000 tonnes en moyenne (2010-2012).²³

4.20. Le riz reste soumis à un taux de droit relativement élevé de 40% (à l'exception du riz en brisures destiné à l'alimentation animale, qui est soumis à un taux de 15%), mais apparemment non applicable dès lors que les importations sont en franchise de droits jusqu'en 2015, ainsi qu'à un régime de licences d'importation/d'exportation non automatiques et aux opérations commerciales d'État de la société BERNAS (sections 3.2.3.1, 3.2.7 et 3.3.2). En 2013, six types de subventions et d'incitations étaient en vigueur: le programme d'incitation à la production de paddy (563 millions de ringgit), la subvention au prix du riz (528 millions de ringgit), la subvention au prix du paddy (480 millions de ringgit), la subvention aux engrais destinés au paddy (465 millions de ringgit), le programme d'incitation à l'obtention de semences de paddy certifiées (85 millions de ringgit) et le programme d'incitation à l'augmentation des rendements (80 millions de ringgit).²⁴ Dans le cadre du mécanisme de prix minimum garanti (PMG), la société BERNAS se charge d'acheter du paddy aux agriculteurs à un prix au moins égal au PMG si le prix sur le marché est inférieur au PMG. Ce dernier est actuellement de 750 ringgit par tonne (le même qu'en 2009) pour le riz à grains moyens et à grains longs. Au titre du programme de subvention au prix du paddy, le gouvernement fait des versements fixes (actuellement 248,10 ringgit par tonne, comme en 2009) aux agriculteurs pour le paddy qu'ils vendent à toute rizerie commerciale. Cette subvention, qui constitue le principal poste des dépenses affectées au soutien de l'agriculture (tableau 4.2, sections 3.4.2.2 et 4.2.4), vient s'ajouter au prix reçu pour le paddy. Le gouvernement maintient en outre un contrôle des prix et assure la régulation de l'offre pour certains types de riz consommés par la population à faibles revenus, ce qui signifie que des prix plafonds s'appliquent au riz de qualité inférieure (section 3.4.4.2). BERNAS maintient en outre le stock national de riz pour le compte du gouvernement à un niveau de 292 000 tonnes. Le droit exclusif accordé à BERNAS en matière d'importation de riz a été prorogé jusqu'en 2021 et, en tant que monopsonne pour ce produit, la société tend à avoir le pouvoir sur le marché pour négocier des prix inférieurs avec ses fournisseurs. D'après les autorités, lorsqu'elle importe du riz, la société BERNAS met en œuvre un système d'achat transparent avec procédure d'appel d'offres ouvert. BERNAS ne réglemente pas les prix de détail du riz, qui sont réglementés par le Département du contrôle du paddy et du riz, lequel relève du Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie.

4.3 Pêche

4.21. La Malaisie reste un important producteur dans le secteur de la pêche; après avoir atteint un maximum en 2010, la production de poissons a cependant diminué en 2011 (1,37 million de tonnes de poissons débarqués, 122 219 tonnes provenant de l'aquaculture en eau douce et 404 289 tonnes de l'aquaculture marine). En 2012, la part du sous-secteur de la pêche dans le total de la valeur ajoutée/de la production agricole s'est élevée à 14,2%.²⁵ La Malaisie s'est classée à la 17^{ème} place mondiale et à la 11^{ème} place en Asie pour le total des captures en 2010; par ailleurs, elle occupait le 16^{ème} rang dans le monde et le 11^{ème} en Asie pour la production aquacole.²⁶ La consommation apparente de poisson de la Malaisie était de 53,3 kg de produits de la pêche par habitant en 2009, soit 2,9 fois plus élevée que la moyenne mondiale, et supérieure à celle de tous les pays développés à l'exception du Japon.²⁷ De ce fait, en 2012, les importations malaisiennes de produits de la pêche ont dépassé de 219 millions de dollars EU les exportations.²⁸ La flotte de pêche est passée de 49 756 navires en 2010 à 54 235 en 2012; selon les autorités, la principale raison de cette augmentation apparente a été l'immatriculation des bateaux de pêche traditionnels à moteurs hors-bord dans le cadre d'une opération de "régularisation" visant à recueillir davantage de renseignements sur la pêche en vue d'aider à la prise de décisions des parties prenantes. Parmi ces embarcations, plus de la moitié étaient détentrices d'un permis de

²³ Documents de l'OMC G/STR/N/11/MYS, G/STR/N/12/MYS, G/STR/N/13/MYS, G/STR/N/14/MYS du 2 septembre 2013.

²⁴ Ministère des finances (2013).

²⁵ Malaysia Productivity Corporation (2013b).

²⁶ Département des statistiques, Malaisie (2012d).

²⁷ Statistiques de la FAO. Adresse consultée: ftp://ftp.fao.org/FI/STAT/summary/FBS_bycontinent.pdf [18 janvier 2012].

²⁸ Base de données Comtrade de la Division des statistiques des Nations Unies.

pêche au filet maillant dérivant (2010). Les chalutiers, qui sont des navires de haute mer jaugeant 70 tonneaux ou plus et qui opèrent au-delà de 5 milles nautiques de la côte, sont les navires les plus efficaces et assurent 50,3% des prises; ils sont suivis des chalutiers-senneurs à senne coulissante (25,2%) et des navires utilisant des filets maillants dérivants (13,19%).²⁹

4.22. Dans le cadre de la politique agricole nationale 1998-2010 de la Malaisie, l'objectif de production de poissons avait été fixé à 1,93 million de tonnes pour 2010, 900 000 tonnes provenant de la pêche côtière, 430 000 tonnes de la pêche au large et 600 000 tonnes de la branche aquacole. Le rendement optimal estimé de 900 000 tonnes pêchées dans les eaux côtières a été largement dépassé.³⁰ Les stratégies de modernisation et de transformation de la pêche de capture prévues dans la Politique agroalimentaire nationale 2011-2020 comprennent: le renforcement des infrastructures, la restructuration des activités et la coordination institutionnelle des fonctions du Département des pêches et de l'Office de développement de la pêche de Malaisie.³¹ La part de la pêche côtière devrait être ramenée de 71%, niveau de 2010, à 65% avant 2020, le reste provenant de la pêche au large. Le développement des pêcheries côtières sera régi dans une large mesure par des principes de pêche durable, y compris par l'utilisation d'engins de pêche respectueux de l'environnement, l'approche écosystémique de la gestion de la pêche, la mise en place de récifs artificiels, les refuges de pêche et par d'autres mesures de conservation. La part de la pêche en eau profonde devrait augmenter, passant de 29% en 2010 à 35% avant 2020.

4.23. Les politiques ont pour but de maintenir le rendement maximal soutenable. Les mesures visant à réguler l'activité de pêche comprennent un contrôle permanent de la ressource, une limitation directe de la pêche, et des restrictions directes en matière de délivrance de nouvelles licences ou de licences supplémentaires autorisant l'exercice de la pêche dans les eaux côtières afin d'éviter toute surexploitation. Il apparaît que les permis de pêche sont délivrés uniquement aux navires de pêche locaux. La Malaisie met en œuvre un régime de contrôle des facteurs de production comprenant des mesures telles que le système de zonage, la limitation du nombre de navires de pêche, le tonnage des navires, le type d'engins et la puissance du moteur. La complexité de la pêche plurispécifique et multi-engins pratiquée en Malaisie n'a pas permis au gouvernement de mettre en place des mécanismes de quotas individuels transmissibles (QIT) ou de total admissible des captures (TAC). En 2011, la division juridique du Département des pêches a traité un total de 615 saisies conservatoires (contre 842 en 2010) résultant de diverses infractions à la Loi de 1985 sur les pêches. Depuis 2012, la Malaisie a rejeté quatre demandes présentées par des navires de pêches étrangers pratiquant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et souhaitant débarquer leurs prises dans des ports malaisiens, en conformité avec son engagement dans le cadre du Plan d'action régional de 2007 visant à promouvoir les pratiques de pêche responsables et notamment à combattre la pêche INN dans la région.³²

4.24. La Malaisie met en œuvre un programme d'amélioration de la ressource par le biais de la construction de récifs artificiels et d'un plan de repeuplement des étendues d'eau publiques (2,5 millions de juvéniles en 2010, 6,24 millions en 2011). Dans le but d'encourager une aquaculture durable et de qualité, un système de certification aquacole a été mis en place en 1999. Une évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) est exigée pour les projets aquacoles impliquant des superficies de 50 acres ou plus et situés dans des zones sensibles du point de vue de l'environnement (les mangroves, par exemple). Une série de programmes de sensibilisation ont été menés afin que le Code de conduite pour une pêche responsable soit appliqué par les dirigeants et les parties prenantes du sous-secteur de la pêche. Un cadre national pour l'approche écosystémique de la gestion de la pêche est en cours d'élaboration. En outre, la Malaisie a mis en place un Plan d'action national relatif à la pêche INN et s'emploie actuellement à dresser le bilan des Plans d'action régionaux relatifs aux requins et à la capacité de pêche.

²⁹ Profils des pêches et de l'aquaculture par pays. Adresse consultée: <http://www.fao.org/fishery/facp/MYS/en#CountrySector-OrgsInvolved>.

³⁰ Profils des pêches et de l'aquaculture par pays. Adresse consultée: <http://www.fao.org/fishery/facp/MYS/en#CountrySector-OrgsInvolved>.

³¹ Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie (2011).

³² Le Plan d'action régional est une initiative conjointe des gouvernements d'Australie et d'Indonésie pour lutter contre les activités de pêche INN; ce plan a été avalisé par l'Australie, le Brunéi Darussalam, le Cambodge, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Chine, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam (renseignements en ligne du Plan d'action régional. Adresse consultée: <http://www.rpoa.sec.kkp.go.id/>).

4.25. Conformément à la Loi de 1985 sur les pêches, les permis de pêche sont délivrés uniquement aux navires de pêche battant pavillon malaisien; à ce jour, aucun investissement étranger n'a été réalisé dans les domaines de la pêche hauturière et de la pêche côtière en Malaisie. En vertu de la même Loi, l'exercice de la pêche dans les eaux malaisiennes par des navires étrangers est soumis aux accords internationaux en matière de pêche conclus entre la Malaisie et les pays concernés. Le Département des pêches peut délivrer des permis de pêche à des navires étrangers aux termes d'"accords d'accès" signés par la Malaisie et les gouvernements étrangers respectifs.³³ À ce jour, la Malaisie n'est partie à aucun accord de pêche international.

4.26. Le poisson et les produits de la pêche sont soumis à des droits de douane qui s'échelonnent entre 0% et 20% (tableau A3. 1). Les poissons ornementaux donnent lieu à un abattement de l'impôt sur les sociétés équivalent à 10% de l'augmentation de la valeur des exportations (section 3.3.5). Toutes les notifications de mesures sanitaires et phytosanitaires entre 2010 et 2013 (juillet) concernaient le poisson (deux notifications pour les poissons vivants et quatre pour les poissons ornementaux) (section 3.2.5.2.5). La Malaisie apporte un soutien interne au sous-secteur de la pêche. Jusqu'au 31 mai 2011, les chalutiers jaugeant plus de 70 tonneaux pouvaient acheter du diesel au tarif de 1,25 ringgit (0,41 dollar EU) par litre; à compter de cette date, le prix, toujours subventionné, est passé à 1,80 ringgit par litre (section 4.5.1); il semble que la subvention soit toujours appliquée pour d'autres navires de pêche.³⁴

4.4 Industries extractives

4.27. Entre 2008 et 2012, la part des industries extractives (y compris les combustibles (section 4.5.1))³⁵ dans le PIB est tombée de 11,4% à 10,4% en raison de l'instabilité des prix mondiaux, alors que leur part dans l'emploi total restait relativement stable (0,3% à 0,4%) (tableau 1.2). Selon la Malaysia Productivity Corporation, la productivité totale des facteurs a diminué de 14,9% pendant la même période, en partie à cause de la forte hausse des prix des produits de base, tandis que la productivité du capital et du travail augmentait de 6,7% et de 5,5% respectivement.³⁶ En 2012, le secteur enregistrait la productivité du travail la plus élevée de l'économie, du fait, entre autres choses, d'une intensité capitaliste relativement élevée.³⁷ Le sous-sol malaisien contient plus de 33 types de minéraux différents. En 2011, l'or, le fer, le charbon et l'étain représentaient respectivement 10,3%, 25,8%, 6,9% et 3,7% de la production minière totale (en valeur); les autres minerais métallifères, y compris la bauxite, la silice, l'ilménite et d'autres métaux non ferreux représentaient 2,4% de la production, tandis que les minéraux non métalliques y compris la silice, le kaolin, le mica et le feldspath représentaient 50,9%.³⁸ Malgré la demande mondiale soutenue et les prix élevés de la plupart des métaux et des minéraux ces dernières années, le secteur reste léthargique.³⁹ La Malaisie fait partie des dix premiers producteurs mondiaux d'étain raffiné et d'étain brut, les terres rares constituant un sous-produit.⁴⁰

³³ Renseignements en ligne de la FAO, "Archives de documents de la FAO: Malaisie, tableau A: Limites des eaux territoriales, des zones de pêche et des zones économiques exclusives". Adresse consultée: <http://www.fao.org/docrep/v9982e/v9982e2m.htm>.

³⁴ En vertu de ce système, le gouvernement a subventionné mensuellement 25 000 à 28 000 litres de diesel équivalant à 31 250 ringgit (10 271 dollars EU) et 35 000 ringgit (11 503 dollars EU) respectivement pour chaque navire, et les navires pouvaient utiliser jusqu'à 14 millions de litres de diesel chaque mois (renseignements en ligne du blog relatif aux subventions à la pêche. Adresse consultée: <http://fisheriessubsidies.blogspot.ch/search/label/Malaysia>; et *Borneo Post*, "Trawler operators still enjoying subsidy for diesel", 8 juin 2011. Adresse consultée: "<http://www.theborneopost.com/2011/06/08/trawler-operators-still-enjoying-subsidy-for-diesel/>").

³⁵ Selon les autorités, les industries extractives (combustibles non compris) représentaient environ 0,2% du PIB.

³⁶ Les autorités ont indiqué que la hausse soudaine des prix des produits des industries extractives a suscité une croissance notable des investissements nouveaux en facteurs capital et travail. La longueur des délais d'exécution entre l'investissement dans de nouvelles capacités de production minière et les premiers rendements peut conduire à des variations à court terme de la PTF qui n'ont aucun rapport avec l'efficacité sous-jacente.

³⁷ Malaysia Productivity Corporation (2013b).

³⁸ Département des statistiques (2012c).

³⁹ Renseignements en ligne de Malaysiaminerals.com. Adresse consultée: <http://malaysianminerals.com/overview.html>.

⁴⁰ Renseignements en ligne de Malaysiaminerals.com. Adresse consultée: <http://malaysianminerals.com/overview.html>.

4.28. Le développement du secteur est toujours principalement guidé par la deuxième Politique minière nationale de 2009 qui a pour objet de garantir le développement durable et l'utilisation optimale des minéraux, d'une manière responsable et respectueuse de l'environnement.⁴¹ Les principales lois et réglementations qui régissent le secteur demeurent également inchangées et comprennent la Loi de 1994 sur le développement des industries extractives (entrée en vigueur en 1998), les Proclamations des États relatives aux industries extractives et les Règlements des États relatifs à l'exploitation minière. Les produits minéraux (à l'exception du pétrole brut et du gaz, voir section 4.5.1) appartiennent aux États fédéraux. Au niveau fédéral, l'activité est réglementée essentiellement par le Département des minéraux et des sciences de la terre, rattaché au Ministère des ressources naturelles et de l'environnement. Les autorités des États sont chargées, entre autres choses, de délivrer les licences de prospection et d'exploitation et les concessions minières. Les entreprises privées (nationales et étrangères) peuvent obtenir des licences ou des concessions pour exercer des activités de prospection ou d'exploitation de minéraux. Le nombre de demandes et de renouvellements de licences de prospection, de licences d'exploration et de concessions minières approuvées a augmenté; entre 2010 et 2011, 307 approbations ont été accordées.⁴² De ce fait, il s'est produit une augmentation de l'activité de prospection et d'exploitation, ainsi qu'un accroissement de la capacité du secteur pendant la période considérée. Les exploitants de mines et de carrières sont tenus de verser à l'État fédéral sur le territoire duquel ils exercent leurs activités des redevances fondées sur la valeur. Le niveau des redevances dépend du produit minéral et de l'évaluation de l'État concerné.⁴³ En général, le taux de redevance est de 5% pour les minéraux métalliques et varie entre 0,3 dollar EU et 1,16 dollar EU par mètre cube pour les minéraux non métalliques (matériau rocheux). Les taux de redevance sur les minéraux non métalliques peuvent être plus élevés pour les exportations; ainsi, dans l'État de Johor, les redevances sur le matériau rocheux destiné à l'exportation sont quatre fois plus élevées que celles qui frappent le matériau destiné au marché national. La plus grande partie des recettes découlant des redevances provient du minerai de fer et de l'or brut.

4.29. Les produits des industries extractives font encore l'objet d'une protection tarifaire relativement élevée allant de 0% à 50% (ciment Portland); ils sont en outre soumis à un régime de licences d'exportation et à une taxe à l'exportation de 5% (positions tarifaires à 12 chiffres, scories, cendres et résidus), toutes mesures qui peuvent jouer le rôle d'une subvention implicite à la transformation en aval (tableau A3. 1, sections 3.3.2 et 3.3.3). Comme d'autres secteurs de l'économie, les industries extractives bénéficient d'incitations fiscales générales telles que celles liées au statut d'entreprise pionnière, les incitations par double déduction fiscale, le dégrèvement fiscal pour investissements et les mécanismes de dégrèvement fiscal pour réinvestissements (sections 3.4.1 et 3.4.5).⁴⁴

4.30. Une participation étrangère au capital est autorisée jusqu'à 100% dans les activités d'extraction, d'exploitation et de transformation de minerais. En 2012, les industries extractives (99% pour le pétrole et le gaz (section 4.5.1)) figuraient parmi les sous-secteurs bénéficiant de niveaux élevés d'investissements approuvés, dont 64% étaient d'origine étrangère.⁴⁵ Lorsqu'elles approuvent ces projets, les autorités tiennent compte du niveau d'investissement, de la technologie et du risque impliqué, ainsi que de la disponibilité du savoir-faire malaisien et du niveau de valeur ajoutée. Les mêmes critères sont appliqués aux investisseurs nationaux.

4.31. En février 2013, les premières terres rares ne provenant pas de Malaisie ont été traitées par une usine à capitaux étrangers.⁴⁶

4.5 Énergie

4.32. La production d'énergie de la Malaisie demeure axée sur le pétrole et le gaz naturel; le secteur joue encore un rôle prépondérant dans l'économie, en particulier en ce qui concerne les exportations d'hydrocarbures (section 4.5.1). En 2011, l'offre et la demande d'énergie par habitant

⁴¹ Document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010.

⁴² Renseignements en ligne de Malaysiaminerals.com. Adresse consultée: <http://malaysianminerals.com/overview.html>.

⁴³ Département de l'intérieur des États-Unis/Service géologique des États-Unis (2013).

⁴⁴ Renseignements en ligne de Malaysiaminerals.com. Adresse consultée: <http://malaysianminerals.com/fiscal-reqimes.html>.

⁴⁵ MIDA (2012).

⁴⁶ L'usine reçoit et traite des ressources brutes australiennes (renseignements en ligne de la Lynas Ltd. Adresse consultée: <http://www.lynascorp.com/Pages/advanced-materials-plant-kuantan-malaysia.aspx>).

de la Malaisie figuraient parmi les plus élevées des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Entre 2008 et 2011, l'augmentation de l'approvisionnement en énergie primaire du pays a été plus de quatre fois supérieure à celle de la demande (15,6% contre 3,5%).⁴⁷ La part du gaz naturel dans l'approvisionnement en énergie primaire s'est accrue, au détriment de celle du pétrole brut; en 2011, les sources d'énergie primaire (exprimée en tonnes équivalent pétrole – TEP) se répartissaient en gaz naturel (45,1%), pétrole brut (31,1%), charbon et coke (18,6%), produits pétroliers (2,8%) et énergie hydraulique (2,3%).⁴⁸ Pendant la même période, la demande énergétique a augmenté pratiquement dans tous les secteurs à l'exception du secteur manufacturier où elle a diminué régulièrement en raison de la baisse de la demande de gaz naturel. En 2011, la demande d'énergie provenait en premier lieu du secteur des transports (39,3%), suivi du secteur manufacturier (27,8%), des ménages et du secteur commercial (16,1%) et du secteur agricole (2,1%).

4.33. Selon la Nouvelle étude sur la politique énergétique de 2010 réalisée dans le cadre du dixième Plan de la Malaisie 2011-2015 (section 2.3), l'approvisionnement en énergie continuera de se renforcer grâce à la création d'un marché plus compétitif et à la réduction progressive de la subvention à l'énergie.⁴⁹ La politique énergétique préconise: une rationalisation progressive de la tarification de l'énergie afin d'aligner les tarifs sur les prix du marché; un développement plus stratégique de l'approvisionnement énergétique basé sur la diversification des ressources (y compris les sources d'énergie renouvelable et l'énergie nucléaire); une accélération de la mise en œuvre d'initiatives en matière d'efficacité énergétique; une amélioration de la gouvernance afin d'appuyer la transition vers une tarification fondée sur le marché; et la mise en œuvre d'une politique fondée sur une approche intégrée et systématique visant à atteindre la sécurité énergétique. La Commission de l'énergie de la Malaisie, rattachée au Ministère de l'énergie, des technologies vertes et de l'eau, est chargée de réguler l'approvisionnement en électricité et la distribution de gaz par canalisations en Malaisie péninsulaire et au Sabah.

4.34. Du fait de l'épuisement des réserves de gaz naturel et de pétrole de la Malaisie et de la demande croissante d'énergie, les sources d'énergie renouvelable, qui étaient auparavant une simple "option" malgré les tentatives réalisées par le gouvernement depuis 2001 pour développer cette branche, ont acquis une importance nouvelle pour devenir une "solution énergétique revêtant un caractère immédiat et hautement prioritaire".⁵⁰ L'apport des sources d'énergie renouvelable au réseau national reste néanmoins négligeable à ce jour.⁵¹ La Politique de 2009 concernant l'énergie renouvelable poursuit les objectifs suivants: accroître la part de l'énergie renouvelable dans la production nationale d'électricité; faciliter la croissance de la branche de l'énergie renouvelable; garantir des coûts de production d'énergie renouvelable raisonnables; préserver l'environnement pour les générations futures; mieux faire connaître le rôle et l'importance de l'énergie renouvelable.⁵² La cible est d'atteindre une capacité installée de production à partir d'énergies renouvelables de 985 MW, équivalente à 6% du bouquet énergétique avant 2015 (2 080 MW, soit 11% du bouquet énergétique, avant 2020). Selon la Nouvelle étude sur la politique énergétique de 2010, l'accent devait être mis sur l'utilisation de l'énergie renouvelable et l'amélioration du rendement énergétique grâce à la mise en place d'un prix de rachat garanti de l'électricité d'origine renouvelable, et d'un Fonds pour l'énergie renouvelable. Ce Fonds, créé en décembre 2011 et financé par une taxe de 1% prélevée à l'ensemble des utilisateurs à l'exception de ceux qui consomment moins de 300 kilowattheures (kWh) ou 77,00 ringgit par mois, vise à faciliter la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable.⁵³ Les lignes directrices, les normes et les lois pertinentes ont été adoptées pour

⁴⁷ EIU (2012b).

⁴⁸ Renseignements en ligne du Centre d'information sur l'énergie. Adresse consultée: <http://meih.st.gov.my/>.

⁴⁹ Discours du Premier Ministre devant la Chambre des représentants (Dewan Rakyat), "Dixième plan de la Malaisie 2011-2015", 10 juin 2010. Adresse consultée:

http://www.pmo.gov.my/dokumenattached/speech/files/RMK10_Speech.pdf.

⁵⁰ Renseignements en ligne de Green Prospect Asia, "Malaysia's renewable energy outlook", 29 septembre 2012. Adresse consultée: "<http://greenprospectsasia.com/content/malaysia%E2%80%99s-renewable-energy-outlook>".

⁵¹ EIU (2012b).

⁵² Présentation de B.A. Malek, "Renewable Energy (RE) Policy & Action Plan", 14 mai 2010. Adresse consultée: <http://web.utm.my/era/images/ERA/national%20renewable%20energy%20policy%20mosti.pdf>.

⁵³ Le mécanisme du prix de rachat garanti permet de vendre l'électricité produite grâce à des sources d'énergie renouvelable locales [indigènes] à des compagnies d'électricité du secteur public à un prix fixe élevé pendant une durée spécifique. La Malaisie fournit le détail des fourchettes de prix qui varient selon les technologies, la taille des projets et les applications. Le mécanisme prévoit en outre des primes qui peuvent

malaisienne, qui l'utilise à des fins de recherche. Malgré les préoccupations en matière de sécurité suscitées par le désastre de Fukushima au Japon en mars 2011, il est prévu de construire une centrale nucléaire dont l'exploitation devrait débuter avant 2025.⁶⁰

4.36. Un Programme d'amélioration du rendement énergétique lancé par le gouvernement en 2009, avec la coopération du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a donné des résultats encourageants. Il a conduit à des améliorations du rendement énergétique atteignant 28% dans 48 centrales (représentant 7% de l'utilisation totale d'énergie du secteur industriel) grâce à des mesures peu onéreuses ou n'entraînant aucun frais.⁶¹ Plusieurs programmes et initiatives ont été mis en place dans le domaine de l'efficacité énergétique: exemple donné par les pouvoirs publics eux-mêmes (réduction de la consommation d'énergie), promotion des appareils à haut rendement énergétique, promotion de la production combinée de chaleur et d'électricité, et programme SAVE (Sustainability Achieved via Energy efficiency – Durabilité grâce à l'efficacité énergétique). Un projet de loi relatif au rendement énergétique et à la conservation de l'énergie était à l'étude au milieu de l'année 2013 mais ne devrait pas être adopté en 2014 car il faut être sûr qu'il ne présentera aucune lacune (par exemple secteur des transports).⁶² En mai 2013, les modifications apportées à la réglementation de la Loi de 1990 sur l'approvisionnement en électricité dans le cadre du Règlement de 2013 sur l'électricité (modification) définissent des normes minimales de rendement énergétique pour une utilisation efficace de l'électricité par les réfrigérateurs, les ventilateurs domestiques, les télévisions, les climatiseurs et les lampes à incandescence.⁶³ Un Plan directeur national pour le rendement énergétique jetant les bases d'une stratégie visant à résoudre les problèmes liés à la sécurité énergétique, au réchauffement planétaire et au changement climatique devait être rendu public en 2013.

4.37. Le subventionnement de l'énergie, dont le but est de maintenir l'énergie à un niveau abordable, demeure en Malaisie un problème majeur de longue date aux niveaux de la fiscalité, du budget, du développement, et de l'environnement, et constitue donc un enjeu politique de taille (sections 3.4.2.2, 3.4.4.2, 4.5.1 et 4.5.2).⁶⁴ Outre le coût d'opportunité de l'investissement en capital productif des recettes provenant des ressources naturelles, les prix subventionnés de l'essence, du diesel et du gaz naturel constituent un facteur essentiel de distorsion de la répartition des ressources dès lors qu'ils encouragent l'inefficacité de la consommation d'énergie.⁶⁵ Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie, les dépenses consacrées aux subventions à l'énergie représentaient 2,6% du PIB, et 11,2% des dépenses de fonctionnement de l'État en 2011 (tableau 4.3).⁶⁶ Entre 2009 et 2011, les dépenses ont augmenté de 44,5% en raison de l'accroissement du soutien aux prix de l'essence qui sont parmi les plus faibles du continent asiatique (et du monde).⁶⁷ La réforme des subventions entre dans le cadre du nouveau modèle économique de 2009 et du dixième Plan de la Malaisie 2011-2015 (section 2.3). Un Programme de rationalisation des subventions adopté en mai 2010, qui prévoyait une réduction progressive sur cinq ans des subventions à l'essence, au gaz de cuisine, à l'électricité et aux péages routiers, et qui devait, selon les projections, permettre d'économiser un total cumulé de 33 milliards de dollars EU, a eu peu d'effet dès lors que le gouvernement a "changé d'orientation et donné la priorité au coût de la vie" en mars 2012; le programme a été réactivé en septembre 2013 (section 3.4.4.2).⁶⁸

⁶⁰ EIU (2012b).

⁶¹ Discours du Ministre de l'énergie, des technologies vertes et de l'eau à la Conférence sur le rendement énergétique et la préservation des ressources énergétiques, 19 juillet 2012. Adresse consultée: "<http://www.kettha.gov.my/en/content/fmm-conference-energy-efficiency-and-conservation-2012-%E2%80%9Ccompetitive-edge-manufacturers%E2%80%9D>".

⁶² Renseignements en ligne de Green Prospect Asia, "Delay likely for Malaysia's energy efficiency law", 11 octobre 2012. Adresse consultée: "<http://www.greenprospectsasia.com/content/delay-likely-malaysias-energy-efficiency-law#sthash.9bFFPLBD.dpuf>".

⁶³ Règlement de 2013 sur l'électricité (modification). Adresse consultée: "http://www.st.gov.my/v4/images/stories/about_us/20130503_P_U_A_151-PERATURAN_-_PERATURAN_ELEKTRIK_PINDAAN_2013.pdf".

⁶⁴ Pour plus de renseignements sur l'incidence du subventionnement de l'énergie, voir Institut international du développement durable (2013).

⁶⁵ Gil Sander *et al.* (2013).

⁶⁶ Institut international du développement durable (2013).

⁶⁷ EIU (2012a).

⁶⁸ OCDE (2013b); et EIU (2012a).

Tableau 4.3 Subventions à l'énergie, 2009-2011

	2009	2010	2011
Subventions exprimées en % du PIB	..	..	2,60
Taux moyen de subventionnement (%)	..	..	18,4
Subvention (\$EU/personne)	..	..	253,3
Coût annuel de la subvention (milliards de \$EU)			
Pétrole	1,58	3,89	5,35
GNL	1,68	0,97	0,89
Charbon	0	0	0
Électricité	1,71	0,81	0,94
Total	4,97	5,67	7,18

.. Non disponible.

Note: Les chiffres de l'Agence internationale de l'énergie s'appuient sur la méthode dite "de l'écart de prix", qui consiste à comparer les prix moyens payés par le consommateur en bout de chaîne à des prix de référence correspondant au coût de l'approvisionnement.

Source: Institut international du développement durable (2013), *A Citizens Guide to Energy Subsidies in Malaysia, 2013*, mai. Adresse consultée: http://www.iisd.org/qsi/sites/default/files/ffs_malaysia_czguide.pdf; et base de données relative aux subventions de l'Agence internationale de l'énergie. Adresse consultée: <http://www.iea.org/subsidy/index.html>.

4.5.1 Hydrocarbures

4.38. La Malaisie est le 4^{ème} producteur de pétrole brut de l'Asie-Pacifique (29^{ème} mondial en 2011) et le 3^{ème} exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (10% de l'offre sur le marché mondial en 2010). La part de ces deux produits dans la valeur des exportations totales est passée de 14,8% en 2009 à 20,3% en 2012.⁶⁹ Le pays, qui était auparavant exportateur net de pétrole, est devenu importateur net en 2011 en raison, entre autres choses, des distorsions du marché intérieur où la demande de produits pétroliers a augmenté plus vite que la production. La Malaisie continue néanmoins de fournir du pétrole à l'Inde, à l'Australie, à la Thaïlande, au Japon, à la République de Corée et à Singapour.⁷⁰ Entre 2009 et 2011, la production de pétrole brut et de condensats a chuté de 13,5% pour s'établir à environ 208 millions de barils tandis que les réserves augmentaient de 6,2% et atteignaient 5,9 milliards de barils.⁷¹ Durant la même période, la production de gaz naturel a augmenté de 8% pour atteindre 69,8 millions de TEP, et les réserves ont augmenté de 2,3%, atteignant 87 988 000 milliards de pieds cubes standard. Entre 2009 et 2011, la consommation intérieure de produits pétroliers a été ramenée à 23 900 milliards de TEP, soit une baisse de 0,9%, tandis que la consommation de gaz naturel augmentait de 8 900 milliards de TEP. Environ 20% du gaz naturel – le principal combustible servant à la production d'électricité – utilisé en Malaisie péninsulaire est importé d'Indonésie. L'amélioration récente de la productivité du travail dans le secteur des industries extractives (section 4.4) est due, entre autres choses, à l'effet combiné de plusieurs facteurs: augmentation de la production de gaz naturel et de pétrole brut, découverte de nouveaux champs de pétrole, reprise de l'exploitation de gisements parvenus à maturité, innovation technologique permanente, amélioration des qualifications, expansion et nouvelles caractéristiques des apports de capitaux, particulièrement dans le processus d'extraction du pétrole.⁷²

4.39. La politique d'orientation du secteur des hydrocarbures (autre domaine clé de l'économie faisant l'objet d'un projet sur les points d'entrée) (section 4.2.2) est axée sur l'amélioration de la production des champs de pétrole et des champs de gaz naturel existants et sur la prospection accrue en eaux profondes, conformément à la politique nationale de 1980 relative à l'épuisement des ressources.⁷³ Des incitations en matière de fiscalité et d'investissement ont été mises en place

⁶⁹ Organisation des pays exportateurs de pétrole (2012); Agence américaine pour l'information sur l'énergie. Adresse consultée: <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=MY>; Base de données Comtrade de la Division des statistiques des Nations Unies; et renseignements en ligne de CIA World FactBook. Adresse consultée: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/my.html>.

⁷⁰ EIU (2012b).

⁷¹ Renseignements en ligne du Centre d'information sur l'énergie. Adresse consultée: <http://meih.st.gov.my>.

⁷² Malaysia Productivity Corporation (2013b).

⁷³ Renseignements en ligne de l'Agence américaine pour l'information sur l'énergie. Adresse consultée: <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=MY>.

en 2010 pour encourager la prospection et la mise en valeur des ressources pétrolières et gazières. Leur objectif est d'accroître la capacité de production globale de 5% par an jusqu'à 2020 afin de répondre à la croissance de la demande et de soutenir les exportations de brut et de GNL vers les marchés étrangers. La Malaisie aspire en outre à devenir une plaque tournante régionale pour le stockage et le négoce du pétrole, tirant parti de sa situation stratégique au centre de la région Asie-Pacifique.

4.40. Les gisements de pétrole et de gaz naturel malaisiens appartiennent entièrement à Petroliam Nasional Berhad (PETRONAS), société dont le capital est entièrement détenu par l'État (section 3.4.3). En vertu de la Loi de 1974 sur le développement pétrolier, PETRONAS jouit des droits exclusifs de propriété, de prospection et de production du pétrole et est responsable de la planification, de la réglementation de toutes les activités en amont, et de l'investissement y afférent. Dans une certaine mesure et du point de vue de la gestion macroéconomique, PETRONAS semble jouer le rôle d'un fonds pétrolier.⁷⁴ La société retient certaines recettes d'exportation à l'étranger et a réalisé d'importants investissements directs dans des industries nationales d'aval, ainsi que dans des opérations de production à l'étranger.⁷⁵ Cela a permis de réduire les entrées de devises dans l'économie (et de diminuer ainsi les pressions exercées sur le taux de change), de soutenir la diversification en aval et de constituer des actifs pour les générations futures. À mesure de l'accroissement de la production, la part des recettes pétrolières dans les recettes budgétaires totales a diminué, et les transferts budgétaires ont été moins volatiles que les bénéfices tirés du pétrole. En 2012, la valeur comptable des fonds propres de PETRONAS équivalait à 36% du PIB. PETRONAS reste la société qui contribue le plus au budget national (distribution de dividendes, redevances pétrolières et impôts); la société participait à hauteur d'environ 40% aux recettes du gouvernement fédéral, soit 207,2 milliards de ringgit, en 2012, contre 39,3% en 2008. Elle a proposé de plafonner le versement de dividendes à l'État à 30% du bénéfice net, de manière à réinvestir le solde dans la prospection pétrolière et gazière à l'échelle mondiale, dans un contexte de baisse des approvisionnements internes.⁷⁶

4.41. Plusieurs autres sociétés à capitaux malaisiens et étrangers interviennent dans les activités d'amont en Malaisie.⁷⁷ PETRONAS demeure l'organisme de réglementation de ces activités tant dans le secteur du pétrole que dans celui du gaz. Les sociétés qui souhaitent opérer dans le secteur d'amont doivent signer avec PETRONAS des contrats de partage de la production ou des contrats de service à risque. Pour les contrats de partage de production, une participation minimale de 15% de PETRONAS Carigali Sdn Bhd, filiale de PETRONAS, dans le capital est exigée. Pendant l'exercice 2012; 9 contrats de partage de la production et 2 contrats de service à risque ont été signés; un total de 95 contrats de partage de la production et de 3 contrats de service à risque étaient en place. L'investissement étranger dans le secteur pétrolier et gazier d'aval ne fait l'objet d'aucune restriction: une participation étrangère au capital jusqu'à 100% est autorisée.

4.42. Les activités du secteur pétrolier d'aval sont réglementées par le Ministère du commerce intérieur, des coopératives et de la consommation et le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI). Le premier délivre les licences pour la commercialisation, le stockage et la distribution du pétrole et de certains produits pétrochimiques, tandis que le second délivre les licences pour la transformation et le raffinage du pétrole et la fabrication de produits

⁷⁴ Gil Sander *et al.* (2013).

⁷⁵ Les importants investissements réalisés par PETRONAS dans le domaine de la production/fabrication (uniquement dans des activités d'aval) hors de Malaisie correspondent majoritairement à sa filiale sud-africaine Engen Ltd. PETRONAS possède également des installations plus modestes de mélange/embouteillage/production au Brésil, en Italie, en Chine, en Belgique, aux Philippines et au Viet Nam.

⁷⁶ Le bénéfice net de PETRONAS était de 49,4 milliards de ringgit en 2012, soit une baisse de 17,2% par rapport à l'année précédente (renseignements en ligne de *The Edge*, "No caps on Petronas dividends?", le 22 mai 2013. Adresse consultée: <http://www.theedgemaalaysia.com/features/239511-no-cap-on-petronas-dividends.html>). Entre 2010 et le 31 décembre 2012, les principaux investissements réalisés à l'étranger par PETRONAS ont été l'acquisition de la Progress Energy Resource Corp et du projet gazier du North Montney Shale au Canada, du projet d'usine de GNL de Gladstone en Australie, et des activités en amont en Iraq, en Égypte et au Turkménistan.

⁷⁷ Parmi ces importantes entreprises pétrolières et gazières figurent les suivantes: BHP Billiton Petroleum (Sabah) Corporation, Conoco Asia Pacific Sdn Bhd, ExxonMobil Exploration And Production Malaysia Inc, Hess Oil & Gas Sdn Bhd, Inpex Offshore North West Sabah Ltd, Lundin Malaysia B.V., MDC Oil & Gas (SK 320) Ltd 12, Murphy Peninsular Malaysia Oil Co. Ltd., Murphy Sabah Oil Co. Ltd., Murphy Sarawak Oil Co. Ltd., Newfield Peninsula Malaysia Inc., Newfield Sarawak Malaysia Inc., Nippon Oil Exploration (Malaysia) Ltd, Petrofac (Malaysia PM-304) Limited, Petroliam Nasional Berhad, Shell Malaysia, Talisman Malaysia Ltd et Total E&P Malaysia.

pétrochimiques. Les activités d'aval du secteur gazier sont quant à elles réglementées par la Commission de l'énergie (section 4.5).

4.43. Outre PETRONAS, les autres sociétés pétrolières et gazières d'amont en général demeurent des sources importantes de recettes publiques en Malaisie, principalement parce qu'elles sont assujetties à un taux d'imposition plus élevé que les autres agents économiques (sections 3.4.1.2 et suivantes). Au titre de la Loi de 1967 sur le pétrole (impôt sur les revenus), les sociétés pétrolières et gazières d'amont sont assujetties à un impôt de 38% sur les revenus provenant de la vente de pétrole brut et de gaz naturel extraits de Malaisie ou de la vente d'un type d'essence minérale. Une redevance de 10% est prélevée sur la production de pétrole. Les revenus dérivés d'activités pétrolières en aval, comme le raffinage du pétrole ou la transformation de produits pétroliers, sont imposés au taux légal de 25%.

4.44. Les droits d'importation sur les huiles de pétrole vont de 0% à 5%.⁷⁸ Un droit d'exportation de 10% s'applique au pétrole brut et aux condensats, mais non au gaz naturel (section 3.3.3). Les exportations d'essence, de diesel et de gaz de pétrole liquéfié sont soumises à approbation dès lors que ces produits bénéficient de subventions et que leurs prix sont plafonnés (sections 3.3.2 et 3.4.4.2).

4.45. Malgré les projets de réforme et de rationalisation des prix, le système de subventionnement des combustibles appliqué par la Malaisie maintient les prix intérieurs à un niveau qui compte parmi les moins élevés d'Asie (sections 3.4.2.2, 3.4.4.2 et 4.5, tableau 4.4).⁷⁹ Les prix de l'essence (NOR 92, puis NOR 95), du diesel et du gaz de pétrole liquéfié sont déterminés depuis 1983 par un mécanisme automatique de fixation des prix. Bien que les variations du prix de l'essence NOR 97 soient autorisées depuis septembre 2009, les prix de l'essence NOR 95, du diesel et du GPL n'ont pour ainsi dire pas changé depuis 2009, ce qui signifie que les fluctuations de prix n'ont pas été transférées au consommateur. Pour que le prix de détail des produits pétroliers se maintienne à un niveau modéré, la différence entre le prix de détail et le prix réel du marché est compensée, dans le cadre du mécanisme automatique de fixation des prix, par l'exonération de la taxe sur les ventes et par des subventions.⁸⁰ Selon les estimations, les subventions représentaient, en 2012, 28% du prix de détail de l'essence NOR 95, 32% de celui du diesel et 51% de celui du GPL (tableau 4.4); une réduction de 0,20 ringgit par litre de la subvention à l'essence a eu lieu le 3 septembre 2013. De plus, le secteur des transports, les autobus publics, les poids lourds, les ferries et navires transportant des passagers, ainsi que certains types de navires de pêche bénéficient d'une subvention supplémentaire au prix du diesel; les groupes électrogènes sont également subventionnés par le biais du prix réduit du gaz imposé par l'administration centrale (sections 4.3 et 4.5.2). D'autres subventions aux combustibles semblent soumises à un système d'attribution de contingents.

Tableau 4.4 Subventions aux prix des combustibles et comparaison, 2012

	GPL ^a (ringgit/bouteille de 14 kg)	Essence NOR 95 (ringgit/litre)	Diesel (ringgit/litre)
Prix réel	47,57	2,74	2,80
Prix au consommateur	26,60	1,90	1,80
Subvention	20,97	0,84	1,00
Subvention (%)	51	28	32
Différences de prix par rapport aux pays voisins, décembre 2012			

⁷⁸ Trois lignes tarifaires au niveau à neuf chiffres du SH sont frappées par des droits à 5%, à savoir 270900900 (huiles brutes de minéraux bitumineux), 271012100 (huiles de pétrole partiellement raffinées) et 271019200 (huiles moyennes et préparations).

⁷⁹ À l'exception du Brunéi Darussalam, la Malaisie est le pays d'Asie du Sud-Est dont les prix du gaz pour l'utilisateur final sont les moins élevés (Institut international du développement durable, 2013).

⁸⁰ Pour calculer le prix des combustibles, on fait la somme du coût du produit, des frais de fonctionnement, de la marge de la société pétrolière et de la taxe sur les ventes pour obtenir le prix de revient. La taxe sur les ventes et la subvention sont ensuite retranchées du résultat pour obtenir le prix de détail. Le mécanisme automatique de fixation des prix tient compte de six composantes pour élaborer le prix de détail du combustible: le coût de référence des produits pétroliers (moyenne Platts Singapour (MOPS)); la différence "Alpha" entre le prix MOPS et le prix d'achat des sociétés pétrolières malaisiennes; les frais de fonctionnement comprenant les frais de transport et de commercialisation des produits pétroliers; la marge des exploitants de stations-service; la taxe sur les ventes et la subvention (Institut international du développement durable, 2013).

	GPL ^a (ringgit/bouteille de 14 kg)	Essence NOR 95 (ringgit/litre)	Diesel (ringgit/litre)
Thaïlande	2,80	4,90	3,12
Singapour	7,94	5,66	4,30
Indonésie	2,06	3,04	3,52
Malaisie	1,90	1,90	1,80
Brunéi Darussalam	-	1,50	0,90

a Gaz de pétrole liquéfié.

Source: Ministère du commerce intérieur, des coopératives et de la consommation; Institut international du développement durable (2013), *A Citizens Guide to Energy Subsidies in Malaysia*, 2013, mai, adresse consultée: http://www.iisd.org/qsi/sites/default/files/ffs_malaysia_czguide.pdf; base de données relative aux subventions de l'Agence internationale de l'énergie, adresse consultée: <http://www.iea.org/subsidy/index.html>; et données fournies par les autorités malaisiennes.

4.46. Sous leur forme actuelle, les subventions manquent d'efficacité car elles semblent profiter surtout aux classes à revenu intermédiaire et à revenu élevé, ainsi qu'aux étrangers et aux entreprises.⁸¹ Elles encouragent également la surconsommation de combustibles et la contrebande en grosses quantités (section 3.2.1.1 et 3.4.2.2). On estime que les pertes dues uniquement à la contrebande de GPL atteignent 10 millions de ringgit (3,1 millions de dollars EU) par an, et que chaque opération de contrebande de diesel réussie équivaut à une perte de 40 000 litres.⁸² Les combustibles subventionnés font également l'objet d'un trafic illégal à l'intérieur des frontières dans la mesure où des produits pétroliers bénéficiant de subventions et destinés aux consommateurs sont détournés au profit du secteur industriel. Ces agissements se produisent malgré l'adoption en 2006 d'un système de nano-marquage permettant de marquer l'essence et le diesel subventionnés afin qu'il ne soit pas utilisé par des entreprises industrielles. Entre 2011 et 2013 (juillet), 1 097 affaires concernant des produits pétroliers subventionnés ont été recensées, dans le cadre desquelles les saisies de diesel se sont élevées à 16,5 millions de ringgit.

4.47. Le GNL est principalement transporté par la Société malaisienne des transports maritimes internationaux (MISC) qui possède et exploite 27 méthaniers; il s'agit de l'une des plus importantes flottes de méthaniers du monde pour le volume transporté. PETRONAS détient 62% du capital de la MISC.⁸³

4.5.2 Électricité

4.48. Les principales sources de production d'énergie électrique sont le gaz naturel (52,7% en 2012), le charbon (38,9%) et l'énergie hydraulique (7,3%).⁸⁴ Le secteur est dominé par plusieurs producteurs indépendants qui interviennent pour 40% environ dans la fourniture nationale d'énergie électrique, et trois sociétés liées à l'État (section 3.4.3): Tenaga Nasional Berhad, qui fournit l'électricité en Malaisie péninsulaire, Sarawak Energy Berhad, chargée du Sarawak, et Sabah Electricity Sdn. Bhd, responsable du Sabah et de Labuan. En 2011, le secteur industriel était le principal consommateur d'électricité (43,8%), suivi du secteur tertiaire (34,3%), du secteur résidentiel (21,4%), du secteur agricole (0,3%) et du secteur des transports (0,2%). En 2011, la participation étrangère à la production d'énergie était autorisée jusqu'à un plafond de 49% tandis que le transport d'énergie était réservé exclusivement aux principales entreprises de services publics de distribution. Les pouvoirs publics s'efforcent en effet d'accroître la compétitivité dans le secteur de la production alors que, dans celui du transport, des considérations impliquant la sécurité nationale entrent en jeu. S'agissant de la distribution d'énergie électrique, la participation étrangère est généralement autorisée jusqu'à un maximum de 30% du capital dans le cadre d'une franchise désignée à cet effet.

4.49. Tenaga Nasional Berhad, principale entreprise d'électricité de Malaisie – et également la plus grande de l'Asie du Sud-Est, est une société de droit privé dont le capital appartient entièrement à l'État. Sa part dans la production totale d'énergie électrique de Malaisie péninsulaire est de 32% par le biais des centrales en pleine propriété, et de 22% par le biais des centrales de producteurs

⁸¹ OCDE (2012b).

⁸² Institut international du développement durable (2013).

⁸³ Renseignements en ligne de l'Agence américaine pour l'information sur l'énergie, "Malaisie". Adresse consultée: <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=MY> [14 juin 2013].

⁸⁴ Bureau du Premier Ministre/Unité de la planification économique (2012); et Institut international du développement durable (2013).

d'électricité indépendants dans lesquelles elle détient une participation; Tenaga Nasional Berhad maintient le monopole sur les services de transport et de distribution d'énergie électrique.⁸⁵ Depuis 1994, les producteurs indépendants ont cependant pu signer avec les sociétés liées à l'État de leurs régions respectives des accords rigides d'achat d'énergie qui leur permettent d'exercer un monopole sur les réseaux locaux de transport et de distribution à l'intérieur de certaines zones réservées.⁸⁶ Les producteurs d'électricité indépendants de première génération (centrales à gaz) détiennent des concessions de 21 ans qui arriveront à échéance en 2015-2016; les concessions des producteurs indépendants de deuxième et troisième générations expireront pendant la période allant de 2020 à 2033, et les nouvelles installations seront sélectionnées par le biais d'un processus d'appel d'offres public.⁸⁷ Comme c'est le cas pour les accords d'achat d'énergie dans d'autres parties du monde, et en vertu des politiques passées de privatisation du secteur de l'énergie électrique, Tenaga Nasional Berhad est contrainte de verser des paiements au titre de la capacité de plus de 4 milliards de ringgit (1,3 milliard de dollars EU) par an à neuf producteurs indépendants, quel que soit le niveau de la demande d'énergie. Dans le cadre du système des accords d'achat d'énergie, le coût du combustible peut être répercuté sur l'utilisateur final; les coûts des pénuries de gaz sont toutefois supportés par le gouvernement et PETRONAS.⁸⁸

4.50. Les producteurs d'énergie électrique sont subventionnés grâce au faible prix du gaz réglementé par le gouvernement, l'objectif étant de maintenir les coûts de production à un niveau peu élevé et de garantir aux utilisateurs finals des tarifs d'électricité abordables. Cette mesure aurait été à l'origine de l'inefficacité des producteurs indépendants et du gonflement de leur structure de coûts.⁸⁹ À compter du 1^{er} juin 2011, PETRONAS a été invitée à appliquer au gaz vendu aux producteurs d'énergie électrique un prix contrôlé de 13,70 ringgit (auparavant 10,70 ringgit ou 3 dollars EU) par million d'équivalents métriques d'unités thermiques britanniques (mmbtu). En conséquence, en 2011, PETRONAS a perdu, selon les estimations, 20,1 milliards de ringgit (6,4 milliards de dollars EU), soit 2,3% du PIB, du fait du manque à gagner causé par le subventionnement du gaz (dont une partie est importée, voir la section 4.5.1) utilisé par le secteur de l'énergie (Tenaga nasional, producteurs d'électricité indépendants) et les autres secteurs.⁹⁰ Selon un rapport d'étude de la Maybank (octobre 2012), Gas Malaysia, vendeur monopoliste de gaz au détail et vendeur final de gaz aux entreprises manufacturières, a adopté, conjointement avec PETRONAS, un mécanisme de fixation des prix à deux niveaux: le premier niveau est fondé sur le prix du gaz extrait en Malaisie péninsulaire et le deuxième niveau, plus élevé, sur le gaz provenant du GNL importé.⁹¹ Sabah Electricity Sdn. Bhd perçoit également de l'État d'importantes subventions au diesel et au mazout visant à faire baisser le coût de la production d'énergie électrique; ces subventions se sont élevées à 538,1 millions de ringgit (164,3 millions de dollars EU) en 2012.

4.51. Les tarifs de l'électricité restent subventionnés. Leur coût budgétaire a chuté globalement de 45% pendant la période 2009-2011 (section 4.5, tableau 4.3). Les tarifs varient en fonction du niveau de consommation, de la tension (faible, moyenne, haute) et de la catégorie du consommateur (clients résidentiels, du secteur tertiaire, industriels, des industries extractives, du secteur agricole, par exemple), ce qui permet le subventionnement croisé entre les groupes d'utilisateurs.⁹² Les tarifs de Tenaga Nasional, qui concernent uniquement la Malaisie péninsulaire, ont été révisés pour la dernière fois le 1^{er} juin 2011. Les entreprises Sabah Electricity Sdn et

⁸⁵ Renseignements en ligne de Tenaga Nasional. Adresse consultée: "<http://www.tnb.com.my/about-tnb/history.html>".

⁸⁶ Institut international du développement durable (2013).

⁸⁷ Les producteurs d'électricité indépendants de première génération ont signé des accords en 1993 et 1994; les producteurs de deuxième génération ont signé entre 1998 et 2001, et ceux de troisième génération après 2002.

⁸⁸ Ainsi, des opérations d'entretien de PETRONAS qui ont eu lieu entre janvier 2010 et octobre 2011 ont entraîné une longue pénurie de gaz et obligé Tenaga Nasional à consommer du pétrole et des distillats, à un coût de 3,1 milliards de ringgit (1 milliard de dollars EU); en compensation de cette perte, les pouvoirs publics ont remboursé à l'entreprise 2,02 milliards de ringgit (648 millions de dollars EU), dont la moitié provenait de PETRONAS (Institut national du développement durable, 2013).

⁸⁹ Il semble que l'électricité produite par les producteurs indépendants ait un coût d'environ 0,59 ringgit (0,19 dollar EU) par kilowattheure (kWh), ce qui est supérieur au tarif payé par les consommateurs résidentiels à Singapour (0,52 ringgit, soit 0,17 dollar EU), où l'électricité est vendue au prix du marché sans aucune subvention et comprend les frais de transport et de distribution (Institut international du développement durable, 2013).

⁹⁰ Gil Sander *et al.* (2013).

⁹¹ Gil Sander *et al.* (2013).

⁹² Commission de l'énergie (2013).

Sarawak Energy Berhad ont leur propre structure tarifaire, en vigueur depuis le 15 juillet 2011 et le 1^{er} avril 2007 respectivement. Les tarifs augmentent progressivement, en accord avec la progression de la consommation, selon le groupe de consommateurs. Des prix d'achat garantis de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable ont été mis en place en décembre 2011 (section 4.5) et sont plus élevés que les tarifs conventionnels.⁹³ Les consommateurs industriels dont les factures d'électricité représentent 5% de leurs frais d'exploitation annuels totaux ou plus ont droit à des taux réduits dans le cadre d'un tarif industriel spécial. Les pouvoirs publics étudient actuellement les moyens de supprimer progressivement ce tarif spécial.⁹⁴ Selon les estimations de la Commission de l'énergie, en 2011 le prix de vente moyen de l'électricité appliqué par Tenaga Nasional Berhad aux utilisateurs des secteurs tertiaire et agricole (0,3819 ringgit/kWh et 0,3724 ringgit/kWh respectivement) était supérieur de 32% au prix de vente au secteur industriel (0,2894 ringgit/kWh). Il en va de même pour Sabah Electricity Sdn et Sarawak Energy Berhad, dont les consommateurs résidentiels subventionnent de façon indirecte les tarifs moins élevés appliqués aux activités industrielles. Le prix de vente moyen en Malaisie se situe parmi les plus bas de la région: seuls sont moins élevés les prix pratiqués par l'Indonésie, la République de Corée et le Taipei chinois. Le prix de vente moyen semble compenser le coût de l'énergie produite dans le pays et de l'énergie importée.⁹⁵ À l'avenir, la politique énergétique malaisienne mettra l'accent sur une tarification fondée sur le marché, ce qui entraînera une augmentation des prix de l'électricité qui reflèteront le coût réel d'approvisionnement et éventuellement l'apparition de nouveaux intervenants dans la chaîne d'approvisionnement énergétique avant 2015.⁹⁶

4.52. Depuis 2008, une subvention de 20 ringgit (6,4 dollars EU) est accordée par l'État pour les factures mensuelles d'électricité de tous les clients de Tenaga Nasional Berhad.⁹⁷ Cette entreprise octroie en outre à ses "clients privilégiés" (y compris les écoles publiques, les établissements d'enseignement supérieur, les lieux de culte et les foyers sociaux) une remise de 10% sur leurs factures d'électricité, qu'elle récupère par le biais du rééquilibrage des tarifs (c'est-à-dire grâce au subventionnement croisé). Cette concession a coûté à Tenaga Nasional 7,8 millions de ringgit (2,5 millions de dollars EU) en 2012 et devrait s'étendre aux institutions partiellement financées par l'État.

4.6 Secteur manufacturier

4.53. À l'exception notable des produits automobiles, le secteur manufacturier reste relativement ouvert au commerce et à l'investissement étranger (section 4.6.1). La part du secteur dans le PIB est d'environ 24% et a peu varié (tableau 1.2); sa part dans l'emploi a augmenté régulièrement, passant de 27,6% (2009) à 28,9% (2012). Le secteur manufacturier se place au 3^{ème} rang après le bâtiment et les services pour ce qui a trait à la croissance de la PTF; pendant la période 2008-2012, la PTF, la productivité du travail et celle du capital ont augmenté respectivement de 1,41%, 0,12% et 0,99%.⁹⁸ Selon les estimations, en 2013, le secteur manufacturier devrait enregistrer une croissance de la productivité du travail de 3% et une augmentation de la production de 5% par suite de l'orientation des branches de production vers des activités à plus forte intensité de capital et mettant en œuvre des technologies de pointe. La part des produits manufacturés dans le total des exportations et des importations a atteint un maximum en 2009 (69,6% et 75,1% respectivement) pour descendre ensuite régulièrement jusqu'à 2012 (61,6% et 67,9%). Les machines de bureau et le matériel de télécommunication sont toujours les principales

⁹³ Le niveau du prix de rachat garanti de toutes les sources d'énergie renouvelable (à l'exception des petites centrales hydrauliques) doit diminuer suivant leur tarif dégressif annuel respectif au début de chaque année civile à partir de 2013, conformément à la maturité et au potentiel de réduction des coûts de toutes les sources d'énergie renouvelable (sauf les petites centrales hydrauliques).

⁹⁴ Commission de l'énergie (2013).

⁹⁵ Commission de l'énergie (2013).

⁹⁶ Renseignements en ligne de Green Prospects Asia, "Malaysia's new energy policy emphasises market-based energy pricing", 26 septembre 2012. Adresse consultée: "<http://www.greenprospectsasia.com/content/malaysias-new-energy-policy-emphasises-market-based-energy-pricing#sthash.IFaupTOK.dpuf>".

⁹⁷ Institut international du développement durable (2013).

⁹⁸ Les produits électriques et électroniques, le bois et les ouvrages en bois ont enregistré une croissance élevée de la productivité du travail grâce à des initiatives visant à résoudre les problèmes de pénurie de main-d'œuvre, notamment par l'adoption de modèles et de matériels économiseurs de main-d'œuvre et par la mise en place de mesures de gestion conduisant à des organisations resserrées (Malaysia Productivity Corporation, 2013b).

exportations et importations de produits manufacturés.⁹⁹ La Malaisie est le premier pays du monde pour ce qui est du rapport des exportations de produits de haute technologie aux exportations totales.¹⁰⁰ En 2011, les principales activités qui ont contribué à la valeur ajoutée du secteur étaient, entre autres, la fabrication de matériel et d'appareils de radio, de télévision et de télécommunication (17,2%), la fabrication de produits chimiques (11,2%) et la construction de véhicules automobiles et de matériel de transport (10,6%), cette dernière activité étant principalement orientée vers le marché intérieur (section 4.6.1).¹⁰¹ Les sociétés liées à l'État (section 3.4.3) telles que Pharmaniaga Bhd, Chemical Company of Malaysia et CCM Duopharma Biotech Bhd (18,1% des actifs totaux) sont toujours des parties prenantes de première importance dans la fabrication de produits chimiques; d'autres sociétés de ce type interviennent dans la branche automobile (section 4.6.1).¹⁰²

4.54. Le commerce dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) est la partie des échanges internationaux qui connaît la croissance la plus rapide et qui constitue un facteur essentiel de productivité, de croissance et d'emploi.¹⁰³ La Malaisie cherche à restructurer progressivement la base et les moteurs de la croissance afin d'occuper une position plus élevée dans la chaîne de valeur mondiale, en passant de la fabrication de produits bas de gamme à des activités qui exploitent mieux ses points forts et ses avantages naturels (tels que l'agriculture, les industries agroalimentaires et la biotechnologie) et qui tirent parti de ses abondantes ressources biologiques.¹⁰⁴ Reconnaissant qu'il existe des possibilités de renforcer l'industrie aux deux extrémités de la chaîne de valeur, les pouvoirs publics ont déterminé qu'il était nécessaire d'améliorer les compétences de l'industrie électrique et électronique dans les domaines de la conceptualisation, de la conception, de la segmentation des produits, de la commercialisation, des ventes et de la distribution. En 2010, la part de la valeur ajoutée locale dans les exportations de la Malaisie, qui indique les gains de valeur ajoutée obtenus par un pays à partir de ses exportations, était de 58%. Selon les estimations, elle a augmenté de 2,37 points de pourcentage entre 1995 et 2010, ce qui doit être comparé au recul enregistré par la Chine (moins 21 points de pourcentage), la République de Corée (moins 17 points de pourcentage) et l'Inde (moins 12 points de pourcentage).¹⁰⁵ L'indice de participation de la Malaisie aux CVM (c'est-à-dire la part des exportations faisant partie d'un processus commercial en plusieurs étapes) était de 68%, ce qui place le pays au 7^{ème} rang des principales économies exportatrices mondiales.

4.55. L'objectif du troisième Plan directeur pour l'industrie 2006-2020 est d'atteindre la compétitivité sur le long terme et au niveau mondial, grâce à des mesures de transformation et d'innovation dans le secteur manufacturier et le secteur des services. Il a été décidé de développer et de promouvoir en priorité 12 activités manufacturières, de façon que leur croissance annuelle atteigne 5,6% et leur part dans le PIB 28,5% avant 2020.¹⁰⁶ Le dixième Plan de la Malaisie (2011-2015) et le Nouveau modèle économique mettent l'accent sur le développement du capital humain et l'amélioration de la capacité d'innovation (section 2.3).

4.56. Depuis 2009, la moyenne des droits NPF appliqués par la Malaisie sur les importations de produits industriels a chuté de 8% à 6,2% (tableau 3.1) suite à des transpositions dans la

⁹⁹ Base de données Comtrade de la Division des statistiques des Nations Unies.

¹⁰⁰ OCDE (2013a).

¹⁰¹ Département des statistiques (2012b).

¹⁰² Menon et Ng (2013).

¹⁰³ Renseignements en ligne, Asian International Economists Network, "Global Value Chains, Trade Policy and Asia", 22 mai 2013. Adresse consultée:

http://aienetwork.org/blog/36/global_value_chains_trade_policy_and_asia.

¹⁰⁴ Renseignements en ligne, Area Development, "Malaysia - Moving Forward Up the Global Value Chain", décembre 2008. Adresse consultée:

<http://www.areadevelopment.com/InternationalLocationReports/dec08/Malaysia-high-value-growth-028.shtml>.

¹⁰⁵ Les facteurs qui influent sur la part de la valeur ajoutée nationale dans les exportations comprennent la taille de l'économie, la composition des exportations et le positionnement au sein des CVM, ainsi que la structure économique et le modèle d'exportation du pays (CNUCED, 2013a; Banga, 2013).

¹⁰⁶ Ces activités sont les suivantes: produits électriques et électroniques, dispositifs médicaux, textiles et vêtements, machines et matériel, métaux, matériel de transport, produits pétrochimiques, produits pharmaceutiques, produits à base de bois, produits à base de caoutchouc, produits à base d'huile de palme et activités de transformation des aliments (renseignements en ligne du MITI, "Troisième plan directeur pour l'industrie (IMP3)". Adresse consultée:

["http://www.miti.gov.my/cms/content.jsp?id=com.tms.cms.section.Section_8ab58e8f-7f000010-72f772f7-dbf00272"](http://www.miti.gov.my/cms/content.jsp?id=com.tms.cms.section.Section_8ab58e8f-7f000010-72f772f7-dbf00272)).

nomenclature tarifaire, et les droits d'importation restent pour la plupart *ad valorem*¹⁰⁷; la protection tarifaire varie de 0% à 60% (tableau A3.1). Le niveau de la protection tarifaire conférée par les droits NPF a considérablement baissé pour les textiles, vêtements et chaussures, ainsi que pour les métaux communs et les ouvrages en ces métaux. En 2013, 57,7% (contre 53,5% en 2009) des lignes tarifaires couvrant les produits manufacturés importés (CITI, Rev.2 à l'exclusion de la transformation de produits alimentaires) étaient libres de droits. Les fabricants sont invités à obtenir les matières premières ainsi que les machines et équipements sur le marché local; les produits qui ne sont pas disponibles localement peuvent être importés en franchise de droits (section 3.2.2.5). Les articles sensibles, y compris certains véhicules automobiles et motocyclettes, et des produits plats en acier restent soumis à un régime de licences d'importation non automatique (section 3.2.3.1). Dans les passations de marchés publics, un traitement préférentiel est réservé aux produits fabriqués localement par les fabricants malais de souche (*Bumiputera*) (section 3.2.6). Le gouvernement continue de promouvoir les exportations de produits manufacturés grâce, entre autres, à des exonérations d'impôt sur le revenu statutaire, équivalentes à 10%, 15%, 30% ou 50% des revenus supplémentaires tirés des exportations en fonction notamment de l'activité, de la valeur ajoutée et/ou de la propriété, ainsi que par des ristournes (sections 3.3.4 et 3.3.5). Plusieurs incitations fiscales et extrafiscales soutiennent notamment les activités de R-D et celles des PME (sections 3.4.1.3 et 3.4.2). Les licences et les taxes d'exportation auxquelles sont soumis les principaux produits de base (agricoles, industriels) continuent de détourner l'approvisionnement de ces intrants vers le marché intérieur, ce qui se traduit par une pression à la baisse sur les prix intérieurs et agit ainsi comme une subvention implicite en faveur des industries de transformation nationales (sections 3.3.2 et 3.3.3).

4.6.1 Industrie automobile

4.57. Durant la période considérée, les constructeurs automobiles malaisiens ont continué d'être protégés de la concurrence étrangère par des mesures tarifaires et non tarifaires, et ont bénéficié de mesures de soutien interne grâce auxquelles les véhicules fabriqués localement ont pu s'imposer sur le marché. En 2012, la Malaisie était le 23^{ème} producteur mondial d'automobiles, derrière l'Italie et la Pologne; elle était le 3^{ème} producteur et également le 3^{ème} marché automobile de l'ASEAN.¹⁰⁸ Le secteur comprend 11 constructeurs de véhicules automobiles, 9 constructeurs de motocycles et plus de 800 fabricants de pièces détachées et composants. En 2012, les sociétés malaisiennes Perodua et Proton dominaient le marché intérieur, avec cependant des parts de seulement 30,1% et 22,5% respectivement, alors qu'en 2008 elles représentaient conjointement 62,4% du total des véhicules vendus. Parmi les sociétés étrangères exerçant leur activité en Malaisie, Toyota (16,8%) a surpassé ses principaux homologues étrangers (Nissan (5,8%), Honda (5,6%)). D'autres constructeurs automobiles étrangers (tels que Volkswagen (nouveau venu sur le marché, voir ci-dessous), Hyundai-Inokom, Mitsubishi, Isuzu et Suzuki) se partageaient les 19,2% restants du marché.¹⁰⁹ La production nationale et le montage de véhicules automobiles dans le pays ont atteint 567 715 unités en 2010, 533 515 unités en 2011 et 569 620 unités en 2012, dont 89,5% (en 2012) étaient des voitures particulières.¹¹⁰ La teneur en éléments locaux des "voitures nationales" de toutes catégories semble varier en moyenne entre 50% et 90% (Proton) et entre 35% et 80% (Perodua), tandis que pour les voitures étrangères de toutes catégories montées dans le pays, elle est de 35% à 65%.¹¹¹ En 2012, les importations de véhicules (chapitre 87 du SH) étaient cinq fois moins élevées que les exportations; les voitures de tourisme (position 8703 du SH) et leurs parties et accessoires (position 8708 du SH) représentaient respectivement 41,2% et 28,9% des importations du secteur en 2012, tandis que leurs parts dans les exportations étaient de 13,1% et 48%.¹¹² Les principaux marchés d'exportation de voitures et/ou parties sont la Thaïlande et l'Indonésie, et les principaux fournisseurs le Japon, la Thaïlande et l'Allemagne. Les constructeurs automobiles occupent la première place pour ce qui concerne les dépenses en R-D; toutefois on estime que le niveau de ces dépenses est trop faible pour que ces entreprises puissent concurrencer leurs homologues étrangers.¹¹³ Malgré la vente de la part de 42,7% que

¹⁰⁷ Des droits spécifiques non *ad valorem* sont appliqués sur 55 lignes au niveau des positions à 9 chiffres du SH correspondant aux importations de produits manufacturés.

¹⁰⁸ Renseignements en ligne de l'Organisation internationale des constructeurs automobiles. Adresse consultée: <http://oica.net/category/production-statistics/>; et Institut de l'automobile (2013).

¹⁰⁹ Institut de l'automobile (2013); et document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010.

¹¹⁰ Renseignements en ligne, Malaysia Automotive Association. Adresse consultée: http://www.maa.org.my/info_summary.htm.

¹¹¹ DE International (2012).

¹¹² Base de données Comtrade de la Division des statistiques des Nations Unies.

¹¹³ OCDE (2013a), "Malaysia: innovation profile".

détenait Khazanah Nasional dans le capital de Proton au conglomérat malaisien DRB-HICOM – principal concessionnaire automobile du pays en 2012 – qui entretient d'importants liens avec des organismes gouvernementaux, les sociétés liées à l'État interviennent encore directement ou indirectement dans les activités de l'industrie automobile¹¹⁴, y compris dans le marché, fortement concentré, de la distribution.¹¹⁵ Selon les autorités, plusieurs sociétés liées à l'État prennent part aux activités du secteur, mais à un faible degré, et Proton et Perodua sont détenues en majorité par le secteur privé.

4.58. La Politique automobile nationale (NAP) de 2006, qui a été réexaminée en 2009, vise entre autres choses: à garantir le développement, la compétitivité à long terme et la capacité de l'industrie automobile nationale grâce à la libéralisation du marché; à créer un climat propice aux nouveaux investissements et à l'élargissement des possibilités actuelles; à améliorer la compétitivité des constructeurs de "voitures nationales" grâce à des partenariats stratégiques; à mettre sur pied des activités de fabrication à forte valeur ajoutée dans certains créneaux commerciaux; et à accroître la participation des *Bumiputera*.¹¹⁶ L'investissement étranger est le bienvenu et une participation étrangère de 100% du capital est autorisée. La NAP semble faire la distinction entre les voitures "nationales" (à savoir celles qui satisfont aux prescriptions d'homologation obligatoires) et aux voitures "non nationales", qui comprennent les véhicules montés en Malaisie par des entreprises étrangères.¹¹⁷ En vertu de la NAP de 2009, le montage en sous-traitance (de voitures "non nationales") est autorisé à des fins d'utilisation de capacité excédentaire, à condition que les modèles n'entrent pas directement en concurrence avec des véhicules "nationaux". De nouvelles mesures à la frontière ainsi que des mesures de soutien interne (voir ci-dessous) ont pris effet le 1^{er} janvier 2010 dans le cadre du réexamen de la NAP de 2009; ces mesures sont réputées avoir pris en compte les engagements de la Malaisie dans le cadre de l'OMC et de l'ASEAN. Le principal objectif du réexamen de 2013 de la NAP est d'améliorer la mise en œuvre des mesures tracées par les politiques automobiles de 2006 et de 2009, et de répondre aux nouveaux enjeux et aux nouvelles exigences du marché mondial. La NAP de 2013 vise également à faire de la Malaisie une plate-forme de production de véhicules économes en énergie, grâce à des investissements étrangers et nationaux stratégiques, avec l'ambition de voir le pays se transformer en chef de file régional de l'industrie automobile verte. Aucun autre renseignement concernant l'examen de la NAP de 2013 n'avait été communiqué par les autorités en novembre 2013.

4.59. Le secteur profite toujours des diverses incitations fiscales et extrafiscales mises à la disposition d'autres activités économiques (section 4.6). À compter de janvier 2010, les autorités ont levé le gel des licences de fabrication des voitures particulières de luxe (d'une cylindrée de 1 800 cm³ et plus) et dont le prix clé en main dépasse 150 000 ringgit, des véhicules hybrides et électriques, des pick-ups, des véhicules utilitaires et des motocycles d'une cylindrée de 200 cm³ et plus.¹¹⁸ Le gel a toutefois été maintenu pour les licences portant sur les activités de remise en état

¹¹⁴ Les tentatives faites ces dernières années pour vendre (des parties de) Proton à des investisseurs étrangers ont échoué. Khazanah Nasional détient une part importante du capital du groupe CIMB, l'un des principaux actionnaires de DRB-HICOM. L'État maintient également une position de placement dans UMW Holdings, qui est un autre investisseur important dans le capital de Proton. UMW Holdings détient en outre une part importante (38% des actions) du capital de Perodua. Honda Malaysia Sdn. Bhd. est une coentreprise appartenant à Honda Motor Co. Ltd. of Japan (51%), DRB-HICOM Berhad (34%) et Oriental Holdings Berhad (15%). BMW Malaysia Sdn. Bhd. est une coentreprise dans le capital de laquelle entre le Sime Darby Group, une société liée à l'État qui intervient également dans le secteur agricole (section 4.2.1). Mercedes-Benz Malaysia exploite une installation de montage conjointement avec DRB-HICOM. Volkswagen offre également des modèles en pièces détachées et entièrement montés par l'intermédiaire de son partenaire local DRB-HICOM (Direction du développement des investissements, 2012; renseignements en ligne de Khazanah Nasional. Adresse consultée: <http://www.khazanah.com/portfolio.htm#com4>; Renseignements en ligne de Perodua. Adresse consultée: <http://www.perodua.com.my/corporate/company>; Menon et Ng (2013); EIU, 2012a; et DRB-Himcom, 2012).

¹¹⁵ Le marché de la distribution de véhicules entièrement montés est dominé par un petit nombre de sociétés locales: GLC Sime Darby (section 4.2.1), DRB-HICOM, Naza Motor Trading et Cycle & Carriage Bintang Bhd. Les constructeurs automobiles nationaux désignent une ou plusieurs sociétés pour distribuer leurs produits, tandis que les constructeurs étrangers choisissent différents moyens de distribution (DE International, 2012).

¹¹⁶ Communiqué de presse du Ministère du commerce extérieur et de l'industrie, "Review of National Automotive Policy", 28 octobre 2009. Adresse consultée: http://www.maa.org.my/pdf/MEDIA_RELEASE_NAP_Media_281009.pdf.

¹¹⁷ USTR (2013).

¹¹⁸ Cette modification a conduit, entre autres choses, à la signature d'un accord de montage local et de distribution de modèles entièrement démontés et de modèles entièrement montés entre Volkswagen et

et de remontage.¹¹⁹ Pour améliorer la compétitivité des fabricants de pièces détachées et de composants et renforcer leur participation à l'industrie automobile et à l'économie, le Fonds de développement du secteur automobile et le Fonds pour l'ajustement industriel ont continué à leur octroyer des prêts à des conditions libérales et des subventions.¹²⁰ Les autorités n'ont communiqué aucune donnée concernant les conditions de ces prêts et subventions, leur affectation (par bénéficiaire), ou le coût budgétaire du soutien à ces deux Fonds depuis 2010. Depuis 2012, les exploitants de taxis (Premier programme de taxis populaires de Malaisie) et les sociétés de location d'automobiles sont, entre autres choses, exonérés de droits d'accise, et bénéficient de prêts à des conditions libérales pour l'achat de "voitures nationales" (sections 3.4.1.1 et 4.7.6) construites en Malaisie. De même, les voyageurs bénéficient d'une réduction de 50% des droits d'accise sur les véhicules à quatre roues motrices montés localement. Aucune information concernant le coût budgétaire de cette mesure n'a été communiquée par les autorités.¹²¹ Les subventions aux combustibles (section 4.5.1) favorisent encore l'utilisation des voitures particulières plutôt que les transports publics. La mise en place progressive d'une politique de fin de vie des véhicules, qui avait été interrompue lors de l'adoption de la NAP de 2009, est envisagée dans le cadre de la NAP de 2013; les véhicules de plus de 15 ans pourraient faire l'objet d'un contrôle technique obligatoire lors du renouvellement de la taxe de voirie.

4.60. Pendant la période considérée, le secteur automobile a bénéficié d'une protection tarifaire NPF appliquée de 17,3% en moyenne (tableau A3. 1), soit la plus élevée de toutes les sections du SH. Les tarifs s'échelonnent de 0% à 50%. Le régime tarifaire donne la priorité au montage de véhicules dans le pays: les droits sont en effet beaucoup plus élevés pour les véhicules entièrement montés (30%) et en pièces détachées (10%). En vertu de l'ATIGA (section 2.4.2.1), la protection tarifaire en faveur du secteur a été ramenée à zéro à compter de mai 2010. Des droits d'accise élevés – de 60% à 105% – et une taxe sur les ventes de 10% frappent les véhicules entièrement montés comme les véhicules en pièces détachées, à l'exception des utilitaires qui bénéficient de droits d'accise nuls (section 3.4.1). Selon le régime fiscal en vigueur, les voitures de petite et moyenne cylindrées (pour la plupart produites localement) sont moins imposées que les véhicules de plus grosse cylindrée (en majorité importés).¹²² Un système de publication des prix au Journal officiel reste en place afin d'aider les Douanes à déterminer la valeur en douane des automobiles entièrement montées neuves (en vertu de la NAP de 2006) et d'occasion (en vertu de la NAP de 2009, depuis le 1^{er} juin 2010) (section 3.2.1.2).¹²³ Il semble que ce système serve à augmenter le prix des véhicules importés afin qu'il soit notablement plus élevé que celui des automobiles produites dans le pays.¹²⁴ Le système de licences d'importation restrictif et, selon les allégations, opaque des "permis approuvés" doit prendre fin le 31 décembre 2015 pour les permis approuvés ouverts correspondant aux véhicules d'occasion, et le 31 décembre 2020 pour les permis de franchise approuvés, bien que des préoccupations subsistent concernant la question de savoir si ces nouvelles dates butoirs seront respectées

DRB-HICOM en décembre 2010. Les premières sorties d'usine ont eu lieu en novembre 2011 dans le complexe automobile de DRB-HICOM, et les mises sur le marché étaient prévues pour 2012. En collaboration avec DRB-HICOM, Volkswagen vise à multiplier par dix sa part de 1% (en 2011) du marché malaisien de la voiture particulière (DE International, 2012).

¹¹⁹ DE International (2012).

¹²⁰ Le 16 décembre 2009, le programme de relance budgétaire de la Malaisie a alloué 56 millions de dollars EU au Fonds de développement du secteur automobile (*Kuala Lumpur Post*, 10 octobre 2012). Adresse consultée: <http://www.kualalumpurpost.net/cost-of-living-in-malaysia/>; et communiqué de presse du Ministère du commerce extérieur et de l'industrie, "Review of National Automotive Policy", 28 octobre 2009. Adresse consultée: http://www.maa.org.my/pdf/MEDIA_RELEASE_NAP_Media_281009.pdf.

¹²¹ Renseignements en ligne de l'Agence de presse nationale, "Courteous taxi drivers will lure more tourists to visit Malaysia", 18 juillet 2013. Adresse consultée: <http://www.bernama.com.my/bernama/v7/wn/newsworld.php?id=964476>; et renseignements en ligne du bureau du Premier Ministre, "Taxi Permit Recipients to get RM5,000 grant to buy proton exora", 24 mars 2013. Adresse consultée: http://www.pmo.gov.my/index.php?menu=newslist&news_id=11236&news_cat=13&cl=1&page=1731&sort_year=&sort_month=.

¹²² Istituto nazionale per il Commercio Estero (2012).

¹²³ Selon les autorités, ces mesures doivent ouvrir la voie à une compétitivité accrue de l'industrie automobile sur les marchés national, régional et mondial. Elles estiment que le système de la publication des prix au Journal officiel ne constitue pas un obstacle non tarifaire (ONT) mais une mesure destinée à aider les Douanes royales malaisiennes à déterminer la valeur de tout véhicule passible de droits, aux fins du paiement des prélèvements et des droits de douane.

¹²⁴ Communiqué de presse du Ministère du commerce extérieur et de l'industrie, "Review of National Automotive Policy", 28 octobre 2009. Adresse consultée: http://www.maa.org.my/pdf/MEDIA_RELEASE_NAP_Media_281009.pdf; et USTR (2013).

(section 3.2.3).¹²⁵ L'abandon du système des permis approuvés doit s'accompagner d'une feuille de route précise et d'une période de transition afin que les titulaires de permis aient la possibilité de se diversifier et de tenter leur chance dans d'autres activités commerciales. Les importations de pièces détachées/de composants usagés sont interdites depuis juin 2011, et les importations d'utilitaires d'occasion le seront à partir de 2016 conformément à la NAP de 2009, dans le but de garantir la sécurité des usagers et la préservation de l'environnement.¹²⁶ Une procédure d'homologation des véhicules empêche l'importation et la vente de véhicules et de pièces et composants "de qualité inférieure aux normes" depuis janvier 2009. L'exonération de l'impôt sur le revenu officiel accordée aux fabricants du secteur de l'automobile a été élargie en 2010: elle est passée de 10% à 30% de la valeur de l'augmentation des exportations, sous réserve que les véhicules et les pièces/composants atteignent au moins 30% de valeur ajoutée, et de 15% à 50% de la valeur de l'augmentation des exportations, sous réserve que les marchandises atteignent au moins 50% de valeur ajoutée.¹²⁷

4.7 Services

4.7.1 Introduction

4.61. Le secteur malaisien des services demeure un segment très dynamique de l'économie, qui a enregistré une croissance annuelle moyenne de 5,9% pendant la période allant de 2009 à 2012. Il représentait, en 2012, 50,4% du PIB et 53,5% de l'emploi (tableau 1.2). L'objectif de la Malaisie est de faire en sorte que cette contribution des services au PIB ait atteint 65% en 2020.¹²⁸ Le secteur des services a attiré la plus grande partie des investissements approuvés dans l'économie en 2012, soit 117,6 milliards de ringgit; près de 90% de ces investissements sont d'origine nationale.¹²⁹ L'IED dans le secteur a essentiellement concerné les sous-secteurs de la finance et de l'assurance (graphique 1.3). Le commerce des services de la Malaisie était excédentaire en 2009, mais a affiché ensuite un déficit de plus en plus élevé (tableau 1.3).

4.62. Pendant la période considérée, les pouvoirs publics ont continué de libéraliser de façon autonome les restrictions à la participation étrangère dans une série de sous-secteurs de services, estimant que cet effort de réforme était de toute première importance pour dynamiser l'économie, la rendre plus compétitive et attirer l'IED. En 2012, ils ont commencé à mettre en œuvre une levée partielle ou complète des restrictions en matière de participation étrangère dans 17 sous-secteurs de services relevant de 6 secteurs (services professionnels, services de communication, services de distribution, services d'éducation, services environnementaux et services sociaux et liés à la santé) et ont officialisé le statu quo en matière d'accès au marché pour les services comptables, activité dans laquelle une participation étrangère de 100% du capital était déjà autorisée (encadré 4.1). Cette initiative fait suite à l'annonce d'un effort autonome de libéralisation annoncé en 2009, dont il a été rendu compte dans le précédent examen. Divers secteurs ont été libéralisés depuis 2009 et de nouveaux plafonds de participation étrangère ont été imposés ou seront mis en œuvre à brève échéance (tableau A4. 2). Le Conseil malaisien du développement des services est

¹²⁵ Les permis de franchise approuvés sont accordés gratuitement aux franchisés de marques automobiles inscrits auprès du MITI. Les permis approuvés ouverts (utilitaires, voitures particulières et motocycles), qui permettent d'importer des véhicules de toutes marques, sont vendus aux importateurs parallèles au tarif de 10 000 ringgit chacun. Le nombre total de permis approuvés délivrés chaque année est plafonné à 10% du nombre de voitures montées dans le pays l'année précédente. 60% des permis approuvés sont des permis ouverts accordés à des *Bumiputera* et les 40% restants sont accordés à des franchisés "qualifiés", qui sont en majorité détenus par des *Bumiputera*. La NAP précédente préconisait la suppression graduelle de la politique des permis approuvés en 2010; la révision de 2009 a cependant prorogé cette politique jusqu'en 2020 (renseignements en ligne de LLD, "Malaysia's Open-AP System Likely To Remain Beyond 2015", 9 juillet 2013). Adresse consultée: <http://www.livelifedrive.com/malaysia/news/view/3876/malaysias-open-ap-system-likely-to-remain-beyond-2015>; Communiqué de presse du Ministère du commerce extérieur et de l'industrie, "Review of National Automotive Policy", 28 octobre 2009. Adresse consultée: http://www.maa.org.my/pdf/MEDIA_RELEASE_NAP_Media_281009.pdf; et Istituto nazionale per il Commercio Estero (2012).

¹²⁶ Document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010.

¹²⁷ Communiqué de presse du Ministère du commerce extérieur et de l'industrie, "Review of National Automotive Policy", 28 octobre 2009. Adresse consultée: http://www.maa.org.my/pdf/MEDIA_RELEASE_NAP_Media_281009.pdf.

¹²⁸ Renseignements en ligne du MITI. Adresse consultée: <http://myservices.miti.gov.my/web/quest/home>.

¹²⁹ MITI (2013).

chargé du suivi de la mise en œuvre de la libéralisation des services. Le Conseil est présidé par le Ministre du commerce extérieur et de l'industrie et comprend des représentants des ministères pertinents, de l'Équipe spéciale chargée de faciliter les affaires (PEMUDAH), de la Section de l'exécution des projets et de la gestion des résultats (PEMANDU) et du secteur privé.

Encadré 4.1 Libéralisation des services, 2010-2013

1. Services professionnels

Services comptables (y compris services d'audit) et services de conseil fiscal: formalisation d'une participation étrangère de 100% (voir la section 4.5.7.1).

Services juridiques: une nouvelle Loi de 2012 portant modification de la Loi sur les professions juridiques a été publiée au Journal officiel mais n'est pas encore entrée en vigueur. Selon cette loi, l'interdiction relative à la participation étrangère dans les cabinets juridiques et à l'exercice du droit par les avocats étrangers sera levée: les cabinets juridiques étrangers pourront nouer des partenariats internationaux et ils pourront s'établir en Malaisie; par ailleurs, les cabinets juridiques malaisiens pourront engager des avocats étrangers. Les licences accordées pourront être soumises à des conditions que fixera le Conseil de l'Ordre des avocats (voir la section 4.7.7.2).

Services d'architecture: les services d'architecture seront libéralisés de façon autonome après que la Loi de 1967 sur les architectes aura été modifiée. Les modifications autoriseront une participation étrangère de 100% dans le capital des agences d'architecture (contre une participation limitée à 30% par la Loi de 1967), et les prescriptions en matière de citoyenneté et de résidence seront assouplies (voir section 4.7.7.3).

Services d'ingénierie: les services d'ingénierie seront libéralisés de façon autonome après que la Loi de 1967 sur l'enregistrement des ingénieurs aura été modifiée. Les modifications autoriseront une participation étrangère de 100% dans le capital des bureaux d'études (contre une participation limitée à 30% par la Loi de 1967), et les prescriptions en matière de citoyenneté et de résidence seront assouplies (voir section 4.7.7.4).

Services de métrage-vérification: les services de métrage-vérification seront libéralisés de façon autonome après que la Loi de 1967 sur l'enregistrement des métreurs-vérificateurs aura été modifiée. Les modifications autoriseront une participation étrangère de 100% dans le capital des bureaux d'études de métrage-vérification (contre une participation limitée à 30% par la Loi de 1967), et les prescriptions en matière de citoyenneté et de résidence seront assouplies (voir section 4.7.7.5).

2. Services de communication

Depuis novembre 2012, une participation étrangère au capital de 100% est autorisée pour les services de courrier. Les plafonds imposés auparavant à la participation étrangère dans ce sous-secteur n'ont pas été précisés. L'IED était traité au cas par cas, une participation étrangère de 100% étant généralement autorisée. Concernant les services de télécommunication, une participation étrangère au capital de 100% est autorisée pour les fournisseurs d'applications en ligne (contre 40% auparavant), et de 70% pour les fournisseurs de services de réseaux et les fournisseurs d'installations de réseaux (contre 30%). La fourniture de tous ces services est soumise aux prescriptions en matière de licences et aux autres prescriptions définies dans la Loi de 1998 sur les communications et le multimédia (section 4.7.3).

3. Services de distribution

La Malaisie autorise depuis 2012 une participation étrangère de 100% dans le capital des grands magasins et des magasins de spécialités. Les grands magasins doivent réserver au moins 30% de leur linéaire à des marchandises confectionnées par des PME appartenant à des *Bumiputera*.

4. Services d'éducation

Depuis 2012, les universités privées peuvent appartenir à 100% (contre 51% auparavant) à des intérêts étrangers, à deux conditions: l'institution doit être un établissement d'enseignement supérieur privé ayant rang d'université, et l'institution devra attirer au moins 30% d'étudiants étrangers dans les cinq ans suivant le début de ses activités. Jusqu'à 2015, les établissements étrangers d'enseignement supérieur privés qui auront l'intention de créer des universités privées en Malaisie devront être classés dans les 100 premières institutions au niveau mondial. Les centres de formation professionnelle peuvent appartenir entièrement à des intérêts étrangers depuis 2012. Les écoles internationales sont dans le même cas, également depuis 2012 (alors que la participation étrangère était auparavant limitée à 20%). Enfin, depuis 2012, les écoles secondaires professionnelles et techniques et les écoles secondaires professionnelles et techniques destinées aux étudiants présentant des besoins spéciaux peuvent appartenir entièrement à des intérêts étrangers. Ces écoles constituent de nouvelles catégories introduites dans le cadre de l'engagement autonome.

5. Services environnementaux

Depuis janvier 2012, une participation étrangère au capital de 100% est autorisée dans la fourniture de services d'incinération. Aucun renseignement n'a été communiqué concernant le plafond appliqué précédemment à la participation étrangère et les autres conditions imposées.

6. Services sanitaires et sociaux

Depuis 2012, les cliniques dentaires et les centres de soins spécialisés établis en Malaisie peuvent appartenir entièrement à des intérêts étrangers, ce qui n'était pas autorisé auparavant. Les médecins spécialistes et les médecins dentistes étrangers peuvent, par l'intermédiaire de leur employeur, déposer une demande pour exercer en Malaisie auprès du Conseil médical ou du Conseil des dentistes, respectivement. Ils doivent également être titulaires d'un certificat de compétence et inscrits en tant que spécialistes au Registre national des spécialistes. Les médecins spécialistes et les médecins dentistes étrangers sont autorisés à exercer uniquement dans des hôpitaux privés.

Source: Renseignements en ligne de la MIDA. Adresse consultée: "http://www.mida.gov.my/env3/uploads/Publications_pdf/Malaysia_InvestmentInTheServicesSector/2012/"; Renseignements en ligne de l'USTR. Adresse consultée: <http://www.ustr.gov/sites/default/files/2013%20NTE.pdf>; et renseignements fournis par les autorités malaisiennes.

4.63. Les objectifs actuels poursuivis par les pouvoirs publics pour le secteur des services sont énoncés dans le dixième Plan de la Malaisie (2011-2015) (voir chapitre 2). Ce Plan met l'accent sur la nécessité d'accélérer la libéralisation des services, tant de façon autonome que par le biais de négociations bilatérales, régionales et multilatérales. Il prévoit un changement de la fonction de l'État dans la fourniture des services publics dans le pays, fonction qui doit passer de la mise en place et de la gestion de ces services, à l'achat de ces mêmes services au secteur privé. Le Plan expose en outre l'intention des autorités de réexaminer les politiques et les règlements qui font obstacle à la libéralisation des services (tels que les limites imposées à la participation étrangère et les restrictions à l'emploi de main-d'œuvre étrangère), ainsi que les prescriptions concernant la présence commerciale, la composition des conseils d'administration et la résidence pour les expatriés. Le Plan définit 12 domaines clés de l'économie, c'est-à-dire des secteurs/zones géographiques considérés comme offrant le plus grand potentiel en tant que moteurs de croissance économique. Sept de ces domaines clés appartiennent au secteur des services: les services financiers, le commerce de gros et de détail, le tourisme, les services d'éducation, les services fournis aux entreprises, le contenu et les infrastructures de communication et les soins de santé privés. Des cibles précises et des mesures concrètes ont été affectées à ces domaines clés pour l'économie.

4.64. En 2012, les pouvoirs publics se sont engagés dans une étude visant à élaborer un Schéma d'orientation du secteur des services, qui sera utilisé dans l'élaboration du onzième Plan de la Malaisie (2015 à 2020). Selon les autorités, le Schéma d'orientation aura pour objectif de transformer le secteur des services et d'en accélérer la croissance. L'accent sera mis sur le renforcement des secteurs à forte intensité de connaissances et à plus haute valeur ajoutée, grâce à des réformes favorisant certains secteurs prioritaires et à l'accélération de l'internationalisation des fournisseurs de services. Un plan d'action aux fins de la mise en œuvre du Schéma d'orientation est également en cours d'élaboration. En 2012, les pouvoirs publics ont en outre commandé une étude sur la réglementation intérieure du secteur des services, portant sur le tourisme médical, l'enseignement supérieur privé, l'enseignement et la formation techniques et professionnels et les services environnementaux. L'étude n'était pas encore achevée en octobre 2013. Les autorités ont cependant indiqué que son but principal était de simplifier les régimes réglementaires dans les quatre domaines et de repérer les possibilités d'amélioration.

4.65. La Malaisie a contracté des engagements en matière de services dans presque tous les accords commerciaux régionaux dont elle est partie.¹³⁰ Dans tous les cas, ces engagements sont programmés selon la méthode de la liste positive. Depuis 2010, quatre nouveaux ACR intégrant des engagements en matière de services sont entrés en vigueur (ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande, Malaisie-Inde, Malaisie-Australie et Malaisie-Nouvelle-Zélande). Au niveau de l'ASEAN, un nouveau cycle de négociations sur les services s'est achevé et a pris effet en 2010, donnant naissance à la 8^{ème} série d'engagements au titre de l'Accord-cadre de l'ASEAN sur les services (AFAS). En outre, un Protocole relatif à la mise en œuvre de la 5^{ème} série d'engagements relatifs aux services financiers au titre de l'Accord-cadre

¹³⁰ Les accords commerciaux régionaux ne comprenant pas d'engagements en matière de services sont les accords de l'ASEAN avec l'Inde et le Japon et l'accord commercial régional entre la Malaisie et le Chili.

de l'ASEAN sur les services a été adopté en 2011.¹³¹ Le champ d'application des ACR dans le domaine des services dépasse largement le champ d'application de l'AGCS (tableau 4.5).

Tableau 4.5 Engagements en matière de services dans les accords commerciaux signés par la Malaisie, 2013

Sous-secteur de services	OMC		ASEAN			ACR bilatéraux signés par la Malaisie				
	AGCS	AFAS	ASEAN-Corée	ASEAN-Chine	ASEAN-AUS/NZ	Japon	Pakistan	Nouvelle Zélande	Inde	Australie
Services fournis aux entreprises	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Services de communication	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Services de construction et services d'ingénierie connexes	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Services de distribution		■	■				■		■	
Services d'éducation		■	■	■	■	■	■	■	■	■
Services environnementaux		■						■	■	■
Services financiers	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Services sanitaires et sociaux	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Services relatifs au tourisme et aux voyages	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Services récréatifs, culturels et sportifs	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Services de transport	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Autres services	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■

Source: Document de l'OMC GATS/SC/52 du 15 avril 1994; et base de données de l'OMC sur les ACR (<http://rtais.wto.org>).

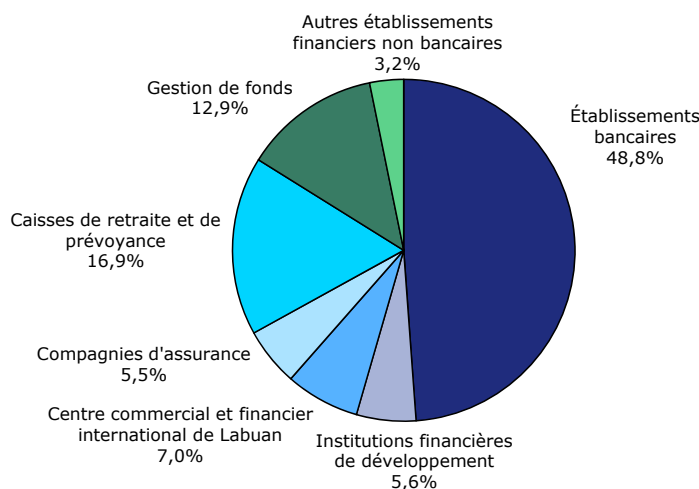
4.66. Depuis 2010, des modifications ont été apportées aux textes juridiques régissant les services financiers en Malaisie (voir tableau A4. 3 et section 4.7.2 ci-dessous). L'utilisation de certains services est assujettie à une taxe sur les services de 6% (section 3.4.1.1); celle-ci sera remplacée par la taxe sur les biens et services dès sa mise en application en 2015.

4.7.2 Services financiers

4.7.2.1 Introduction

4.67. Le secteur des services financiers malaisien fournit une série de services dans les domaines de la banque, de l'assurance, de la gestion d'actifs et du marché des capitaux. Les actifs totaux du secteur dépassaient 400% du PIB à la fin de 2012. Pour ce qui est des actifs, le secteur est dominé par les établissements bancaires (graphique 4.1).

¹³¹ Renseignements en ligne de l'ASEAN. Adresse consultée: "<http://www.asean.org/communities/asean-economic-community/item/protocol-to-implement-the-eighth-package-of-commitments-under-the-asean-framework-agreement-on-services>".

Graphique 4.1 Structure du secteur financier selon la part des actifs, 2012

Source: Données fournies par les autorités malaisiennes.

4.68. Comme cela a été signalé par le FMI, le secteur financier malaisien a bien surmonté la crise financière mondiale; les établissements bancaires disposent de suffisamment de capitaux, les opérations de fusion ont abouti à un renforcement des banques et des autres institutions du secteur, et les mécanismes de contrôle des services financiers sont bien organisés et se conforment étroitement aux normes internationales.¹³² En 2012, la part du secteur de la finance et de l'assurance dans le PIB (prix courants) était de 7,5%. L'ensemble du secteur affiche une forte croissance depuis 2010, puisque la variation en pourcentage d'une année sur l'autre a oscillé entre 4,4% et 8,2% du PIB (tableau 1.2). Néanmoins, la banque centrale de la Malaisie, la Bank Negara Malaysia (BNM), est consciente de la nécessité de faire face à ce qui, selon ses estimations, représente la principale menace pour la stabilité financière: il est important de faire en sorte que l'endettement des ménages reste à des niveaux soutenables (cet endettement a atteint 80,5% du PIB à la fin de 2012), et de maîtriser les risques de contagion à mesure que se poursuit l'intégration du secteur des services financiers malaisien à l'échelle régionale et internationale. À cet égard, la BNM a mis en œuvre un certain nombre de mesures préventives visant à éviter que ce type de problème ne se produise.¹³³

4.69. La BNM est chargée de surveiller les établissements bancaires commerciaux et islamiques, les principales institutions financières de développement, les compagnies d'assurance et les opérateurs takaful (islamiques). La Commission des opérations de bourse surveille et régleme les intermédiaires du marché des capitaux, à savoir les sociétés de gestion de fonds, les négociateurs courtiers et le marché des valeurs mobilières et des produits dérivés. Les banques d'investissement sont surveillées et réglementées par la BNM et la Commission des opérations de bourse. Le Centre commercial et financier international de Labuan relève de la surveillance de la Direction des services financiers de Labuan.

4.70. Pendant la période considérée, des mesures de modernisation et de rationalisation de grande envergure de la législation régissant les services financiers fournis sur le territoire national et offshore ont été prises, concernant aussi bien les activités bancaires que les opérations d'assurance. Deux nouvelles lois sont entrées en vigueur en juin 2013: la Loi de 2013 sur les

¹³² FMI (2013c).

¹³³ Pour chercher une solution aux éventuels problèmes liés à l'endettement des ménages, la BNM a créé un registre d'information sur le crédit qui permet aux banques d'évaluer la solvabilité des emprunteurs. Elle a élaboré un programme d'éducation financière ciblé à l'intention des nouveaux et des jeunes emprunteurs, et mis en place un mécanisme de consultation et de règlement de la dette afin de faciliter la gestion ordonnée des éventuels problèmes financiers des ménages. De plus, les évaluations prudentielles réalisées par les banques ont donné plus de robustesse aux pratiques d'analyse de crédit et de gestion du risque des établissements bancaires. En vue de déceler dès leur apparition les risques qui menacent le secteur financier, la BNM prend part à des initiatives concertées avec d'autres institutions de surveillance de la région. Pour plus de renseignements, voir BNM (2013a).

services financiers et la Loi de 2013 sur les services financiers islamiques.¹³⁴ En outre, la Loi de 2009 sur la Banque centrale de Malaisie a été modifiée en 2013 dans le cadre du réexamen général de la législation du secteur financier entrepris pendant l'année. Ces trois lois visent à mettre en place un cadre plus uniforme de la réglementation du secteur financier et à donner à la BNM les pouvoirs nécessaires pour agir de façon efficace dans un environnement financier plus complexe.¹³⁵ Parmi les caractéristiques fondamentales de la nouvelle législation il faut relever: une plus grande clarté et une transparence accrue dans la mise en œuvre et l'administration de la loi; l'accent mis sur la conformité à la Charia et son application dans la gouvernance du secteur financier islamique; des dispositions prévoyant des prescriptions réglementaires différenciées qui tiennent compte de la nature des activités d'intermédiation financière et des risques que ces activités présentent pour l'ensemble du système financier; des dispositions visant à réglementer les sociétés holding financières et les entités non réglementées; un renforcement des prescriptions relatives à la conduite commerciale et à la protection du consommateur; ainsi qu'un renforcement des dispositions permettant d'intervenir de façon efficace et rapide pour faire respecter la loi et effectuer des contrôles. Comme le prévoient la Loi sur les services financiers et la Loi sur les services financiers islamiques, la politique relative à l'investissement dans le secteur financier (banques, assurances et services takaful) est fondée sur des critères prudentiels et sur l'intérêt supérieur de la Malaisie. Selon ces deux lois, les facteurs qui doivent être pris en compte pour déterminer si une demande sert l'intérêt supérieur de la Malaisie sont les suivants: a) l'effet de l'investissement sur le niveau et le caractère de l'activité économique malaisienne, y compris l'effet sur la productivité, l'efficacité et la qualité des services financiers; b) la contribution à l'amélioration des relations entre la Malaisie et d'autres pays dans les domaines du commerce et de l'investissement; c) l'effet de l'investissement sur la stabilité du système financier, y compris sur les contacts et les comportements susceptibles de constituer un risque pour le système; et d) le degré et l'importance de la participation de ressortissants malaisiens dans le secteur financier.¹³⁶ L'adoption de la Loi sur les services financiers et de la Loi sur les services financiers islamiques a rendu exécutoire un ensemble de mesures de libéralisation des changes, annoncé en mars 2013, dont l'objectif est d'améliorer la compétitivité de l'économie et de développer davantage le marché intérieur des capitaux (voir section 1.4.1). La Loi sur les services financiers et les titres de Labuan et la Loi sur les services financiers et les titres islamiques de Labuan ont été adoptées en 2010 (voir ci-dessous).

4.71. Une nouvelle Loi sur les sociétés d'assurance des dépôts a été adoptée en 2011, remplaçant le texte de 2005. La loi précédente prévoyait une assurance obligatoire des dépôts que toutes les banques de dépôts devaient souscrire auprès de l'Organisme malaisien d'assurances des dépôts. La nouvelle loi prévoit un dispositif de sécurité financière élargi comprenant un système de protection par le biais d'indemnités d'assurance et d'indemnités takaful, et confère au Ministre des finances le pouvoir d'étendre le champ d'application de la protection au-delà de la protection normale des dépôts ainsi que d'augmenter les indemnités d'assurance et takaful, afin de sauvegarder la stabilité du système financier. Au moment du précédent examen et dans le cadre des mesures préventives prises face à la crise financière mondiale, l'Organisme malaisien d'assurances des dépôts avait accordé à titre temporaire une protection supplémentaire des déposants qui dépassait la limite explicite de 60 000 ringgit par déposant et par établissement membre, et garantissait la totalité des dépôts bancaires admissibles jusqu'au mois de décembre 2010.¹³⁷ À l'échéance de cette garantie totale temporaire et compte tenu de l'amélioration des conditions du marché, la couverture de l'assurance des dépôts a été fixée à 250 000 ringgit par déposant et par établissement membre, à compter du 1^{er} janvier 2011. Le FMI a fait remarquer que s'il est vrai que le cadre de l'assurance des dépôts est amplement conforme aux meilleures pratiques internationales, les réserves ne sont suffisantes que pour des déboursments en faveur des petites banques. Le Fonds recommande la mise en place d'un accord

¹³⁴ Les lois abrogées sont: la Loi de 1989 sur les institutions bancaires et financières, la Loi de 1983 sur la banque islamique, la Loi de 1996 sur l'assurance, la Loi de 1984 sur les services takaful, la Loi de 2003 sur les systèmes de paiement et la Loi de 1953 sur le contrôle des changes.

¹³⁵ BNM (2013b).

¹³⁶ Loi sur les services financiers (annexe 5, partie 1) et Loi sur les services financiers islamiques (annexe 5, partie 1). Adresse consultée: http://www.bnm.gov.my/index.php?ch=en_legislation&lang=en.

¹³⁷ Pour plus de détails concernant les garanties, consulter les renseignements en ligne de l'Organisme malaisien d'assurances des dépôts. Adresse consultée: "<http://www.pidm.gov.my/About-Deposit-Insurance/Coverage.aspx>".

de financement de secours avec le Ministère des finances.¹³⁸ Les autorités ont cependant remarqué que la limite maximale de 250 000 ringgit permet la pleine protection de 99% des déposants.¹³⁹

4.72. Selon les évaluations du FMI et de la Banque mondiale dans le cadre de leur Programme conjoint d'évaluation du secteur financier, la Malaisie faisait preuve en 2013 d'un niveau élevé de conformité avec les Principes fondamentaux du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace; elle était "conforme" ou "hautement conforme" avec la totalité des 25 principes. Il était signalé que la BNM avait établi pour les banques des exigences de fonds propres prudentes et appropriées; il était toutefois suggéré que la portée des exigences de fonds propres devait être étendue aux sociétés holding financières.¹⁴⁰ Les autorités ont fait remarquer que leur compendium d'exigences et d'orientations prudentielles est en accord avec les normes internationales et coïncide avec les initiatives en matière d'aménagement de la réglementation au niveau international. Les domaines concernés comprennent la gestion des risques, la gouvernance et les contrôles internes.

4.73. Les politiques du gouvernement visant à renforcer davantage le secteur financier sont énoncées dans le Schéma d'orientation du secteur financier 2011-2020 et dans le deuxième Plan directeur pour le marché des capitaux (2011-2020) qui, tous deux, étaient ébauchés dans leurs grandes lignes dans le dixième Plan de la Malaisie.¹⁴¹ Comme le montre chacune de ces stratégies, le but principal poursuivi est que le secteur financier facilite et catalyse dans une plus grande mesure la transformation de la Malaisie en une économie à forte valeur ajoutée et à revenus élevés avant 2020.

4.74. Selon le Schéma d'orientation du secteur financier 2011-2020, ce secteur est un moteur fondamental de la croissance économique, et sa croissance est indissociable de celle de l'économie réelle. Le système financier que prévoit le schéma d'orientation est plus compétitif et plus dynamique, ainsi que non sélectif et intégré; il offre une gamme de produits et de services plus variée afin de pourvoir aux exigences d'entreprises exerçant leurs activités dans des marchés régionaux et mondiaux plus intégrés, et de répondre aux besoins d'une économie nationale à fortes composantes de connaissances et d'innovation, ainsi qu'aux besoins de clients à revenus plus élevés, au niveau des services de détail. Neuf domaines prioritaires sont définis dans le Schéma d'orientation: i) intermédiation efficace correspondant à une économie à forte valeur ajoutée et à revenus élevés; ii) mise en place de marchés des capitaux profonds et dynamiques; iii) inclusion financière pour une prospérité accrue et partagée; iv) renforcement de l'intégration financière aux niveaux régional et international; v) internationalisation de la finance islamique; vi) régime de réglementation et de contrôle afin de garantir la stabilité du système financier; vii) paiements par voie électronique en vue d'une plus grande efficacité économique; viii) responsabilisation des consommateurs; et ix) mise en valeur de talents, en soutien d'un secteur financier plus dynamique. Le Schéma d'orientation indique que les politiques relatives à l'investissement étranger dans le secteur (moyennant la délivrance de nouvelles licences ou des prises de participation importantes dans des institutions financières malaisiennes) se fonderont sur deux considérations: des critères prudentiels devront être appliqués, et l'investissement devra servir les meilleurs intérêts de la Malaisie. Ces critères sont également codifiés dans la Loi sur les services financiers et la Loi sur les services financiers islamiques. Les facteurs qui doivent être pris en compte pour déterminer l'intérêt supérieur de la Malaisie sont les suivants: a) l'effort qu'exercera l'investissement étranger sur l'activité économique en Malaisie – compte tenu particulièrement de son rôle en tant que promoteur et catalyseur de nouvelles activités économiques à forte valeur ajoutée – en répondant à la demande de services financiers dans les domaines où il existe des lacunes, en créant des possibilités d'emplois à forte qualification et en contribuant à la productivité, à l'efficacité et à la qualité des services financiers; b) la mesure dans laquelle l'investisseur étranger contribuera à l'amélioration des relations entre la Malaisie et les autres parties du monde dans les domaines du commerce international et de l'investissement; c) la contribution à l'internationalisation de la finance islamique et le soutien à la transformation de la Malaisie en un centre international pour la finance islamique; d) l'incidence que l'investissement

¹³⁸ FMI (2013c).

¹³⁹ Communiqué de presse de l'Organisme malaisien d'assurances des dépôts, "New Deposit Insurance Limit at RM 250,000". Adresse consultée: "<http://www.pidm.gov.my/PIDM-in-the-Media/Press-Releases/New-Deposit-Insurance-Limit-At-RM250,000.aspx>".

¹⁴⁰ FMI (2013a).

¹⁴¹ Selon le dixième Plan de la Malaisie, les services financiers sont désignés comme étant un domaine clé pour l'économie; trois cibles principales sont définies: élaborer un nouveau schéma d'orientation pour le secteur financier, élaborer un nouveau plan directeur du marché des capitaux et améliorer la situation de la Malaisie dans le domaine de la finance islamique (Bureau du Premier Ministre, 2010).

aura sur la stabilité financière; et e) le degré et l'importance de la participation des ressortissants malaisiens dans les institutions financières nationales. Selon le Schéma d'orientation, le maintien de la présence de groupes bancaires nationaux puissants et bien gérés, recevant plus de 50% des dépôts des résidents, est important pour la croissance et le développement du secteur. Le Schéma d'orientation énonce 69 recommandations et plus de 200 initiatives qui doivent être mises en œuvre progressivement avant 2020.

4.75. Sous le thème "Croissance et gouvernance", le deuxième Plan directeur pour le marché des capitaux met l'accent sur le renforcement du rôle du marché des capitaux pour donner plus de vigueur à la croissance économique nationale tout en répondant aux préoccupations relatives à l'efficacité des marchés suscitées par la crise financière mondiale. Les stratégies adoptées par le Plan donnent la priorité à la création d'un environnement favorisant la croissance du secteur privé et le financement d'activités économiques entrepreneuriales et novatrices. Une attention particulière est également accordée à la bonne réglementation du marché des capitaux de la Malaisie et au renforcement des normes professionnelles des participants. Une place importante est réservée aux problèmes sociaux et environnementaux, afin que l'investissement puisse être canalisé par le biais du marché des capitaux et serve à mettre en contact des communautés et des entreprises créatrices de valeurs durables.¹⁴²

4.7.2.2 Activités bancaires effectuées à partir du territoire national

4.76. Ainsi que cela a été signalé lors du précédent examen, les services bancaires sont fournis par les banques commerciales, les banques d'investissement et les banques islamiques. Tous les agréments bancaires sont accordés par le Ministre des finances sur recommandation de la BNM. Comme le spécifie le Schéma d'orientation du secteur financier, et aux termes des dispositions de la Loi sur le secteur financier et de la Loi sur le secteur financier islamique, les agréments accordés aux banques à capitaux étrangers sont soumis à des critères prudentiels et à l'intérêt supérieur de la Malaisie. Ces critères sont appliqués depuis que la Loi sur le secteur financier et la Loi sur le secteur financier islamique sont entrées en vigueur, le 30 juin 2013.

4.77. Tous les établissements bancaires doivent se constituer en société en Malaisie. Cette prescription s'étend aux banques islamiques, à l'exception des banques islamiques internationales (qui peuvent prendre la forme de sociétés constituées localement ou de succursales). Les banques commerciales étrangères constituées en société en Malaisie sont autorisées à ouvrir jusqu'à huit succursales, et jusqu'à dix agences de microfinancement. Les autorités ont souligné que, comme le spécifie le Schéma d'orientation du secteur financier, elles accorderont aux institutions financières exerçant leurs activités sur le territoire national plus de souplesse pour la mise en place de nouveaux canaux de distribution, tout en encourageant une plus grande inclusion financière et l'adoption plus généralisée des paiements électroniques.

4.78. En août 2013, les actifs totaux du secteur bancaire s'élevaient à 2 043 milliards de ringgit. Le secteur est dominé par les établissements appartenant à des intérêts malaisiens; ceux-ci représentaient 78,6% de la valeur totale des actifs bancaires cette même année (tableau 4.6). Six nouveaux agréments ont été accordés à des banques étrangères depuis 2009.

Tableau 4.6 Établissements bancaires, 2009, 2011 et 2013

Type d'établissement	2009		2011		2013 (au mois d'octobre)	
	Nombre	Actifs (millions de RM)	Nombre	Actifs (millions de RM)	Nombre	Actifs (millions de RM)
Banques commerciales	22	1 139 726	23	1 386 980	27	1 566 312
(dont: étrangères)	(13)	273 480	(17)	(353 323)	19	385 809
Banques islamiques	17	224 938	16	326 841	16	413 475
(dont: étrangères)	(6)	34 695	(6)	(42 768)	6	51 870
Banques islamiques internationales	3	..	5	..	5	..
(dont: étrangères)	(3)		(5)		(5)	

¹⁴² Commission des opérations de bourse de Malaisie (2011a).

Type d'établissement	2009		2011		2013 (au mois d'octobre)	
	Nombre	Actifs (millions de RM)	Nombre	Actifs (millions de RM)	Nombre	Actifs (millions de RM)
Banques d'investissement (dont: étrangères)	15 (0)	61 542	15 (0)	68 042	12 (0)	62 947
Total	54	1 426 206	54	1 781 863	55	2 042 735

.. Non disponible.

Note: On entend par banques islamiques étrangères les banques à capitaux étrangers exerçant des activités bancaires islamiques en ringgit et en devises, et par banques islamiques internationales les banques à capitaux étrangers qui exercent des activités bancaires islamiques dans des devises autres que le ringgit.

Source: FMI (2013). Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr1352.pdf>; et renseignements fournis par les autorités malaisiennes.

4.79. Selon les autorités, la Malaisie était, en 2011, le troisième marché mondial pour les actifs bancaires islamiques; les banques islamiques malaisiennes représentaient alors 12% des actifs bancaires islamiques au niveau mondial. En octobre 2013, les services bancaires islamiques étaient fournis en Malaisie par 16 banques islamiques (dont 6 appartenaient à des intérêts étrangers) et 5 banques islamiques internationales. Les banques commerciales et les banques d'investissement sont autorisées à ouvrir un guichet bancaire islamique, ce qu'ont fait 3 banques commerciales et 7 banques d'investissement (fin 2012).

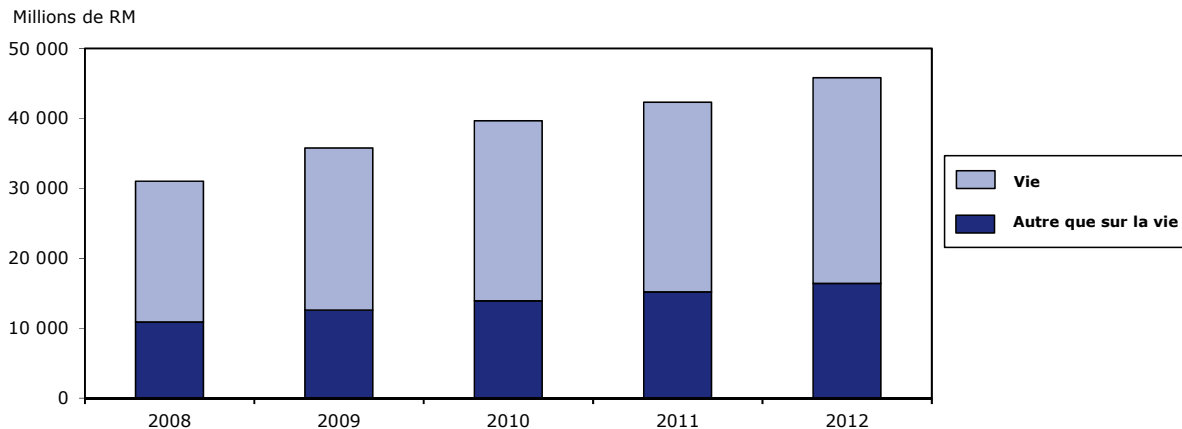
4.80. Le Schéma d'orientation du secteur financier contient des recommandations générales visant à soutenir la croissance de la finance islamique au plan national, et appuie l'objectif de faire de la Malaisie un centre mondial pour la finance islamique. Cherchant à s'établir en tant que centre mondial de la finance islamique, la Malaisie libéralise l'entrée au marché des banques islamiques étrangères et internationales, propose un cadre réglementaire renforcé, par le biais de la Loi de 2013 sur le secteur financier islamique, et offre différentes incitations fiscales et extrafiscales. Ainsi, les banques islamiques étrangères sont admissibles au bénéfice d'une exonération du droit de timbre (jusqu'à 2016) frappant les instruments bancaires islamiques libellés en devises, et d'une exonération de l'impôt sur le revenu jusqu'en 2016. Parmi les incitations extrafiscales figurent l'absence de restriction sur l'embauchage des expatriés et la facilitation des formalités aux frontières pour ces expatriés et leurs familles. Le développement du talent humain dans le domaine de la finance islamique bénéficie également d'abattements fiscaux et de subventions.¹⁴³

4.7.2.3 Assurance relevant de la réglementation nationale

4.81. La branche de l'assurance a connu une croissance rapide pendant la période considérée. En 2012, la valeur totale des primes d'assurance en Malaisie a atteint 45,8 milliards de ringgit, contre 31 milliards de ringgit en 2008. Les primes de l'assurance-vie continuent de représenter environ les deux tiers du total (graphique 4.2). Les dépenses d'assurance par habitant ont été de 514,2 dollars EU en 2012, ce qui place la Malaisie au 38^{ème} rang mondial dans ce domaine (elle était au 46^{ème} rang en 2008).¹⁴⁴ En 2012, le secteur de l'assurance soumis à la réglementation nationale représentait 5,5% des actifs totaux du secteur financier.

¹⁴³ Pour plus d'informations, consulter les renseignements en ligne de la MIDA. Adresse consultée: <http://www.mida.gov.my/env3/uploads/IncentivesCompilation/MIFC/2013/AppVI.pdf>.

¹⁴⁴ Swiss Re (2013).

Graphique 4.2 Assurance: volume total des primes, 2008-2012

Note: Les données sont fondées sur l'exercice comptable, autrement dit l'exercice 2008 s'étend du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009.

Source: Swiss Re (2013), *L'assurance dans le monde en 2012*. Adresse consultée: http://media.swissre.com/documents/sigma3_2013_fr.pdf.

4.82. Les compagnies d'assurance et les opérateurs takaful sont à présent régis par la Loi sur le secteur financier et la Loi sur le secteur financier islamique, qui sont toutes deux entrées en vigueur le 30 juin 2013 (voir ci-dessus). Ces nouvelles lois apportent plus de transparence et de précision dans les critères à respecter pour l'entrée sur le marché, y compris en ce qui concerne les exigences prudentielles. Depuis l'entrée en vigueur des deux lois, les activités d'assurance-vie et les activités d'assurance généralistes doivent être réalisées par des sociétés d'assurance distinctes; de même la protection familiale takaful et les activités d'assurance takaful généralistes doivent être mises en œuvre par des opérateurs takaful différents. La Loi sur le secteur financier et la Loi sur le secteur financier islamique prévoient une période de transition de cinq ans pour permettre une ségrégation ordonnée des activités des assureurs et opérateurs takaful composites. Les opérateurs takaful doivent faire en sorte que leurs objectifs et leurs opérations soient à tout moment conformes à la Charia; en cas de conflit entre les intérêts des actionnaires et ceux des participants au takaful, le Conseil d'administration de la société doit donner la priorité aux seconds.

4.83. Pour exercer en Malaisie, les compagnies d'assurance doivent obtenir l'agrément du Ministère des finances, sur recommandation de la BNM. Selon le FMI, aucun agrément conventionnel direct n'a été accordé à une société d'assurance depuis les années 1970.¹⁴⁵ Les autorités ont expliqué que cela est dû aux efforts déployés de longue date pour encourager la consolidation et la rationalisation de l'activité, notamment dans la branche, très fragmentée, de l'assurance généraliste, afin que restent en place des assureurs généralistes solides, possédant des capacités et une envergure suffisantes pour contribuer de manière significative à l'économie au sens large. Elles ont fait observer en outre que, bien qu'aucun nouvel agrément n'ait été accordé, la participation étrangère dans le secteur de l'assurance restait élevée (voir ci-dessus). De nouveaux agréments de réassurance, de takaful et de retakaful ont été délivrés de temps à autre depuis le milieu des années 1990 afin d'atteindre des objectifs précis comme, par exemple, celui d'encourager le développement de la branche de l'assurance takaful et la place de la Malaisie en tant que centre international pour la finance islamique.

4.84. Tout comme dans le secteur bancaire, l'octroi de nouveaux agréments dans le secteur de l'assurance et du takaful obéit à des critères prudentiels et au souci de l'intérêt supérieur de la Malaisie (conformément à la Loi sur les services financiers et à la Loi sur les services financiers islamiques). Toutes les compagnies d'assurance doivent être constituées en société en Malaisie. Toutefois, une certaine souplesse permet aux réassureurs professionnels étrangers, aux opérateurs retakaful et aux opérateurs takaful internationaux d'exercer en Malaisie par le biais d'une succursale. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur les services financiers et de la Loi sur les services financiers islamiques, les activités d'assurance-vie et d'assurance généraliste doivent être réalisées par des sociétés d'assurance distinctes; de même la protection familiale takaful et les

¹⁴⁵ FMI (2013c).

activités d'assurance takaful généralistes doivent être mises en œuvre par des opérateurs takaful différents. La Loi sur le secteur financier et la Loi sur le secteur financier islamique prévoient une période de transition de cinq ans pour permettre une ségrégation ordonnée des activités des assureurs et opérateurs takaful composites.

4.85. La présence étrangère est importante dans le secteur malaisien de l'assurance, par suite des opérations de fusions et acquisitions. Le nombre d'assureurs composites et généralistes a été ramené de 33 en 2008 à 23 à la fin de 2012. Dans le secteur takaful, 4 nouveaux opérateurs takaful familiaux constitués en coentreprises ont commencé leurs activités entre 2010 et 2012, faisant passer le nombre d'opérateurs en activité en Malaisie de 8 en 2009 à 12 en 2012 (tableau 4.7).

Tableau 4.7 Compagnies d'assurance, 2012

	Nombre	Actifs (millions de RM)
Compagnies d'assurance directes	32	198 776
Vie	9	91 274
(dont étrangères)	(4)	(75 343)
Non-vie	18	23 076
(dont étrangères)	(9)	(1 988)
Vie et non-vie	5	84 426
(dont étrangères)	(3)	(66 598)
Sociétés de réassurance	7	7 146
Vie	1	369
(dont étrangères)	(0)	(0)
Non-vie	5	2 636
(dont étrangères)	(3)	(1 966)
Vie et non-vie	1	1 988
(dont étrangères)	(1)	(1 988)
Compagnies d'assurance islamiques (takaful)	12	20 400
Assureurs islamiques (opérateurs takaful)	12	20 400
(dont étrangers)	(3)	(350)
Opérateurs takaful internationaux	0	0
(dont étrangers)	(0)	(0)
Sociétés de réassurance islamiques (retakaful)	4	..
Réassureurs islamiques (opérateurs retakaful)	4	..
(dont étrangers)	2	..

.. Non disponible.

Source: Renseignements communiqués par la BNM.

4.7.2.4 Services bancaires et services d'assurance de Labuan (offshore)

4.86. Le Centre commercial et financier international de Labuan est réglementé et contrôlé par la Direction des services financiers de Labuan: les services bancaires et les services d'assurance figurent parmi les diverses activités économiques internationales autorisées. Les activités s'exercent uniquement en devises et concernent en majorité des non-résidents. Deux nouvelles lois sont entrées en vigueur en 2010 en remplacement de textes antérieurs: la Loi sur les services financiers et les titres de Labuan et la Loi sur les services financiers et les titres islamiques de Labuan.¹⁴⁶ Selon les autorités, ces mesures ont pour but de faire en sorte que les normes de réglementation et de contrôle du Centre commercial et financier international de Labuan soient comparables aux normes internationales.

4.87. En 2012, la valeur des actifs totaux du secteur bancaire de Labuan dépassait 126 milliards de ringgit, et celle du secteur de l'assurance atteignait 13,9 milliards de ringgit (tableau 4.8).

4.88. Les sociétés établies dans le Centre commercial et financier international de Labuan ont le choix entre un impôt sur les sociétés de 3% et un versement forfaitaire de 20 000 ringgit. Elles sont par ailleurs exonérées de retenue à la source, de droits de timbre et d'impôts indirects. Les

¹⁴⁶ Ces lois peuvent être consultées à l'adresse suivante: <http://www.lfsa.gov.my/legislation>.

employés étrangers exerçant des responsabilités de direction dans une entreprise de Labuan bénéficient d'une exonération fiscale de 50% sur leur revenu professionnel.¹⁴⁷

Tableau 4.8 Banques et services offshore, 2012

Type d'établissement	Nombre	Actifs (millions de RM)
Banques commerciales:	59	134 341
(dont: conventionnelles)	(37)	(126 983)
(dont: islamiques)	(6)	(7 358)
Banques d'investissement	16	1 809
Compagnies d'assurance	203	13 947

Source: Renseignements communiqués par la Direction des services financiers de Labuan.

4.7.2.5 Institutions financières de développement

4.89. La Malaisie compte également 13 institutions financières de développement (IFD), qui sont détenues ou contrôlées par l'État. En 2012, la part des IFD dans les actifs totaux du secteur financier était de 5,6% (graphique 4.1). La Loi de 2002 sur les institutions financières de développement autorise la BNM à réglementer et à contrôler six IFD selon les normes applicables aux banques commerciales.¹⁴⁸ Les autres IFD sont contrôlées par des ministères ou des organismes gouvernementaux.¹⁴⁹ Trois des six IFD relevant de la BNM acceptent des dépôts de faible montant et à échéance courte, possèdent un réseau étendu de succursales et représentent 25,6% du nombre total de comptes de dépôts du système bancaire.¹⁵⁰

4.90. Les IFD ont été créées pour développer et mettre en valeur des secteurs clés jugés importants pour les objectifs de développement du pays. Ces secteurs comprennent l'agriculture, les petites et moyennes entreprises (PME), les infrastructures, le secteur maritime, les secteurs à vocation exportatrice, les secteurs à haute teneur en capital et les industries de haute technologie.¹⁵¹ Comme l'ont expliqué les autorités, les IFD complètent le système bancaire en proposant un financement à un segment insuffisamment couvert. Si les IFD prêtent aux taux du marché lorsque le financement provient de leurs propres fonds, elles proposent également des financements à des taux favorables à certains groupes ciblés, en particulier aux entrepreneurs. Parmi les programmes spéciaux figurent: le Programme de Fonds de développement des entrepreneurs; le Fonds spécial pour le tourisme; le Fonds pour la production alimentaire; le Plan de relance microéconomique; le Programme de crédit pour le paddy; le Fonds maritime; le Fonds pour l'industrie créative; le Programme de crédit aux propriétaires de taxis; le Programme de financement de l'économie rurale. En décembre 2012, la BNM a renforcé les obligations des IFD en matière de rapports financiers et de divulgation de données financières afin d'améliorer la transparence de leurs résultats.¹⁵² Depuis 2010, elle a également publié des lignes directrices à l'intention des IFD concernant la lutte contre le blanchiment de capitaux ainsi que les limites et normes prudentielles.¹⁵³

4.91. En 2012, le volume des crédits octroyés par l'ensemble des IFD atteignait 119 milliards de ringgit. Environ 70% des prêts correspondaient à des crédits à la consommation ou étaient liés au secteur de l'immobilier. Les prêts à l'agriculture, à la sylviculture et à la pêche s'élevaient à

¹⁴⁷ Pour plus d'informations, consulter les renseignements en ligne de la MIDA. Adresse consultée: <http://www.mida.gov.my/env3/uploads/IncentivesCompilation/LFSA/2013/AppV.pdf>.

¹⁴⁸ Les IFD relevant du contrôle de la BNM sont les suivantes: Banque Pembangunan Malaysia Berhad; Banque Perusahaan Kecil & Sederhana Malaysia Berhad (Banque des PME); Banque export-import de la Malaisie (Banque Exim); Banque Kerjasama Rakyat Malaysia Berhad; Banque Simpanan Nasional; Banque Pertanian Malaysia Berhad (Agrobank).

¹⁴⁹ Les IFD relevant du contrôle d'un ministère sont les suivantes: l'Agence de financement du développement industriel de la Malaisie; la Société d'assurance des dépôts et de garantie du crédit; Lembaga Tabung Haji; la Banque de développement du Sabah; la Société de crédit du Sabah; la Société de développement de Bornéo (Sabah); la Société de développement de Bornéo (Sarawak).

¹⁵⁰ FMI (2013c).

¹⁵¹ Renseignements en ligne de la BNM, "Institutions financières de développement". Adresse consultée: http://www.bnm.gov.my/index.php?ch=fs_mfs&pg=fs_mfs_dfi&lang=en.

¹⁵² BNM (2013b).

¹⁵³ Lignes directrices consultées à l'adresse suivante: http://www.bnm.gov.my/index.php?ch=en_reference&pg=en_reference_index&ac=584#dfi.

7,1 milliards de ringgit, les prêts au secteur manufacturier à 5,7 milliards de ringgit et les prêts aux transports, à l'entreposage et aux communications à 5,4 milliards de ringgit.¹⁵⁴

4.7.3 Télécommunications

4.92. Aucune modification n'a été apportée à la législation de la Malaisie relative aux télécommunications pendant la période considérée (tableau A4. 3). Le secteur est réglementé par la Commission malaisienne des communications et du multimédia (MCMC), organisme rattaché au Ministère des communications et du multimédia. Les textes d'application n'ont pas été modifiés depuis 2010. Au plan réglementaire, il faut signaler, parmi les éléments nouveaux depuis 2010, la mise en place de nouveaux formats de numéros de téléphonie mobile et un accord entre la Malaisie et Singapour sur la réduction des tarifs d'itinérance pour téléphones portables par tous les opérateurs des deux pays.¹⁵⁵

4.93. En 2011, l'investissement dans le secteur des télécommunications en Malaisie a atteint près de 5,6 milliards de ringgit, ce qui, selon l'UIT, dépasse la moyenne mondiale. L'UIT observe également que le rapport entre les recettes tirées des télécommunications et le PIB en Malaisie est l'un des plus élevés du monde, ce qui donne à penser que le secteur des télécommunications a grandement contribué à la croissance économique. Globalement, la Malaisie s'est classée au 51^{ème} rang sur 161 pays en 2011 dans le Panier de prix des technologies de l'information et de la communication (TIC) de l'UIT, qui suit et compare l'accessibilité des services TIC dans le monde. Elle figurait au 59^{ème} rang sur 157 pays dans l'Indice de développement des TIC de l'UIT, qui classe les pays en fonction de leurs résultats concernant les infrastructures et l'adoption des TIC.¹⁵⁶ Aucun renseignement n'était disponible concernant les modifications de tarifs dans le secteur des télécommunications depuis 2010.

4.94. L'État reste très présent dans le secteur des télécommunications. Il possède notamment la majorité des actions de Telekom Malaysia Berhad, l'ancienne entreprise publique pour les télécommunications. Telekom Malaysia Berhad a été privatisée en 1987 et a vendu sa division de téléphonie mobile en 2008; celle-ci est à présent une société liée à l'État distincte, dénommée Axiata.¹⁵⁷ Le secteur de la téléphonie fixe est toujours dominé par Telekom Malaysia Berhad qui détient une part de marché de 95%. TIME dotCom Berhad (TIME), qui appartient entièrement à l'État, offre le service de bande passante de gros et exploite le réseau câblé transpéninsulaire.¹⁵⁸ Aucune donnée n'était disponible sur le nombre de fournisseurs de services de téléphonie fixe et de téléphonie mobile en Malaisie, sur leurs parts de marché respectives ou sur l'investissement étranger dans ces sociétés.

4.95. Le secteur des télécommunications mobiles a poursuivi sa croissance rapide pendant la période considérée: les abonnements à la téléphonie mobile sont passés de 107,9 à 140,9 par 100 habitants entre 2009 et 2012. Les forfaits prépayés représentent environ les trois quarts du total des abonnements à la téléphonie mobile. Les abonnements à la téléphonie fixe ont légèrement diminué (tableau 4.9).¹⁵⁹ Selon la MCMC, en octobre 2013, 62% des ménages étaient abonnés à un réseau large bande, principalement par le biais de dispositifs mobiles. La portabilité des numéros est autorisée pour les abonnés à la téléphonie mobile (mais non pour les abonnés à la téléphonie fixe). En décembre 2012, la MCMC a attribué à huit sociétés les fréquences de communication mobile nécessaires aux services 4G.

¹⁵⁴ BNM (2013b).

¹⁵⁵ MCMC (2012).

¹⁵⁶ UIT (2013).

¹⁵⁷ Telekom Malaysia Berhad (2013).

¹⁵⁸ Renseignements en ligne de TIME dotCom Berhad, "Information d'entreprise". Adresse consultée: <http://www.time.com.my/aboutus/corporateoverview.asp>.

¹⁵⁹ EIU (2013b); et renseignements en ligne de la MIDA, "Investissements dans le secteur des services en Malaisie". Adresse consultée: <http://myservices.miti.gov.my/web/guest/mida>.

Tableau 4.9 Principaux indicateurs des télécommunications, 2009-2012

	2009	2010	2011	2012
Abonnements à la téléphonie fixe (millions)	4,5	4,6	4,5	4,6
Abonnements à la téléphonie fixe par 100 habitants	16,2	16,2	15,7	15,7
Abonnements à la téléphonie mobile (millions)	30,1	33,9	36,7	41,3
Abonnements à la téléphonie mobile par 100 habitants	107,9	119,2	127,0	140,9

Source: Statistiques de l'UIT. Adresse consultée:
<http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>.

4.96. Selon le type de service fourni, les sociétés de télécommunication doivent obtenir l'un des trois types de licences suivants pour exercer leur activité en Malaisie: a) la licence de fournisseur d'installations de réseaux, b) la licence de fournisseur de services de réseaux, ou c) la licence de fournisseur de services d'applications (tableau 4.10). De plus, deux types de licences sont délivrés dans chaque classe: des "licences individuelles" octroyées pour certaines activités exigeant un contrôle réglementaire strict, et des "licences de catégorie" lorsque la réglementation nécessaire est plus souple. Les entreprises étrangères doivent être constituées en société en Malaisie pour fournir toute activité soumise à licence. Les autorités ont indiqué que les licences sont généralement approuvées si les requérants satisfont à tous les critères d'autorisation, s'ils proposent un plan d'exploitation solide et s'ils se conforment aux objectifs politiques et aux intérêts nationaux. Les raisons pour lesquelles une demande de licence n'est pas approuvée sont données aux requérants uniquement sur demande.

Tableau 4.10 Régime de licences de télécommunications, 2013

Type de licence	Licence individuelle	Licence de catégorie
Fournisseur d'installations de réseau Licences destinées aux propriétaires/fournisseurs d'installations et d'infrastructures de réseau	Stations terriennes; liaisons et câbles fixes; émetteurs et relais de radiocommunication; centres de transmission par satellite; stations de contrôle du satellite; stations spatiales; centres d'atterrissage des câbles sous-marins; pylônes, poteaux, conduits et excavations utilisés conjointement avec d'autres installations de réseaux	Installations de réseaux destinés à un créneau précis ou à des fins limitées
Fournisseur de services de réseaux Licences destinées aux fournisseurs de la connectivité de base et de la bande passante permettant la connectivité entre différents réseaux	Services de bande passante; services de distribution de radiodiffusion; services de téléphonie mobile; services d'applications d'accès; services spatiaux; services de commutation; services de passerelle	Accès clientèle sur un créneau précis; services de connexion sur un créneau précis
Fournisseur de services d'applications Licences destinées aux fournisseurs de services aux utilisateurs finals, tels que les services de téléphonie vocale, les services de transmission de données et l'accès à Internet	s.o.	Téléphonie RTPC; services de téléphonie mobile cellulaire publique; services de téléphonie par protocole Internet; services de cabines téléphoniques publiques; services publics de transmission de données à commutation; services d'hébergement de textes audio fournis sur une base optionnelle; services d'annuaires; services d'accès à Internet; et services de messagerie

s.o. Sans objet.

Source: MIDA, "Technologies de l'information et de la communication". Adresse consultée:
["http://www.mida.gov.my/env3/uploads/Publications_pdf/Malaysia_InvestmentInTheServicesSector/2012/06%20ICT.pdf"](http://www.mida.gov.my/env3/uploads/Publications_pdf/Malaysia_InvestmentInTheServicesSector/2012/06%20ICT.pdf).

4.97. En 2012, les plafonds de participation étrangère dans le capital des titulaires de licences ont été relevés dans le cadre d'un ensemble de mesures de libéralisation des services prises de façon autonome (voir section 4.5.1). Pour les fournisseurs d'installations de réseaux et les fournisseurs de services de réseaux, la limite est passée de 30% à 70%, et pour les fournisseurs de services

d'applications, elle est passée de 49% à 100% (voir aussi le tableau A4. 2).¹⁶⁰ Par suite des mesures autonomes de libéralisation, le régime des services de télécommunication appliqué par la Malaisie est notablement plus ouvert que les engagements contractés par le pays au titre de l'AGCS et des ACR.¹⁶¹

4.98. Comme le signalait le précédent rapport d'examen, les prix de détail pour les services de téléphonie fixe sont régis par le gouvernement par l'intermédiaire du Règlement de 2002 sur les communications et le multimédia (Tarifs). Aux termes de ce règlement, des prix maximaux sont fixés au-dessous desquels les entreprises sont libres de fixer leurs tarifs; ces plafonds n'ont pas changé depuis 2002. Les prix de détail pour les services de téléphonie mobile ne sont pas réglementés.

4.99. Le Programme de prestation d'un service universel de la Malaisie est régi par la Loi de 1998 sur les communications et le multimédia. Son objectif est de fournir à toute personne ou collectivité l'accès à un service téléphonique de base et à Internet sur l'ensemble du territoire. En vertu de l'article 204 de la Loi sur les communications et le multimédia, un Fonds pour la prestation du service universel a été créé et reçoit un pourcentage des recettes des opérateurs de télécommunication. Le fonds sert à financer la construction d'installations de télécommunication.

4.100. Les autorités ont indiqué que, d'une manière générale, aucune incitation n'est mise à la disposition des sociétés de télécommunication.

4.7.4 Transport aérien

4.7.4.1 Structure institutionnelle et réglementaire

4.101. Le Ministère des transports élabore des plans et examine les politiques relatives aux services de transport aérien; il est en outre chargé de la délivrance des licences pour les agents aéronautiques, les fournisseurs de services aériens, les exploitants d'aéroports et les fournisseurs de services de maintenance. Le Département de l'aviation civile (DCA), qui relève du Ministère des transports, réglemente le secteur de l'aviation. Il est chargé des services de la circulation aérienne, de faire respecter les normes aéroportuaires, de planifier et de contrôler la mise en place des dispositifs de contrôle de la circulation aérienne et des installations aéroportuaires.¹⁶² Aucune modification n'a été apportée aux lois régissant le secteur du transport aérien depuis le précédent examen (tableau A4. 3).

4.102. La Malaisie a élaboré trois stratégies pour le secteur du transport aérien: la création d'un réseau d'aéroports modernes répondant aux normes internationales, la mise en œuvre d'une politique aérienne de ciel ouvert et la transformation de l'aéroport international de Kuala Lumpur en une plate-forme de correspondance pour le transport de passagers et de fret. Comme cela a été annoncé dans le discours de présentation du budget 2014, le gouvernement a l'intention d'élaborer une politique aérienne qui définira les principes généraux des mesures qui seront prises pour renforcer le secteur.

4.7.4.2 Aéroports et services d'escale

4.103. La Malaisie compte 6 aéroports internationaux et 16 aéroports servant aux vols internes. Tous appartiennent au gouvernement fédéral, et tous, à l'exception de l'aéroport international de Senai, sont gérés par la Malaysia Airports Holdings Berhad, une société liée à l'État. L'aéroport international de Senai est géré par Senai Airports Terminal Services Sdn Bhd, société appartenant à des intérêts privés malaisiens, en vertu d'un contrat de concession signé avec le gouvernement fédéral.

¹⁶⁰ Renseignements en ligne du MITI. Adresse consultée: <http://myservices.miti.gov.my/web/guest/communication>.

¹⁶¹ Pour obtenir un résumé des restrictions à l'IED selon le mode 3 au titre de l'AGCS et des ACR souscrits par la Malaisie pour les services de télécommunication, voir: "http://www.mida.gov.my/env3/uploads/Publications_pdf/Malaysia_InvestmentinTheServicesSector/2012/06%20ICT.pdf".

¹⁶² Renseignements en ligne de CAPA. Adresse consultée: <http://centreforaviation.com/profiles/countries/malaysia>.

4.104. En 2012, le nombre de passagers a atteint 68,5 millions, dont 52,2% sur des liaisons intérieures et 47,8% sur des vols internationaux.¹⁶³ Aucune information n'était disponible concernant le volume et la valeur des exportations transportées par voie aérienne. L'aéroport international de Kuala Lumpur, qui gère 58,2% du transport total de passagers et 75,4% du transport total de fret, est le principal aéroport de Malaisie.

4.105. L'État a réalisé d'importants investissements dans les infrastructures, principalement pour faciliter le transport aérien à bas coûts. Ces investissements comprennent le nouveau terminal pour transporteurs à bas coûts de l'aéroport international de Kuala Lumpur et la construction d'un autre terminal du même type dans la zone de Kuala Lumpur.¹⁶⁴ Par ailleurs, les pouvoirs publics ont fait part de leur intention de moderniser les dispositifs de contrôle de la circulation aérienne des aéroports de Kuala Lumpur et de Subang, ainsi que les installations de plusieurs autres.¹⁶⁵ Diverses incitations sont proposées pour encourager de nouvelles compagnies aériennes à fournir des services en Malaisie et les compagnies déjà présentes à élargir les services offerts et à ouvrir de nouvelles liaisons. Parmi ces mesures incitatives figurent des primes liées au nombre de passagers, l'atterrissage libre de redevance et la location sans frais d'espace de bureau pendant une période déterminée.

4.106. La participation étrangère n'est pas autorisée sur le marché des services d'escale en Malaisie.

4.7.4.3 Compagnies aériennes et accords de services aériens

4.107. Le pays compte huit fournisseurs de services aériens réguliers (tableau 4.11) titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par la Malaisie. L'organisme de réglementation du secteur est chargé de définir le plafond de la participation étrangère dans le capital des compagnies aériennes nationales: ce plafond est actuellement fixé par le Ministère des transports au taux de 49%.

Tableau 4.11 Parts du marché intérieur des transporteurs malaisiens (transport de passagers), 2010-2012

(%)

	2010	2011	2012
Malaysia Airlines (MAS)	34,1	29,0	30,2
AirAsia	50,2	50,8	53,7
Firefly	5,4	10,1	6,1
Berjaya Air	0,2	0,2	0,2
Maswings	9,2	9,3	9,1
Autres compagnies aériennes	0,8	0,6	0,6

Source: Renseignements fournis par les autorités malaisiennes.

4.108. Le cabotage est réservé aux transporteurs aériens titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par la Malaisie; de ce fait, les droits de cabotage ne sont pas inclus dans les accords sur les services aériens (ASA). Les principaux transporteurs aériens de passagers du pays, à savoir Malaysia Airlines (MAS), société liée à l'État, et AirAsia, société privée, ont absorbé respectivement 30,2% et 53,7% du volume total du trafic aérien intérieur en 2012 (tableau 4.11).

4.109. MAS et AirAsia fournissent en outre 25,8% et 26,1% des services aériens internationaux en Malaisie; le reste est fourni par 58 compagnies aériennes étrangères. L'État détient la majorité des actions de MAS (69,8%), les investisseurs étrangers en détiennent 3,53%.¹⁶⁶ Selon les autorités, le gouvernement n'accorde aucune subvention, aucune garantie de l'État, aucun accès exclusif à des liaisons, aucun monopole sur les services d'escale, aucun marché captif, bref aucun privilège à Malaysia Airlines.

¹⁶³ MITI (2013).

¹⁶⁴ Renseignements en ligne de l'ADBI, "ASEAN Open Skies and the Implications for Airport Development Strategy in Malaysia". Adresse consultée: "<http://www.adbi.org/working-paper/2008/11/04/2736.asean.open.skies.airport.development.strategy.malaysia/open.skies.in.asean/>".

¹⁶⁵ Bureau du Premier Ministre (2010); et *Discours sur le budget 2014* présentant le projet de loi de finance (2014), "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013. Adresse consultée: <http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>.

¹⁶⁶ Khaznah Nasional Bhd. (une société liée à l'État) détient 69,37% des actions de MAS; d'autres organismes et institutions de l'État en détiennent 0,51% (information mise à jour en août 2013).

4.110. L'accès au marché dans le secteur des services de transport aérien est régi par les accords bilatéraux sur les services aériens souscrits par la Malaisie et les accords régionaux conclus dans le contexte de l'ASEAN. En octobre 2013, 99 accords bilatéraux sur les services aériens (ASA) étaient en vigueur (y compris 13 accords appliqués à titre provisoire). Parmi eux, cinq accords – signés avec l'Azerbaïdjan, l'Équateur, l'Éthiopie, la Tunisie et le Turkménistan – sont entrés en vigueur depuis janvier 2010.

4.111. Pendant la période considérée, les membres de l'ASEAN sont convenus d'ouvrir progressivement leurs marchés de l'aviation et d'autoriser la prestation de services illimités de transport de passagers à destination de toutes les villes dotées d'un aéroport international à l'intérieur de la région (tableau 4.12). Ces accords sont considérés comme une avancée significative vers l'adoption d'un régime de ciel ouvert entre les membres de l'ASEAN, conformément à l'objectif régional d'instaurer une Communauté économique de l'ASEAN avant 2015. En novembre 2010, les membres de l'ASEAN ont conclu l'Accord sur le transport aérien ASEAN-Chine, qui est entré en vigueur en août 2011. L'ASEAN négocie actuellement un ASA avec la République de Corée.

Tableau 4.12 Accords sur les services aériens de l'ASEAN, 2013

Accord	Entrée en vigueur pour la Malaisie	Description
Accord multilatéral de l'ASEAN sur les services aériens (MAAS)	15.12.2009	La désignation des transporteurs, fondée sur la propriété substantielle et le contrôle effectif ou sur le principal établissement et le contrôle effectif est soumise à l'acceptation des membres de l'ASEAN. La désignation multiple est applicable. Ne prévoit aucune limitation de capacité et d'exercice des droits de trafic de 3 ^{ème} , 4 ^{ème} et 5 ^{ème} libertés pour les services de transport aérien de passagers entre les capitales des pays de l'ASEAN.
Accord multilatéral de l'ASEAN sur la libéralisation intégrale du transport aérien de marchandises (MAFLPAS)	24.05.2011	Élargit la portée du MAAS pour permettre aux transporteurs désignés des membres de l'ASEAN de fournir des services de transport aérien de passagers au départ d'aéroports internationaux d'un territoire à destination des villes dotées d'aéroports internationaux sur un autre territoire au sein de la région de l'ASEAN, avec les pleins droits de trafic de 3 ^{ème} , 4 ^{ème} et 5 ^{ème} libertés.
Accord multilatéral de l'ASEAN sur la libéralisation intégrale du transport aérien de marchandises (MAFLAFS)	15.12.2009	Analogue au MAAS et au MAFLPAS, sauf que le MAFLAFS couvre les droits de trafic de 3 ^{ème} , 4 ^{ème} et 5 ^{ème} libertés pour les services de transport aérien de marchandises entre les villes des membres de l'ASEAN dotées d'aéroports internationaux.
Accord bilatéral sur le transport aérien ASEAN-Chine (AC-ATA)	09.08.2011	Permet aux transporteurs désignés des membres de l'ASEAN de fournir des services de transport aérien de passagers au départ de toute ville dotée d'un aéroport international de leur territoire à destination de toute ville dotée d'un aéroport international sur le territoire chinois et vice versa, avec des droits de trafic de 3 ^{ème} et 4 ^{ème} libertés. Des discussions sont en cours pour étendre l'accord et y inclure des droits de trafic de 5 ^{ème} liberté.

Source: Document de l'OMC WT/TPR/S/267/Rev.1 du 18 octobre 2012.

4.7.4.4 Services de ventes, de réservation, de commercialisation, de réparation et de maintenance

4.112. Aucune restriction ne s'applique à la vente ou à la commercialisation de services de transport aérien ou à l'utilisation des systèmes informatisés de réservation dans le secteur de l'aviation.¹⁶⁷

¹⁶⁷ Document de l'OMC WT/TPR/S/225/Rev.1 du 15 février 2010.

4.113. Les services de maintenance et de réparation d'aéronefs sont fournis par des fournisseurs agréés de services d'entretien, de réparation et de révision. Les autorités ont confirmé que l'installation en Malaisie de sociétés étrangères offrant des services d'entretien, de réparation et de révision n'est soumise à aucune restriction en matière de participation au capital, et que plusieurs sociétés appartenant à des intérêts étrangers exercent leurs activités sur le marché malaisien. Les compagnies aériennes titulaires d'une licence d'exploitation de droit malaisien ne sont pas tenues d'effectuer leurs opérations d'entretien et de réparation en Malaisie.

4.7.5 Transport maritime

4.7.5.1 Cadre juridique et réglementaire

4.114. Aucune modification n'a été apportée aux institutions responsables du transport maritime en Malaisie depuis 2010. Le Ministère des transports est chargé de l'ensemble du secteur, et son Département de la marine de l'élaboration des politiques ainsi que des problèmes en rapport avec la sécurité maritime.¹⁶⁸ Les lois maritimes n'ont pas été modifiées pendant la période considérée (tableau A4. 2). Toutefois, il est mentionné dans le discours de présentation du budget 2014 prononcé par le Premier Ministre, que les règlements et les lois seront réexaminés dans le cadre d'un effort plus général visant à améliorer l'efficacité du secteur de la logistique. Simultanément, le Premier Ministre a annoncé la création d'une enveloppe de 3 milliards de ringgit affectée à l'octroi de prêts à des conditions libérales par un Fonds de développement maritime qui sera géré par la Banque Pembangunan Malaysia (une institution financière de développement (voir ci-dessus)). Le Fonds apportera un financement qui servira de soutien au développement du secteur du transport maritime, à la construction de chantiers navals, à l'achat de carburant et de gaz et à des activités liées au monde maritime.¹⁶⁹

4.7.5.2 Transports maritimes

4.115. La Malaisie maintient deux registres des navires de commerce: le Registre maritime national et le Registre maritime international.

4.116. Pour qu'un navire soit immatriculé au Registre maritime national, le propriétaire doit être soit citoyen malaisien, soit une société de droit malaisien dont une majorité d'actions (51%) est détenue par des ressortissants malaisiens; le propriétaire du navire doit être constitué en société en Malaisie et y avoir un bureau et l'armateur doit être citoyen malaisien ou constitué en société de droit malaisien.¹⁷⁰ En octobre 2013, 5 172 navires étaient immatriculés, représentant 10,9 millions de tonnes brutes (TB). Parmi eux figuraient 219 pétroliers (2,2 millions de TB), 494 cargos polyvalents (575 876 TB), 16 vraquiers (279 991 TB) et 28 porte-conteneurs (186 739 TB). La Malaisie compte une compagnie maritime liée à l'État, la Société malaisienne des transports maritimes internationaux (MISC), immatriculée au Registre maritime national. La MISC transporte du vrac sec et liquide¹⁷¹; elle représente 10% des échanges maritimes de la Malaisie. Diverses exonérations fiscales s'appliquent au secteur: les revenus d'une compagnie maritime provenant de l'exploitation de navires de mer immatriculés au Registre maritime national sont entièrement exonérés de l'impôt sur le revenu; les employés embarqués à bord de navires battant pavillon malaisien sont exonérés du paiement de l'impôt sur le revenu des personnes

¹⁶⁸ Les fonctions du Département sont les suivantes: garantir la sécurité de la navigation des navires de commerce; fournir des services aux navires de commerce (tels que l'inspection, la certification, l'enregistrement des navires et la délivrance de licences); fournir des services aux navires évoluant dans les eaux et les ports malaisiens; contrôler les examens des gens de mer. Pour plus d'informations, consulter les renseignements en ligne du Département de la marine. Adresse consultée: <http://www.marine.gov.my/>.

¹⁶⁹ *Discours sur le budget 2014* présentant le projet de loi de finance (2014), "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013. Adresse consultée: <http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>.

¹⁷⁰ Ces prescriptions sont énoncées dans l'Ordonnance de 1952 sur la marine marchande et dans la Loi de 1997 sur la marine marchande (modification). En outre le capital versé de la compagnie doit être de 10% de la valeur du navire, ou de 1 million de ringgit, la valeur la plus élevée étant retenue; les pétroliers et les vraquiers doivent avoir moins de 15 ans et les autres navires moins de 20 ans.

¹⁷¹ Selon la CNUCED, la MISC ne transporte plus de conteneurs (renseignements en ligne de la CNUCED. Adresse consultée: <http://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=380>).

physiques; les revenus reçus par des non-résidents provenant de la location de conteneurs ISO à des compagnies maritimes malaisiennes sont également exonérés de l'impôt sur le revenu.¹⁷²

4.117. Le Registre maritime international est destiné à l'immatriculation de navires appartenant à des ressortissants étrangers. Le registre, tenu dans la juridiction extraterritoriale de Labuan, est devenu opérationnel en 2006.¹⁷³ Les propriétaires de navires doivent être des sociétés constituées en Malaisie (une participation étrangère de 100% du capital est autorisée) et avoir engagé un armateur de nationalité malaisienne.¹⁷⁴ Les navires ne doivent pas dépasser un certain âge (15 ans pour les pétroliers et les vraquiers et 20 ans pour tous les autres navires) et leur tonnage minimum doit être de 1 600 TB. En octobre 2013, 22 navires figuraient sur ce registre, représentant 138 178 TB. Le nombre d'immatriculations a peu varié depuis 2010. Les navires immatriculés au registre international peuvent assurer des liaisons maritimes intérieures. Aucun renseignement n'était disponible concernant les avantages budgétaires et non budgétaires réservés aux navires immatriculés au registre maritime international.

4.118. La politique de la Malaisie en matière de cabotage est énoncée en détail dans la partie IIB de l'Ordonnance sur la marine marchande (1952). Les navires étrangers sont autorisés à prendre part au trafic maritime national uniquement dans le cadre d'un mécanisme de dérogation, lorsqu'il est prouvé qu'aucun navire battant pavillon malaisien n'est disponible ou approprié pour effectuer le transport. L'Association des armateurs de Malaisie est l'organe désigné pour confirmer la disponibilité de navires malaisiens avant que le Ministère des transports ne délivre la licence. Le transbordement de conteneurs par des navires étrangers a été autorisé sur certaines routes: a) entre Penang et le port de Klang; b) entre le port de Klang et le port de Pasir Gudang; c) entre les ports de Klang et de Tanjung Pelepas et le port de Sepangar, entre le port de Bintulu et le port de Kuching; d) entre le port de Klang et le port de Tanjung Pelepas; et e) entre le port de Penang et le port de Tanjung Pelepas.

4.119. Le transport maritime international est ouvert à la concurrence: les commerçants sont libres de choisir des navires immatriculés au registre maritime national ou au registre maritime international. Aucune prescription n'indique que les cargaisons appartenant à l'État doivent être transportées sur des navires battant pavillon malaisien. Aucune information n'était disponible concernant le volume et la valeur des exportations de la Malaisie transportées par voie maritime.

4.7.5.3 Ports

4.120. Tous les principaux terminaux portuaires de commerce de Malaisie appartiennent à des sociétés publiques fédérales ou relevant des États, et sont régis par les règles de ces sociétés. Les opérations portuaires ont été confiées dans une grande mesure en sous-traitance au secteur privé, à l'exception des trois ports du Sarawak (qui sont détenus et exploités par des sociétés publiques de l'État) (tableau A4. 4). Aucun accord de concession concernant l'exploitation des ports de Malaisie n'a été conclu depuis 2010. La participation étrangère maximale au capital des opérateurs portuaires est de 49%.

4.121. Depuis 2011, le gouvernement permet aux sociétés privées de posséder et de mettre en valeur des terminaux destinés à des cargaisons spéciales telles que le pétrole et le gaz. La location du terrain doit être approuvée par les autorités de l'État concerné et le projet par le gouvernement fédéral.

4.122. Situé à proximité de la capitale, Kuala Lumpur, le port de Klang est le principal port de Malaisie. Le deuxième en importance est le port de Tanjung Pelepas, situé à l'intersection des routes commerciales internationales est-ouest, près de Singapour.

4.123. La Malaisie est devenue l'une des principales plaques tournantes mondiales du transport maritime; la capacité des ports à conteneurs était de 20,8 millions d'EVP en 2012, ce qui place la Malaisie dans la même catégorie que les Émirats arabes unis (16,8 millions d'EVP en 2011), la

¹⁷² Les conteneurs ISO sont des conteneurs aux dimensions standardisées utilisés pour le transport intermodal de marchandises.

¹⁷³ Renseignements en ligne de la Direction des services financiers de Labuan. Adresse consultée: <http://www.lfsa.gov.my/malaysian-international-shipping-registry-misr>.

¹⁷⁴ L'armateur doit être soit citoyen malaisien et avoir sa résidence en Malaisie, soit une société constituée en Malaisie dont l'établissement principal se trouve sur le territoire malaisien.

République de Corée (20,8 millions d'EVP) et Hong Kong, Chine (24,4 millions d'EVP).¹⁷⁵ Ce résultat est attribuable en grande partie au développement rapide du port de Tanjung Pelepas depuis son inauguration en 2000. Ce port, qui possède le plus grand terminal à conteneurs du pays, héberge les activités des principales compagnies maritimes mondiales comme Maersk et Evergreen et joue essentiellement le rôle d'une plate-forme de transbordement. Des travaux sont en cours pour accroître la capacité d'accostage des ports de Klang et de Tanjung Pelepas.¹⁷⁶

4.124. Selon l'Indice de connectivité des transports maritimes réguliers de 2012 de la CNUCED, la Malaisie occupait la 5^{ème} place sur 159 pays (elle était au 12^{ème} rang en 2004). Cet indice de la CNUCED rend compte du niveau d'intégration des pays dans le réseau mondial des transports maritimes de ligne.¹⁷⁷

4.125. Le transport maritime et les services connexes n'ont fait l'objet d'aucune nouvelle mesure de libéralisation depuis 2009, année au cours de laquelle la participation étrangère dans les services des agences maritimes et les services de sauvetage et de renflouement des navires a été autorisée jusqu'à 100% (tableau A4. 1). Les autorités ont confirmé que la participation étrangère est à présent autorisée à hauteur de 100% pour les services connexes aux transports maritimes tels que répertoriés dans le tableau A4. 4, à l'exception des services de manutention des marchandises.

4.7.5.4 Engagements liés au transport maritime contractés au titre de l'AGCS et des ACR

4.126. La Malaisie a contracté des engagements liés au transport maritime dans le cadre de l'AGCS et de la majorité des ACR dont elle est signataire. Le champ d'application et la portée des engagements sont toutefois très variables selon les accords (tableau A4. 5).

4.127. Les limitations listées relatives à l'accès au marché par le biais d'une présence commerciale (mode 3) précisent en général que ces services peuvent être fournis uniquement au moyen d'un bureau de représentation, d'un bureau régional ou d'une coentreprise constituée localement avec des Malaisiens ou avec des sociétés contrôlées par des Malaisiens. D'une manière générale, les coentreprises sont soumises à des plafonds en matière de participation étrangère ou à des prescriptions imposant une participation *bumiputera* minimale dans le capital. Ainsi, en ce qui concerne la fourniture de services de transport maritime international selon le mode 3, la participation étrangère maximale dans les coentreprises varie entre 30% et 51%, en fonction de l'accord.¹⁷⁸ Dans le cas des services d'agences maritimes et des services de sauvetage de navires, plusieurs accords comportent une prescription imposant une participation *bumiputera* de 30% dans le capital.

4.128. La Malaisie a formulé des "engagements supplémentaires" dans les listes annexées à l'AGCS et aux ACR pour mettre divers services portuaires à la disposition des transporteurs maritimes internationaux suivant des modalités et à des conditions raisonnables et non discriminatoires.¹⁷⁹

¹⁷⁵ CNUCED (2012).

¹⁷⁶ L'agrandissement de deux postes d'amarrage existants dans le port de Klang (partie ouest) fera passer la capacité du port de 14,5 millions d'EVP à 16 millions d'EVP en 2014. L'installation de deux nouveaux postes d'amarrage dans le port de Tanjung Pelepas fera passer la capacité de ce port de 8 millions d'EVP à 10,5 millions d'EVP dès la fin des travaux en 2014.

¹⁷⁷ L'indice est calculé sur la base de cinq éléments du secteur des transports maritimes: le nombre de navires, la capacité de charge en conteneurs de ces navires, le tonnage maximum des navires, le nombre de services et le nombre de compagnies qui déploient des porte-conteneurs sur des lignes à destination et en provenance des ports d'un pays (voir les renseignements en ligne de la CNUCED. Adresse consultée: <http://data.worldbank.org/indicator/IS.SHP.GCNW.XQ>).

¹⁷⁸ Le plafond de la participation étrangère est de 30% au titre de l'AGCS, de l'ACR ASEAN-Nouvelle-Zélande, de l'ALE Malaisie-Japon et de l'ALE Malaisie-Pakistan; de 40% au titre de l'ACR ASEAN-Chine; de 49% au titre des ACR ASEAN-Corée, Malaisie-Nouvelle-Zélande et Malaisie-Inde; et de 51% au titre de l'Accord-cadre de l'ASEAN sur les services et de l'ALE Malaisie-Australie.

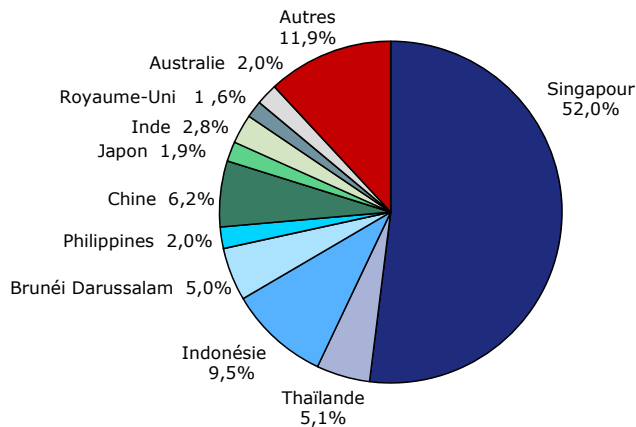
¹⁷⁹ Ces services portuaires sont les suivants: a) pilotage, poussage et remorquage; b) avitaillement en vivres, en combustibles et en eau; c) enlèvement des ordures et vidange des déchets de soute; d) services de capitainerie de port; e) aides à la navigation; f) services opérationnels à terre indispensables à l'exploitation des navires, y compris communications, eau et alimentation électrique; g) installations pour les réparations d'urgence; h) services de mouillage et d'accostage.

4.7.6 Tourisme

4.129. Depuis le dernier examen, aucune modification n'a été apportée aux textes législatifs régissant le secteur touristique (tableau A4. 2), ni aux institutions chargées de le gérer, qui sont le Ministère du tourisme et de la culture et Tourism Malaysia.¹⁸⁰

4.130. En 2012, la Malaisie a enregistré 25,03 millions d'arrivées de touristes, et les recettes du secteur se sont élevées à 60,6 milliards de ringgit. La grande majorité de ces touristes proviennent de Singapour et d'autres pays asiatiques (graphique 4.3). Les marchés qui ont affiché une forte croissance (pendant la période 2011-2012) sont le Bangladesh, la Chine, l'Iraq, le Japon, le Kazakhstan, le Laos, le Népal, les Philippines, le Royaume d'Arabie saoudite et le Viet Nam.

Graphique 4.3 Arrivées de touristes, 2012



Source: Données communiquées par Tourism Malaysia.

4.131. Le tourisme, gros générateur d'emplois et importante source de devises, est l'un des domaines sélectionnés dans le cadre du dixième Plan de la Malaisie (2011-2015) (voir section 2), en faveur desquels des mesures de promotion doivent être adoptées. À cet égard, cinq initiatives concrètes ont été mises en place: renforcement du luxe abordable; divertissement familial; événements, activités récréatives, spas et sports; tourisme d'affaires; et aventures dans la nature. En 2011, la Malaisie avait déjà atteint les cibles fixées par le dixième Plan de la Malaisie consistant à atteindre 2 millions d'emplois dans le secteur et à figurer parmi les dix premiers pays du monde en ce qui concerne les recettes totales du tourisme. Les efforts de promotion et de commercialisation sont axés sur la capacité d'attirer des touristes qui consacrent d'importantes dépenses aux voyages, en particulier provenant de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Chine et du Moyen-Orient.

4.132. Parmi les nouvelles actions menées pendant la période considérée figurent les efforts accrus déployés par les pouvoirs publics pour promouvoir le tourisme médical, grâce à un renforcement institutionnel, à des abattements fiscaux, à la mise en place de nouvelles incitations fiscales en faveur des nouveaux hôtels quatre et cinq étoiles, ainsi qu'à des mesures visant à encourager le marché des croisières grâce au retrait des restrictions au cabotage pour les paquebots de croisière étrangers.¹⁸¹ Comme cela a été annoncé dans le discours de présentation du budget 2014, 2 milliards de ringgit seront versés à un Fonds spécial pour les infrastructures touristiques. Le fonds octroiera des prêts à des conditions libérales pour financer le coût de la construction d'infrastructures telles que des hôtels, des stations et des parcs d'attractions, ainsi que celui de l'achat et du remplacement d'équipements liés au secteur touristique. Ce fonds sera

¹⁸⁰ Le Ministère du tourisme et de la culture est la principale autorité chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de développement global du secteur. Tourism Malaysia, organisme officiel relevant du Ministère du tourisme, a pour responsabilité de promouvoir le tourisme et de faire de la Malaisie une destination touristique de premier plan.

¹⁸¹ En mars 2012, les navires non malaisiens ont été exonérés de l'application des dispositions de la sous-section 65KA 1) de l'Ordonnance de 1952 sur la marine marchande pour ce qui a trait aux services de croisière au départ de tout port ou de tout lieu en Malaisie à destination d'un autre port ou d'un autre lieu en Malaisie (renseignements en ligne du Ministère des transports. Adresse consultée: www.mot.gov.my/en/Sectoral/Pages/Maritime.aspx).

géré par la Banque Pembangunan Malaysia Berhad (une institution financière de développement); les intérêts varieront entre 4% et 6% et bénéficieront d'une subvention de 2% de l'État.

4.133. Les services relatifs au tourisme n'ont fait l'objet d'aucune nouvelle mesure de libéralisation à titre autonome depuis 2009, année pendant laquelle les autorités ont autorisé que le capital de certains services touristiques haut de gamme ou de grande envergure soit entièrement détenu par des intérêts étrangers, de même que celui des agences de voyages et des voyagistes générant un tourisme récepteur (tableau A4. 2). L'investissement étranger n'est pas autorisé dans les agences de voyages lorsque leur activité est celle du tourisme émetteur, ni dans les services d'hôtellerie et de restauration économiques; une participation étrangère de 49% est autorisée dans le capital des centres de convention et d'exposition dotés de moins de 5 000 places assises, ainsi que dans le capital des fournisseurs de services d'hôtellerie et de restauration deux ou trois étoiles, dans celui des fournisseurs de services de restauration (pour les services fournis dans des hôtels économiques et des hôtels deux et trois étoiles), et dans celui des fournisseurs de services de consommation de boissons à consommer sur place (pour les services fournis dans des hôtels économiques et des hôtels deux et trois étoiles). La Malaisie déploie des efforts accrus pour promouvoir le tourisme médical. Son objectif est de développer le créneau des soins médicaux de qualité, mais d'un coût abordable. En 2009, le Ministère de la santé a mis en place le Conseil sur le tourisme médical et l'a chargé de faire la promotion du secteur malaisien des soins de santé à l'échelle mondiale, de s'associer aux acteurs des secteurs public et privé pour offrir aux touristes venus se faire soigner des séjours sans contretemps, et d'élaborer, conjointement avec d'autres parties prenantes, des programmes et des stratégies destinés au tourisme médical en Malaisie. Le Conseil joue en outre le rôle de guichet unique pour les questions relatives au tourisme de santé.¹⁸² Les fournisseurs de soins médicaux en Malaisie qui souhaitent devenir membres du Conseil sur le tourisme médical doivent être évalués par un comité de sélection, de manière à ce que la qualité du service soit garantie. En octobre 2013, le Conseil comptait 72 membres. D'autres mesures visent à soutenir l'industrie du tourisme médical, parmi lesquelles: a) des exonérations d'impôt sur le revenu pour la construction ou la rénovation d'hôpitaux privés ainsi que des exonérations d'impôt sur le revenu découlant de l'accroissement en valeur des exportations de services de santé (voir tableau 4.13); b) la levée des restrictions en matière de participation étrangère dans les hôpitaux privés, les cliniques spécialisées et les centres de soins dentaires spécialisés, en 2012 (tableau A4. 2); et c) des mesures visant à faciliter l'embauchage de médecins et de dentistes étrangers et à encourager les médecins spécialistes malaisiens à revenir en Malaisie.¹⁸³ Les efforts déployés pour promouvoir le tourisme médical semblent avoir porté leurs fruits car le nombre d'arrivées de touristes dont l'objectif principal est de se faire soigner a quasiment doublé entre 2010 et 2011.¹⁸⁴

4.134. Aucune information n'était disponible sur les sociétés liées à l'État intervenant dans le secteur du tourisme. Les activités liées au tourisme disposent d'un large éventail d'exonérations fiscales (tableau 4.13). Les autorités ont indiqué que les chiffres des recettes sacrifiées n'ont pas été publiés.

Tableau 4.13 Incitations fiscales en faveur des hôtels et des projets touristiques, 2013

Mécanisme	Admissibilité	Incitations offertes
Statut d'entreprise pionnière	Sociétés effectuant de nouveaux investissements dans des hôtels 1 à 5 étoiles	Exonération partielle du paiement de l'impôt sur le revenu pendant 5 ans. L'impôt est exigible sur 30% du revenu officiel uniquement, à compter du jour de l'entrée en production. Possibilité de report sur les exercices postérieurs des déductions pour amortissement et des pertes accumulées.

¹⁸² Le Conseil sur le tourisme médical rend compte à un comité consultatif présidé par le Ministre de la santé et par le Ministre dirigeant l'Unité de la planification économique au sein du Bureau du Premier Ministre. Le comité consultatif comprend des représentants du secteur public et du secteur privé intervenant dans l'activité des voyages de santé (pour plus d'informations, voir le Conseil sur le tourisme médical. Adresse consultée: <http://www.mhtc.org.my/>).

¹⁸³ Pour déposer une demande visant à obtenir l'autorisation de pratiquer dans un établissement de soins malaisien, les médecins spécialistes étrangers doivent être enregistrés auprès des autorités de réglementation médicale pertinentes, telles que le Conseil médical et le Registre national des spécialistes.

¹⁸⁴ La Malaisie a reçu 392 956 touristes venus pour recevoir des soins médicaux en 2010 et 583 296 en 2011, soit une augmentation de 48%.

Mécanisme	Admissibilité	Incitations offertes
Dégrèvement fiscal pour investissements	Sociétés effectuant de nouveaux investissements dans des hôtels 1 à 5 étoiles	Solution de remplacement du statut d'entreprise pionnière. Abattement de 60% des dépenses en immobilisations admissibles engagées au cours d'une période de 5 ans à compter de la date de la dépense. Les sociétés peuvent déduire cet abattement de 70% du revenu officiel pendant la première année d'imposition. Report sur les exercices postérieurs des abattements non utilisés.
Incitations accrues pour les nouveaux investissements dans des projets hôteliers et touristiques	Sociétés effectuant de nouveaux investissements dans des hôtels 4 et 5 étoiles au Sabah et au Sarawak (demandes déposées jusqu'en décembre 2013 uniquement)	Statut d'entreprise pionnière et exonération de 100% de l'impôt sur le revenu pendant 5 ans. Possibilité de report sur les exercices postérieurs des déductions pour amortissement et des pertes accumulées; ou dégrèvement fiscal pour investissements de 100% des dépenses en immobilisations admissibles engagées au cours d'une période de 5 ans. L'abattement peut être déduit de 100% du revenu officiel de l'année. Report sur les exercices postérieurs des abattements non utilisés.
Incitations en faveur des réinvestissements dans des projets hôteliers et touristiques	Sociétés réinvestissant dans l'agrandissement/la modernisation d'hôtels 1 à 5 étoiles	Statut d'entreprise pionnière et exonération de 70% de l'impôt sur le revenu pendant 5 ans. Possibilité de report sur les exercices postérieurs des déductions pour amortissement et des pertes accumulées; ou dégrèvement fiscal pour investissements de 60% des dépenses en immobilisations admissibles engagées au cours d'une période de 5 ans. L'abattement peut être déduit de 70% du revenu officiel chaque année. Report sur les exercices postérieurs des abattements non utilisés.
Incitation en faveur du tourisme médical	Investissement dans la construction de nouveaux hôpitaux privés ou agrandissement/rénovation d'hôpitaux existants. Les hôpitaux doivent être agréés par le Ministère de la santé et enregistrés auprès du Conseil sur le tourisme médical (demandes déposées jusqu'au mois de décembre 2014 uniquement)	Dégrèvement fiscal pour investissements de 100% des dépenses en immobilisations admissibles engagées au cours d'une période de 5 ans. L'abattement peut être déduit de 100% du revenu officiel chaque année. Report sur les exercices postérieurs des abattements non utilisés.
Tourisme médical: déduction double pour les frais de certification	Hôpitaux privés engageant des dépenses pour obtenir la certification aux niveaux national et international	Déduction double des dépenses engagées pour obtenir la certification reconnue au niveau national et au niveau international. L'organe de certification doit être approuvé par le MOF.
Incitations en faveur de l'industrie des yachts de luxe	Sociétés de construction de yachts de luxe	Statut d'entreprise pionnière et exonération de 70% de l'impôt sur le revenu pendant 5 ans. Possibilité de report sur les exercices postérieurs des déductions pour amortissement et des pertes accumulées.
	Sociétés fournissant des services de réparation et de maintenance de yachts de luxe à Langkawi	Exonération de l'impôt sur le revenu pendant 5 ans.
	Sociétés fournissant des services de location de yachts de luxe	Exonération de l'impôt sur le revenu pendant 5 ans.
Déduction double sur les activités de promotion à l'étranger et les salons professionnels	Hôtels et voyagistes	Déduction double des dépenses admissibles engagées pour diverses activités de promotion à l'étranger et pour participer à des salons professionnels internationaux approuvés en Malaisie.

Mécanisme	Admissibilité	Incitations offertes
Exonération fiscale en faveur des voyageurs	Voyagistes agréés par le Ministère du tourisme et de la culture	Les voyageurs qui acheminent vers la Malaisie au moins 750 touristes étrangers par an sont exonérés de l'impôt sur les revenus découlant de l'organisation de ces circuits. Les voyageurs qui organisent des circuits à l'intérieur de la Malaisie, auxquels participent au moins 1 500 touristes locaux par an, sont exonérés de l'impôt sur les revenus découlant de l'organisation de ces circuits.
Exonération fiscale en faveur des activités d'organisation/de promotion de conférences et d'expositions commerciales internationales	Sociétés dont l'activité est de promouvoir/d'organiser des conférences internationales en Malaisie	Exonération de l'impôt sur les revenus découlant de l'entrée dans le pays d'au moins 500 participants étrangers (s'applique uniquement aux sociétés locales faisant la promotion de conférences). Exonération de l'impôt sur les revenus découlant de l'organisation d'expositions commerciales internationales approuvées, lorsque les organisateurs accueillent au moins 500 visiteurs étrangers par an (s'applique aux sociétés locales et étrangères).
Déduction sur les manifestations culturelles	Sociétés dont l'activité est de promouvoir et de gérer des groupes musicaux/culturels et de parrainer des manifestations culturelles approuvées	Déduction simple des frais. Le plafond des déductions au titre des manifestations locales est de 500 000 ringgit par an. Le plafond des déductions au titre des manifestations à l'étranger est de 200 000 ringgit par an.
Incitations en faveur des loueurs de voitures	Loueurs de voitures et voyageurs	Les loueurs de voitures peuvent bénéficier d'une exonération totale des droits d'accise sur l'achat de voitures de fabrication nationale. Les voyageurs peuvent bénéficier d'une exonération de 50% des droits d'accise sur les véhicules à quatre roues motrices montés localement.
Exonérations fiscales sur la valeur de l'accroissement des exportations	Services de soins de santé offerts à des clients étrangers ^a	Exonération fiscale de 100% sur l'accroissement en valeur des exportations dans la limite de 70% du revenu pour chaque année d'imposition.

- a On entend par clients étrangers: a) les non-ressortissants malaisiens participant au programme "La Malaisie, mon second chez-moi" et les personnes à leur charge; b) les non-ressortissants malaisiens titulaires d'une carte d'étudiant malaisienne et les personnes à leur charge; b) les non-ressortissants malaisiens titulaires d'un permis de travail malaisien et les personnes à leur charge; d) les ressortissants malaisiens qui ne sont pas résidents et les personnes à leur charge.

Source: Renseignements en ligne de la MIDA. Adresse consultée: <http://www.mida.gov.my/env3/index.php?page=tourism-industry>.

4.7.7 Services professionnels

4.7.7.1 Services comptables (y compris services d'audit) et services de conseil fiscal

4.135. Pendant la période considérée, aucune modification n'a été apportée aux textes législatifs régissant le secteur comptable (Loi de 1967 sur les services comptables), ni à l'organisme de réglementation (l'Institut malaisien des experts-comptables (MIA)).¹⁸⁵ Toutes les firmes doivent être constituées sous forme d'entreprises individuelles ou de sociétés de personnes. Les professionnels étrangers sont autorisés à établir en Malaisie une entité comptable appartenant entièrement à des intérêts étrangers. Tous les experts-comptables, commissaires aux comptes et conseillers fiscaux doivent être enregistrés auprès du MIA avant de déposer une demande de licence auprès du Ministère des finances. Pour avoir droit à être enregistrés, les requérants doivent être citoyens malaisiens ou résidents permanents. Les prescriptions relatives aux diplômes et à l'expérience professionnelle s'appliquent dans des conditions d'égalité aux experts-comptables, commissaires aux comptes et conseillers fiscaux malaisiens et étrangers, ainsi que l'énonce la partie IV de la Loi sur les services comptables.

¹⁸⁵ Loi de 1967 sur les services comptables. Adresse consultée: <http://www.mia.org.my/handbook/act/>.

4.7.7.2 Services juridiques

4.136. La Loi de 2012 portant modification de la Loi sur les professions juridiques a été publiée au Journal officiel en septembre 2012 mais n'est pas encore entrée en vigueur, en attente du parachèvement des Règles de 2013 sur les professions juridiques (octroi de licences aux partenariats internationaux et aux cabinets juridiques étrangers qualifiés, et enregistrement d'avocats étrangers) et de la Note d'orientation aux candidats, qui sont en cours d'élaboration par le Bureau du Procureur général et le Conseil de l'ordre des avocats. En vertu des textes de loi précédemment en vigueur, les cabinets juridiques devaient appartenir entièrement à des intérêts malaisiens. De plus, les prestataires étrangers de services juridiques n'étaient pas autorisés à exercer en Malaisie, sauf sur le territoire fédéral de Labuan (et uniquement pour ce qui concernait les services de conseil et de consultation liés aux lois de leurs pays d'origine, le droit international et les lois de Malaisie relatives aux sociétés offshore). La Loi de 2012 autorise l'installation de partenariats internationaux et de cabinets juridiques étrangers qualifiés, ainsi que l'embauchage d'avocats étrangers par des cabinets juridiques malaisiens. Les demandes de licences permettant d'exercer ces activités sont déposées auprès du Conseil de l'ordre des avocats, qui sollicite la recommandation du Comité de sélection, de création récente. Le Conseil de l'ordre des avocats a le pouvoir discrétionnaire d'accepter ou de refuser une demande, comme il lui paraît opportun. Les licences accordées peuvent être assujetties à des conditions (qui peuvent être modifiées après l'octroi de la licence) et définissent les domaines de pratique. Un cabinet juridique étranger ne peut être associé à plus d'un partenariat international en Malaisie à un moment donné. La participation permise du cabinet juridique étranger dans le capital du partenariat international ainsi que ses droits de vote sont déterminés par le Comité de sélection.

4.7.7.3 Services d'architecture

4.137. Les services d'architecture seront libéralisés de façon autonome après que la Loi de 1967 sur les architectes aura été modifiée. Une fois adoptées les modifications, les agences d'architecture pourront appartenir entièrement à des intérêts étrangers. En octobre 2013, aucun calendrier précis n'avait été défini pour l'adoption des nouveaux textes. En vertu de la Loi de 1967, les cabinets de conseil en architecture peuvent prendre la forme de sociétés individuelles ou de sociétés de personnes. La participation étrangère à ces cabinets est limitée à 30%. Pour être inscrits en tant qu'architectes professionnels, les personnes doivent avoir qualité de citoyens malaisiens ou de résidents permanents en Malaisie, avoir obtenu les diplômes et l'expérience pratique exigés, et être membres de l'Institut d'architecture.¹⁸⁶ Les modifications de la loi devraient assouplir les prescriptions en matière de citoyenneté et de résidence pour les architectes. Les architectes étrangers (qui ne sont pas citoyens malaisiens ni résidents permanents en Malaisie) peuvent s'inscrire en tant qu'architectes à titre temporaire uniquement lorsqu'ils sont employés comme consultants pour un ouvrage appartenant entièrement à un gouvernement étranger ou mis en œuvre dans le cadre d'un accord bilatéral. Pour ce qui est de la prestation transfrontières de services d'architecture, les agences étrangères peuvent participer à des coentreprises avec des agences locales pour des ouvrages précis, avec l'approbation du Conseil des architectes, celui-ci étant responsable de faire respecter la Loi de 1967.

4.7.7.4 Services d'ingénierie

4.138. Les services d'ingénierie seront libéralisés de façon autonome après que la Loi de 1967 sur l'enregistrement des ingénieurs aura été modifiée. Une fois adoptées les modifications, les professionnels étrangers seront autorisés à détenir en pleine propriété des cabinets d'ingénierie conseil (le plafond de la participation étrangère étant actuellement de 30%). En octobre 2013, aucun calendrier précis n'avait été fixé pour l'adoption des nouveaux textes. Pour déposer une demande d'inscription en tant qu'ingénieur professionnel, un ingénieur diplômé doit être citoyen malaisien ou résident permanent en Malaisie, justifier de trois ans d'expérience et être admis à l'examen d'évaluation professionnelle. Les ingénieurs étrangers peuvent faire valider leurs diplômes en Malaisie par le biais de l'Accord de Washington.¹⁸⁷ Les modifications de la Loi de 1967 devraient assouplir les prescriptions en matière de citoyenneté et de résidence pour les ingénieurs

¹⁸⁶ Selon les autorités, les architectes formés à l'étranger qui ont reçu un diplôme correspondant à un programme ne figurant pas dans la liste des programmes d'architecture admis par l'Institut d'architecture peuvent demander à être exemptés de certaines exigences en matière d'examens.

¹⁸⁷ Pour plus d'informations sur l'Accord de Washington, consulter l'adresse <http://www.washingtonaccord.org>.

professionnels inscrits. L'organisme de réglementation du sous-secteur est le Conseil des ingénieurs.

4.7.7.5 Services de métrage-vérification

4.139. Les services de métrage-vérification seront libéralisés de façon autonome après que la Loi de 1967 sur l'enregistrement des métreurs-vérificateurs aura été modifiée. Une fois adoptées les modifications, les professionnels étrangers seront autorisés à détenir en pleine propriété des cabinets d'ingénierie conseil (le plafond de la participation étrangère étant actuellement de 30%). En octobre 2013, aucun calendrier précis n'avait été fixé pour l'adoption des nouveaux textes. En vertu de la Loi de 1967 sur les métreurs-vérificateurs, les cabinets doivent être constitués sous forme de sociétés de capitaux, d'entreprises individuelles ou de sociétés de personnes. La Loi précise que les métreurs-vérificateurs doivent être inscrits auprès du Conseil des métreurs-vérificateurs de Malaisie, avoir suivi avec succès un cycle d'études reconnu, avoir passé un examen de compétence professionnelle et justifier de l'expérience professionnelle nécessaire. Seuls les citoyens malaisiens peuvent être inscrits auprès du Conseil; il est toutefois prévisible que cette clause concernant la citoyenneté sera retirée de la nouvelle loi. À l'heure actuelle, les métreurs-vérificateurs étrangers ont la possibilité de déposer une demande d'inscription temporaire auprès du Conseil.

BIBLIOGRAPHIE

- Abraham, K. et J. Toh (2012), "Anti-counterfeiting 2012: A Global Guide: Malaysia", *World Trademark Review*, Shearn Delamore & Co. Adresse consultée: "<http://www.worldtrademarkreview.com/Issues/Article.ashx?g=a2043e16-4dde-4de4-8884-4c743d1b430b>" [12 juin 2013].
- Adham, K.N. et C. Siwar (2012a), "The Establishment of Government Green Procurement Practices in Malaysia: the Way Forward", *OIDA International Journal of Sustainable Development*, vol. 05, n° 08, 23 décembre. Adresse consultée: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2193273 [15 mars 2013].
- Adham, K.N. et S C. Siwar (2012b), *Transformation of Government Procurement in Malaysia: directions and initiatives*, Papers presented at the 5th International Public Procurement Conference, Seattle, 17 août. Adresse consultée: <http://www.ippa.org/IPPC5/Proceedings/Part7/PAPER7-1.pdf> [15 mars 2013].
- Alliances de logiciels de gestion (2012), *Shadow Market: 2011 BSA Global Software Piracy Study*, 9^{ème} édition, mai. Adresse consultée: http://globalstudy.bsa.org/2011/downloads/study_pdf/2011_BSA_Piracy_Study-Standard.pdf.
- Alliance internationale de la propriété intellectuelle (2012), *Malaysia 2012 Special 301 Report On Copyright Protection and Enforcement*. Adresse consultée: <http://www.iipa.com/rbc/2012/2012SPEC301MALAYSIA.PDF>.
- Alliance internationale de la propriété intellectuelle (2013), *Malaysia: 2013 Special 301 Report on Copyright Protection and Enforcement*. Adresse consultée: <http://www.iipa.com/rbc/2013/2013SPEC301MALAYSIA.PDF>.
- APEC (2012a), *Bogor Goals Progress Report*, septembre. Adresse consultée: http://publications.apec.org/publication-detail.php?pub_id=1308.
- APEC (2012b), *Economic Policy Report 2012*. Adresse consultée: <http://www.iadb.org/intal/intalcdi/PE/2012/10628.pdf>.
- Baharudin, N., M. Othman, P. Waty Che Pah, D. Chellamuthu, R. Musa (2011), "Informal Employment in Informal Sector Enterprises in Malaysia", *Journal of the Department of Statistics*, volume 2. Adresse consultée: "http://www.statistics.gov.my/portal/download_journals/files/2011/Volume2/Informal_Employment.pdf".
- Banga, R. (2013), *Regional Value Chains: Measuring Value in Global Value Chains*, UNCTAD Unit of Economic Cooperation and Integration Amongst Developing Countries (ECIDC) Background Paper n° RVC-8, mai. Adresse consultée: http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ecidc2013misc1_bp8.pdf.
- Banque asiatique de développement (2013), *ASEAN Corporate Governance Scorecard: Joint Initiative of the ASEAN Capital Markets Forum and the Asian Development Bank: Country Reports and Assessments*. Adresse consultée: "<http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2013/asean-corporate-governance-scorecard.pdf>".
- Banque mondiale (2010), *Malaysia Economic Monitor, Inclusive Growth*, novembre. Adresse consultée: "http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2011/08/26/000386194_20110826043841/Rendered/PDF/639430WP0Malay00Box0361533B0PUBLIC0.pdf".
- Banque mondiale (2013a), *Doing Business 2013: Smarter Regulations for Small and Medium-Size Enterprises*, 10^{ème} édition. Adresse consultée: "[http://doingbusiness.org/~media/GIAWB/Doing%20Business/Documents/Annual-Reports/English/DB13-full-report.pdf](http://doingbusiness.org/~/media/GIAWB/Doing%20Business/Documents/Annual-Reports/English/DB13-full-report.pdf)".

Banque mondiale (2013b), *Economy Profile: Malaysia: Doing Business 2013: Smarter Regulations for Small and Medium-Size Enterprises*, 10^{ème} édition. Adresse consultée: "http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/01/22/000356161_20130122121943/Rendered/PDF/NonAsciiFileName0.pdf".

Batelle (2011), *2012 Global R&D Funding Forecast*, décembre. Adresse consultée: http://battelle.org/docs/default-document-library/2012_global_forecast.pdf.

BNM (2013a), *Annual Report 2012*, mars. Adresse consultée: http://www.bnm.gov.my/files/publication/ar/en/2012/ar2012_book.pdf.

BNM (2013b), *Financial Stability and Payments Systems Report 2012*, mars. Adresse consultée: "http://www.bnm.gov.my/index.php?ch=en_publication_catalogue&pg=en_publication_fsps&ac=98&yr=2012&lang=en&Id=box2".

Bureau du Premier Ministre (2010), *10th Malaysia Plan 2011-2015*. Adresse consultée: http://www.pmo.gov.my/dokumenattached/RMK/RMK10_Eds.pdf.

Bureau du Premier Ministre/Section de l'exécution des projets et de la gestion des résultats (2012a), *Economic Transformation Programme: Annual Report 2012*. Adresse consultée: <http://etp.pemandu.gov.my/annualreport/>.

Bureau du Premier Ministre/Section de l'exécution des projets et de la gestion des résultats (2012a), *Economic Transformation Programme Handbook: A Roadmap for Malaysia*. Adresse consultée: http://etp.pemandu.gov.my/upload/etp_handbook_chapter_15_agriculture.pdf.

Bureau du Premier Ministre/Unité de la planification économique (2012), *The Malaysian Economy in Figures 2012*. Adresse consultée: "<http://www.epu.gov.my/documents/10124/72ac36d7-fe5a-489b-a34c-a2cb2be073a6>".

Caiazza, R. et V. Tiziana (2012), "The Global Agro-food System from Past to Future", *China-USA Business Review*, vol. 11, n° 7, juillet. Adresse consultée: www.davidpublishing.org/Download/?id=6294.

CESAP (2012), *Recent trends and developments*. Adresse consultée: <http://www.unescap.org/tid/publication/aptir2650.pdf>.

Chai, Y.T. et O.C. Im (2009), *The Development of Free Industrial Zones: The Malaysian Experience*, 27 avril. Adresse consultée: "<http://info.worldbank.org/etools/docs/library/251665/Yeow%20Teck%20Chai%20and%20Ooi%20Chooi%20Im%20-%20The%20Development%20of%20Free%20Industrial%20Zones%96The%20Malaysian%20Experience.pdf>" [26 février 2013].

Cheah, J. (2013), "The Industrial Designs (Amendment) Act 2013", *Henry Goh Intellectual Property Updates*, n° 1, avril. Adresse consultée: <http://www.henrygoh.com/downloads/hgipu0413.pdf> [13 juin 2013].

Chee-Wan, C. et C. Meng-Chang (2012), *Country Report: Malaysia*, paper prepared for the Asia Pacific Economic Cooperation (APEC) Workshop on Food Security, Tokyo, 17-19 janvier. Adresse consultée: "http://www.apip-apec.com/files/Malaysia_FINAL-Malaysia-COUNTRY_REPORT-OK_DCCW.pdf".

CNUCED (2011), *Fonds d'affectation spéciale pour les négociations sur la facilitation du commerce*, Note technique n° 5, janvier. Adresse consultée: http://unctad.org/fr/docs/TN05_Audit_a_posteriori_Fr.pdf [13 février 2013].

CNUCED (2012), *Étude sur les transports maritimes*. Adresse consultée: http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/rmt2012_fr.pdf.

CNUCED (2013), *Global Value Chains and Development: Investment and Value Added Trade in the Global Economy: A preliminary analysis*, Advance unedited version. Adresse consultée: http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diae2013d1_en.pdf.

CNUCED (2013b), *World Investment Report 2013: Global Value Chains: Investment and Trade for Development*. Adresse consultée: http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2013_en.pdf.

Comité Putrajaya sur les résultats des entreprises liées à l'État (2012), *GLC Transformation Programme: Progress Review 2012*, mai. Adresse consultée: "[http://www.pcg.gov.my/PDF/GLCT%20Programme%20Progress%20Review%20\(May%202012\).pdf](http://www.pcg.gov.my/PDF/GLCT%20Programme%20Progress%20Review%20(May%202012).pdf)".

Commission de l'énergie (2013), *Electricity Supply Industry in Malaysia: Performance and Statistical Information 2011*. Adresse consultée: <http://www.st.gov.my/index.php/industry/statistics-reports.html>.

Commission de la concurrence (2011), *Annual Report 2011 June-December*. Adresse consultée: [http://www.mycc.gov.my/files/news/MyCC%20AR%202011%20\(English\).pdf](http://www.mycc.gov.my/files/news/MyCC%20AR%202011%20(English).pdf) [24 avril 2013].

Commission des opérations de bourse (2011a), *Capital Market Master Plan 2*, avril. Adresse consultée: http://www.sc.com.my/wp-content/uploads/eng/html/cmp2/cmp2_final.pdf.

Commission des opérations de bourse (2011b), *Corporate Governance Blueprint 2011: Towards Excellence in Corporate Governance*, juillet. Adresse consultée: http://www.sc.com.my/eng/html/cg/cg2011/pdf/cg_blueprint2011.pdf.

Commission des opérations de bourse (2012), *Malaysian Code on Corporate Governance 2012*, mars. Adresse consultée: <http://www.sc.com.my/eng/html/cg/cg2012.pdf>.

Conseil national pour le développement des PME (2012), *SME Masterplan 2012-2020: Catalysing Growth and Income*, mai. Adresse consultée: <http://www.smecorp.gov.my/vn2/node/190>.

DE International (2012), *Market Watch 2012: The Malaysian Automotive and Supplier Industry*. Adresse consultée: "http://www.malaysia.ahk.de/fileadmin/ahk_malaysia/Market_reports_2012/Market_Watch_2012_-_Automotive.pdf".

Département de l'agriculture des États-Unis (2012a), *Malaysia: Biotechnology Annual 2012*, GAIN Report, n° MY2008, 19 mars. Adresse consultée: "http://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Agricultural%20Biotechnology%20Annual_Kuala%20Lumpur_Malaysia_8-24-2012.pdf" [11 mars 2013].

Département de l'agriculture des États-Unis (2012b), *Malaysia: Oilseeds and Products Annual 2012*, GAIN Report, n° MY2002, 19 mars. Adresse consultée: "http://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Oilseeds%20and%20Products%20Annual_Kuala%20Lumpur_Malaysia_3-19-2012.pdf" [11 mars 2013].

Département de l'agriculture des États-Unis (2013), *Malaysia: Grain and Feed Annual 2013*, GAIN Report, n° MY3002, 25 février. Adresse consultée: "http://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Grain%20and%20Feed%20Annual_Kuala%20Lumpur_Malaysia_2-25-2013.pdf".

Département du commerce des États-Unis/Service commercial des États-Unis (2012), *Doing Business in Malaysia: 2012 Country Commercial Guide for U.S. Companies*. Adresse consultée: http://www.buyusainfo.net/docs/x_8572931.pdf [13 février 2013].

Département de l'intérieur des États-Unis/Service géologique des États-Unis (2013), *2011 Minerals Yearbook Malaysia*, Advance Release, avril. Adresse consultée: <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/2011/myb3-2011-my.pdf>.

Département des statistiques (2012a), *Annual National Accounts 2005-2011*, 23 mai. Adresse consultée:

["http://www.statistics.gov.my/portal/download_Akaun/files/annual_gdp/2011/Penerbitan_KDNK_Tahunan2005-2011.pdf"](http://www.statistics.gov.my/portal/download_Akaun/files/annual_gdp/2011/Penerbitan_KDNK_Tahunan2005-2011.pdf) [15 mars 2013].

Département des statistiques (2012b), *Annual National Accounts Gross Domestic Product (GDP) 2005-2011*, 23 mai. Adresse consultée:

["http://www.statistics.gov.my/portal/index.php?option=com_content&view=article&id=1589&Itemid=111&lang=en"](http://www.statistics.gov.my/portal/index.php?option=com_content&view=article&id=1589&Itemid=111&lang=en).

Département des statistiques (2012c), *Economic Census 2011: Mining and Quarrying*, juin.

Adresse consultée:

http://www.statistics.gov.my/portal/download_Mining/files/BE/BE2011_Kuari.pdf.

Département des statistiques (2012d), *Selected Agricultural Indicators: Malaysia 2012*, décembre.

Adresse consultée:

["http://www.statistics.gov.my/portal/download_Agriculture/files/Selected_Agricultural_Indicators_Malaysia_2012.pdf"](http://www.statistics.gov.my/portal/download_Agriculture/files/Selected_Agricultural_Indicators_Malaysia_2012.pdf).

Département des statistiques (2013), *Informal Sector Workforce Survey Report 2012*, juin.

Adresse consultée:

["http://www.statistics.gov.my/portal/download_Labour/files/informal/Laporan_Penyiasatan_Guna_Tenaga_Sektor_Informal_2012.pdf"](http://www.statistics.gov.my/portal/download_Labour/files/informal/Laporan_Penyiasatan_Guna_Tenaga_Sektor_Informal_2012.pdf).

Direction du développement des investissements (2012), *Business Opportunities: Malaysia's Automotive Industry*, octobre. Adresse consultée:

["http://www.mida.gov.my/env3/uploads/Publications_pdf/BO_MalaysiaAutomotive/Automotive2012.pdf"](http://www.mida.gov.my/env3/uploads/Publications_pdf/BO_MalaysiaAutomotive/Automotive2012.pdf).

DRB-Hicom (2012), *Annual Report 2012*. Adresse consultée: ["http://www.drb-hicom.com/cms/PublishedDocument/AR%20web.pdf"](http://www.drb-hicom.com/cms/PublishedDocument/AR%20web.pdf).

EIU (2012a), *Country Commerce Malaysia*, mai. Adresse consultée:

http://www.eiu.com/FileHandler.ashx?issue_id=499088434&mode=pdf.

EIU (2012b), *Industry Report: Energy: Malaysia*, décembre. Adresse consultée:

http://www.eiu.com/FileHandler.ashx?issue_id=690000453&mode=pdf.

EIU (2013a), *Country Report Malaysia*, janvier. Adresse consultée:

http://www.eiu.com/FileHandler.ashx?issue_id=1170033101&mode=pdf.

EIU (2013b), *Industry Report: Telecoms and Technology: Malaysia*, juin. Adresse consultée:

http://www.eiu.com/FileHandler.ashx?issue_id=890666673&mode=pdf.

FMI (2012), *Malaysia 2011 Article IV Consultation*, Country Report n° 12/43, février. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2012/cr1243.pdf>.

FMI (2013a), *Basel Core Principles for Effective Banking Supervision: Detailed Assessment of Observance*, Country Report n° 13/56, mars. Adresse consultée:

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr1356.pdf>.

FMI (2013b), *Malaysia 2012 Article IV Consultation*, Country Report n° 13/51, 28 janvier. Adresse consultée:

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr1351.pdf>.

FMI (2013c), *Malaysia Financial Sector Stability Assessment*, Country Report n° 13/52, février.

Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr1352.pdf>.

Forum économique mondial (2012a), *Global Competitiveness Report 2012-2013*. Adresse consultée:

http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalCompetitivenessReport_2012-13.pdf.

Forum économique mondial (2012b), *Global Enabling Trade Report 2012*. Adresse consultée: http://www3.weforum.org/docs/GETR/2012/GlobalEnablingTrade_Report.pdf.

Gil Sander, F., N. Intan Jalil, M.R.H. Rahuman, P. Kylasapathy (2013), *Malaysia economic monitor: harnessing natural resources*, World Bank Working Paper, 2 juillet. Adresse consultée: "http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/07/02/000442464_20130702112156/Rendered/PDF/791540WP0P1325370MEM80377356B00PUBLIC0.pdf".

Institut de l'automobile (2013), *Malaysia Automotive Economic Trends & Outlook 2012/2013*, Kuala Lumpur.

Institut international du développement durable (2013), *A Citizens Guide to Energy Subsidies in Malaysia 2013*, mai. Adresse consultée: http://www.iisd.org/gsi/sites/default/files/ffs_malaysia_czguide.pdf.

Istituto nazionale per il Commercio Estero (2012), *Malaysia: The Malaysian Automotive Sector*, Courtesy of EU Delegation to Malaysia – Trade & Economic Section, janvier. Adresse consultée: "<http://www.ice.gov.it/paes/asia/malaysia/upload/173/Automotive%20Sector%20Overview%20-Jan%2012.pdf>".

Latifah, A., Z.A. Zainol, N. Sharizad Rusly, F. Akpoviri, N. Marzuki Sidik (2011), "Risk assessment of genetically modified organisms (GMOs)", *African Journal of Biotechnology*, vol. 10(58), 30 septembre. Adresse consultée: http://www.academicjournals.org/article/article1380814265_Latifah%20et%20al.pdf.

Letchumanan, R. (2011), "Administrative System for Handling Biosafety Issues in Malaysia: Emerging Experiences & Lessons Learned", *Biosafety Protocol News*, n° 9, juillet. Adresse consultée: <http://bch.cbd.int/protocol/outreach/newsletter/bpn-09.pdf>.

Malaysia Productivity Corporation (2013a), *Best Practice Regulation Handbook*, juillet. Adresse consultée: <http://www.mpc.gov.my/mpc/images/file/RR/Latest%20Handbook/HandBook.pdf>.

Malaysia Productivity Corporation (2013b), *Productivity Report 2012/2013*, avril. Adresse consultée: <http://www.mpc.gov.my/publication/APR2013.pdf>.

MCMC (2012), *Annual Report 2011*. Adresse consultée: http://www.skmm.gov.my/skmmgovmy/media/General/pdf/SKMM_11eng.pdf.

Menon, J. et T.H. Ng (2013), *Are Government-Linked Corporations Crowding out Private Investment in Malaysia?*, Banque asiatique de développement, Economics Working Paper Series, n° 345, avril. Adresse consultée: <http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2013/ewp-345.pdf>.

MIDA (2012), *Annual Report 2012*. Adresse consultée: http://www.mida.gov.my/env3/uploads/PerformanceReport/2012/MIPR2012_ENG.pdf.

Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie (2011), *National Agro-Food Policy 2011-2020*, 15 décembre, Kuala Lumpur.

Ministère des finances (2011), *Economic Report 2011/2012*, Kuala Lumpur.

Ministère des finances (2012), *Economic Report 2012/2013*, Kuala Lumpur.

Ministère des finances (2013), *Economic Report 2013/2014*, vol. 42, 25 octobre, Kuala Lumpur.

MITI (2013), *Report 2012: Driving Transformation, Powering Growth*, juin. Adresse consultée: http://www.miti.gov.my/cms_matrixNew/MITI%20Report%202012.pdf.

MyIPO (2010), *Annual Report 2010*. Adresse consultée: <http://www.myipo.gov.my/ip-publication> [12 juin 2013].

MyIPO (2011), *Annual Report 2011*. Adresse consultée: <http://www.myipo.gov.my/ip-publication> [12 juin 2013].

OCDE (1999), *Les régimes douaniers après l'Uruguay Round: Bilan et perspectives*, Éditions OCDE. doi: [10.1787/9789264274020-fr](https://doi.org/10.1787/9789264274020-fr).

OCDE (2012a), *Competitive Neutrality: Maintaining a level playing field between public and private business*. Adresse consultée: "http://www.oecd-ilibrary.org/industry-and-services/competitive-neutrality_9789264178953-en".

OCDE (2012b), *Southeast Asian Economic Outlook 2011/12*. Adresse consultée: <http://www.oecdbookshop.org/display.asp?K=5KG3KQTMZ134&LANG=fr> [5 mars 2013].

OCDE (2013a), *Innovation in Southeast Asia*. Adresse consultée: "http://www.oecd-ilibrary.org/science-and-technology/innovation-in-southeast-asia-2012_9789264128712-en".

OCDE (2013b), *Southeast Asian Economic Outlook 2013 with perspectives on China and India: Narrowing Development Gaps*. Adresse consultée: "http://www.oecd-ilibrary.org/development/southeast-asian-economic-outlook-2013_saeo-2013-en" [24 avril 2013].

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2013), *Transnational Organized Crime in East Asia and the Pacific a Threat Assessment*, avril. Adresse consultée: "http://www.unodc.org/documents/southeastasiaandpacific/Publications/2013/TOCTA_EAP_web.pdf" [17 juin 2013].

OMC (2012), *15^{ème} anniversaire de l'Accord sur les technologies de l'information: Commerce, innovation et réseaux de production mondiaux*. Adresse consultée: http://www.wto.org/french/res_f/publications_f/ita15years_2012full_f.pdf.

Organisation des pays exportateurs de pétrole (2012), *Annual Statistical Bulletin 2012*. Adresse consultée: http://www.opec.org/opec_web/static_files_project/media/downloads/publications/ASB2012.pdf.

PricewaterhouseCoopers (2012), *2012/2013 Malaysian Tax and Business Booklet*. Adresse consultée: http://www.pwc.com/en_MY/my/assets/publications/mtbb-2012-2013.pdf.

Swiss Re (2013), *L'assurance dans le monde en 2012*. Adresse consultée: http://media.swissre.com/documents/sigma3_2013_fr.pdf.

Telekom Malaysia (2013), *Annual Report 2012*. Adresse consultée: "https://www.tm.com.my/AboutTM/InvestorRelations/Documents/Annual%20and%20Sustainability/TM2012_AR_ENG.pdf".

UIT (2013), *Measuring the Information Society 2013*. Adresse consultée: "http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/mis2013/MIS2013_without_Annex_4.pdf".

USTR (2012a), *2012 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers – Malaysia*. Adresse consultée: http://www.ustr.gov/sites/default/files/Malaysia_0.pdf [22 février 2013].

USTR (2012b), *2012 Special 301 Report*, avril. Adresse consultée: <http://www.ustr.gov/sites/default/files/2012%20Special%20301%20Report.pdf> [14 juin 2013].

USTR (2013), *2013 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers: Malaysia*. Adresse consultée: <http://www.ustr.gov/sites/default/files/2013%20NTE%20Malaysia%20Final.pdf> [11 juin 2013].

5 APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A2. 1 Notifications à l'OMC, du 1^{er} janvier 2010 au 31 octobre 2013

Accord	Prescription/teneur	Périodicité	Cote OMC et date du document (le plus récent s'il s'agit de notifications périodiques)
Accord sur l'agriculture			
Articles 10 et 18:2	Tableaux ES:1 et ES:2 – Subventions à l'exportation	Annuelle	G/AG/N/MYS/29, 28 mars 2012 G/AG/N/MYA/26, 16 mars 2010
Articles 5:7 et 18:2	Tableau MA.5 – Sauvegarde spéciale	Annuelle	G/AG/N/MYS/28, 27 mars 2012 G/AG/N/MYA/27, 16 mars 2010
Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping)			
Article 16.4	Rapports semestriels sur les actions antidumping (engagées au cours des 6 mois précédents)	Semestrielle	G/ADP/N/244/MYS, 24 septembre 2013 G/ADP/N/237/MYS, 21 janvier 2013 G/ADP/N/230/MYS, 26 septembre 2012 G/ADP/N/223/MYS, 14 mars 2012 G/ADP/N/216/MYS, 23 septembre 2011 G/ADP/N/209/MYS, 18 avril 2011 G/ADP/N/202/MYS, 8 septembre 2010 G/ADP/N/195/MYS, 15 février 2010
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994			
Clause d'habilitation – SGP	Notification d'un accord commercial régional	<i>Ad hoc</i>	WT/COMTD/N/37, 12 septembre 2011 WT/COMTD/N/35, 23 août 2010
Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 (zones de libre-échange)			
Article XXIV du GATT de 1994	Unions douanières et zones de libre-échange	<i>Ad hoc</i>	WT/REG340/N/1, 13 mai 2013 WT/REG330/N/1, 13 février 2013 WT/REG287/N/1, 8 juillet 2010 WT/REG284/N/1, 9 avril 2010
Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 (Entreprises commerciales d'État)			
Article XVII:4 a)	Activités des entreprises commerciales d'État	Annuelle	G/STR/N/11/MYS; G/STR/N/12/MYS; G/STR/N/13/MYS; G/STR/N/14/MYS, 2 septembre 2013 G/STR/N/2/MYS; G/STR/N/3/MYS; G/STR/N/4/MYS; G/STR/N/5/MYS; G/STR/N/6/MYS; G/STR/N/7/MYS; G/STR/N/8/MYS; G/STR/N/9/MYS; G/STR/N/10/MYS, 7 juillet 2010
Accord général sur le commerce des services			
Article V:7 a)	Accords de libre-échange	<i>Ad hoc</i>	S/C/N/695, 13 mai 2013 S/C/N/599, 12 septembre 2011 S/C/N/559, 8 juillet 2010 S/C/N/545, 9 avril 2010

Accord	Prescription/teneur	Périodicité	Cote OMC et date du document (le plus récent s'il s'agit de notifications périodiques)
Accord sur les procédures de licences d'importation			
Articles 1:4 a) et/ou 8:2 b)	Lois et règlements	Une fois, puis lors de modifications	G/LIC/N/1/MYS/2, 11 avril 2013 G/LIC/N/1/MYS/1, 7 septembre 2011
Article 5:1, 5:2, 5:3	Notification d'un programme de licences d'importation automatiques	<i>Ad hoc</i>	G/LIC/N/2/MYS/5, 3 juillet 2012 G/LIC/N/2/MYS/4, 19 avril 2010
Article 7:3	Réponses au questionnaire relatif aux procédures en matière de licences d'importation	Annuelle	G/LIC/N/3/MYS/7, 10 octobre 2011 G/LIC/N/3/MYS/6, 28 avril 2011 G/LIC/N/3/MYS/5, 26 janvier 2010
Accord sur les règles d'origine			
Annexe II	Règles d'origine préférentielle	<i>Ad hoc</i>	G/RO/N/91, 9 avril 2013
Accord sur les sauvegardes			
Article 12:1 a)	Ouverture d'une enquête	<i>Ad hoc</i>	G/SG/N/6/MYS/1, 9 mai 2011
Décision du Comité des sauvegardes	Clôture	<i>Ad hoc</i>	G/SG/N/9/MYS/1, 7 septembre 2011
Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires			
Article 7 et Annexe B	Lois, règlements et mesures d'urgence	<i>Ad hoc</i>	G/SPS/N/MYS/26, 7 janvier 2011 G/SPS/N/MYS/25, 13 août 2010 G/SPS/N/MYS/20, 6 juillet 2009
Accord sur les subventions et les mesures compensatoires			
Article 25.1	Article XVI:1 du GATT de 1994 et article 25 de l'Accord SMC	Notification complète tous les 3 ans; mise à jour annuelle	G/SCM/N/259/Add.1, 18 octobre 2013 G/SCM/N/220/MYS, 14 octobre 2011
Accord sur les obstacles techniques au commerce			
Articles 2.9, 2.10, 5.6 et 5.7	Règlements techniques proposés et adoptés	<i>Ad hoc</i>	2013: G/TBT/N/MYS/33-36 2012: G/TBT/N/MYS/28-32 G/TBT/N/MYS/27/Rev.1, 2 mai 2012 2011: G/TBT/N/MYS/18-27 2010: G/TBT/N/MYS/15/Rev.1, 19 octobre 2010 G/TBT/N/MYS/17, 20 août 2010
Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce			
Article 63:2	Lois et réglementations	Une fois, puis lors de modifications	IP/N/1/MYS/D/2, 6 août 2013 IP/N/1/MYS/D/3, 6 août 2013 IP/N/1/MYS/G/3, 6 août 2013 IP/N/1/MYS/2, 2 août 2013
Article 69	Points de contact	Une fois, puis lors de modifications	IP/N/3/MYS/1, 1 ^{er} août 2013

Source: Secrétariat de l'OMC.

Tableau A3. 1 Récapitulatif des droits de douane appliqués par la Malaisie, 2009 et 2013

	2009				2013			
	Nombre de lignes	Moyenne (%)	Fourchette (%)	Franchise de droits (%)	Nombre de lignes	Moyenne (%)	Fourchette (%)	Franchise de droits (%)
Total	10 389	7,4	0-90	60,3	9 417	5,6	0-90	64,6
SH 01-24	1 307	2,7	0-90	72,2	1 526	2,5	0-90	74,6
SH 25-97	9 082	8,0	0-60	58,6	7 891	6,2	0-60	62,6
Par catégorie OMC								
Produits agricoles (définition de l'OMC)	1 192	2,8	0-90	70,9	1 255	2,9	0-90	70,9
Animaux et produits du règne animal	142	3,1	0-50	88,0	176	2,5	0-50	89,8
Produits laitiers	46	3,7	0-50	84,8	38	4,5	0-50	81,6
Fruits, légumes et plantes	345	2,1	0-90	73,6	346	2,0	0-90	73,1
Café et thé	29	6,2	0-15	41,4	29	6,2	0-15	41,4
Céréales et préparations à base de céréales	144	6,2	0-50	59,0	161	6,3	0-50	60,9
Graines oléagineuses, graisses, huiles et leurs produits	201	2,1	0-20	64,2	213	2,2	0-20	63,4
Sucres et sucreries	31	1,6	0-15	87,1	22	2,3	0-15	81,8
Boissons, liquides alcooliques et tabac	102	3,7	0-20	35,3	110	3,7	0-20	34,5
Coton	5	0,0	0	100,0	5	0,0	0	100,0
Autres produits agricoles, n.d.a.	148	0,9	0-25	58,9	155	0,8	0-25	91,6
Produits non agricoles (définition de l'OMC)	9 197	7,9	0-60	58,8	8 162	6,0	0-60	63,6
Poissons et produits de la pêche	192	1,6	0-20	80,7	349	1,0	0-20	88,5
Minéraux et métaux	1 463	15,4	0-60	39,0	1 235	8,7	0-60	44,0
Produits chimiques et fournitures pour la photographie	1 341	4,8	0-50	70,5	1 261	4,4	0-50	73,0
Bois, pâte, papier et meubles	2 380	2,5	0-40	86,1	1 824	2,7	0-40	84,6
Textiles	894	11,4	0-30	21,7	810	8,9	0-30	30,9
Vêtements	236	15,4	0-20	19,9	248	0,2	0-20	98,8
Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	391	13,0	0-40	40,7	319	11,4	0-40	48,6
Machines non électriques	770	5,8	0-35	67,0	709	5,0	0-35	69,4
Machines électriques	429	6,1	0-30	63,9	380	6,2	0-30	62,6
Matériel de transport	451	18,1	0-50	23,3	410	17,6	0-50	22,9
Produits non agricoles, n.d.a.	619	5,8	0-50	60,7	584	5,7	0-50	63,2
Pétrole	30	0,5	0-5	90,0	32	0,5	0-5	90,6
Par secteur de la CITI								
CITI 1 – Agriculture, chasse et pêche	1 637	0,7	0-90	94,3	1 305	1,1	0-90	92,0
CITI 2 – Industries extractives	119	0,8	0-30	90,8	116	0,9	0-30	90,5
CITI 3 – Industries manufacturières	8 632	8,7	0-60	53,4	7 995	6,4	0-60	59,7
Industries manufacturières à l'exclusion de la transformation des produits alimentaires	7 698	9,4	0-60	51,4	6 936	7,0	0-60	57,7
CITI 4 – Énergie électrique	1	0,0	0	100,0	1	0,0	0	100,0
Par stade de transformation								
Premier stade de transformation	2 041	1,1	0-90	92,8	1 695	1,3	0-90	91,5
Produits semi-finis	3 445	8,7	0-50	57,2	3 118	5,6	0-50	60,9
Produits finis	4 903	9,7	0-60	49,0	4 604	7,2	0-60	57,1

	2009				2013			
	Nombre de lignes	Moyenne (%)	Fourchette (%)	Franchise de droits (%)	Nombre de lignes	Moyenne (%)	Fourchette (%)	Franchise de droits (%)
Par section du SH								
01 Animaux vivants et produits du règne animal	325	2,8	0-50	85,8	478	2,2	0-50	88,9
02 Produits du règne végétal	354	2,7	0-90	73,4	399	2,5	0-90	75,0
03 Graisses et huiles	166	2,5	0-20	59,0	171	2,6	0-20	58,5
04 Produits des industries alimentaires, boissons et tabac	462	2,6	0-20	66,5	478	2,6	0-20	65,9
05 Produits minéraux	203	1,4	0-50	87,7	202	1,4	0-50	87,6
06 Produits des industries chimiques ou des industries connexes	1 083	2,2	0-50	84,9	1 025	2,0	0-50	86,6
07 Matières plastiques, caoutchouc et ouvrages en ces matières	655	13,5	0-40	29,0	563	13,4	0-40	28,6
08 Peaux, cuirs et ouvrages en ces matières	99	5,3	0-25	63,6	82	0,4	0-10	96,3
09 Bois et ouvrages en bois	2 024	1,4	0-40	92,9	1 511	1,4	0-40	91,9
10 Pâtes de bois, papier et carton	333	10,4	0-30	37,2	294	10,4	0-25	38,8
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	1 075	11,9	0-30	22,4	1 025	6,4	0-30	48,5
12 Chaussures, coiffures, etc.	84	14,0	0-30	31,0	71	6,3	0-30	60,6
13 Ouvrages en pierre, plâtre, ciment	204	18,2	0-60	24,0	188	17,3	0-60	26,1
14 Pierres gemmes et métaux précieux, perles	62	2,7	0-20	67,7	58	0,4	0-10	93,1
15 Métaux communs et ouvrages en ces métaux	1 020	18,6	0-50	29,3	823	9,3	0-30	32,9
16 Machines, matériel électrique, etc.	1 257	5,4	0-35	68,3	1 140	5,0	0-35	69,3
17 Matériel de transport	463	17,8	0-50	24,0	422	17,3	0-50	23,7
18 Instruments de précision	266	0,8	0-35	91,4	244	0,8	0-35	92,2
19 Armes et munitions	26	14,2	0-30	7,7	22	13,6	0-30	9,1
20 Marchandises et produits divers	218	9,6	0-50	40,4	213	9,5	0-50	44,6
21 Objets d'art, etc.	10	2,0	0-5	60,0	8	1,3	0-5	75,0

Note: Les calculs excluent les droits contingentaires et les droits spécifiques mais incluent la composante *ad valorem* des droits composites et des droits alternatifs. Le tarif douanier de 2009 est fondé sur le SH2002; le tarif douanier de 2013 est fondé sur le SH2012. Les moyennes sont calculées au niveau des lignes tarifaires nationales (à neuf chiffres).

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données fournies par les autorités malaisiennes.

Tableau A4. 1 Utilisation des contingents tarifaires par produit, 2011

Code du SH	Désignation	Unité	Droit contingentaire	Droit hors contingent	Volume des contingents	Volume des importations ^a	Origine des importations
0103.91.000	Animaux vivants de l'espèce porcine, d'un poids inférieur à 50 kg	Unité	15	20		-	
0103.92.000	Animaux vivants de l'espèce porcine, d'un poids égal ou supérieur à 50 kg	Unité	15	20		-	
0105.11.900	Poussins d'un jour, d'un poids n'excédant pas 185 g, autres	Unité	10	20	2 674 722	3 410 122	Allemagne, Australie, États-Unis, France, Pays-Bas, Royaume-Uni
0105.94.190	Coqs et poules, d'un poids n'excédant pas 2 000 g	Unité	10	20	2 111 102	4 446	Pays-Bas
0203.11.000	Viandes des animaux de l'espèce porcine – en carcasses ou demi-carcasses, congelées	Tonne	25	50	1 908	290 539	Chine, Viet Nam
0203.21.000	Viandes des animaux de l'espèce porcine – en carcasses ou demi-carcasses, fraîches ou réfrigérées	Tonne	25	50	1 864	304	Allemagne
0207.11.000	De coqs et de poules – non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés	Tonne	20	40	10 252	1 753	Pays-Bas
0207.12.000	De coqs et de poules – non découpés en morceaux, congelés	Tonne	20	40	10 151	406 164	Brésil, Thaïlande
0207.13.000	De coqs et de poules – morceaux et abats, frais ou réfrigérés	Tonne	20	40	10 151	55 812	Allemagne, Thaïlande
0207.14.000	De coqs et de poules – morceaux et abats, congelés	Tonne	20	40	18 909	34 674 373	Allemagne, Chine, Danemark, États-Unis, Pays-Bas
0401.10.110	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses n'excédant pas 1%, liquide	Litre	20	50	1 728 140	421 782	Allemagne; Australie; Autriche; États-Unis; France; Hong Kong, Chine; Irlande; Nouvelle-Zélande; Pays-Bas; Royaume-Uni
0401.20.110	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses excédant 1% mais n'excédant pas 6%, liquide	Litre	20	50	4 784 420	811 795	Australie, Indonésie, Nouvelle-Zélande, Thaïlande
0401.30.110	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses excédant 6%, liquide	Litre	20	50	2 030 100	1 372 473	Australie, Irlande, Nouvelle-Zélande, Singapour
0407.00.111	Œufs de poule, en coquilles, à couver	Unité	10	50		-	
0407.00.112	Œufs de cane, en coquilles, à couver	Unité	10	50		-	
0407.00.910	Œufs de poule, en coquilles, conservés ou cuits – autres	Unité	10	50	80 577 850	2 710	Allemagne, Australie, Pays-Bas

Code du SH	Désignation	Unité	Droit contingentaire	Droit hors contingent	Volume des contingents	Volume des importations ^a	Origine des importations
0407.00.920	Œufs de cane, en coquilles, conservés ou cuits – autres	Unité	10	50	81 077 850	240	Chine
0704.90.110	Choux ronds	Tonne	Néant	90	47 675	43 366,73	Chine, Indonésie, Pays-Bas, Thaïlande

a Données provisoires.

Source: Renseignements fournis par les autorités malaisiennes.

Tableau A4. 2 Libéralisation des services, 2009-2013

Sous-secteur des services	Ouverture du marché (date annoncée)	Nouveau plafond de participation étrangère (date de mise en œuvre)	Ancien plafond de participation étrangère
SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
<i>Services professionnels</i>			
• Services comptables (y compris d'audit) et services de conseil fiscal	2011	100% (2012)	Néant
• Services juridiques	2011	Plafond de participation étrangère non encore fixé (pas encore mis en œuvre)	Participation étrangère non autorisée auparavant
• Services d'architecture	2011	100% (pas encore mis en œuvre)	30%
• Services d'ingénierie	2011	100% (pas encore mis en œuvre)	30%
• Services d'économie de la construction	2011	100% (pas encore mis en œuvre)	30%
<i>Services informatiques et services connexes</i>			
• Services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques	2008	100% (2009)	Néant
• Services de réalisation de logiciels – services de consultation en matière de systèmes et de logiciels; services d'analyse de systèmes; services de conception de systèmes; services de programmation et services de maintenance de systèmes	2008	100% (2009)	Néant
• Services de traitement de données – services de préparation de données d'entrée; services de traitement et de tabulation des données; services de traitement en temps partagé et autres services de traitement des données	2008	100% (2009)	Néant
• Services de base de données	2008	100% (2009)	Néant
• Services d'entretien et de réparation d'ordinateurs	2008	100% (2009)	Néant
• Autres services – services de préparation des données; services de formation; services de récupération des données; et services d'élaboration de contenus créatifs	2008	100% (2009)	Néant
<i>Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs</i>			
• Services de crédit-bail ou de location de navires, à l'exclusion des activités de commerce de cabotage et de commerce offshore	2009	100% (2009)	30%
• Location de navires de charge sans équipage (affrètement coque nue) pour le transport international	2009	100% (2009)	30%
<i>Autres services fournis aux entreprises</i>			
• Centres de distribution régionaux	2009	100% (2009)	Néant
• Centres d'achat internationaux	2009	100% (2009)	Néant
• Services d'essais et d'analyses techniques – services d'essais et d'analyses de la composition et de la pureté, services d'essais et d'analyses des propriétés physiques, services d'essais et d'analyses de systèmes mécaniques et électriques intégrés et services d'inspection technique	2009	100% (2009)	70%
• Services de conseil en gestion – services de caractère général, financiers (sauf concernant l'impôt sur le revenu des sociétés), de commercialisation, liés aux ressources humaines, de production et de relations publiques	2009	100% (2009)	49%

Sous-secteur des services	Ouverture du marché (date annoncée)	Nouveau plafond de participation étrangère (date de mise en œuvre)	Ancien plafond de participation étrangère
SERVICES DE COMMUNICATION			
<i>Services de courrier</i>			
• Services de courrier	2011	100% (2012)	s.o.
<i>Services de télécommunication</i>			
• Licences de télécommunication pour les fournisseurs d'applications en ligne	2011	100% (2012)	40%
• Licences de télécommunication pour les fournisseurs de services de réseau et les fournisseurs d'infrastructure de réseau	2011	70% (2012)	30%
SERVICES DE DISTRIBUTION			
• Grands magasins et boutiques spécialisées	2011	100% (2012)	70%
SERVICES D'ÉDUCATION			
• Écoles techniques et professionnelles	2011	100% (2012)	s.o.
• Écoles techniques et professionnelles pour étudiants ayant des besoins spéciaux	2011	100% (2012)	s.o.
• Centres de formation professionnelle	2011	100% (2012)	..
• Écoles internationales	2011	100% (2012)	20%
• Universités privées	2011	100% (2012)	51%
SERVICES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT			
• Services d'incinération	2011	100% (2012)	..
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
• Tous services vétérinaires	2009	100% (2009)	Participation étrangère non autorisée auparavant
• Services sociaux d'accueil de personnes âgées ou handicapées	2009	100% (2009)	Participation étrangère non autorisée auparavant
• Services sociaux fournis par des institutions résidentielles à des enfants	2009	100% (2009)	Participation étrangère non autorisée auparavant
• Services de crèches, y compris les services de centres pour personnes handicapées	2009	100% (2009)	Participation étrangère non autorisée auparavant
• Services de réadaptation professionnelle des handicapés	2009	100% (2009)	Participation étrangère non autorisée auparavant
• Hôpitaux privés	2011	100% (2012)	30%
• Cliniques médicales spécialisées	2011	100% (2012)	Participation étrangère non autorisée auparavant
• Cliniques dentaires spécialisées	2011	100% (2012)	Participation étrangère non autorisée auparavant
SERVICES TOURISTIQUES			
• Parc à thème	2009	100% (2009)	49%
• Centre de congrès et d'expositions (nombre de places assises supérieur à 5 000)	2009	100% (2009)	49%
• Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques (pour les voyages à l'étranger)	2009	100% (2009)	49%
• Services d'hôtellerie et de restauration (pour les hôtels 4 et 5 étoiles)	2009	100% (2009)	49%
• Services de restauration (fournis dans les hôtels 4 et 5 étoiles)	2009	100% (2009)	49%
• Services de vente de boissons à consommer sur place (fournis dans les hôtels 4 et 5 étoiles)	2009	100% (2009)	49%

Sous-secteur des services	Ouverture du marché (date annoncée)	Nouveau plafond de participation étrangère (date de mise en œuvre)	Ancien plafond de participation étrangère
SERVICES SPORTIFS ET AUTRES SERVICES RÉCRÉATIFS			
• Services sportifs (services de promotion et d'organisation de manifestations sportives)	2009	100% (2009)	Néant
SERVICES DE TRANSPORT			
• Transport de marchandises de classe C (licence de transporteur privé permettant de transporter ses propres marchandises) ^a	2009	100% (2009)	Néant
Services annexes et auxiliaires des transports			
• Services d'agences maritimes	2009	100% (2009)	30%
• Services de sauvetage et de renflouement	2009	100% (2009)	30%

s.o. sans objet.
.. non disponible.

a Concerne le transport routier.

Source: Renseignements en ligne du MITI. Adresse consultée: <http://myservices.miti.gov.my/web/guest/autonomous;jsessionid=283CB21AA7AAC1E8A27A8C5913AAE31B>; et renseignements en ligne fournis par les autorités malaisiennes.

Tableau A4. 3 Législation régissant les secteurs des services, 2013

Secteur	Législation
Banque et assurance	Loi sur les établissements de développement de la finance, 2002
	Loi de Labuan sur les services financiers et les titres, 2010
	Loi de Labuan sur les services financiers islamiques, 2010
	Loi sur les sociétés d'assurance des dépôts, 2011
	Loi sur les services financiers islamiques, 2013
	Loi sur les services financiers, 2013
Télécommunications	Loi sur les communications et le multimédia, 1988
	Loi sur la Commission des communications et du multimédia, 1988
Transport maritime	Loi sur le transport de marchandises par voie maritime, 1950
	Ordonnance sur la marine marchande, 1952
	Loi sur la Commission du port de Penang, 1955
	Ordonnance sur l'administration portuaire de Sarawak, 1961
	Loi sur les administrations portuaires, 1963
	Loi sur la constitution de l'administration portuaire de Sabah, 1967
	Loi sur l'administration portuaire de Bintulu, 1981
	Loi sur les ports (privatisation), 1990
Transport aérien	Loi sur l'aviation civile, 1969 (et Règlement sur l'aviation civile de 1996)
	Loi sur le transport par voie aérienne, 1974
	Loi sur les infractions dans le secteur de l'aviation, 1984
	Loi sur les services d'aéroport et aéronautiques (Société d'exploitation), 1991
	Loi sur les garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (aéronefs), 2006
Tourisme	Loi sur le secteur du tourisme, 1992 (dernière modification en 1998)
	Loi sur l'Office malaisien de promotion du tourisme, 1992
	Loi sur l'immatriculation des véhicules de tourisme, 1999

Source: Diverses sources gouvernementales.

Tableau A4. 4 Ports fédéraux et ports des États: volume du trafic, propriété et exploitation, 2013

	Organisme de contrôle	Exploitant(s)	Exploitant: participation étrangère au capital (%)	Arrivées de navires de haute mer (2012)	
				Nombre	Milliers de TJB
Ports fédéraux					
Port de Klang	Administration portuaire de Klang	Northport (Malaysia) Berhad Westports Malaysia Sdn Bhd	30%	15 279	384 436
Port de Tanjung Pelepas	Administration portuaire de Johor	Port of Tg Pelepas Sdn Bhd	30%	4 728	40 328
Port de Penang	Administration portuaire de Penang	Penang Port Sdn Bhd	0%	3 962	66 941
Port de Johor	Administration portuaire de Johor	Johor Port Bhd	0%	3 678	30 286
Port de Kuantan	Administration portuaire de Kuantan	Kuantan Port Consortium Sdn Bhd	40%	2 059	44 469
Port de Kemaman	Administration portuaire de Kemaman	Konsortium Pelabuhan Kemaman Sdn Bhd	0%	564	5 723
Port de Bintulu	Administration portuaire de Bintulu	Bintulu Port Sdn Bhd	0%	2 806	63 987
Port de Tanjung Bruas	Administration portuaire de Malacca	Syarikat perkhidmatan Pelabuhan Gabungan Sdn Bhd (jusqu'au 31 octobre 2013)	0%	71	384
Ports des États					
Sabah					
Port de Sepanggar; port de Tawau; port de Lahad Datu; port de Sandakan; port de Kunak; port de Kudat.	Administration portuaire de Sabah	Sabah Ports Sdn Bhd	0%	4 791	37 997
Sarawak					
Port de Kutching	Administration portuaire de Kutching	Administration portuaire de Kutching	0%	736	10 337
Port de Rejang	Administration portuaire de Rejang	Administration portuaire de Rejang	0%	281	3 611
Port de Miri	Administration portuaire de Miri	Administration portuaire de Miri	0%	371	6 134

Source: Renseignements en ligne de l'Institut maritime de la Malaisie (adresse consultée: <http://www.mima.gov.my/mima/web-links/malaysian-ports>); Département des statistiques (2012), *Statistics Yearbook Malaysia 2011*, septembre (adresse consultée: [http://www.statistics.gov.my/portal/download_Buku_Tahunan/files/BKKP/2011/Buku_Tahunan_Perangkaan_Malaysia_2011\[Laporan_Lengkap\].pdf](http://www.statistics.gov.my/portal/download_Buku_Tahunan/files/BKKP/2011/Buku_Tahunan_Perangkaan_Malaysia_2011[Laporan_Lengkap].pdf)); Ministère des transports (2013), tableau 3.7, *Statistics Book 201*, Kuala Lumpur; et renseignements fournis par les autorités malaisiennes.

Tableau A4. 5 Engagements en matière de transport maritime dans le cadre de l'AGCS et des ALE: accès aux marchés, modes 1 à 3

	AGCS	Accord-cadre de l'ASEAN sur les services	ASEAN-Corée	ASEAN-Chine	ASEAN-Aus-NZ	Mal-Jap	Mal-Pak	Mal-NZ	Mal-Inde	Mal-Aus
■ – engagement sans limitation/pas de restriction; □ – engagement partiel; □ – non consolidé/pas d'engagement; U* – non consolidé car techniquement irréalisable										
Services de transport maritime international ^a	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □
Services d'agence maritime	M1 ■ M2 ■ M3 □	-	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 ■	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 ■	M1 ■ M2 ■ M3 ■
Services de manutention des cargaisons maritimes	-	M1 ■ M2 ■ M3 □	-	-	-	-	-	M1 ■ M2 ■ M3 □	-	-
Location de navires de charge avec équipage (transport maritime international)	-	M1 ■ M2 ■ M3 ■	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 ■	-	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 ■	-	-	-
Location de navires de charge sans équipage (transport maritime international)	-	-	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 ■	-	M1 ■ M2 ■ M3 □	-	-	M1 ■ M2 ■ M3 ■	-
Services de maintenance et de réparation	-	M1 U* M2 ■ M3 □	M1 U* M2 ■ M3 □	-	-	-	M1 U* M2 ■ M3 □	-	M1 ■ M2 ■ M3 □	-
Services de sauvetage et de renflouage de navires	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 ■	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 ■	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 ■	M1 ■ M2 ■ M3 ■
Sociétés de classification ^b	-	M1 ■ M2 ■ M3 □	-	-	-	-	-	M1 □ M2 ■ M3 □	-	-
Services de transitaires maritimes	-	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 □	M1 ■ M2 ■ M3 ■	-	-	-	-	M1 ■ M2 ■ M3 □	-

a Les engagements excluent le cabotage. Conformément à certains accords, les cargaisons gouvernementales sont également exclues.

b Les sociétés de classification établissent les normes techniques applicables à la construction et à l'exploitation des navires et des installations offshore et effectuent des enquêtes pour veiller à la conformité à ces normes.

Note: Mal-Jap (ACR Malaisie-Japon); Mal-Pak (ACR Malaisie-Pakistan); Mal-NZ (ACR Malaisie-Nouvelle-Zélande); Mal-Inde (ACR Malaisie-Inde); Mal-Aus (ACR Malaisie-Australie).

Source: Document de l'OMC GATS/SC/52 du 15 avril 1994; et base de données de l'OMC sur les ACR. Adresse consultée: <http://rtais.wto.org>.